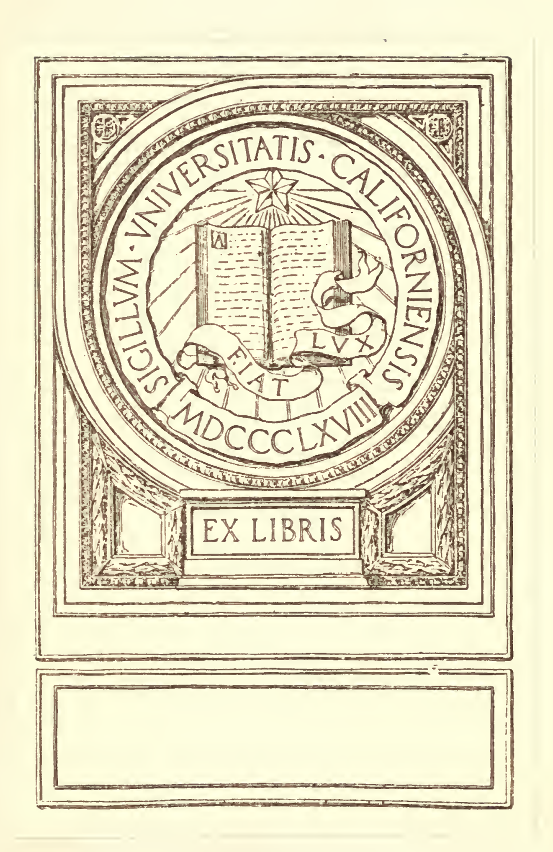



SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS

EN AMÉRIQUE
JADIS & MAINTENANT

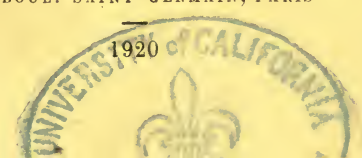
PAR

J. J. JUSSERAND
Ambassadeur de France aux États-Unis.



LIBRAIRIE HACHETTE
79, BOUL. SAINT-GERMAIN, PARIS

1920



EN AMÉRIQUE
JADIS & MAINTENANT

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Histoire littéraire du peuple anglais (Didot).

I. Des origines à la Renaissance, 2[e] édition . . . 7 fr. 50

II. De la Renaissance à la guerre civile, 2[e] édition . 12 fr.

Les Anglais au Moyen Age (Hachette).

I. La vie nomade et les routes d'Angleterre au XIV[e] siècle. . . . . 3 fr. 50

II. L'Épopée mystique de William Langland, frontispice . . . . 3 fr. 50

Le Roman d'un roi d'Ecosse, frontispice (Hachette) . 2 fr. 50

Ronsard. Grands Écrivains français (Hachette). . . . . 2 fr.

Shakespeare en France sous l'ancien régime (Colin) . . 4 fr.

Le Roman au temps de Shakespeare (Delagrave). . . . 2 fr.

Histoire abrégée de la littérature anglaise, 2[e] édition (Delagrave). 2 fr. 50

Les sports et jeux d'exercices dans l'ancienne France. 60 gravures, 2[e] édition (Plon) . . . . 6 fr.

A French Ambassador at the Court of Charles II, count Cominges, illustré (Fisher Unwin) . . . . 7 s. 6 d.

English Essays from a French pen, illustré (Fisher Unwin) . . . . 7 s. 6 d.

EN AMÉRIQUE
JADIS & MAINTENANT

PAR

J. J. JUSSERAND
Ambassadeur de France aux États-Unis.



LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1918

DÉDICACE

DE L'ÉDITION AMÉRICAINE

Il y a treize ans aujourd'hui, un nouvel ambassadeur de France aux États-Unis présentait ses lettres de créance. L'ambassadeur n'était pas très âgé pour un ambassadeur; le président était très jeune pour un président, le plus jeune en fait que les États-Unis eussent jamais eu. Tous deux, selon la coutume, se lurent l'un à l'autre des discours préparés d'avance, et une conversation suivit, à laquelle beaucoup d'autres succédèrent, sur une variété de questions qui n'étaient pas toutes d'ordre diplomatique. A quoi prit part, avec sa bonne grâce, son savoir, sa chaleur de cœur, l'auteur des Pike County Ballads *et de la* Vie de Lincoln, *présent à l'audience en sa qualité de Secrétaire d'État des États-Unis*[1].

Telle fut la première impression directe que reçut le nouvel arrivant de l'énergique pays américain, aux larges vues. De plus anciennes, datant de l'enfance, lui avaient été fournies par le journal illustré que recevait sa famille et qui publiait des représentations imaginaires des batailles entre les soldats barbus de Grant et de Lee, les « poilus » de cette

1. M. John Hay, ancien ambassadeur, Secrétaire d'État du temps de M. Roosevelt.

époque. Une autre impression provenait des romans de Fenimore Cooper, Tueur-de-daims partageant avec Ivanhoe l'enthousiasme des jeunes au foyer paternel. Une autre encore fut reçue lorsque, la république ayant été proclamée, la rue où la famille passait les hivers cessa de s'appeler « rue de la Reine » et devint la « rue Franklin. »

Treize ans est un long espace de temps dans une vie d'ambassadeur, et n'est pas insignifiant dans la vie d'un pays aussi jeune que l'Amérique. La onzième partie de cette vie s'est écoulée sous mes yeux; la population s'est accrue d'un quart ou d'un cinquième depuis que j'ai été accrédité aux États-Unis. Le pays comptait alors quarante-cinq États au lieu de quarante-huit; les échanges commerciaux avec la France étaient la moitié de ce qu'ils sont maintenant; le tonnage de la flotte de guerre américaine était inférieur de plus de moitié à ce qu'il est aujourd'hui; le canal de Panama n'était pas encore américain, l'aéroplane était inconnu, l'automobile une curiosité. Parmi les artistes, penseurs, humoristes, savants, brillaient La Farge, McKim, Saint-Gaudens, William James, Mark Twain, Furness, Newcomb, Langley, Weir Mitchell, qui, laissant une renommée durable, ont tous disparu.

Le discours officiel à la Maison-Blanche fut suivi de beaucoup d'autres. Imparfaitement habitué à parler sur tout sujet, devant n'importe quelle assemblée, je souhaitai d'abord en écarter les occasions, mais ne fus pas long à m'apercevoir que ce n'était

pas là question de goût ou de dispositions personnelles, mais de courtoisie et d'amitié. Les auditoires d'Amérique, à l'esprit vif, aux dispositions cordiales et bienveillantes, toujours prêts à montrer leur appréciation de tout effort, facilitèrent grandement la tâche.

J'eus ainsi, par degrés, à me faire entendre devant des réunions de bien des sortes, en bien des lieux, sur bien des sujets, depuis les origines de la guerre de l'Indépendance jusqu'au reboisement des montagnes, et même la mortalité infantile : occasion où l'ambassadeur de France se trouva être avec un prélat qu'entoure la vénération universelle, le seul orateur qui ne fut pas médecin accoucheur. Beaucoup de ces discours furent impromptu ; d'autres, à l'avantage de l'orateur et de l'auditoire, traitaient de sujets étudiés avec autant de soin qu'avaient pu permettre les tâches et devoirs quotidiens.

Un examen du développement historique des deux pays conduira, je crois, tout esprit impartial à la conclusion que, avec tant de liens spéciaux, entre eux, dans le passé, des mêmes buts à atteindre dans l'avenir, il ne peut qu'être à leur avantage et à celui du monde libéral, que les deux Républiques face à face aux deux bords de l'Océan, vivent à jamais en termes d'amitié, pour ne pas dire d'intimité, comparant leurs expérimentations, s'aidant lorsque les circonstances le permettent : elles l'ont fait plus d'une fois jadis, et le feront sans doute

encore par la suite. Au cours de nos épreuves actuelles, l'active générosité des Américains et Américaines s'est manifestée d'une manière dont le souvenir ne s'effacera jamais.

Doyen aujourd'hui, non seulement du corps diplomatique mais de tous mes prédécesseurs, depuis ces premiers temps où, sur une plate-forme à degrés, élevée dans « Independence Hall » à Philadelphie, mon ancêtre professionnel, Gérard de Rayneval, présenta au Congrès les premières lettres de créance apportées en Amérique (et Gérard formait alors, à lui seul, tout le corps diplomatique aux États-Unis), j'ai réuni quelques études sur les hommes et les événements offrant le plus d'intérêt au point de vue des relations franco-américaines. Trois discours sont ajoutés, dans les termes mêmes où ils furent prononcés. Puissent ces pages trouver auprès des lecteurs le même accueil indulgent que lui accordèrent les auditeurs.

Et maintenant, ayant vécu en Amérique treize ans, offrant les meilleurs vœux aux quarante-huit d'aujourd'hui, je dédie ces pages, en souvenir du temps d'autrefois

AUX

TREIZE ÉTATS DE L'UNION PRIMITIVE

J. J. Jusserand.

Washington, 7 février 1916.

Depuis que ces lignes ont été écrites, un événement d'importance unique a fait frissonner de joie les cœurs français. Les deux Républiques s'aideront sans doute encore par la suite, est-il dit plus haut. Ce que je croyais pouvoir annoncer ainsi devint réalité. Chaque mois d'honnête vaillance française et de barbarie prussienne transparaissant à travers une propagande qui la rendait plus hideuse, nous rapprochait de l'heure qui sonna dans la soirée du 2 avril 1917, alors que le Président Wilson lut au Capitole devant les deux Chambres, de sa voix tranquille, d'un ton modeste grandissant l'effet, un de ces messages qui ne s'oublieront pas plus que la Déclaration d'Indépendance. « Nous relevons, y disait-il, le gant qui nous a été jeté par cet ennemi naturel de la liberté et nous emploierons, s'il le faut, la force entière de notre nation pour brider et annihiler ses ambitions et sa puissance.... Il faut que le monde devienne pour la démocratie un lieu de sûreté.... Nous sommes au seuil d'un âge où, à chaque nation, seront imposées les mêmes règles de conduite qu'aux citoyens individuels des États civilisés, les mêmes responsabilités pour les dommages causés. »

Il ajoutait, en termes d'une similitude saisissante avec ceux des ministres français de 1778 : « Aucun mobile égoïste ne nous pousse. Nous ne désirons nulle conquête, nulle acquisition. Nous n'ambitionnons aucune indemnité pour nous-mêmes, aucune compensation pour les sacrifices que nous

ferons de bon cœur. Nous ne sommes que l'un des champions de l'humanité.... Le droit est plus précieux que la paix; nous combattrons pour ce qui a été, de tout temps, le plus cher à nos cœurs. »

Nous sommes dans la lutte, a dit encore le Président des États-Unis, « jusqu'à ce que le dernier coup de canon soit tiré, » et il ne saurait l'être tant que les grandes injustices rendant la paix instable n'auront pas été effacées. Il faut, entre autres, que « le tort fait à la France par la Prusse en 1871 dans la question d'Alsace-Lorraine, qui a rendu précaire la paix du monde depuis près de cinquante ans, soit réparé, afin que la paix soit assurée de nouveau dans l'intérêt de tous.[1] »

Ces appels aux cœurs américains reçurent une réponse digne des cœurs américains : par des votes presque sans discussion, presque à l'unanimité, la nation accepta des charges sans exemple, le service militaire obligatoire et universel, des sacrifices financiers si énormes qu'il a été calculé que les crédits déjà votés dépassent cent francs par minute depuis la naissance du Christ. Tout aussi caractéristique a été l'attitude du peuple américain en présence, non de lois, mais de simples recommandations du Président ou de ses ministres, disant : rien ne vous y oblige, mais nous vous en prions; dans l'intérêt de la grande cause, privez-vous, économisez le grain, la viande, le sucre, ne gaspillez

1. Message du 8 janvier 1918.

pas une heure de votre temps, une parcelle de vos ressources ; augmentez à vos moments libres, même vous citadins, commis de magasin, employés de bureau, les superficies cultivées : avec ce résultat que, dans telle région où se trouvait, avant l'entrée en guerre, 40 000 jardins potagers urbains, il s'en trouva 130 000 à la fin de 1917. L'esprit des précurseurs enthousiastes qui, dans la Légion, dans les ambulances, dans l'aviation (ces « Lafayette de l'air, » comme les a appelés M. Roosevelt), les Alan Seeger, les Richard Hall, les Victor Chapman et leurs pairs, ont donné leur vie pour la France, pénétrait la nation entière. Aux deux plus grandes crises de leur existence les deux peuples auront pu se répéter, l'un à l'autre, ces mots du lai de Tristan :

Si est de nous,
Ne vous sans moi, ne moi sans vous.

Les Américains n'ont jamais oublié 1778; les Français n'oublieront jamais 1917.

J.

Washington, 6 avril 1918.
(Anniversaire de l'entrée en guerre
des États-Unis.)

EN AMÉRIQUE

JADIS ET MAINTENANT

I

ROCHAMBEAU EN AMÉRIQUE D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

La guerre d'Amérique durait depuis cinq ans; depuis deux ans, un traité d'alliance, ayant pour unique objet d'assurer « la liberté, la souveraineté et l'indépendance absolue et illimitée des États-Unis », nous liait aux « insurgents; » succès et revers alternaient : Brooklyn, Trenton, la Brandywine, Saratoga. Tout récemment, la nouvelle était venue de la double victoire sur terre et sur mer de d'Estaing à la Grenade, et on avait illuminé. Les lumières étaient à peine éteintes qu'on apprenait le sanglant échec du même d'Estaing à Savannah. Le pays s'inquiétait de la durée d'une guerre dont, après tant de labeur, l'issue demeurait incertaine.

Lorsque, dans les premiers mois de 1780, le bruit se répandit qu'un grand effort définitif allait être tenté, qu'il ne s'agissait plus d'envoyer aux Améri-

cains une escadre, mais une armée, et que la fin du drame était proche, l'enthousiasme fut immense. Tout le monde voulait partir. On allait passer les mers, visiter des pays inconnus, secourir un peuple épris d'indépendance, qui luttait pour une cause sainte et dont tous nos volontaires louaient les vertus : le peuple qui avait pour chef Washington et que Franklin représentait à Paris. Une ardeur de croisés enflammait la jeunesse française, et l'expédition projetée était, en effet, la plus importante que la France eût lancée outre-mer depuis le temps des lointaines croisades. Il s'agissait vraiment d'une cause sainte : celle de la liberté, mot magique et qui faisait alors battre les cœurs. « Pourquoi la liberté est-elle si rare? » disait Voltaire. — « Parce qu'elle est le premier des biens. »

Tous ceux qui purent obtenir d'embarquer étaient convaincus qu'ils assisteraient à des événements mémorables, probablement sans exemple, et il se trouva qu'en réalité ils devaient assister à la campagne qui, avec celle de Hastings, où fut décidé, en 1066, le sort de l'Angleterre, et celle de Bouvines, qui fit de nous, en 1214, une grande nation, allait être l'un des trois faits d'armes les plus gros de conséquences auxquels des Français aient jamais pris part.

Un résultat caractéristique de cet état d'esprit est que tous notaient leurs impressions, dessinaient, tenaient des journaux. Jamais, tout en faisant la guerre, on n'a tant écrit ni tant dessiné. Ces notes et

croquis subsistent en quantité considérable, et de toutes mains, car la passion de narrer et d'observer était commune aux gens les plus divers : journaux et mémoires de chef d'armée comme Rochambeau, ou de chef d'état-major comme Chastellux, membre de l'Académie française, adaptateur de Shakespeare, auteur d'une *Félicité publique* qui, disait Franklin, le montrait « véritable ami de l'humanité ; » récits d'aumônier de régiment comme l'abbé Robin, de viveur sceptique comme Lauzun, le nouveau don Juan, dont les récits de bataille alternent avec les ressouvenirs d'amour, beau, impertinent, licencieux, excellent soldat, audacieux et endurant, et destiné, ainsi que plusieurs de ses compagnons, à l'échafaud révolutionnaire ; journaux d'officiers divers comme le comte de Deux-Ponts, le prince de Broglie, qu'attendait lui aussi l'échafaud, le comte de Ségur, fils du maréchal, plus tard lui-même académicien et ambassadeur, Mathieu-Dumas, futur ministre de la Guerre d'un futur roi de Naples qui portait le nom alors inconnu de Joseph Bonaparte, Axel de Fersen, aide de camp de Rochambeau, qui devait organiser la fuite à Varennes et mourir massacré dans son pays, notes, cartes et dessins du baron Cromot-Dubourg, autre aide de camp, journal aussi, parmi beaucoup d'autres, de modeste commissaire des guerres comme Blanchard, qui donne une note à part, voit ce que d'autres ne voient pas et dont le ton de subalterne contraste avec la superbe des seigneurs ses compagnons.

De page en page, en tournant les feuillets, on voit paraître, sans parler de Lafayette, Kosciusko et des premiers enthousiastes, bien des noms qui commençaient à peine à sortir de l'ombre et dont plusieurs n'y sont plus jamais rentrés : Berthier, La Pérouse, La Touche-Tréville, les frères Lameth, Bougainville, Custine, le Bouillé de la fuite à Varennes, le La Clochetterie du combat de la *Belle-Poule*, le Duportail, qui devait être ministre de la Guerre sous la Constituante, le jeune Talleyrand, frère du futur homme d'État, le jeune Mirabeau, frère du futur orateur, surnommé, à cause de ses dimensions, Mirabeau Tonneau, ayant tout aussi volontiers le verre ou l'épée en main, le jeune Saint-Simon, qui n'était pas encore pacifiste ni saint-simonien[1], Suffren, sur l'escadre de qui naviguait le futur Directeur Barras, alors officier au régiment de Pondichéry. Toute la France était vraiment représentée, un peu celle du passé, beaucoup celle de l'avenir.

Quantité de ces journaux ont été imprimés (celui de Cromot-Dubourg seulement en traduction anglaise[2]), d'autres sont perdus ; plusieurs demeurent

1. Au sujet de la campagne d'Amérique où il se distingua, fut blessé et promu colonel, Saint-Simon (Claude-Henri de Rouvroy, comte de) écrivait plus tard : « La guerre en elle-même ne m'intéressait pas, mais le but de la guerre m'intéressait et cet intérêt m'en faisait supporter les travaux sans répugnance. Je veux la fin, me disais-je souvent, il faut que je veuille les moyens. » *Œuvres*, 1865, I, 11 Deux autres Saint-Simon (les trois étant alliés au fameux auteur des *Mémoires*) prirent part à cette campagne : le marquis Claude-Anne, 1740-1819, et le baron Claude qui se retira de l'armée en 1806.

2. *Magazine of American History*, mars 1880 et suiv.

inédits, si bien qu'après tout ce qui a déjà paru et tant d'excellents travaux, il demeure possible de refaire, en suivant, pour partie, de nouveaux guides et en utilisant de nouveaux documents, le grand voyage qui mena nos compatriotes de Brest à Newport et de Newport à Yorktown. La masse des papiers de Washington et ceux de Rochambeau, qui n'ont été que partiellement utilisés, sont conservés à la Bibliothèque du Congrès des États-Unis; le journal inédit dont la même bibliothèque possède une copie, tenu par l'aide de camp, Louis, baron de Closen, excellent observateur, gai, brave cœur, d'une bonne humeur qui grandit quand les désagréments s'accroissent, donne une note juvénile en contraste avec la dignité sereine des rapports et des mémoires de ses chefs; de curieux renseignements sont fournis encore par plusieurs lettres inédites de Washington[1] et par ses notes journalières en grande partie inédites aussi, inscrites en ses carnets de poche[2], de sa magistrale écriture, régulière et sans ratures, d'homme tranquille, aux nerfs calmes, à la volonté sûre, ignorant la lenteur et la précipitation, écriture d'homme à

1. Quelques-unes avec l'adresse conservée : « On public service. — To his Excellency, count de Rochambeau, Williamsburg, Virginia. »

2. La plupart de ces carnets, dont toutefois beaucoup ont été perdus, sont conservés à la Bibliothèque du Congrès. Des plus anciens (15 mars 1747, alors que Washington avait 15 ans) au dernier, arrêté la veille de sa mort, l'écriture demeure presque la même. L'état des couvertures montre que plusieurs d'entre eux, surtout les plus confidentiels, tenus en campagne, durent habiter longtemps les poches de leur auteur.

la conscience et aux vues claires, supérieur à la fortune et partisan, en toutes circonstances, tout au long de sa vie, de la ligne droite.

Enfin le gouvernement anglais a généreusement ouvert ses archives, de sorte que, tant par les récriminations publiées à Londres après le désastre, que par les dépêches maintenant accessibles, on peut savoir ce qui se disait dans New York et hors de New York, dans les redoutes de Yorktown et dans les tranchées françaises et américaines entourant la place.

I

Le lieutenant général Jean-Baptiste Donatien de Vimeur, comte de Rochambeau, âgé de cinquante-cinq ans, l'aîné de Washington de sept années, était dans sa maison de Paris, rue du Cherche-Midi[1], au commencement de mars 1780, malade et sur le point de partir pour son château de Rochambeau en Vendômois ; les chevaux de poste étaient prêts, quand il reçut la nuit, dit-il dans ses Mémoires, « un courrier qui lui apportait l'ordre d'aller à Versailles recevoir ceux de Sa Majesté. » Depuis quelque temps le bruit courait que le grand effort allait être tenté ; la nouvelle lui en fut confirmée, avec celle qu'il aurait le commandement de l'armée envoyée au secours des Américains.

C'était une tâche extraordinaire. Il s'agissait de

1. Cette très belle demeure existe encore et abrite présentement les bureaux du Ministère du Travail. Les jardins ont été détruits.

gagner le Nouveau Monde avec un corps d'armée entassé sur de lourds transports, d'éviter les flottes anglaises, de combattre en pays à peu près inconnu aux côtés de gens qui ne l'étaient pas moins, en qui, jusqu'à une époque toute récente, nous avions vu des ennemis et non des alliés, et pour une cause qui jusque-là n'avait guère rencontré d'adhérents à Versailles, celle de la liberté républicaine.

Ce dernier point était le plus surprenant de tous, tellement que même les Indiens amis de la France qui vinrent visiter Rochambeau à son campement de Newport lui demandèrent comment il se pouvait faire qu'un roi aidât les sujets d'un autre roi révoltés contre « leur père. » C'est, répondit Rochambeau, que ce roi a été un père dénaturé, et que le nôtre a jugé de son devoir de « protéger la liberté naturelle que Dieu a donnée à l'homme.[1] »

Cette réponse à « messieurs les sauvages » est caractéristique ; elle montre quelle force latente surmonta les obstacles et comment notre nation put demeurer, du commencement à la fin, fidèle à la cause américaine, approuver un traité d'alliance qui, nous imposant d'immenses risques, nous interdisait toute conquête, et se réjouir enfin d'une paix qui, à l'issue d'une guerre victorieuse, n'ajoutait rien à nos territoires. Cette force était précisément la passion grandissante parmi les Français pour cette

1. *Mémoires militaires, historiques et politiques de Rochambeau, ancien maréchal de France et grand officier de la Légion d'honneur*, Paris, 1809, 2 vol., t. I, p. 255.

« liberté naturelle que Dieu a donnée à l'homme. » Fontanes écrivait plus tard : « Alors tous les vœux étaient pour la liberté, et ces vœux mêmes se manifestèrent jusque dans les palais et sur les trônes. Les mers d'Europe furent étonnées de porter des flottes royales qui volaient à la défense des républicains de l'Amérique.[1] »

La haine de l'Angleterre, avivée pourtant par les cruelles conditions du traité de Paris, qui avait scellé en 1763 la perte du Canada, eut beaucoup moins de part dans nos déterminations que ne prétendent maints auteurs peu portés à voir en beau notre rôle[2]. Ce sentiment était vif, il est vrai, chez plusieurs des chefs, mais non chez tous, vif aussi chez un certain nombre d'officiers, mais, là encore, non chez tous. Dans la masse de la nation, dont l'opinion réclamait si énergiquement une politique pro-américaine, une seule pensée dominait. La cause des « insurgents » était populaire parce qu'elle était associée aux idées de liberté; on ne regardait pas au delà.

On oublie souvent que ce moment n'était pas en

1. *Éloge funèbre de Washington*, février 1800.

2. « On a soutenu, » disait le chevalier de Pontgibaud, plus tard comte de Moré, l'un des aides de camp de Lafayette dans la campagne américaine, rapportant une conversation avec Alexandre Hamilton, « que l'intérêt de la France était de rester neutre et de profiter de l'embarras de l'Angleterre pour se faire restituer le Canada qui plein de souvenirs français nous appelait de tous ses vœux. » Mais la poussée de l'opinion ne permit pas qu'une telle considération prévalût. *Mémoires du comte de Moré*, Paris, 1898, p. 169; la première édition avait été imprimée par Balzac en 1827.

France une période d'anglophobie, mais d'anglomanie. Necker, si influent et qui tenait alors les cordons de la bourse, était anglophile ; de même Montbarey, ministre de la Guerre, de même Lauzun qui s'arracha pourtant à ses amours pour aller commander en Amérique sa fameuse légion. Tout ce qui était anglais était admiré et imité, mœurs, littérature, philosophie, sports, habits, institutions parlementaires, Shakespeare que Le Tourneur venait de traduire sous le patronage du roi et de la reine, mais par-dessus tout, écrit Ségur, « la liberté aussi tranquille que fière de tous les citoyens de la Grande-Bretagne.[1] »

C'est toujours le mot qui revient. Liberté, philanthropie, droits naturels, telles étaient les formules magiques qui faisaient battre les cœurs. Toute la France, lit-on dans la Correspondance de Grimm et Diderot, était pénétrée d'un « grand amour de l'humanité, » éprise « de ces maximes générales et exagérées qui enthousiasment la jeunesse, qui la feraient courir au bout du monde, abandonner père, mère, frère, pour secourir un Lapon, un Hottentot. » Les idées de Montesquieu, dont l'*Esprit des Lois* avait eu vingt-deux éditions en un an, de Rousseau, Voltaire, d'Alembert triomphaient, et les penseurs libéraux voyaient dans les Américains des propagateurs de leurs doctrines. Le général Howe ayant occupé New York en 1776, Voltaire écrivait à d'Alembert : « Les

1. *Mémoires, souvenirs et anecdotes,* Paris, 1824, 3 vol., t. I, p. 140.

troupes du docteur Franklin ont été battues par celles du roi d'Angleterre. Hélas! on bat les philosophes partout. La raison et la liberté sont mal reçues dans ce monde. »

Un autre des maîtres-esprits du moment, l'économiste, penseur et réformateur Turgot, celui dont les conseils, suivis à temps, nous auraient valu peut-être une révolution sans massacres, était du même avis. Dans la fameuse lettre qu'il adressa, le 22 mars 1778, quelques semaines après notre traité d'alliance avec les « insurgents, » à son ami anglais, le docteur Price, Turgot se montrait, tout comme était la nation française elle-même, ardemment pro-américain, mais non anti-anglais. Il déplorait la guerre imminente qui eût été évitée, n'était « l'infatuation de votre nation sur ce projet absurde de subjuguer l'Amérique.... C'est encore une chose étrange que ce ne soit pas une vérité triviale de dire qu'une nation ne peut jamais avoir droit de gouverner une autre nation et qu'un pareil gouvernement ne peut avoir d'autre fondement que la force, qui est aussi le fondement du brigandage et de la tyrannie; que la tyrannie d'un peuple est, de toutes les tyrannies, la plus cruelle et la plus intolérable, celle qui laisse le moins de ressources à l'opprimé... [car] une multitude ne calcule rien, n'a jamais de remords et se décerne à elle-même la gloire lorsqu'elle mérite le plus de honte. »

A quel point cette vérité est encore peu « triviale, » n'est que trop montré par les événements de l'heure

actuelle. Les journaux des États-Unis reproduisaient ces jours-ci[1] un article de la *Deutsche Tageszeitung* où on lit : « C'est le jugement de Dieu, la voix de la destinée, qui appelle l'Allemagne à régir, pour leur avantage du reste, toutes les nations de l'univers. » Exactement ce que disait Turgot : ces gens appellent gloire ce qui est honte.

Les Américains, écrivait encore notre penseur, doivent être libres non seulement pour leur bien, mais pour celui de l'humanité ; une expérience de valeur non pareille commence : il faut qu'elle réussisse. Il ajoutait cette prédiction, digne de sa générosité d'esprit : « Il est impossible de ne pas faire des vœux pour que ce peuple parvienne à toute la prospérité dont il est capable. Il est l'espérance du genre humain. Il doit prouver au monde, par le fait, que les hommes peuvent être libres et tranquilles et peuvent se passer des chaînes de toute espèce que les tyrans et les charlatans de toute robe ont prétendu leur imposer sous prétexte de bien public. Il doit donner l'exemple de la liberté politique, de la liberté religieuse, de la liberté du commerce et de l'industrie. L'asile qu'il ouvre à tous les opprimés de toutes les nations doit consoler la terre. La facilité d'en profiter pour se dérober aux suites d'un mauvais gouvernement forcera les gouvernements d'être justes et de s'éclairer ; le reste du monde ouvrira peu à peu les yeux sur le néant des illusions dont les politiques sont bercés. »

1. Journaux américains du 21 décembre 1917.

Jamais prophète n'aura mieux prophétisé : depuis que l'édition américaine du présent ouvrage a paru, les faits ont confirmé quelques prédictions de plus de Turgot qui semble avoir écrit, ayant, ouvert sous les yeux, le livre de l'avenir.[1]

A l'égard de l'Angleterre, Turgot éprouve un sentiment de regret à cause de sa politique coloniale, mais nulle animosité. Il exprime, au contraire, la confiance que, à l'inverse de ce qu'avançaient maintes gens de marque, l'abbé Raynal par exemple, la perte absolument certaine de ses colonies d'Amérique n'amènerait pas pour l'Angleterre une diminution de sa puissance : elle gagnera « peut-être autant que l'Amérique à cette révolution.[2] »

Non moins caractéristique de l'homme et de

1. Il a prévu jusqu'à la grande armée américaine de 1917 et indiqué qu'elle devrait être constituée ainsi qu'elle le fut en effet : « Les Américains... redoutent plus que tout une armée permanente. Ils ont tort. Rien n'est plus aisé que de lier la constitution d'une armée permanente avec la milice, de façon que la milice en devienne meilleure et que la liberté n'en soit que plus affermie. »

Sur la séparation nécessaire de l'Église et de l'État, réalisée dès la première heure en Amérique, il écrit ces fortes paroles dignes d'être méditées dans les divers camps politiques qui n'en devraient former qu'un seul, le camp de la nation : « Le clergé n'est dangereux que quand il existe en corps dans l'État; que quand on croit à ce corps des droits et des intérêts particuliers; que quand on a imaginé d'avoir une religion établie par la loi, comme si les hommes pouvaient avoir quelque droit ou quelque intérêt à régler la conscience les uns des autres; comme si l'individu pouvait sacrifier aux avantages de la société civile les opinions auxquelles il croit son salut éternel attaché; comme si l'on se sauvait ou damnait en commun. »

2. *Œuvres*, t. IX, Paris, 1810, pp. 377 et suiv.

l'époque, est le bref mémoire adressé peu après au roi par Turgot, dans le temps que le capitaine Cook accomplissait son troisième voyage de découverte, celui dont il ne revint pas. « Le capitaine Cook, y lit-on, est vraisemblablement en chemin pour revenir en Europe. Son expédition n'ayant pour but que les progrès des connaissances humaines, intéressant, par conséquent, toutes les nations, il est digne de la magnanimité du Roi de ne pas permettre que le succès en puisse être compromis par les hasards de la guerre. Dans le cas de rupture entre les deux couronnes, on propose à Sa Majesté d'ordonner à tous les officiers de sa marine ou armateurs particuliers, qui pourraient rencontrer le capitaine Cook, de s'abstenir de toute hostilité envers lui et son bâtiment, de lui laisser continuer librement sa navigation et de le traiter à tous égards comme il est d'usage de traiter les officiers et les navires des nations neutres et amies.[1] » Cet avis fut suivi ; et nos croiseurs reçurent l'ordre de reconnaître, dans l'intérêt humain, une sorte de caractère sacré à ce navire ennemi : petit fait, pris en lui-même, mais qui montre la différence entre les guerres d'alors et de maintenant, où nous avons vu l'incendie et le bombardement, pour le plaisir de détruire, de la bibliothèque de Louvain, l'hôtel de ville d'Arras et la sainte cathédrale de Reims.

Une immense aspiration grandissait en France

1. *Œuvres*, t. IX, p. 417.

pour plus d'égalité, moins de privilèges, des vies plus simples chez les grands, moins dures chez les petits, le savoir plus accessible, la libre discussion des intérêts communs. Dès ce temps, un fait de la plus grande importance frappait les moins attentifs : l'opinion publique était puissante et n'était pas formée par l'avis isolé de quelques-uns; les masses françaises devenaient de plus en plus des masses pensantes. Il ne faut pas oublier qu'entre la fin de la révolution américaine et le commencement de la nôtre, il ne s'écoula que six ans; entre la constitution américaine et la française, quatre ans. Dans le temps même de la campagne de Yorktown, Necker publiait son fameux *Compte Rendu*, qu'il adressait, pour la forme, au roi, mais en réalité à la nation. Ce fameux tableau de la situation en France, l'imprimé qui eut à cette époque la plus prodigieuse circulation chez nous, débutait par le mot « Sire, » mais se terminait par ceux-ci : « Enfin, et je l'avoue aussi, j'ai compté fièrement sur cette opinion publique que les méchants cherchent en vain d'arrêter ou de lacérer, mais que, malgré leurs efforts, la justice et la vérité entraînent après elles. » Janvier 1781.

Dans maints documents apparaît ce même état d'esprit, par exemple dans l'*Essai général de Tactique*, du comte de Guibert, si rempli d'idées avancées, notamment sur la limitation du pouvoir des souverains, que la suppression en avait été ordonnée, et qui ne portait pas, à sa première page, le nom

d'un grand personnage ou du roi, mais bien ces mots : « A ma patrie.[1] »

Six ans après la guerre d'Amérique, le 24 janvier 1789, le roi prescrivait la rédaction des fameux *Cahiers*, voulant que, « des extrémités de son royaume et des habitations les moins connues, chacun fût assuré de faire parvenir jusqu'à lui ses vœux et ses réclamations. » Et les cahiers, demandant des libertés fort semblables à celles des Américains, vinrent en effet des points les plus reculés, œuvre de tout le monde, de quasi-paysans parfois qui s'excusaient de leur orthographe et de leur grammaire. Les lettres et notes des volontaires de la Révolution, fils de paysans ou d'ouvriers, surprennent par la masse d'idées générales et de vues d'ensemble qui y fourmillent. Ce n'était donc pas une indication sans portée que Franklin avait donnée au Congrès, lorsqu'il lui écrivit de Paris : « Le penchant unanime de la nation est manifestement en notre faveur. » Et il déplorait ailleurs que d'aucuns pussent croire qu'un appel à l'intérêt fût d'une sage politique : « Leur dire que leur commerce bénéficiera de nos succès et qu'il est de leur *intérêt* de nous aider, revient à peu près à leur dire : Aidez-nous et nous ne vous aurons aucune obligation. De tels propos, indis-

1. Guibert termine sa dédicace, disant qu'il tente, malgré sa jeunesse et la difficulté du thème, un « immense projet » ; s'il échoue, qu'on lui pardonne : « Le délire d'un citoyen qui rêve au bonheur de sa patrie a quelque chose de respectable. » *Essai général de Tactique, précédé d'un Discours sur l'état actuel de la politique et de la science militaire en Europe*, Londres, 1772, Liége, 1775.

crets et malséants, ont été parfois tenus ici par des compatriotes à nous et n'ont pas produit bon effet. » La vérité, ajoutait-il, est que « cette nation aime la gloire, particulièrement celle de protéger les opprimés.[1] »

Le traité de commerce accompagnant celui d'alliance, les deux signés à Paris le même jour, 6 février 1778, avait été la confirmation de ces jugements. Une aide du dehors était si impérieusement nécessaire à l'Amérique qu'il n'est guère de privilèges réclamés par nous qui ne nous eussent été aussitôt consentis; mais on eut ce spectacle extraordinaire d'avantages offerts par l'un des contractants et déclinés par l'autre. « Les députés autorisés [des États-Unis étaient disposés], » écrivait Vergennes à Montmorin, ambassadeur en Espagne, « à nous accorder les privilèges exclusifs que nous aurions exigés. Nous ne l'ignorions pas, mais le Roi a voulu faire un ouvrage solide qui passât à la postérité et qui donnât à ses conventions avec ces États toute la solidité et la durée dont les transactions humaines sont susceptibles.[2] » Le même écrivait encore au marquis de Noailles, ambassadeur à Londres : « Nos arrangements sont simples, ils ne sont offensifs pour personne; nous n'avons voulu nous procurer aucun avantage de commerce que d'autres nations pourraient jalouser et que les Américains

1. *Writings*, éd. Smythe, t. VIII, pp. 390, 391.
2. 17 mars 1778, Doniol, *Participation de la France à l'établissement des États-Unis*, t. II, p. 837.

mêmes pourraient se reprocher, par la suite des temps, de nous avoir accordés.[1] »

Dès le principe, la France avait décidé de refuser tout ce qui eût pu sembler une récompense, fût-ce le Canada, s'il venait à être repris aux Anglais, et malgré que ce pays, français depuis le début, n'eût cessé que tout récemment de l'être. L'entrée en guerre avait pour objet, non pas un profit, mais la liberté, et Franklin pouvait écrire au Congrès que, conformément au désir de la France, le reste du monde était libre, s'il voulait, d'adhérer, aux mêmes termes, aux nouveaux arrangements, l'Angleterre comprise.

La chose était tellement hors du commun que beaucoup gardèrent des doutes; John Adams ne perdit jamais les siens; Washington lui-même en éprouva, et quand des plans français lui furent soumis pour une invasion du Canada, il se demanda s'il n'y fallait pas discerner « un peu plus que le zèle désintéressé d'alliés[2]. » Que se passerait-il à la paix, au cas de succès de la cause commune? La France ne réclamerait-elle pas, sous une forme ou l'autre, quelques avantages personnels? Mais elle n'en fit rien; sa paix, comme sa guerre, fut pro-américaine plutôt qu'anti-anglaise.

Un autre trait frappant dans la masse des récits que nous avons de cette campagne contre les

1. Lettre particulière du 10 mars 1778. Doniol, *ibid.*, t. II, p. 822.
2. 11 novembre 1778, *The Writings of George Washington*, éd. W. Chauncey Ford, New York, 1889 et suiv.

Anglais, est le peu de place que, comme nation, ils y occupent. La note dominante est l'enthousiasme pour les Américains, non la haine pour leurs ennemis. En France, écrivait Ségur, « malgré l'habitude d'une longue obéissance au pouvoir arbitraire, la cause des Américains insurgés fixait toutes les attentions et excitait un intérêt général. De toute part l'opinion pressait le gouvernement royal de se déclarer pour la liberté républicaine et semblait lui reprocher sa lenteur et sa timidité. » D'une revanche sur les Anglais, pas un mot. Personne, chez nous, disait encore Ségur, « ne songeait à une révolution quoiqu'elle se fît dans les opinions avec rapidité. Montesquieu avait rendu à la clarté du jour les titres des anciens droits des peuples, si longtemps enfouis dans les ténèbres. Les hommes mûrs étudiaient les lois de l'Angleterre. »

Résumant les mobiles des nouveaux croisés qui « partaient pour la guerre au nom de la philanthropie, » il en trouvait deux : « L'un très raisonnable et très réfléchi, celui de bien servir son Roi et sa patrie... l'autre plus exalté, un véritable enthousiasme pour la cause de la liberté américaine. » Les ministres hésitaient à cause de l'immensité du risque, mais ils furent « entraînés peu à peu par le torrent. » Au cours de la traversée, seuls les chefs connaissaient exactement le but de l'expédition; quelques officiers crurent, un moment, qu'on irait faire campagne ailleurs qu'en Amérique.

Mathieu-Dumas note dans son journal ses appréhensions : « Surtout j'avais épousé de cœur la cause de l'indépendance américaine et ce n'eût été qu'avec le plus grand regret que j'eusse renoncé à combattre pour leur liberté[1]. » Des Anglais, là aussi, pas un mot ; ce qu'il souhaitait, comme tant d'autres, était moins de se battre contre les Anglais que pour les Américains.

Plus caractéristique encore que tout le reste est une conversation entre le président de l'Université de Yale, Ezra Stiles, avec Barbé-Marbois, futur signataire du traité qui donnerait la Louisiane aux États-Unis, et secrétaire alors de la Légation de France en Amérique. Accompagnant son chef La Luzerne, il était en visite à l'Université ; nous venions de décider que nous prendrions part au conflit et, au cours d'un entretien familier qui n'était destiné à aucune publicité, et n'en reçut qu'en 1901, la question de nos motifs et de la possibilité que l'Angleterre cessât d'être une grande Puissance vint sur le tapis. Le président de Yale écrivit dans son journal intime : « M. Marbois est un civil instruit, conseiller au Parlement de Metz, âgé à ce qu'il me parut de trente-cinq ans, parlant anglais de manière plus que tolérable, beaucoup mieux que Son Excellence le Ministre. Il s'intéressait grandement aux livres et aux histoires d'Amérique.... Entre autres choses, je demandai à M. Marbois si les Puissances d'Eu-

1. *Souvenirs du Lieutenant général comte Mathieu-Dumas, de 1770 à 1836*, Paris, 3 vol., t. I, p. 36.

rope verraient avec plaisir la Grande-Bretagne annihilée.

« Il répondit non; il était de l'intérêt de l'Europe que la Grande-Bretagne continuât de peser de son poids dans la balance des forces.... Quant à la France, elle ne souhaitait pas accroître ses possessions par conquête ou autrement.[1] »

Aux yeux du diplomate français, de grande habileté et très au courant, s'adressant à un interlocuteur à qui un « oui » au lieu d'un « non » n'eût fait nulle peine, bien au contraire, le motif de notre détermination n'était ni la possibilité que l'Angleterre perdît son rang, ni que nous eussions chance de gagner de nouvelles possessions, mais simplement l'indépendance américaine.

II

Se rendant compte de la grandeur et de la difficulté de la tâche qu'il avait décidé d'accomplir, le gouvernement royal avait cherché, pour commander l'expédition, un soldat de ferme vouloir et sain jugement, qui comprendrait Washington et en serait compris, tiendrait en main les enthousiastes qu'il aurait à commander et éviterait les folles aventures; l'heure des d'Estaing était passée, il fallait en finir. Le gouvernement estima qu'il ne pouvait mieux

1. *Literary Diary*, 11 septembre 1779; New York, 1901, 3 vol.

faire que de choisir Rochambeau ; il ne pouvait, en effet, mieux choisir.

Le futur maréchal de France avait été destiné d'abord à la prêtrise par la seule raison qu'il était fils cadet, et il allait être tonsuré quand, son aîné étant mort, M. de Crussol, évêque de Blois, qui surveillait ses études religieuses, vint lui en donner la nouvelle en ces termes : « Il faut oublier tout ce que je vous ai dit jusqu'à ce jour ; vous devenez l'aîné de votre famille et il faut servir votre patrie avec le même zèle que vous auriez pu servir Dieu dans l'état ecclésiastique. »

Le jeune homme fut donc soldat, fit à seize ans ses premières armes en Allemagne sous le maréchal de Saxe, devint colonel à vingt-deux, au même âge que Washington, et reçut à Laufeldt ses deux premières blessures dont il faillit mourir. A la tête du fameux régiment d'Auvergne, « Auvergne sans tache, » il prit part aux principales batailles de la guerre de Sept ans et notamment à la victoire de Klostercamp en 1760, où Auvergne sans tache eut cinquante-huit officiers et huit cents soldats hors de combat, et où d'Assas trouva une mort glorieuse en accomplissant un ordre donné par Rochambeau. Lui-même fut de nouveau grièvement blessé, mais, soutenu par deux chasseurs, il put demeurer à son poste jusqu'à ce que la bataille fût gagnée.

Sur les mêmes champs de guerre combattaient, dans les rangs ennemis ou dans les nôtres, nombre d'officiers destinés à jouer eux aussi un rôle dans la

campagne d'Amérique : sorte de répétition générale du grand drame futur. A la seconde bataille de Minden, en 1759, où Rochambeau couvrit la retraite, lord Cornwallis apprenait son métier dans l'armée anglaise, et avec lui, mais moins brillamment, lord George Germain, futur secrétaire des Colonies et organisateur malheureux de la défense britannique. Peu avant (26 juillet 1757), le père de Lafayette, colonel des grenadiers de France, avait trouvé une mort glorieuse à la bataille de Hastenbeck. A Johannisberg dans la même guerre, Clinton, qui devait commander en chef à New York, était blessé; tandis que çà et là se distinguaient comme officiers de notre armée Bougainville, qui n'était pas encore marin et s'était fait remarquer à Ticonderoga, où Montcalm avait remporté une des plus brillantes et des moins connues des victoires françaises [1], Chastellux, déjà colonel et pas encore académicien, La Luzerne, pas encore diplomate et qui allait être le second

1. Remportée à un contre quatre, le 8 juillet 1758, et qui sauva pour un temps le Canada — Sur Ticonderoga, autrement dit Fort Carillon (les ruines du fort se voient encore, ainsi que les tranchées de Montcalm, non loin du lac Champlain), nos ouvrages de référence les plus connus sont muets. A aucun des deux noms ne se trouve, dans « Bouillet », une ligne. Dans la *Grande Encyclopédie*, on lit, et c'est pire : « Ticonderoga..., site pittoresque où se voient les ruines d'un fort construit par les Français qui eut un rôle notable dans la guerre de l'Indépendance. » L'auteur ne se doute pas qu'il en eut un, encore plus notable, dans l'histoire de France. On parle de notre gloriole; nous en parlons nous-mêmes; et tandis qu'il n'est pas un de nos compatriotes qui ne connaisse Azincourt, il n'en est pas un sur cent mille qui sache le nom, et à plus forte raison la date de l'éclatante victoire française qui mit fin à la Guerre de Cent Ans.

ministre de France aux États-Unis où son nom n'est pas oublié.

Très jeune encore, Rochambeau avait contracté un de ces mariages, si nombreux au XVIIIe siècle, comme dans tous les siècles, dont les mémoires et chroniques ne disent rien, parce qu'ils furent ce qu'ils devaient être, des mariages heureux. Il épousa, en 1749, Mlle Telles d'Acosta, de qui il écrivait, bien des années après : « Elle a fait mon bonheur toute ma vie, et j'espère de mon côté avoir fait le sien par la plus tendre amitié qui n'a jamais varié un instant pendant près de soixante ans. » Leur fils, dès sa jeunesse compagnon d'armes du général, officier à quatorze ans, et qui allait l'accompagner en Amérique, devait, après une carrière de dévouement à son pays, mourir, général lui-même, à Leipzig, en 1813, tué à la « bataille des Nations. »

Instruit à Versailles de ce qui était attendu de lui, et qui ne devait être révélé que plus tard aux troupes réunies à Brest pour l'expédition, Rochambeau s'empressa d'oublier son « rhumatisme inflammatoire, » et commença ses préparatifs, réunissant des informations, causant avec ceux qui connaissaient l'Amérique, notant dans ses grands registres vêtus de parchemin vert, et qui furent de l'expédition, les principaux renseignements ainsi obtenus, s'adressant à lui-même une foule de recommandations pratiques sur ce qu'il ne fallait pas oublier de prendre, par exemple : « une quantité de pierres à fusil, à cause de la pénurie des Américains... beau-

coup de farines et de biscuit; mettre de la brique en lest pour les fours, tâcher d'apporter et de ne rien demander aux Américains qui manquent de tout... une copie de l'atlas apporté de Philadelphie par M. de Lafayette... l'imprimerie portative qu'avait M. d'Estaing, commode pour les proclamations et relations avec les alliés. » Il faut ajouter, et l'événement prouva l'utilité de cette remarque, « un train d'artillerie de siège. » D'autres notes, de portée générale, ne devaient pas être perdues de vue pendant toute la campagne, celle-ci par exemple : « Rien sans la marine prépondérante. »

Recommandation est adressée par ses soins aux commissaires chargés de l'embarquement, de veiller à ce que tous les effets et les denrées de même nature ne soient pas mis sur le même bâtiment, de façon que, dans le cas où il arriverait accident à quelque navire, les denrées et effets d'aucune catégorie ne fussent perdus en totalité.

Quant à la question d'émoluments, Rochambeau écrivit au ministre qu'il s'en remettait à lui pour la régler : « Ni moi ni les miens ne demanderons rien de ridicule; nous voudrions pouvoir faire cette guerre à nos frais. » Mais le Gouvernement ne voulut pas qu'il pût être gêné, faute de ressources, et il lui attribua la somme alors considérable de douze mille livres par mois et de quatre mille par mois pour les généraux sous ses ordres.

A Brest où il s'était maintenant rendu, Rochambeau trouva que les navires étaient moins nombreux

qu'on n'attendait, si bien que la première division de son armée pouvait seule prendre passage sur la flotte commandée par le chef d'escadre, chevalier de Ternay. C'était une grande déconvenue. Il prescrivit qu'on choisît du moins les hommes les plus robustes et que, pour avoir plus de monde, on abandonnât les chevaux, donnant lui-même l'exemple. « Je crois inutile de vous mander, écrivait-il au prince de Montbarey, qu'il n'y aura pas un cheval d'embarqué; que je me sépare avec le plus grand chagrin de deux chevaux de bataille que je ne remplacerai jamais, mais que je ne veux pas avoir à me reprocher qu'ils aient tenu la place de vingt hommes de plus qu'on aurait pu embarquer. » Officiers, soldats, munitions, artillerie, vêtements de rechange et même imprimerie sont enfin à bord; on est serré; on se tasse; tout ira bien. « Les troupes, écrit encore Rochambeau au ministre, ne seront pas surpressées et chaque soldat tient, suivant la règle des voyages lointains, la place de deux tonneaux. »

Quand tous furent à bord, toutefois, formant un total de 5000 hommes, le maximum était si réellement atteint que nombre de jeunes officiers portant les plus beaux noms et qui accouraient de jour en jour à Brest dans l'espoir de participer à l'extraordinaire expédition, durent être renvoyés. La flotte était déjà en haute mer, lorsqu'un cutter la rejoignit, apportant à Rochambeau les dernières lettres du ministre; sur le bateau se trouvaient les deux fils du Gouverneur de l'hôtel de la Guerre, suppliant

qu'on les emmenât : « Messieurs Berthier nous sont venus joindre hier, écrit le général à Montbarey; ils nous ont remis vos lettres.... Ils nous ont joints en veste et en cotte de toile, s'offrant à passer avec nous comme matelots. » Impossible de les prendre : « Ces pauvres jeunes gens sont intéressants et au désespoir, mais le chevalier de Ternay ne sait véritablement pas où les fourrer. » Renvoyés à terre, ils s'arrangèrent néanmoins peu après pour rejoindre l'armée française d'Amérique, et c'est ainsi qu'Alexandre Berthier commença, dans la campagne de Yorktown, cette carrière militaire qu'il devait terminer comme maréchal de France et prince de Wagram.

Toute sorte de circonstances fâcheuses retardèrent le départ qu'il importait d'effectuer avant que les Anglais fussent prêts : tempêtes, vents contraires, abordage de deux navires. « Heureusement, écrit Rochambeau avec sa bonne humeur accoutumée, il pleut aussi sur Portsmouth. » Enfin, le 2 mai 1780, la flotte de sept vaisseaux de ligne et deux frégates, convoyant trente-six transports, prit le large : « Nous primerons Graves, qui doit partir de Plymouth du même vent, » écrivait encore le général qui, à cette heure solennelle, ajoutait avec une pointe d'émotion : « Je recommande les suites de cette expédition à l'amitié de mon cher et ancien camarade et au zèle de mon ministre pour le bien de l'État. »

En mer maintenant, pour une traversée de deux ou trois mois peut-être, avec la perspective de

calmes, de tempêtes, de scorbut, de fâcheuses rencontres; rien que de normal dans tout cela, et on le prend gaiement. A bord du grand *Duc-de-Bourgogne* de quatre-vingts canons, battant le pavillon amiral, Rochambeau ajoute de temps en temps quelque paragraphe à un long rapport qui est une sorte de journal, assurant le ministre, quinze jours après le départ, que tout continue de bien aller : « Je ne crois pas qu'il y ait d'autres malades que ceux qui le sont de la mer, parmi lesquels le marquis de Laval et mon fils jouent le principal rôle. » Il prépare ses instructions pour le débarquement des troupes.

Sur les navires de moindres dimensions, la vie était plus dure, et de nombreux tableaux, peu flattés, nous en sont parvenus, grâce aux journaux tenus en si grande abondance par les officiers de l'armée, celui en particulier de ce jeune capitaine au Royal Deux-Ponts, Louis, baron de Closen, futur aide de camp de Rochambeau.

On le voit confesser au début, mais sans excès de sentimentalité, qu'il eut un moment le cœur serré à l'idée d'une absence qui pourrait être longue, et de sa séparation surtout « d'une charmante jeune fiancée, remplie d'esprit et de grâces.... Il fallait cependant, dit-il, prendre son parti, car mon état ne permet pas de se laisser entraîner par trop de sensibilité. Me voilà donc entièrement résigné. » Sa compagnie prit passage sur la *Comtesse-de-Noailles* de trois cents tonneaux (l'*Écureuil* n'en avait que

cent quatre-vingts; notre moderne *France* en a vingt-cinq mille); chaque officier avait reçu cinquante francs extra pour se munir de ce qui lui conviendrait en vue de la navigation et jugea que c'était peu; mais trouva que c'était beaucoup quand il voulut caser à bord ses emplettes; enfin, « après bien des peines, paroles (écus par-ci par-là), chacun de nous parvint à se procurer ses petites commodités dans ces sabots tant détestés. » Closen, pour sa part, s'était muni de « sucre, citrons et syrops en quantité. »

Il y a quarante-cinq hommes d'équipage « dont moitié Bretons, moitié Provençaux » qui, parlant leur dialecte et, peu « accoutumés aux commandements de leurs officiers mariniers, » les comprennent imparfaitement; d'où la fausse manœuvre qui envoie la *Comtesse-de-Noailles* en plein dans le *Conquérant*. Grand émoi; va-t-on les laisser derrière et manqueront-ils l'expédition? Par bonheur, « il n'y eut que le beaupré, les civadières et la figure de la charmante comtesse qui furent mis en morceaux. » On répare en toute hâte. M. de Deux-Ponts (le colonel du régiment) promet quinze louis aux ouvriers, si le bateau est prêt le lendemain à midi. « Encore une circonstance plus rassurante, c'est que M. de Kersabiec, officier de marine très entendu... fut chargé de surveiller les ouvriers. » Il ne les quitta pas « et les anima par des distributions extraordinaires. J'étais fort lié avec toute sa famille, ayant passé les quartiers d'hiver à Saint-Pol-de-Léon : le souvenir

m'en plaît encore. » Dès le lendemain, tout est réparé : « Après onze heures l'aimable comtesse fut reconduite, sans tête il est vrai, comme il y en a tant d'autres, au delà de la chaîne du port. » On put se mettre en route avec l'escadre : les hautes fortifications dominant le port, les villages semés le long de la rade, tant de voiles courbées sous un vent « joli-frais, » le ciel clair : « ces différents objets réunis formaient le plus beau tableau possible au moment de notre départ.... Tous les vaisseaux en marche donnèrent un coup d'œil vraiment imposant. »

La vie de tous les jours commence sur le petit bâtiment; on a peine à s'y faire d'abord, tant on est entassé, mais on s'habitue : « Le bourdonnement d'une aussi nombreuse société » est un sensible désagrément; « ajoutez-y les exhalaisons et autres mauvaises odeurs de passagers, tant des hommes que de quelques chiens, et l'on concevra le peu d'agrément de pareille cohue dans un aussi petit sabot goudronné. » Closen a la chance de n'être pas malade, s'installe dans son coin, et, dès ce moment jusqu'à la fin, s'amuse à observer la vie autour de lui, apprend à faire le point, trace des portraits de ses compagnons et notamment du capitaine, loup de mer de la vieille sorte, qui avait une égale confiance dans l'efficacité des cantiques et des jurons : « On dit deux fois par jour la prière sur le pont à chaque bord; cela n'empêche pas qu'il y ait beaucoup d'irréligion parmi les marins, j'ai même sou-

vent entendu notre capitaine jurer et pester tout le jargon des vaisseaux pendant qu'il priait et chantait :

Je mets ma confiance,
Vierge, en votre secours,
Et quand ma dernière heure
Viendra, guidez mon sort,
Obtenez que je meure
De la plus sainte mort. »

Divers incidents rompent la monotonie du voyage. Le 18 juin, la *Surveillante* capture un corsaire ennemi, ce qui est une joie, mais il fournit la nouvelle de la capitulation du général Lincoln et de la prise de Charleston par les Anglais, ce qui donne à réfléchir. Rien ne montre mieux la différence entre les navigations de jadis et de maintenant que ce menu fait que, tout en voguant, on se livre au plaisir de la pêche : à bord de la *Comtesse-de-Noailles* on attrape des poissons volants qui sont « fort tendres et délicieux à manger; on les grille au beurre frais comme les goujons. »

Une occasion s'offre de combattre, avec la supériorité du nombre, six navires de guerre anglais; on se canonne même quelque peu; mais Ternay, fort sagement et malgré le mécontentement de tout son monde, refuse de s'engager à fond et continue sa route : « Son convoi, dit Closen, lui était trop à cœur, connaissant l'importance de notre expédition et ses ordres précis portant de faire arriver notre

armée *le plus tôt possible*, pour qu'il n'écartât point toutes les instances des jeunes officiers de marine qui, à ce qu'on m'a raconté, ont beaucoup clabaudé contre, ainsi que la plupart des officiers de terre qui n'entendent rien aux affaires de mer. »

L'événement justifia complètement Ternay de « clabauderies » qui se renouvellent encore de temps en temps contre sa mémoire, dans les livres modernes, car Graves, qui avait pour mission de l'arrêter, lui et ses lourds transports, ne le manqua que de vingt-quatre heures, atteignant New York où il unit ses forces à celles d'Arbuthnot, au moment même où nos navires trouvaient abri à Newport. Le plus léger retard eût pu être fatal.

Il fallait d'autant mieux se garder qu'à l'approche des côtes, on avait trouvé le brouillard. « Il n'y a rien de si triste et de si inquiétant en mer que les temps brumeux, écrit sentencieusement Closen. Outre que les abordages dans une si nombreuse flotte sont fort aisés, chacun pour les éviter cherche à gagner sur les flancs, et, de cette manière, il arrive souvent qu'on s'écarte trop du centre. » Pour éviter ces dangers, ordre était « de faire battre tous les quarts d'heure des roulements, ou de faire tirer des pétards de fusils. Les vaisseaux de guerre tiraient des coups de canon et jetaient des fusées; on ne devait en outre jamais filer plus de trois nœuds pendant la brume, afin que chaque vaisseau pût à peu près conserver son voisin. » En dépit de quoi, l'*Ile-de-France* disparaît et on en est fort inquiet:

on ne la revoit plus de tout le voyage; mais elle reparut plus tard à Boston.

Les « ordres avant le débarquement, » rédigés par Rochambeau à bord du *Duc-de-Bourgogne* et dont il fit porter copie aux chefs des différents corps, étaient clairs et péremptoires : « Le corps de troupes que Sa Majesté envoie en Amérique est auxiliaire des États-Unis ses alliés, et aux ordres du général Washington. On lui rendra les honneurs de maréchal de France ainsi qu'au Président du Congrès, » ce qui évitait toute querelle de préséance, personne dans l'armée ou la flotte n'ayant rang pareil. « A grade et ancienneté égale, l'officier des États-Unis prendra le commandement.... Les troupes du Roi céderont dans tous les cas la droite et le pas aux troupes alliées; les troupes françaises ajouteront à leurs cocardes du noir qui est la couleur des États-Unis de l'Amérique; » et l'on voit en effet dans les musées, celui de Fraunces Tavern[1] par exemple, de vieux chapeaux d'alors aux cocardes blanches et noires. « L'intention de Sa Majesté est qu'il y ait un concert et une harmonie parfaite entre les généraux et les officiers des deux nations. On observera la discipline la plus sévère et la plus exacte à tous égards.... Il est défendu de prendre un morceau de bois, une botte de paille, aucune

1. A New York; c'est là que Washington prit congé de ses officiers après la guerre. La taverne portait le nom de son propriétaire, un Français des Antilles, Samuel Fraunces (Francis ou François ?), mulâtre probablement, et surnommé « Black Sam » pour la couleur de sa peau.

espèce de légumes, que de gré à gré et en payant.... Toutes fautes de mutinerie, de désobéissance, d'insubordination, de mauvaise volonté, d'ivrognerie brutale et carillonneuse... seront punies selon les ordonnances de coups de plat de sabre. » Même les « fautes légères de malpropreté, d'étourderie » seront punies. « Pour rendre la peine plus sensible au soldat français, il ne fera point de service pendant sa détention. »

L'armée, mais non la flotte, était aux ordres de Washington. Les instructions de Ternay spécifiaient, toutefois, que son escadre n'était pas directement placée sous le commandement du général américain, mais qu'il devrait aller « au-devant de tout ce qui pourrait faciliter les opérations des États-Unis » et prêter les bâtiments de notre flotte « dans toutes les occasions où leur secours serait réclamé. » On était certainement parti de bon cœur, avec le désir de ne pas offusquer, mais bien d'aider de toutes ses forces.

III

Le 11 juillet 1780, la flotte atteignit Newport, dans le Rhode Island, après une traversée de soixante-dix jours, ce qui faisait plus de temps que n'en avait mis Christophe Colomb, mais n'avait rien d'anormal; l'abbé Robin, aumônier de l'armée, arrivait plus tard après en avoir fait une de quatre-

vingt-cinq jours, tout pénétré néanmoins d'admiration pour « ces machines énormes avec lesquelles les hommes se jouent ainsi des flots[1] : » énormité très relative. « C'étaient, dit Closen, des cris de joie sans fin! » La troupe, « par l'encombrement des hommes à bord, » nourrie de viandes salées et de légumes secs, rationnée pour l'eau qui, sur la *Comtesse-de-Noailles*, s'était corrompue en cours de route (on la remplaçait, de temps en temps, par du vin, mais cela « échauffe beaucoup »), avait grandement souffert; le scorbut avait fait ses ravages habituels; six à sept cents soldats et un millier de marins en étaient atteints; plusieurs étaient morts.

On se trouvait maintenant dans l'inconnu. De quoi cet inconnu serait-il fait? Rochambeau n'avait que sa première division; allait-il être attaqué sur-le-champ par les Anglais qui avaient à New York des forces navales et militaires supérieures? Et quelle serait l'attitude des Américains eux-mêmes? Tout le monde était pour eux en France, mais bien peu les connaissaient. Lafayette en disait merveilles, mais il était jeune et enthousiaste. Les habitants du pays, leur armée, leur chef Washington répondraient-ils à ses descriptions? L'arrivée de la flotte à Newport avait été saluée de « treize grandes fusées » comme salut des treize États et les fenêtres

1. *Nouveau voyage dans l'Amérique septentrionale en l'année 1781 et campagne de l'armée de M. le comte de Rochambeau*, Philadelphie, 1782.

avaient été illuminées; mais peut-être était-ce une politesse obligatoire. A propos de ces réjouissances, Ezra Stiles, président de l'Université Yale, note dans son journal : « Les cloches sonnèrent à Newport jusque passé minuit et, le soir du 12, la ville fut illuminée; les whigs mirent treize lampions à leurs fenêtres; les Tories ou douteux, de quatre à six; les Quakers ne voulurent pas consentir à illuminer pour de simples humains et leurs vitres furent brisées.[1] »

Le jeu de la guerre qu'il s'agissait de jouer était, en outre, des plus difficiles, devant se dérouler sur un immense échiquier, qui comprenait le Nord et le Sud, Boston, New York, Charleston, et avec cela « les Iles, » c'est-à-dire Cuba et les Antilles, et ce qui s'y passait et qui pouvait avoir de si sérieuses conséquences pour les opérations continentales, devait être constamment imaginé ou supposé, faute de nouvelles.

Pire que tout le reste : la réputation des Français demeurait en Amérique ce que l'avaient faite les satires, caricatures et pamphlets anglais et, comme d'ordinaire, il faut l'ajouter, nos propres écrits. Nous le savions, et si bien même, que l'hypothèse d'un hivernage de nos troupes aux Antilles fut un moment considéré. Le ministre de France, Gérard, favorisait cette idée. « Les habitants, avait-il écrit à Rochambeau, sont peu habitués à vivre avec des

1. *Literary Diary*, New York, 1901, t. II, p. 454.

Français, pour lesquels ils ne peuvent avoir encore un penchant bien décidé[1]. » Mathieu-Dumas constate dans ses *Souvenirs* l'existence du « vieux préjugé que les Anglais ont entretenu contre le caractère français. Il était si fort que dans le commencement de la révolution [américaine], les esprits les plus animés et plusieurs de ceux qui voulaient l'indépendance rejetaient l'idée de l'alliance avec la France. » « Il est difficile, dit de son côté l'abbé Robin, de s'imaginer l'idée des Américains, avant la guerre, sur le compte des Français; ils les regardaient comme asservis sous le joug du despotisme, livrés aux préjugés, superstitieux, presque idolâtres dans leur culte[2], et comme des espèces de machines légères, difformes, incapables de solidité et de consistance, occupées uniquement de friser leur chevelure, de se colorer le visage, sans délicatesse, sans foi. » Comment seraient reçus des milliers de ces machines?

1. A Rochambeau, s. d., mais de 1780. Papiers de Rochambeau à la Bibliothèque du Congrès.

2. Écrivant au président de Yale, le 29 juillet 1778, Silas Deane, sur le point de retourner en France, recommandait la création d'une chaire de français : « Cette langue n'est pas seulement celle que l'on parle dans toutes les cours, mais elle devient de plus en plus universelle parmi les gens d'affaires aussi bien que les gens de lettres, dans toutes les principales villes et cités d'Europe. » Mais Ezra Stiles, ayant consulté quantité de ses amis, trouva que la majorité étaient hostiles ou incertains; « M. C..., violemment, opposé, à cause du papisme ». *Literary Diary*, 24 août 1788. Pontgibaud rencontre des gens se figurant que tous les Français étaient barbiers ou joueurs de violon et qu'ils étaient si maigres faute de vivres dans leur pays. *Mémoires du Comte de Moré*, 1898, p. 68.

Avec son bon sens ordinaire, Rochambeau fit immédiatement, sur chaque article, ce qu'il fallait. D'abord, en prévision d'une attaque anglaise à laquelle on s'attendait chaque jour, il se fortifia en toute hâte. « Il avait, écrit Mathieu-Dumas, reconnu lui-même les principaux points de défense, fait élever le long de la passe des batteries de gros calibre et de mortiers, établi des grilles pour rougir les boulets. » Pendant les premiers jours, dit Closen, « nous n'étions pas tout à fait à notre aise.... Mais heureusement, messieurs les Anglais furent très aimables et nous en fûmes quittes pour de fortes inquiétudes qui tourmentèrent notre marine bien plus que l'armée de terre. » Deux semaines après, Rochambeau pouvait écrire au ministre que, si Clinton venait, il serait bien reçu, et plus tard encore, réclamant sa deuxième division dont il était sans nouvelles : « En deux mots, monsieur, sir Henry Clinton et moi nous en sommes sur la cérémonie, à qui fera la première visite. Si nous ne nous levons pas plus matin que les Anglais et que les secours qu'on leur annonce d'Europe arrivent avant notre seconde division, ils nous feront une visite que j'aimerais mieux leur faire à New York. »

Quant à la réputation des Français, Rochambeau et ses officiers étaient unanimes : elle changerait si une discipline exemplaire était maintenue pendant la campagne. Il n'est pas de point auquel ils donnèrent plus d'attention. Écrivant au prince de Montbarey, un mois après le débarquement, Rochambeau

pouvait lui dire : « Je réponds de la discipline de l'armée; pas un homme n'a sorti de son camp, pas un chou de pris, pas une plainte, » et, écrivant au Président du Congrès vers le même moment : « J'espère qu'on aura rendu compte à Votre Excellence de la discipline des troupes françaises; il n'y a pas eu une plainte, et il n'a pas manqué un homme à l'appel. Nous sommes vos frères; nous nous conduirons comme tels avec vous; nous nous battrons contre vos ennemis, à vos côtés, comme une seule et même nation. » Mentionnant dans ses Mémoires la visite des « sauvages, » anciens amis de la France qui vinrent à notre camp, il dit qu'ils ne « marquèrent aucune surprise à la vue des canons, des troupes et de leurs exercices; mais ils ne revenaient pas de voir les pommiers chargés de fruits au-dessus des tentes que les soldats occupaient depuis trois mois. » Cette discipline, conclut le général, « était due au zèle des généraux, des officiers supérieurs et particuliers et surtout au bon esprit du soldat qui ne s'est jamais démenti. »

Une autre circonstance à notre avantage est qu'on pouvait voir maintenant les Français de près et en nombre. La différence entre les portraits et les originaux était trop grande pour ne pas frapper. William Channing, père du philanthrope, fait part au même Ezra Stiles, dans une lettre du 6 août 1780, de son agréable surprise : « Les Français forment une belle troupe et semblent avoir de bons officiers. Ni les officiers ni les hommes ne sont des êtres

efféminés comme on nous l'avait enseigné jusqu'ici. Ils sont d'aussi belle taille et apparence qu'aucune nation en peut produire.[1] » Il n'est plus question de machines ridicules et sans consistance.

Avec les officiers français des Antilles, la plupart anciens compagnons d'armes et amis personnels, Rochambeau, à peine débarqué, renoua par lettres ses relations. Cette correspondance, en majeure partie inédite, fournit de vives peintures de la vie qu'on menait alors aux îles. Sans nouvelles, la plupart du temps, du reste du monde, ignorant ce qui se passait en France, en Amérique, sur mer, et même parfois dans l'île voisine, se demandant ce que faisait Rodney, tâchant de deviner quel point il allait attaquer afin d'en fortifier la garnison, ces Français de France, souffrant des fièvres, ayant parfois leurs flottilles malmenées ou détruites par les cyclones[2], jouaient leur difficile jeu de cache-cache avec une inlassable fermeté. Ils envoient leurs lettres en duplicata ou triplicata, au hasard des bateaux

1. *Literary Diary*, etc. Stiles, II, 458.

2. Rodney « est parti d'ici il y a deux mois, sans que nous ayons pu deviner sa route... peut-être savez-vous mieux que moi présentement où il est....

« Nous venons d'essuyer un coup de vent affreux qui a embrassé toutes les îles du Vent : il a fait un ravage cruel. Un convoi de 52 voiles, mouillé la veille de cet événement dans la rade de Saint-Pierre de la Martinique, a déradé et a disparu depuis quinze jours ; il n'en est rentré ici que 5 bâtiments ; les autres auront gagné Saint-Domingue ou auront péri. Un vaisseau anglais de 44 canons, l'*Endymion*, 2 frégates, le *Laurel* et l'*Andromède*, de la même nation, ont péri sur nos côtes ; nous en avons recueilli quelques matelots. » Bouillé à Rochambeau, Fort-Royal (Fort-de-France), 27 octobre 1780. Papiers de Rochambeau.

qui passent, donnent à Rochambeau des nouvelles de la Cour, quand ils en ont, apprennent au bout d'un an, à l'automne de 1781, que leurs lettres d'octobre 1780 ont été reçues par le général en juin d'avant. Le marquis de Bouillé, qui devait se couvrir de gloire à Brimstone Hill, et qui est surtout connu maintenant pour son rôle dans la fuite à Varennes, écrit dans des termes affectueux et n'oublie pas d'ajouter les souvenirs de sa vaillante femme qui l'a accompagné à la Martinique. Le marquis de Saint-Simon écrit de Saint-Domingue à Rochambeau pour lui dire combien il voudrait être, lui aussi, de l'expédition et servir sous ses ordres : « Je serais ravi d'être sous votre commandement et je quitterais volontiers pour cela celui en chef que j'ai ici. » Il donne au général, dans la même lettre, un très intéressant aperçu de Cuba, toute proche de son poste de Saint-Domingue, et d'où il revenait : « Cette colonie a l'air infiniment plus considérable qu'aucune des nôtres, habitée par tous les propriétaires, de sorte que la ville a plutôt l'air d'une ville d'Europe qu'une des colonies, et la société y est nombreuse et a l'air de l'opulence. Si l'Espagne étendait et facilitait son commerce, l'île de Cuba deviendrait excessivement riche en peu de temps; les lois prohibitives sont si fortes, les peines si rigoureuses qu'elles endorment partout l'industrie. »

Un post-scriptum montre quel était le sentiment habituel à l'égard de Rochambeau chez les officiers qui avaient servi sous ses ordres : « Montbrun, qui a la

fièvre depuis longtemps, me charge de vous assurer de son respectueux attachement ; dit qu'il vous a écrit deux fois, que votre silence l'afflige beaucoup, qu'une marque de bonté et de souvenir de votre part serait le meilleur fébrifuge qu'il puisse avoir ; tous vos anciens subordonnés d'Auvergne pensent comme cela par attachement pour vous, et je ne le cède à aucun sur cet article. [1] »

La passion de Rochambeau pour son devoir de soldat, son désintéressement, son sang-froid, son énergie dans le commandement, sa bonne humeur au milieu des périls, lui avaient gagné le cœur de foule d'officiers, pendant que sa brusquerie, son ton péremptoire, une sévérité, cachant sa réelle bonté, chaque fois que le service était en jeu, lui avaient valu pas mal d'ennemis, moindres gens toutefois que ses admirateurs. Dans l'affectueuse lettre par laquelle il mit fin à quelques froissements survenus d'abord entre lui et « son cher fils Lafayette, » il lui dit, faisant un retour sur sa carrière militaire : « Si j'ai été assez heureux pour conserver la confiance des soldats français jusqu'ici... c'est que, sur 15 000 hommes à peu près qui ont été tués ou blessés sous mes ordres, dans les différents grades et les actions les plus meurtrières, je n'ai pas à me reprocher d'en avoir fait tuer un seul pour mon propre compte. » Il semblait, disait Ségur dans ses Mémoires, « formé tout exprès pour s'entendre avec Washington et pour

1. 7 janvier 1781. Papiers de Rochambeau.

servir avec des républicains. Ami de l'ordre, des lois et de la liberté, son exemple encore plus que son autorité nous forçait tous à respecter avec les plus grands scrupules les droits, les propriétés et les mœurs de nos alliés.[1] »

IV

Rien sans ma seconde division, se disait Rochambeau. Dans ses dernières lettres, au moment de quitter la France, il avait pressé le Gouvernement de la lui envoyer quinze jours au plus après son propre départ. « Ce convoi, avait-il écrit à Montbarey, arrivera bien plus sûrement en partant vite avec deux vaisseaux, que dans un mois sous l'escorte de trente vaisseaux, s'ils étaient dans ce port, quand une fois les Anglais seront en face, vis-à-vis. » Et encore, embarqué sur le *Duc-de-Bourgogne* : « Au nom de Dieu, monsieur, pressez-nous cette seconde division... nous allons partir. » Mais les semaines et les mois s'écoulaient sans qu'on apprît rien de la seconde division. Washington avec son ardent patrio-

1. Écrivant longtemps après la mort de son ancien chef, Mathieu Dumas, l'un de ses aides de camp en Amérique, dit que les mémoires de Rochambeau, « trop peu connus, méritent d'être classés parmi les meilleurs matériaux pour l'histoire de ce temps. L'esprit de vérité qui y règne, la naïve simplicité du style, la justesse et l'étendue des vues, rappellent le caractère et les éminentes qualités de ce vaillant capitaine qui avait pris pour modèle le grand Turenne dont il avait toutes les vertus. » *Souvenirs du Lieutenant général, comte Mathieu-Dumas*, I, 78.

tisme, Lafayette avec son juvénile enthousiasme, suppliaient Rochambeau de tout risquer quand même pour prendre New York, la grande forteresse des ennemis et le centre de leur pouvoir. « Je pense, répondait Rochambeau, que notre général [Washington] ne veut pas que nous fassions ici le tome II de Savannah, » et il demeurait d'autant plus inquiet qu'avec le va-et-vient des recrues et les engagements à court terme, Washington, écrivait-il, « commande tantôt 15000 hommes, tantôt 5000. »

Il se décida en octobre à expédier en France son fils, alors colonel du régiment de Bourbonnais. Le jeune envoyé, qui jouissait d'une excellente mémoire, avait, en prévision d'une capture possible, avec jet de ses dépêches à la mer, pris la précaution d'en apprendre le texte par cœur. Un des meilleurs marins de la flotte fut choisi pour le transporter. Comme des forces anglaises supérieures montaient la garde à la sortie du port, le commandant attendit quelque nuit de tempête où la surveillance serait moins étroite; au bout de huit jours, il en survint une; l'*Amazone* risqua de passer, fut reconnue, mais tardivement, chassée par les Anglais, perdit ses mâts, les répara et atteignit Brest en sûreté. Le marin qui s'était si bien tiré de cette aventure et qu'attendait une fin tragique à Vanikoro, portait le nom, célèbre depuis, de La Pérouse.

Les jours passaient, tristes jours pour la cause américaine. Une fois la nouvelle venait qu'un des généraux sur qui on comptait le plus, fameux pour

ses services sur terre et sur les lacs, Benedict Arnold, avait trahi et passé aux Anglais; un autre jour que Gates avait été battu à Camden et Kalb tué. En décembre, Ternay mourut. En janvier, les soldats de la ligne de Pennsylvanie se révoltèrent; mal nourris, peu vêtus, non payés, maintenus sous les drapeaux longtemps après le terme de leur engagement, ils se portèrent, dit Closen, « à cette extrémité, » indignés du sort qui leur était fait : « en Europe, on le serait à moins. »

Il est certain que la vie qu'ils avaient à mener ne ressemblait guère à celle que décrivaient, en termes alléchants, suivant l'usage en vigueur alors par tous pays, les officiers recruteurs de l'armée américaine. Une de ces affiches, conservée à Philadelphie, promet « aux jeunes gens de ce voisinage, braves, sains, solides et bien disposés qui inclineraient à rejoindre les troupes présentement levées sous les ordres du général Washington pour la défense des libertés et de l'indépendance des États-Unis, » une « vraiment libérale et généreuse allocation, savoir une prime de douze dollars, une fourniture annuelle et largement suffisante de bons et beaux vêtements, avec attribution quotidienne d'une forte et ample ration de vivres, et en surcroît soixante dollars par an, en monnaie d'or et d'argent, à titre de solde. » Comme conclusion, l'appel célébrait « le grand avantage et la bonne chance qu'auraient ces braves de passer quelques années heureuses à visiter les différentes parties de ce superbe continent, en l'honorable et vrai-

ment respectable profession de soldat, pour aller retrouver ensuite, s'il leur plaisait, leur foyer et leurs amis, les poches PLEINES d'argent et la tête COUVERTE de lauriers. Dieu protège les États-Unis. » Les mots en majuscules sont ainsi imprimés dans l'original. De jolies vignettes montraient de beaux soldats, élégamment vêtus, s'exerçant à des mouvements faciles.

Le danger fut grand, mais dura peu. Invités par l'ennemi à changer de parti et toucher une solde non pas promise, mais réelle, ils répondirent : « Nous sommes d'honnêtes soldats réclamant justice de nos compatriotes; nous ne sommes pas des traîtres. » Sur la marge d'un récit français de ces événements publié à Paris en 1787, Clinton, commandant en chef des forces anglaises, a griffonné nombre d'observations demeurées inédites[1]. Elles sont en français ou quelque chose d'approchant. En face du passage où est contée cette anecdote, il a écrit : « *Est bien dit et c'est dommage qu'il n'est pas vrai.* » Nous ne savons; mais une chose est sûre : c'est conformément à cette réponse, faite ou non, qu'agirent les révoltés. Grâce au prestige de Washington, l'ordre régna bientôt, mais l'alarme avait été profonde, comme le montrent les instructions données par lui au colonel Laurens, envoyé maintenant à Versailles avec une mission pareille à celle du jeune Rochambeau. L'émotion causée par les derniers événements

1. *Histoire des troubles de l'Amérique anglaise*, par Soulès, exemplaire de Clinton à la Bibliothèque du Congrès, p. 360.

se reflète dans sa dépêche : « La patience de l'armée américaine est presque à bout... la grande majorité des habitants est encore attachée fermement à la cause de l'indépendance ; » mais il faut que la France envoie d'immédiats et importants secours en argent, hommes et navires, sans quoi la cause même peut être perdue [1].

Pendant que la présence des régiments français et américains dans le Nord maintenait Clinton et ses troupes immobiles à New York, la situation dans le Sud allait empirant, avec Cornwallis à la tête de forces supérieures, lord Rawdon tenant Charleston et l'exécré Arnold ravageant la Virginie.

Contre eux, les troupes commandées par Greene, Lafayette, Morgan (qui avait détruit en partie la cavalerie de Tarleton à Cowpens, le 17 janvier), faisaient de leur mieux au milieu de circonstances singulièrement défavorables. Avec sa poignée d'hommes, sachant que la moindre erreur serait sa perte, Lafayette, âgé de vingt-quatre ans, hors de portée de tout secours et de tout conseil, menait une campagne où sa sagesse, sa ténacité, son coup d'œil, lui valaient l'admiration des vétérans. Irrité de toujours le trouver sur sa route, Cornwallis écrivait à Clinton : « Si je peux trouver l'occasion de m'en défaire sans avoir à perdre de temps, je n'y manquerai pas. » Mais Lafayette se refusait à lui laisser employer ainsi ses loisirs.

1. 15 janvier 1781.

Pour arrêter Arnold, deux expéditions françaises furent organisées, profitant de moments où la sortie de Newport n'était pas bloquée par les Anglais : une en février sous Tilly, qui poursuivit le convoi portant Arnold aussi loin dans la rivière Élisabeth que le lui permit le tirant d'eau de ses navires, et qui revint après avoir capturé le *Romulus* de 44 canons, quelques autres petits bâtiments, d'importants approvisionnements destinés à Arnold et 550 prisonniers ; une autre de plus d'importance, en mars, sous le chevalier Destouches, qui avait pris à bord une partie de l'armée de Rochambeau, en vue d'un débarquement possible. Mais, malgré toutes les précautions, les Anglais eurent vent de nos intentions, et on rencontra leur flotte à la hauteur du cap Henry ; le combat, dans lequel nous eûmes 72 tués et 112 blessés, fut méritoire, mais rien de plus. Il eût pu facilement tourner au désastre ; l'ennemi avait plus de canons, et la lenteur de quelques-uns de nos navires, dont plusieurs n'étaient pas doublés de cuivre, était un sérieux désavantage. D'habiles manœuvres compensèrent cette infériorité. Le Congrès vota des remerciements ; mais la situation demeura la même. « Voilà donc, écrit Closen, Arnold en repos, la Virginie désolée par ses incursions et M. de Lafayette trop inférieur pour pouvoir faire autre chose que de rester sur la défensive. »

V

Le jour viendrait cependant où il faudrait agir, et, pour n'être pas pris au dépourvu, Rochambeau tenait son armée en haleine, lui faisait construire des fortifications et s'exercer au « simulacre de la petite guerre. » Quant à ses officiers, une bonne partie du pays étant libre d'ennemis, il les encourageait à voyager et à nouer connaissance avec ces « frères américains » pour qui ils étaient venus combattre. Ils allaient à Boston, Albany, West Point, Philadelphie. C'est à ce moment que Chastellux parcourut le pays avec plusieurs de ses camarades et réunit les matériaux de ses *Voyages dans l'Amérique du Nord*, dont la première édition fut imprimée, très abrégée, sur ces presses que Rochambeau s'était recommandé à lui-même de ne pas oublier : « De l'Imprimerie Royale de l'Escadre, » lit-on à la première page du volume, qui ne fut tiré qu'à vingt-trois exemplaires. L'imprimerie de l'escadre n'avait ni beaucoup de caractères ni beaucoup de papier.

Closen qui, à sa grande joie et vive surprise, avait été fait, au débarqué, membre de la « famille » de Rochambeau, c'est-à-dire nommé aide de camp du général, commença, du moment que ses nouveaux devoirs lui laissèrent des loisirs, à étudier, avec son esprit méthodique, « la constitution des treize États et du Congrès de l'Amérique, » c'est-à-dire les constitutions séparées que chacun d'eux s'était données,

et dont Franklin, qui s'en était procuré des traductions françaises, faisait admirer à Paris les dispositions nouvelles et libérales. L'événement a prouvé, dit Closen, que cette organisation était « aussi sage que bonne, bien adaptée au caractère national et faisant le bonheur de ce peuple si respectable sous tous les rapports. »

Il examine le lieu où il est : « Cette île (Rhode Island) est peut-être une des plus jolies du globe. » Le séjour se prolongeant, on fait des connaissances, on apprend l'anglais, on pénètre dans les sociétés américaines. Au début, c'était fort difficile, aucun Français ne comprenait aucun Américain, et l'on avait bravement recours au latin, mieux connu qu'aujourd'hui : « *Quid de meo, mi carissime Drowne, cogitas silentio?...* » Suit toute une longue lettre, très affectueuse, adressée au docteur Drowne, médecin à Newport, et signée « Silly, officier au régiment de Bourbonnais, » 9 septembre 1780[1]. Le sous-lieutenant de Silly compte, d'ailleurs, apprendre l'anglais pendant l'hivernage : « *Inglicam linguam noscere conabor.* » Les lettres sont, en effet, en anglais par la suite, mais un anglais passablement rustique.

Pour l'usage du latin, le commandant en chef était capable de donner l'exemple, et Ezra Stiles, invité à dîner par Rochambeau, pouvait engager avec

1. L'original, prêté par le descendant du destinataire, est exposé dans le musée de la célèbre Fraunces Tavern, à New York, déjà mentionnée (plus haut, p. 32).

lui la conversation dans cette langue. Le président de Yale note dans son journal :

« 5 octobre 1750. — Fait la connaissance du commandant en chef de l'armée française alliée, le comte de Rochambeau.

« 7. — Dîné chez le général de Rochambeau d'une manière splendide. Nous étions peut-être trente à table. Je causai avec le général en latin. Il le parle assez bien. »

Acquérant peu à peu de sommaires notions de la langue, nos officiers se risquent à faire des visites, se rendre à des thés et des dîners. Closen note avec curiosité tout ce qu'il voit : « Il tient de l'honnêteté, toutes les fois qu'on se rencontre, de s'aborder en se donnant et se secouant mutuellement la main, à la manière anglaise. Quelqu'un arrivant dans un cercle d'hommes y fait ainsi la ronde, avec l'observation que les gens d'un rang plus distingué préviennent. »

On boit énormément de thé : « Pour demander grâce, quand on a pris une demi-douzaine de tasses de thé, on pose la cuiller dessus sa tasse; car, tant que vous ne la mettez pas ainsi, votre tasse est toujours reprise, rincée, remplie et remise devant vous. A la première, il est de coutume que la jolie verseuse (la plupart le sont) vous demande : « *Is the tea suitable?* Le thé est-il à votre goût? » — « Insipide boisson, » maugrée l'aumônier Robin, sur qui le charme des verseuses ne peut rien.

Les *toasts* sont aussi une coutume fort surprenante et parfois inconfortable. « On est terrible-

ment fatigué par la quantité de santés qu'on porte (*toasts*). D'un bout de la table à l'autre, un gentleman vous relance, quelquefois avec un regard seulement, qui signifie de boire un verre de vin avec lui, distinction qu'on ne peut honnêtement refuser. »

Au cours d'une excursion à Boston, Closen visite une assemblée de Quakers, « où malheureusement personne n'était inspiré et par conséquent l'ennui paraissait régner. »

La particularité qui frappe le plus notre capitaine est toutefois la beauté de ces jeunes femmes qui lui offraient tant de thé : « La nature a doué les femmes du Rhode Island des plus beaux traits possibles ; leur teint est blanc et clair ; leurs mains et leurs pieds généralement petits. » Les dames des autres États ne sauraient d'ailleurs être jalouses des éloges consacrés à celles du Rhode Island ; on voit par la suite du journal que, partout où il passe, Closen est également pénétré d'admiration et, plus habile que le berger Pâris, s'arrange pour ne refuser la pomme à aucune. Les dames de Boston excitent son enthousiasme[1], celles de Philadelphie tout autant ; il juge cependant ces dernières un peu trop sérieuses, ce qu'il attribue à la présence du Congrès dans leur ville.

1. « Le sexe de Boston est fort beau, et s'habille très bien, quoique sans luxe. » Il y revient à propos d'un souper chez M. de Volney, consul de France (non pas le Volney des *Ruines*), « où je vis plusieurs jolies femmes, blanches comme neige. En général, le sexe de cette ville est fort aimable et se distingue par son instruction autant que par son beau physique. » Mars 1781.

Mais le principal objet de la curiosité de tous était le grand homme, celui dont on avait tant entendu parler avant de venir, personnification des idées nouvelles de liberté. Tous souhaitaient le voir et, dès que des permissions de voyager furent accordées, plusieurs s'arrangèrent pour aller le visiter dans son camp. Pour tous, si différents fussent-ils de rang et de caractère, l'impression fut la même et répondit à l'attente, à commencer par Rochambeau, qui le vit pour la première fois aux conférences de Hartford en septembre 1780, alors qu'il s'agissait pour les deux chefs de tracer un premier plan d'action combinée. Longtemps après la campagne, les deux soldats continuèrent d'échanger les lettres les plus affectueuses. « Du moment, écrivait Rochambeau par la suite, que notre correspondance fut directe, je n'eus plus qu'à me louer de la solidité de son jugement, de l'aménité de son style, dans une correspondance très longue, qui ne peut finir qu'avec la mort d'un de nous deux. »

Chastellux, qui le vit à son camp où la musique de l'armée américaine lui joua la « Marche du Huron, » traça de lui la description bien connue qui se termine ainsi : « L'Amérique septentrionale, depuis Boston jusqu'à Charleston, est un grand livre où chaque page offre son éloge.[1] » Ségur, venu plus tard, craignait fort de se trouver déçu, mais il n'en

1. *Voyages de M. le marquis de Chastellux dans l'Amérique septentrionale, dans les années 1780, 1781 et 1782*, Paris, 1786. 2 vol., I, 118.

fut rien : « Son extérieur, dit-il, annonçait presque son histoire : simplicité, grandeur, dignité, calme, bonté, fermeté, c'étaient les empreintes de sa physionomie, de son maintien, comme celles de son caractère.... Tout annonçait en lui le héros d'une république. » — « J'ai vu Washington, écrit l'abbé Robin, cet homme l'âme, le soutien d'une des plus grandes révolutions qui soient jamais arrivées.... Placé à la tête d'une nation où chaque individu partage l'autorité suprême... », il a su discipliner ses troupes, « les rendre jalouses de ses éloges, leur faire craindre jusqu'à son silence, prolonger leur confiance même après ses défaites. » L'impression est pareille chez le commissaire des guerres Blanchard : « C'est son mérite qui a défendu la liberté d'Amérique, et si elle en jouit un jour, c'est à lui seul qu'elle en sera redevable. » Closen fut chargé de porter des dépêches au grand homme, et comme tous les autres fut aussitôt sous le charme.

A la suite de cette mission, Washington vint, le 6 mars 1781, visiter la flotte et le camp français. Il fut reçu avec les honneurs de maréchal de France, les vaisseaux étaient pavoisés, les troupes, « dans la plus grande tenue, » formaient la haie de la maison de Rochambeau [1] jusqu'au port ; les canons des batteries et de l'escadre saluèrent le « héros de la

1. La belle « Vernon House, » qui existe encore, ornée sur sa façade d'un portrait de Rochambeau en bas-relief. Le compte que le général eut à solder a été conservé; on y voit figurer divers articles dont le plus remarquable est : « Un an de location — rien. » Il eut à payer seulement les dégâts causés par sa « famille

liberté. » Washington vit Destouches mettre à la voile pour son expédition de la Chesapeake; son séjour « donna occasion à plusieurs fêtes ; les illuminations, dîners, soupers et bals se succédèrent. Il nous quitta le 15.... On peut dire qu'il emporta les regrets, l'attachement, le respect et la vénération de toute notre armée. » Résumant ses impressions, le jeune aide de camp ajoutait : « Tout en lui annonce un grand homme et un cœur excellent. Jamais on ne pourra dire assez de bien de lui. »

VI

Le 8 mai 1781, après une traversée de quarante-trois jours, la *Concorde* arrivait à Boston, ayant à bord le comte de Barras, de la même famille que le futur Directeur, « cordon rouge et chef d'escadre, » qui allait remplacer Ternay, et le vicomte de Rochambeau apportant à son père la fâcheuse nouvelle qu'aucune seconde division ne lui serait envoyée : « Mon fils est revenu bien seul en ce pays-ci, » écrivit, pour toute remontrance, le général au ministre de la Marine. Mais le jeune colonel était porteur aussi d'autres avis de très grande importance. Une nouvelle flotte aux ordres du comte de Grasse avait été réunie et, au moment du départ de la *Concorde*, venait de faire voile pour les Antilles, de sorte

militaire » dont les grosses bottes avaient fort endommagé les parquets. *The Vernon House, Newport, 1758-1915*, par Maud Lyman Stevens, Newport, 1915, illustré, p. 44.

qu'une domination momentanée de la mer allait devenir une possibilité. « Rien sans la marine prépondérante, » avait écrit, on s'en souvient, Rochambeau dans son cahier de notes.

En outre, « malgré la dureté des circonstances, » écrivait Vergennes au ministre de France, La Luzerne, et l'état déjà inquiétant de nos finances, « un nouveau subside gratuit de six millions de livres tournois » était accordé aux Américains. Des envois de fonds avaient été déjà reçus aussi par Rochambeau, un million et demi en février, avec une lettre de Necker disant : « Soyez sûr, monsieur, que tout ce qu'on demandera à la finance pour votre armée sera prêt à l'instant. » Sept millions arrivèrent peu après par l'*Astrée*, qui avait traversé la mer en soixante-sept jours, sans fâcheuse rencontre. En fait de troupes, six cents recrues seulement abordèrent à Boston en juin avec le *Sagittaire*.

Rien de plus ne devant venir, l'heure était arrivée des décisions définitives ; il fallait tenter un grand effort, le grand effort en vue duquel tout le reste avait été fait, celui qui aboutirait à la paix et à l'indépendance américaine, ou à l'humiliation d'un échec définitif. Tous se rendaient compte de la solennité du moment[1]. La question était : En quoi doit consister ce grand effort? Sera-ce la prise de New York ou la libération du Sud?

1. Washington mieux que personne ; voir plus loin, p. 215, note, les impressions consignées par lui dans son journal intime, au 1er mai 1781.

Les termes du problème avaient été amplement discutés par lettres et en conférences entre les chefs, et le débat continuait. Le premier qui prit nettement son parti, cessa d'hésiter entre les avantages et inconvénients des deux projets et déclara qu'il n'y avait pas deux plans satisfaisants, mais un seul : savoir, de reconquérir le Sud, ne fut, chose singulière, ni Washington, ni Rochambeau, et ne se trouvait aux États-Unis ni comme soldat, ni comme marin, mais bien comme diplomate : et, en attirant l'attention sur ce point, je ne fais que remplir le plus agréable devoir à l'égard d'un prédécesseur justement admiré. Cet homme de bon conseil fut La Luzerne. Dans un mémoire inédit, rédigé par lui le 20 avril et envoyé à Rochambeau le 19 mai, avec une lettre explicative, priant que son travail, dont il adressait aussi copie à Barras, fût mis sous les yeux de Washington, il disait : « C'est dans la baie de la Chesapeake qu'il paraît urgent de porter toutes les forces navales du Roi, avec telle force de terre qui sera jugée utile par les généraux. Ce changement ne peut manquer d'avoir les suites les plus avantageuses pour la continuation de la campagne. » Et ces suites, fort habilement déduites, sont accompagnées de la remarque : « Si les Anglais nous suivent et qu'ils ne puissent arriver qu'après nous dans la baie, leur condition est bien différente de la nôtre ; toutes les côtes, toutes les parties intérieures du pays sont remplies de leurs ennemis. Ils n'ont ni les moyens, ni le temps d'élever, comme à New York,

les ouvrages nécessaires pour les couvrir des insultes des troupes américaines et les garantir du danger où les exposerait l'arrivée d'une force supérieure. » Si le projet qu'il expose rencontre des difficultés, il faudra en former d'autres, mais il maintient que « tous ceux qui auraient pour but le soulagement des États du Sud doivent être préférés, et qu'il n'y a pas de temps à perdre pour les mettre à exécution.[1] »

Aux conférences de Weathersfield, en Connecticut, entre Américains et Français, le 23 mai, Washington marquait encore, et non sans avancer de sérieuses raisons, sa préférence pour une attaque sur New York; il parlait de la saison avancée et « de la grande consommation d'hommes qui résulte des longues marches dans les États du Sud, démontrée par l'expérience, » de la « difficulté des transports par terre : » tous ces motifs lui faisaient « préférer une opération contre New York dans les circonstances présentes à un effort pour envoyer des forces dans le Sud. » Il écrivait le même jour à La Luzerne : « Notre objectif est New York. »

Mais La Luzerne ne cessait d'insister. Il écrivait à Rochambeau, le 1er juin : « La situation des États du Sud devient à chaque instant plus critique : elle est même accompagnée de beaucoup de dangers, et toute mesure qui pourra être prise pour leur assistance serait d'un avantage infini.... La situation de M. le marquis de La Fayette et celle du général

1. Papiers de Rochambeau.

Greene sont très embarrassantes depuis que lord Cornwallis a joint la division anglaise de la Chesapeake. Si la Virginie n'est pas secourue à temps, les Anglais auront atteint le but qu'ils se sont proposé par les mouvements audacieux qu'ils ont faits au Sud, et ils auront réellement l'air d'avoir conquis les États méridionaux.... Je vais écrire à M. de Grasse, comme vous le désirez; de votre côté, saisissez toutes les occasions qui se présenteront et multipliez beaucoup les expéditions de vos lettres, » à cause des captures possibles; « il n'est pas simplement désirable qu'il vienne au secours des États opprimés, la chose paraît devenir de la nécessité la plus pressante. » Il faut même, non seulement qu'il vienne, mais qu'il amène ce qu'il pourra réunir de troupes françaises aux Antilles, et ainsi serait compensée en partie l'absence de la seconde division.

Rochambeau fut vite persuadé. Avec son bon sens habituel, Washington consentit de son côté à renoncer au projet qu'il avait si longtemps chéri, non toutefois sans des regrets, dont, jusqu'en juillet, sa correspondance porte encore des traces[1]. Dès le 28 mai, Rochambeau avait écrit à de Grasse, le conjurant d'accourir avec toutes ses forces, d'apporter tout l'argent qu'il pourrait emprunter dans nos

1. C'est au 1er août seulement qu'il inscrit dans son journa intime, où ne figuraient jusque-là que des raisons pour attaquer de préférence New York, une note indiquant qu'il va s'occuper « plus sérieusement » du Sud : « Therefore I turned my views more seriously than I had before done to an operation to the southward ». (Cahiers originaux, à la Bibliothèque du Congrès.)

colonies, de prendre à bord le plus d'hommes possible de nos garnisons des Antilles. Le général n'avait pas oublié l'offre de Saint-Simon de venir faire campagne avec lui et comptait sur son bon vouloir ; après avoir décrit l'extrême importance de l'effort à tenter, il concluait : « Voilà l'état des affaires et de la crise très forte où se trouvent l'Amérique et spécialement les États du Sud dans le moment actuel. L'arrivée de M. le comte de Grasse peut tout sauver.... »

Les événements avaient pris un tel cours que le sort des États-Unis et le destin de plus d'une nation allaient se trouver pour quelques semaines aux mains d'un seul homme, et d'un homme grandement gêné par des instructions qui l'obligeaient, dans un temps où les marins ne pouvaient pas, comme depuis, commander aux vents et aux vagues, à se trouver à date fixe aux Antilles par suite d'arrangements pris par le Gouvernement français avec les Espagnols. Accepterait-il de courir des risques si graves et que répondrait ce maître momentané de l'avenir, François-Joseph-Paul, comte de Grasse, marin depuis l'âge de douze ans, et maintenant lieutenant général et chef d'escadre, avec de longs services, sur toutes les mers, aux Grandes Indes et aux Antilles, avec d'Orvilliers à Ouessant, avec Guichen contre Rodney dans la mer des Caraïbes, hautain, assurait-on, avec plus d'ennemis que d'amis, la seule qualité que tous lui reconnaissaient étant sa valeur? « Notre amiral, disaient ses marins, a

six pieds les jours ordinaires et six pieds six pouces les jours de bataille. »

Que répondrait-il, que ferait-il? Il fallait à cette époque courir la chance et se guider d'après les probabilités. C'est ce que firent Washington et Rochambeau. Dès le commencement de juin, tout était en mouvement au camp de Newport. Les troupes ne savaient pas au juste ce qui se préparait, mais c'était évidemment quelque chose de grand. Les jeunes officiers étaient dans la joie à l'idée d'une « campagne très active, » avec la perspective, dit Closen, « d'apprendre à connaître les autres provinces et la différence des mœurs, coutumes, produits et commerce des bons Américains. »

Le camp est levé et l'armée en route; on part vers New York et le Sud dans les meilleures dispositions, prêt à combattre ou admirer, selon le cas, tout ce qui se présente. « Le pays entre Providence et Bristol, note Closen, est charmant. Nous nous crûmes transportés dans l'Éden, tous les chemins étant bordés d'acacias qui étaient justement en fleur et répandaient une odeur délicieuse, presque trop forte. » Les serpents causent quelque désagrément, mais nul Éden qui n'ait les siens. On monte sur les clochers et on y a « une des plus belles vues possible. » La chaleur devient accablante et on organise des marches de nuit, commençant à deux heures du matin ; les routes se transforment en marais où l'artillerie, les caissons, les chariots portant des bateaux pour le passage des rivières s'embourbent et causent

de grands retards. On avance sur une seule et immense colonne de plusieurs milles de long ; une attaque anglaise eût tout compromis; mais il ne s'en produisit point. Le pauvre abbé Robin, mal préparé au martyre, s'attendrit sur son propre sort, craignant d'être pris par les Anglais et de devenir « la victime de ces anti-républicains; » il dort sur le sol par une pluie torrentielle, « auprès d'un grand feu, brûlé d'un côté et inondé de l'autre. » Toutefois, il « retrouve toujours la gaîté française dans ces marches pénibles. Les Américains, que la curiosité amène par milliers dans nos camps, y sont reçus, dit-il, avec allégresse; on fait jouer pour eux nos instruments militaires qu'ils aiment avec passion. Alors officiers, soldats, Américains, Américaines, tous se mêlent et dansent ensemble : c'est la Fête de l'Égalité; ce sont les prémices de l'Alliance qui doit régner entre ces nations. »

Washington écrit de se méfier des espions : « L'ennemi enverra des émissaires dans votre camp, vêtus en paysans, apportant des fruits et autres objets et qui prendront note de chaque mot qu'on pourrait dire.[1] »

Beaucoup d'officiers, pour donner l'exemple, descendent de cheval, et, insoucieux des fondrières et de la chaleur, font la route à pied, tel le vicomte de Noailles, colonel en second de Soissonnais, qui parcourut ainsi la distance de 756 milles (plus de 1 200

1. A Rochambeau, 30 juin 1781.

kilomètres) séparant Newport de Yorktown. Il y eut peu de maladies. « Les attentions des officiers supérieurs y ont infiniment contribué, écrit l'abbé, en ne permettant pas aux soldats de boire de l'eau qu'il n'y eût du rhum. » Il ne dit pas qu'aucun se soit révolté contre cette règle de discipline. C'est du reste une précaution qui, jusqu'à une époque toute récente, était considérée comme fort sage; dans nos longs voyages à pied à travers les Alpes, aux années de jeunesse, notre mentor était convaincu qu'aucun microbe aquatique ne pouvait résister à un peu de kirsch. Nous survécûmes, en tout cas, aux microbes.

Le 6 juillet, s'effectua à Philipsburg, « à trois lieues, dit Rochambeau, de Kingsbridge, premier poste de l'ennemi dans l'île de New York, » la jonction des deux armées, l'américaine ayant suivi, pour gagner le rendez-vous, la rive gauche de la rivière du Nord (Hudson river). Au reçu de la nouvelle, bien des semaines après, lord Germain, secrétaire d'État pour les Colonies, fut dans la joie et écrivit à Clinton qui commandait en chef : « La jonction des troupes françaises et américaines va, j'en suis convaincu, bientôt produire des dissentiments et mécontentements, et M. Washington se trouvera dans la nécessité de les séparer, soit en détachant les Américains vers le Sud, soit en laissant les Français retourner dans le Rhode Island.... J'ai confiance qu'avant cela lord Cornwallis aura donné aux habitants loyaux des deux côtés de la Chesapeake, l'occasion qu'ils recherchent depuis si longtemps de

pouvoir déclarer leurs principes, et soutenir de leur effort l'autorité royale. » De semblables preuves de la perspicacité de mylord Germain abondent dans sa correspondance, pour partie inédite. Il continue, rempli de la plus vive satisfaction et parlant de la jonction avec une logique aussi sûre que Perrette de son pot au lait.

Washington, pendant ce temps, passait en revue les troupes françaises (9 juillet), et Rochambeau les américaines et, ce qui eût bien surpris lord Germain, plus ces dernières étaient mal équipées, plus la sympathie et l'admiration pour leur force de résistance étaient vives. « Ces braves gens, dit Closen, faisaient réellement peine à voir, presque nus, rien que des pantalons et des petites jaquettes de toile et la plupart sans bas; mais, le croira-t-on? de la meilleure humeur du monde et ayant la mine bien portante. » Et ailleurs : « Je suis tout à fait dans l'admiration des troupes américaines. Il est incroyable que des troupes composées de gens de tous les âges, même d'enfants de quinze ans, de blancs, de noirs, tous presque nus, sans argent et assez mal nourris, puissent marcher aussi bien et se présenter avec autant de fermeté au feu. Le calme et les démarches combinées du général Washington, dont je découvre tous les jours de nouvelles qualités éminentes, sont déjà assez connus.... Il est certain qu'il est admirable à la tête de son armée dont chaque individu le regarde comme son ami et son père. » Rien qui annonçât cette rupture sur laquelle

comptait la Perrette britannique. Témoins, peu d'années après, d'une autre Révolution, plus d'un de nos officiers dut se souvenir des soldats « continentaux » de 1781 en menant aux frontières, aussi pour la liberté, nos volontaires de 92..

Pas plus, du reste, qu'auparavant, de vraie haine pour ces ennemis dont on était maintenant tout proche et avec qui on venait d'avoir des premières escarmouches sanglantes. Dans l'intervalle des opérations, les rapports étaient courtois, presque amicaux par moments. Les Anglais donnaient aux Français des nouvelles d'Europe, même quand elles étaient bonnes pour nous, et passaient des journaux à nos troupes : « Nous apprîmes cette nouvelle [la retraite de Necker], écrit Blanchard, par les Anglais, qui envoyaient souvent des trompettes et nous faisaient passer des gazettes. Nous apprîmes par les mêmes papiers que M. de La Motte-Picquet s'était emparé d'un riche convoi[1]. Ces pourparlers entre nous et les Anglais ne plaisaient pas aux Américains,

1. C'était le convoi transportant en Angleterre l'énorme butin pris par Rodney à Saint-Eustache. Dix-huit des navires qui le composaient furent capturés par La Motte-Picquet (2 mai 1781) et atteignirent ainsi la France au lieu de l'Angleterre.

A l'égard des Hessois et autres mercenaires allemands dans l'armée anglaise, les dispositions étaient toutefois fort différentes. Quelques-uns avaient déserté pour s'engager dans la légion de Lauzun, puis contre-déserté, sur quoi Rochambeau écrivit à Lauzun : « Je suis fâché de la désertion de votre patrouille, et vous avez pris les meilleures précautions pour obvier à la récidive, surtout celle de ne pas vous empester davantage de recrues de déserteurs hessois dont vous savez que je n'ai jamais eu bonne opinion. » Newport, 22 décembre 1780 (Doniol, V, 392).

ni même au général Washington; ils n'étaient pas accoutumés à cette manière de faire la guerre. » On se battait véritablement pour une idée, mais, ce qui eût pu rassurer les inquiets, sans chance aucune de changement d'idée.

VII

Deux inconnues dominaient le problème : que déciderait de Grasse? que ferait Clinton? L'ancien blessé de Johannisberg, le vainqueur de Charleston, sir Henry Clinton, lieutenant général et ancien membre du Parlement, d'excellent renom militaire, s'était enfermé dans New York, qui n'était pas encore la deuxième ville du monde, ni même la première des États-Unis et qui, au lieu de la riche et immense cité d'aujourd'hui dont les vertigineuses constructions étalent sous le ciel, à la nuit tombante, et reflètent dans la rivière leurs damiers lumineux, n'était qu'une agglomération de maisons modestes et de jardinets, n'occupant que le bas de l'île de Manhattan, et n'ayant gardé, à cause de la guerre, que dix mille habitants[1]. Mais solidement

1. Ainsi décrite en 1796 par le duc de La Rochefoucauld-Liancourt : « Enfin, nous sommes arrivés à King's Bridge, dans l'île de New York, où le terrain, généralement mauvais, est encore en mauvais bois dans les parties les plus éloignées de la ville, et où il est couvert de fermes et surtout de maisons de campagne dans les six ou sept milles qui s'en approchent davantage et dans les parties qui avoisinent la Rivière du Nord et le bras de mer qui sépare cette île de Long Island. » *Voyage*, V, 300.

fortifiée, avec libre accès à la mer pour une flotte puissante, elle menaçait la route des deux armées et Clinton y disposait d'approvisionnements considérables et de troupes nombreuses aussi aguerries que les nôtres.

Il est des périodes dans l'histoire des nations où, après une série continue de malheurs, alors que le désespoir semblerait excusable, brusquement le ciel s'éclaircit et tout leur vient à souhait. Dans la guerre de l'indépendance américaine, une période de ce genre avait commencé. Les armées de Washington et de Rochambeau, encombrées de leurs chariots, caissons et bagages, avaient à passer des rivières, traverser des régions montueuses, suivre des pistes défoncées par les pluies : le moindre effort sérieux contre elles eût été fatal; rien ne fut tenté. Il était de la plus grande importance que Clinton ne comprît que le plus tard possible le plan réel des alliés; tout servit à le tromper, ses dispositions naturelles et les circonstances. Sa conviction inébranlable était que la clef de la situation était New York, et que le pouvoir royal en Amérique, — et lui-même Henry Clinton, — tiendrait ou tomberait avec cette cité. De là son peu d'inclination à la quitter et à essayer quoi que ce fût en dehors de ses lignes de défense. Ses instructions lui prescrivaient d'aider Cornwallis dans la plus large mesure, le plan de la Cour britannique étant de ressaisir d'abord les États du Sud, puis de continuer la conquête en remontant vers le Nord. Mais lui, au contraire, ne se lassait

pas d'enjoindre à Cornwallis de lui renvoyer une partie de ses troupes. Et, s'il ne manquait pas d'ajouter, comme il ne cessa de le rappeler par la suite : « dans le cas du moins où vous pourriez vous en passer, » il lui disait aussi, dans les mêmes lettres : « Je n'aurais jamais cru, je l'avoue, qu'il vous faudrait quatre mille hommes pour un point où, d'après ce que le général Arnold m'a dit, sur un rapport du colonel Simcoe, deux mille seraient amplement suffisants.[1] »

Une source de lumières et, comme l'événement le prouva, de ténèbres aussi, consistait dans les lettres interceptées. Ces captures étaient incessantes sur terre et sur mer, et on en était, des deux parts, constamment éclairé ou égaré. Mais la chance avait décidément tourné et les astres favorisaient les alliés. Ils capturaient des lettres utiles, et Clinton de trompeuses, juste châtiment pour tout le mal qu'il avait si souvent tâché de faire avec de telles prises : comme lorsque, ayant mis la main sur une lettre intime de Washington, dont un passage pouvait donner ombrage à Rochambeau, il la publia dans les gazettes. Mais les deux commandants n'étaient pas gens à se laisser brouiller pour si peu et tout ce qui se produisit fut une franche explication. Agissant spontanément dans le même esprit, tant était réelle l'unité de vues et de sentiment, La Luzerne avait écrit à Rochambeau, à propos de

1. 8 juillet 1781.

Washington et de sa lettre : « J'ai dit à ceux qui m'en ont parlé que je n'y trouvais que le zèle d'un bon patriote et qu'il fallait qu'un citoyen fût bien vertueux quand on ne pouvait lui trouver d'autre crime.[1] »

De nouveaux trésors venaient de tomber aux mains de Clinton : une lettre de Chastellux à La Luzerne parlant fort dédaigneusement de son chef et de ses « bourrasques » et s'y vantant, conte Rochambeau, « d'avoir eu l'art de m'engager à rapprocher mon opinion de celle du général Washington, » avec cette conséquence « que le siège de l'île de New York était enfin déterminé.... Il se plaignait du peu de ressource que peut avoir un homme d'esprit sur le caractère impératif d'un général qui veut toujours commander. » Clinton fit porter la lettre à Rochambeau avec le charitable avis « qu'il devrait se méfier de ses alentours. Ce n'était pas assurément, remarquait celui-ci, dans le dessein de mettre la paix dans mon ménage. » Le général fit venir son chef d'état-major, lui montra la lettre que Chastellux reconnut en rougissant, la jeta au feu et le laissa « en proie à tous ses remords. » On juge, conclut Rochambeau, « que je ne cherchai pas à le détromper. »

Un texte des décisions arrêtées aux conférences de Weathersfield ne fut pas moins heureusement capturé par Clinton, et nous avons vu combien Washington s'y était montré peu enclin à diriger vers le Sud

1. 13 avril 1781. Papiers de Rochambeau.

le grand effort des deux armées. Une lettre de Barras à La Luzerne du 27 mai fut aussi interceptée et, par bonheur aussi, le marin y révélait son projet de conduire la flotte encore plus au Nord qu'elle n'était, c'est-à-dire à Boston : projet réel, mais abandonné aussitôt que formé et remplacé par un autre tout contraire. Une lettre, révélatrice celle-là, de Rochambeau à La Luzerne, fut encore prise; elle était chiffrée, et les Anglais purent la traduire; mais, comme les astres favorisaient décidément les alliés, ce furent les Anglais de Londres qui le purent, et non ceux de New York, et, quand le déchiffrement fut enfin mis sous les yeux de Clinton, il n'avait plus depuis longtemps, et pour bonnes raisons, aucun doute sur les projets réels de Washington et de Rochambeau.

Le secrétaire colonial britannique était maintenu, entre temps, dans un état de jubilation persistante par les nouvelles qui lui arrivaient de si précieuses trouvailles : « Les copies, écrivait-il à Clinton, de la très importante correspondance qui est si heureusement tombée entre vos mains montrent que la cause des Rebelles est presque désespérée, et que rien que le succès d'une entreprise extraordinaire ne pourrait lui rendre vigueur et activité. Je confesse que je suis charmé qu'ils aient choisi New York comme objet de leur effort.[1] » Clinton accusait réception peu après à lord Germain d'un renfort de

1. 14 juillet 1781.

2 400 recrues allemandes qu'il prenait bien soin de garder à New York jusqu'à la fin, sans en rien aventurer au dehors.

Les alliés n'avaient rien omis, de leur côté, pour confirmer le commandant anglais dans sa croyance. Ils avaient fait construire de solides fours de briques, à proximité de New York, comme pour cuire le pain de toute une armée pendant un long siège. Puis ç'avaient été des reconnaissances, des marches et contremarches, un envoi de bateaux vers Long Island, « sans entrer toutefois dans la baie d'Oyster, » des escarmouches qui semblaient le préliminaire d'opérations plus sérieuses, et au cours de l'une desquelles, en compagnie des deux Berthier et du comte de Vauban, Closen manqua de perdre la vie pour sauver son chapeau. « Un faux amour-propre me fit rappeler, dit-il, la plaisanterie militaire : Ah ! il a perdu son chapeau ! Sans autre réflexion au danger, je mets pied à terre au milieu des coups de fusil. » Il sauva sa coiffure; les généraux le blâmèrent au retour pour ce risque inutile, « et le bon Washington, me frappant, sur l'épaule, ajouta : Mon cher baron, ce proverbe français n'est pas connu dans notre armée, mais votre sang-froid pendant le danger le sera. » Ces mots sont cités en anglais, comme étant (sauf une faute de grammaire que Washington n'a pu commettre) les propres paroles du grand homme au jeune aide de camp[1].

1. « Dear Baron, this French proverb is not yet known among our army, but your cold behavior during danger will be it. »

Brusquement, le 18 août, les deux armées lèvent le camp, remontent de trois marches vers le Nord, passent au milieu de grandes difficultés, par une chaleur torride, avec un lourd bagage, le large cours de l'Hudson à King's Ferry; mais sans être plus inquiétées que devant. Comment expliquer cette inaction de Clinton? « Elle est pour moi, écrit le comte Guillaume de Deux-Ponts dans son journal (dont le manuscrit retrouvé à Paris sur les quais a été publié en Amérique[1]), une énigme indéchiffrable, et j'espère qu'on n'aura jamais à me reprocher d'en donner à deviner de pareilles. »

Le fleuve franchi, la double armée prit, à marches forcées, la direction du Sud. Rochambeau fait abandonner quantité d'effets pour hâter le mouvement, ce qui, dit Closen, « fit beaucoup crier la ligne, » qui cria, mais marcha. La nouvelle d'un mouvement si important vint naturellement à Clinton, mais, comme les astres ne lui souriaient plus, il conclut, ainsi qu'il l'écrivait encore le 7 septembre à lord Germain, que tout cela « était une feinte. » Quand il découvrit que ce n'était pas une feinte, l'armée alliée était hors de portée. « Que dire à cela? écrit gaiement Closen; tâchez d'y mieux voir une autre fois, » et il dessine en marge de son journal une paire de lunettes.

La marche vers le Sud put ainsi continuer sans encombre. On traverse d'abord les Jerseys, « pays

1. En juin 1867, par S. A. Green, qui l'accompagna d'une traduction anglaise : *My campaigns in America, a journal kept by count William de Deux-Ponts*, Boston, 1868.

de cocagne en gibier, poisson, végétaux, volailles. » Closen a le bonheur « d'entendre de la bouche du général Washington et sur le terrain même, les dispositions, les mouvements et les différentes autres circonstances relatives aux fameuses actions de Trenton et Princeton. » Le jeune homme, qui s'était grandement perfectionné en anglais, servait maintenant d'interprète aux deux commandants, de sorte que rien ne lui échappait. L'entrée à Philadelphie fut triomphale ; le Congrès fit un charmant accueil ; il y eut des toasts à n'en plus finir. C'est une ville immense avec « 72 rues tirées au cordeau.... Les boutiques y abondent en marchandises de toute espèce, et il y en a qui ne le cèdent pas au *Petit Dunkerque* à Paris, pour la richesse et le goût. » Où est aujourd'hui le *Petit Dunkerque*? — « Mais où sont les neiges d'antan ?[1] » Les femmes sont très jolies, « d'un très bon ton et très bien mises, même à la française. » Bénezet, le quaker français, une des célébrités du lieu, est jugé plein de sagesse, et La Luzerne, qui « tient un état digne de son souverain, » donne un dîner de 180 couverts.

De Philadelphie à Chester, le 5 septembre, Rochambeau et ses aides de camp descendirent la Delaware en bateau. Comme ils approchaient, « nous vîmes de

1. La maison, proche l'entrée du Pont-Neuf, où avait fleuri le *Petit Dunkerque*, en son temps le plus célèbre « magasin de frivolité » du monde, survécut jusqu'à la veille de la guerre actuelle, juillet 1914. L'enseigne de la boutique, un navire avec l'inscription « Au Petit Dunkerque », était encore en place et a été transportée au Musée Carnavalet.

loin sur le rivage, dit Closen, le général Washington qui tournait son chapeau et un mouchoir blanc, paraissant faire beaucoup de démonstrations de joie. » Rochambeau avait à peine mis pied à terre que l'Américain, si calme et réservé d'ordinaire, se jeta dans ses bras; la grande nouvelle était arrivée, de Grasse était sur rade, et, tandis que Cornwallis se tenait sur la défensive à Yorktown, la flotte française barrait la Chesapeake[1].

Au reçu des lettres de La Luzerne, Washington et Rochambeau, lui disant à quel point le sort des États-Unis dépendait de lui, le marin, comprenant, avait-il écrit à La Luzerne, « avec bien du chagrin la détresse où se trouvait le continent et la nécessité d'un prompt secours, » avait décidé de participer aussitôt, avec tous ses moyens, au suprême effort qui, sans lui, bien évidemment, serait tenté en vain. Parti le 5 août de Cap-Français (aujourd'hui Cap-Haïtien), à Saint-Domingue, il avait joint à sa flotte tout ce qu'il avait pu trouver de navires à nous aux Antilles, même quelques-uns qui, ayant été des années absents, avaient ordre de rentrer pour

1. La joie de Washington était à proportion de ses anxiétés antérieures; trois jours auparavant, il écrivait à Lafayette : « Mais, mon cher marquis, je suis anxieux, au delà de toute expression, de savoir ce qu'il est advenu du comte de Grasse, et rempli de crainte que la flotte anglaise, en occupant la Chesapeake, vers laquelle, selon mes derniers avis, elle fait route, réduise à néant toutes nos chances de ce côté.... Adieu, mon cher marquis, si vous apprenez quoi que ce soit, d'où que ce soit, envoyez-m'en la nouvelle, je vous prie, à toute vitesse (*on the spur of speed*), car je suis, peu s'en faut, tout impatience et anxiété. » Philadelphie, 2 septembre 1781.

se faire réparer. Il avait eu la plus grande difficulté à se procurer l'argent demandé, bien qu'il eût offert d'hypothéquer en garantie son propre château de Tilly, pendant que le chevalier de Charitte, commandant la *Bourgogne*, faisait de même pour le sien ; il avait obtenu enfin les douze cent mille francs requis, grâce à l'obligeance du gouverneur espagnol de La Havane. Il amenait aussi avec lui le marquis de Saint-Simon et les 3000 hommes de troupes sous ses ordres. Il demandait seulement que les opérations fussent poussées en hâte, puisqu'il était obligé d'être de retour aux Iles à date fixe. Nul personnage ne risqua ni ne fit davantage, à lui seul, pour les États-Unis, que de Grasse, le seul des chefs à qui aucun monument n'ait été élevé.

La nouvelle se répandit en un instant; le camp retentissait de chants et de cris de joie. « Les soldats parlèrent de Cornwallis, dit Closen, comme s'ils le tenaient déjà à la garde du camp; mais il ne faut cependant pas encore vendre la peau de l'ours; il est vrai qu'il est bien près d'être pris. » A Philadelphie, l'enthousiasme était indescriptible ; la foule s'était portée devant la maison du ministre de France, La Luzerne, et l'acclamait. « Des plaisants, rapporte l'abbé Robin, montent sur des tréteaux, prononcent l'oraison funèbre de Cornwallis, et débitent des lamentations sur la douleur des tories. » Vous avez, écrivait Rochambeau à l'amiral, le 7 septembre, « répandu une joie universelle dans toute l'Amérique, dont elle est enivrée. »

L'inquiétude toutefois fut grande à nouveau quand on apprit, peu après, que les bâtiments français avaient quitté la Chesapeake dont l'entrée maintenant était libre. La flotte anglaise comptant vingt vaisseaux et sept frégates, sous les ordres de Hood et de Graves, le même Graves qui n'avait pu intercepter le convoi de Rochambeau, avait été signalée le 5 septembre, et de Grasse, laissant derrière lui, pour aller plus vite, quelques-uns de ses bâtiments et nombre de marins occupés à terre, avait levé l'ancre trois quarts d'heure après la vue des signaux, pour livrer le combat d'où l'issue de la campagne allait dépendre. C'est là, écrivait dans ses mémoires le commandant de la Légion Britannique, le fameux Tarleton, « un fait digne d'admiration. » Six jours après, l'amiral français était de retour; il avait eu 21 officiers et 200 marins tués ou blessés, mais il n'avait perdu aucun navire, et la flotte ennemie, sérieusement endommagée, avec 336 hommes hors de combat, et la perte du *Terrible* de 74 canons abandonné et incendié et des frégates *Iris* et *Richmond* de 40[1], avait dû se retirer à New York. Malgré l'arrivée de l'amiral Digby et de ses renforts, « on ne tentera pas cependant, écrivait La Luzerne à Rocham-

1. Graves avait supposé avec raison que, pour avoir pu appareiller si vite, de Grasse avait dû faire couper les câbles de plusieurs de ses navires, abandonnant leurs ancres et marquant la place par des bouées. Ces deux frégates avaient été envoyées pour enlever ces bouées et en rapportaient plusieurs à l'amiral anglais quand elles furent capturées (*Journal particulier*, par Joachim du Perron, comte de Revel, sous-lieutenant au régiment de Monsieur-Infanterie, Paris, s. d., p. 131). Le 15 septembre, Washington écri-

beau, un second engagement; en tout cas, je ne suis pas inquiet du succès. » Rien ne fut tenté. « Cette domination de la mer, notait là-dessus Tarleton, prouva la force des ennemis de la Grande-Bretagne, dérangea les plans de ses généraux, découragea ses amis, et finalement confirma l'indépendance américaine[1]. » Rochambeau avait eu raison : « Rien sans la marine prépondérante. »

En revenant prendre sa garde à l'entrée de la baie, de Grasse eut la joie d'y trouver une autre escadre française, celle de Barras. Comme lieutenant général, de Grasse avait rang sur lui, mais comme chef d'escadre Barras était son ancien, ce qui faisait une situation difficile, et ce dernier pouvait être tenté, comme il le fut, de faire campagne à part avec chance que la gloire des succès possibles lui revînt : « Je te laisse le maître, mon cher Barras, lui avait écrit de Grasse, le 28 juillet, de venir me joindre ou d'agir de ton côté pour le bien de la cause commune. Donne-m'en avis seulement, afin que nous ne nous nuisions pas sans le vouloir. » Subordonnant son intérêt à celui de tous, Barras avait quitté Newport gagnant la haute mer, puis, tournant au Sud à grande distance des côtes, avait évité les Anglais et

vait à de Grasse : « Les mots me manquent pour exprimer le plaisir que j'éprouve à féliciter Votre Excellence... pour la gloire d'avoir chassé de la côte la flotte des Anglais et capturé deux de leurs frégates. »

1. *History of the campaigns of 1780 and 1781*, par le « Lieutenant-colonel Tarleton, commandant of the late British Legion », Dublin, 1787, p. 403 et suiv.

atteint la Chesapeake avec la grosse artillerie, indispensable pour les dernières opérations. Les astres demeuraient propices.

Le double siège, dont les récits abondent, commença alors, celui de Yorktown par Washington et Rochambeau [1], sur la rive droite de la rivière d'York, et celui de Gloucester sur la rive opposée par où il était à craindre que Cornwallis eût pu effectuer sa retraite. De Grasse avait consenti à mettre à terre, pour ce dernier siège, huit cents hommes tirés de sa flotte, sous les ordres de Choisy [2] que Lauzun rejoignit avec sa légion, tous deux agissant de concert avec la milice américaine aux ordres de Weedon. « C'était, dit Revel, qui les compare à nos « troupes bourgeoises, » un « ramassis de pauvres paysans qui apportaient dans leur sac de quoi vivre pendant quelques jours et qui se construisaient une cabane de branches d'arbres.... Leur nombre variait tous les jours, selon que leur courage les animait ou qu'ils avaient besoin d'aller chercher à manger. [3] »

1. Un journal du siège, très détaillé, fut tenu par Ménonville, aide-major général ; une traduction anglaise en a paru dans le *Magazine of American History*, 1881, VII, 283.

2. Il était officier de cavalerie et « s'était acquis une espèce de réputation à la défense du château de Cracovie, en Pologne ». *Journal particulier*, p. 139.

3. *Journal particulier*, p. 148. La ville de Gloucester, dit le même témoin oculaire, « était quatre maisons situées sur une pointe de terre qui s'avançait dans la rivière, vis-à-vis d'York », mais avec 1200 hommes de troupes et de sérieuses défenses : « L'enceinte était formée par quatre bonnes redoutes fraisées, palissadées, entourées d'un fossé et aussi bien construites qu'il était possible de le faire dans un terrain extrêmement sec et sablonneux ; ils avaient été obligés d'encaisser leurs parapets pour empêcher les éboule-

On prit soin de conduire les opérations suivant les règles, à cause, dit Closen, « de la réputation de Cornwallis et de la force de la garnison. » L'expérience de Rochambeau fut là d'un grand secours : c'était son quinzième siège. Cornwallis était, de jour en jour, plus étroitement pressé. Le 29 septembre, il était encore plein d'espoir. « Je me suis risqué, ces deux derniers jours, écrivait-il à Clinton, à regarder bien en face l'ensemble des forces du général Washington sur la position qu'elles occupent de l'autre côté de mes retranchements, et j'ai le plaisir d'assurer Votre Excellence qu'il n'y avait qu'un désir dans toute l'armée, c'est que l'ennemi avançât. » Une douzaine de jours plus tard, le ton était tout différent : « Je peux seulement répéter que rien autre qu'une intervention directe sur la rivière d'York, ce qui suppose une action navale heureuse, ne peut me sauver.... Beaucoup de nos défenses sont gravement endommagées. »

Lord Germain, plus radieux que jamais, se félicitait dans le même temps et complimentait Clinton des combinaisons qu'ils avaient si heureusement adoptées tous deux : « C'est une bien grande satisfaction pour moi, lui disait-il le 12 octobre, de trou-

ments. » De plus, « à trois pas en avant de tout, un abatis d'arbres bien épais et bien entrelacé qui suivait le contour des ouvrages... et, en avant de chaque redoute, un monceau de foin, goudron et autres matières combustibles auxquels ils auraient mis le feu dans le cas d'une attaque de nuit. » *Ibid.*, p. 171. La « ville » de Gloucester existe toujours sans que le nombre de ses maisons se soit beaucoup accru.

ver... que le plan concerté par vous pour la conduite des opérations militaires dans cette région (la Chesapeake) cadre avec ce que j'avais moi-même suggéré. » La Cour qui, comme lord Germain, ne doutait de rien, avait fait embarquer sur l'escadre de renfort de Digby un non moindre personnage que le prince Guillaume, l'un des quinze enfants de George III et par la suite l'un de ses successeurs sous le nom de Guillaume IV. Ce ne fut qu'un encombrement, et non pas un encouragement de plus.

Après les incidents bien connus du siège, la nuit vint où l'attaque décisive sur les deux redoutes avancées devait être tentée : l'une par Lafayette et les Américains ; l'autre par Viomesnil et les Français. Rochambeau s'en fut trouver les grenadiers du régiment de Gâtinais, dédoublé de son ancien régiment d'Auvergne, et leur dit : « Mes enfants, si j'ai besoin de vous cette nuit, j'espère que vous n'avez pas oublié que nous avons servi ensemble dans ce brave régiment d'Auvergne sans tache, surnom honorable, qu'il a mérité depuis sa création. » Ils lui répondirent que, s'il voulait promettre de leur faire rendre leur ancien nom, il les trouverait prêts à se faire tuer jusqu'au dernier. Ils tinrent parole, perdant à l'assaut un tiers de leur effectif. Rochambeau tint aussi parole et un de ses premiers soins, à son retour en France, fut de réclamer le changement de nom qui lui fut accordé : Gâtinais devint ainsi Royal-Auvergne et est aujourd'hui le 18e d'infanterie.

Le 19 octobre, après des pertes qui ne dépassèrent

pas trois à quatre cents hommes pour chacune des deux armées assiégeantes, un acte fut signé aussi grand par ses conséquences qu'aucun de ceux qui mirent jamais terme aux guerres et aux batailles les plus sanglantes, la capitulation de Yorktown. C'était, en un sens, la ratification de cet autre acte, signé cinq ans plus tôt à Philadelphie, par les délégués de ce peuple dont la cause avait si souvent depuis semblé perdue, la Déclaration d'Indépendance.

Le même jour, écrit Closen, « la garnison d'York défila, à 2 heures, devant l'armée combinée qui était formée sur deux lignes, les Français vis-à-vis des Américains et dans la plus grande tenue.... En passant entre les deux armées, ils (les Anglais) marquèrent le plus grand mépris pour les Américains qui, à dire la vérité, faisaient l'ombre au tableau, vis-à-vis de notre armée, pour la beauté et pour l'habillement, car la plus grande partie de ces malheureux étaient en petits habits-vestes de toile blanche, sales et déguenillés, et un grand nombre étaient presque nu-pieds. Les Anglais leur avait donné le sobriquet (nickname) de *Janckey-Dudle*. Qu'importe, dit l'homme sensé, ces gens en sont d'autant plus louables et braves de se battre comme ils le font, si mal entretenus en tout. » En « homme sensé, » Rochambeau écrit dans ses Mémoires : « on doit rendre aux Américains la justice de dire qu'ils se comportèrent avec un zèle, un courage et une émulation qui ne les laissèrent jamais en retard

dans toute la partie dont ils furent chargés, quoique les opérations d'un siège leur fussent étrangères.[1] »

La ville offrait un tableau lamentable. « Je n'oublierai jamais, écrit Closen, combien l'aspect de la ville d'York... était affreux et faisait peine à voir ; on ne pouvait faire trois pas sans rencontrer de grands trous de bombes, des éclats, des boulets, des fosses mal couvertes, des bras ou des jambes épars de blancs ou de nègres, des morceaux d'uniformes ; la plupart des maisons criblées de coups de canon.... Nous trouvâmes lord Cornwallis chez lui[2], son abord était marqué au coin de la noblesse d'âme, de la magnanimité et de la fermeté de caractère. Il avait l'air de dire : Je n'ai rien à me reprocher, j'ai fait mon devoir et je me suis défendu autant qu'il a été possible. » Dans tous les journaux d'officiers français, Cornwallis est jugé de même.

Sur l'état de la petite ville si tranquille aujourd'hui et comme endormie au pied de la grande colonne de marbre érigée par ordre du Congrès,

1. Même témoignage dans Pontgibaud : « C'était, entre les troupes françaises et américaines, un courage, une opiniâtreté, une émulation admirables, car les Anglais ne s'y prêtaient pas du tout et se battaient comme des diables. » *Mémoires du Comte de Moré*, 1898, p. 104.

2. La maison qu'il occupait existe encore, intacte, fort belle, avec quelques trous où s'étaient encastrés des biscaïens, des boiseries aux murs, un jardin avec de très vieux buis taillés à la française. Lafayette y fut logé et fêté à son dernier voyage, en 1825. D'autres vieilles maisons subsistent, ainsi que la vieille église, en son cimetière aux tombes armoriées ; l'église possède quelques pièces d'argenterie données par les rois d'Angleterre. Une partie des tranchées se voit encore.

« avec les emblèmes de l'alliance, » au bord de l'eau bleue, parmi les dunes de sable[1] que bouleversèrent à nouveau, depuis, les sanglants combats de la guerre de Sécession, les témoignages concordent aussi. L'abbé Robin note la quantité de cadavres, « de membres épars qui infectaient l'air, » mais de plus, en abbé lettré qu'il était, le nombre de « livres amoncelés, semés dans ces ruines, » livres « de piété et de controverse, » les « œuvres du célèbre Pope, les traductions des *Essais* de Montaigne, de *Gil Blas de Santillane*, l'*Essai sur les Femmes*, de M. Thomas, » ce sévère Essai, si goûté alors en Amérique, où les mondaines étaient invitées à se pénétrer des « sentiments de la nature qui naissent dans la retraite et qui croissent dans le silence. »

Rien ne montre mieux que ce qui se passa dans

1. Dès 1796, époque de la visite de La Rochefoucauld-Liancourt, la ville, jadis prospère, était une bourgade morte de huit cents habitants, dont les deux tiers gens de couleur : « Les habitants, dit-il, y sont sans occupation. Les uns vendent en détail des liqueurs spiritueuses et quelques étoffes; d'autres s'appellent avocats, d'autres juges de paix. La plupart ont, à quelque distance de la ville, une petite ferme qu'ils vont visiter tous les matins; mais tout cela n'occupe beaucoup ni la tête, ni le temps; et les habitants d'York, qui vivent en très bonne intelligence, occupent l'un et l'autre bien assidûment en dînant ensemble, en buvant du punch, en jouant au billard; pour donner un peu plus de piquant à cette vie habituelle, ils changent souvent le lieu de leurs assemblées.... Le nom de M. le maréchal de Rochambeau y est en grande vénération. » (*Voyage dans les États-Unis*. Paris, an VII, t. VI, p. 283.)

La colonne, votée dès octobre 1781, ne fut érigée qu'un siècle plus tard; la première pierre fut posée en 1881, lors des fêtes du centenaire, en présence des représentants de l'ancienne alliée et des descendants des officiers de Washington, Lafayette, Rochambeau, d'Estaing, de Grasse.

cette occasion solennelle la vraie nature du sentiment qui avait animé les Français pendant la campagne et comment, avec leur nouvel enthousiasme pour les droits des peuples et la liberté, ils avaient combattu comme pro-américains plus encore qu'anti-anglais. Rien de blessant dans leurs dires, de triomphant dans leur attitude à l'égard d'un adversaire vaincu. Par une attention généreuse, quand les Anglais déposèrent leurs armes, « on eut soin, rapporte l'abbé Robin, d'en éloigner les spectateurs pour diminuer leur humiliation. » Henry Lee, « light-horse Harry », dont le fils devait commander un jour les forces sudistes pendant la guerre de Sécession, décrit, dans le même esprit, le défilé : « Un silence universel fut observé, tout se passa de la manière la plus digne; l'attitude de tous montrait un sens profond des vicissitudes de la vie humaine, associé à la pitié pour des gens malheureux.[1] » Pontgibaud raconte aussi la remise des armes de l'armée anglaise, « à la noble confusion de ses braves et malheureux soldats. »

Les vainqueurs étaient touchés du malheur de Cornwallis et l'entourèrent d'égards. Rochambeau ayant appris qu'il manquait d'argent lui offrit tout ce qu'il souhaita. Il l'invita à dîner avec ses officiers, le 2 novembre[2]. « Lord Cornwallis, écrit Closen, se

1. *Memoirs of the War in the Southern Department of the United States*, Philadelphie, 1812, t. II, p. 343.

2. *Mémoires du comte de Moré*, p. 104. Mêmes sentiments réciproques à Gloucester. Après la reddition, dit Revel, « les officiers

distingua particulièrement par son maintien réfléchi, doux et noble. Il parla beaucoup de ses campagnes dans les Carolines, et, quoiqu'il eût remporté plusieurs victoires, il convint cependant lui-même qu'elles étaient la source des malheurs actuels. Tous, à l'exception de Tarleton, parlaient français, O'Hara surtout, dans la perfection. Il nous parut un peu hâbleur.... Quant au fameux Tarleton, toute sa personne n'annonce rien d'extraordinaire, ni pour l'esprit, ni pour l'éducation. A en juger d'après sa conduite dans les Carolines, il est brave et heureux, voilà tout, mais il s'est fait détester généralement par ses déprédations. » Une correspondance amicale s'établit entre Cornwallis et plusieurs officiers français, le vicomte de Noailles entre autres, celui qui avait fait toute la route à pied et qui lui prêta l'*Essai général sur la tactique* du comte de Guibert, alors sujet de discussions passionnées en Europe, à cause de la quantité d'idées audacieuses avancées dans cet écrit, et dont Napoléon devait dire plus tard qu'il « était propre à former des grands hommes. » Mais son auteur lui-même qui, général et académicien,

anglais vinrent voir nos officiers qui étaient de service, leur firent toutes les honnêtetés possibles et burent à leur santé. » La flotte anglaise, réparée et renforcée, n'apparut à l'entrée de la Chesapeake que le 27 octobre. On compta ce jour-là trente et une voiles et. le suivant, quarante-quatre; à partir du 29 on n'en vit plus. « Nous avons su depuis, écrit Revel, que l'amiral Graves avait dans son armée le général Clinton, avec des troupes venues de New York, pour secourir lord Cornwallis. Mais il était trop tard; la poule était mangée, et l'un et l'autre prirent le parti de s'en retourner. » *Journal particulier*, pp. 168 et 178.

attendait une renommée durable de ses services militaires et de ses livres, est surtout connu de la postérité, — ironie du sort, — par la place qu'il tient dans les lettres de Mlle de Lespinasse.

Cornwallis eut, de son côté, la perception très nette que la masse des Français avaient lutté pour une cause qui leur était chère et consistait en tout autre chose que de l'humilier, lui et les siens. Il rendit publiquement justice à ses vainqueurs, reconnaissant qu'il avait reçu d'eux le meilleur traitement. Relativement aux Français, il s'exprima ainsi dans son rapport final sur la catastrophe, imprimé par ses soins dès son retour : « La bonté et les attentions qui nous ont été manifestées par les officiers français... la délicatesse avec laquelle ils se sont montrés sensibles à notre situation, l'empressement et la générosité avec lesquels, officiellement ou à titre privé, ils nous offrirent tout l'argent nécessaire à nos besoins, ont été véritablement au delà de ce que je saurais décrire, et laisseront, j'espère, dans le cœur de tout officier anglais, un souvenir qu'il se rappellera, si jamais la fortune de la guerre met quelqu'un d'eux entre notre pouvoir. »

L'attitude des Français dans le Nouveau Monde se trouva d'accord avec les sentiments des Français dans l'Ancien. A la nouvelle apportée par Lauzun et le comte de Deux-Ponts embarqués, crainte de prise, sur deux frégates différentes, de la capture de Cornwallis, de ses 8000 soldats (dont 2000 dans les hôpitaux), 800 matelots, 214 canons et 22 drapeaux,

le Roi écrivit à Rochambeau : « Monsieur le comte de Rochambeau, — Les succès de mes armes ne me flatteront jamais que comme étant un acheminement vers la paix, » et, remerciant « l'Auteur de toute prospérité, » il annonçait l'envoi de lettres aux archevêques et évêques pour qu'un *Te Deum* fût chanté dans toutes les églises de leurs diocèses.

Il y avait longtemps que les vieux coqs des clochers de France n'avaient frémi sur la pointe des flèches aux carillons des *Te Deum* pour une victoire précédant une paix glorieuse. La victoire était sur ces mêmes adversaires qui nous avaient imposé, après leurs propres succès, les conditions du traité de Paris et la perte du Canada. Rien de plus caractéristique que la lettre pastorale de « Louis-Apollinaire de La Tour du Pin-Montauban... premier évêque de Nancy, primat de Lorraine, » dont un exemplaire se trouve dans les papiers de Rochambeau. L'évêque fixe la date pour la cérémonie d'actions de grâces et ajoute : « Cet avantage si important a été le fruit des plus sages mesures : la raison et l'humanité l'ont fort apprécié et l'ont placé bien au-dessus de ces victoires mémorables, mais sanglantes, dont l'éclat a été couvert par un deuil presque universel. Ici le sang de nos alliés et de nos généreux concitoyens a été épargné ; et pourquoi ne remarquerions-nous pas avec satisfaction que les forces de nos ennemis ont été considérablement affaiblies, leurs efforts déconcertés, le fruit de leurs dépenses immenses anéanti, sans avoir fait couler des ruisseaux de leur sang,

sans avoir rempli leur patrie de veuves et de mères infortunées. » Pour cela aussi, en même temps que pour la victoire, des actions de grâces doivent être offertes; et pour cela aussi, pour des sentiments si humains et si rares, le nom de l'évêque de La Tour du Pin-Montauban mérite de n'être pas oublié.

L'ensemble de la nation pensait comme l'évêque Une des publications montrant le mieux l'effet produit chez nous par la guerre d'Amérique et ses conséquences, est le *Fragment de Xénophon, nouvellement trouvé dans les ruines de Palmyre... traduit du grec*, qui parut en 1783[1]. Il y est question de Grecs et de Carthaginois, qui sont les Français et les Anglais, les principaux personnages des campagnes dans le Nouveau Monde étant faciles à reconnaître sous des noms de fantaisie qui sont presque tous des anagrammes : Tusingonas est Washington ; Cherambos, Rochambeau ; l'illustre Filaatète, Lafayette ; Tangidès, d'Estaing, et le sage Thalès de Milet, Franklin.

Les esprits critiques, observe l'auteur, se plairont peut-être à découvrir quelques anachronismes ; mais ces misères sont de nulle importance ; qu'on attende du reste, avant de rien dire, l'édition splendide qu'il prépare du texte grec : « Alors, les riches amateurs l'achèteront sans pouvoir le lire, et les connaisseurs en état de le lire ne pourront l'acheter. Par ce moyen tout simple, personne n'en dira de mal et tout le monde sera content. »

1. Œuvre de l'historien Gabriel Brizard.

L'auteur donne une description détaillée des deux nations en présence : « La Grèce, par l'empire des arts et des talents, semblait commander au reste du monde. On accusait, il est vrai, les Athéniens d'inconstance; on leur reprochait la mobilité de leur caractère, leur amour pour la nouveauté, trop de penchant pour la raillerie ; mais leurs défauts mêmes étaient séduisants. D'ailleurs on rendait justice à leurs qualités rares : quoique aimables et amollis par les délices, ils n'en étaient pas moins avides de dangers et prodigues de leur sang; ils étaient passionnés pour la gloire comme pour les plaisirs; arbitres du goût, ils l'étaient aussi de l'honneur qui avait toujours été leur idole; et, pour être un peu légers, ils n'en étaient pas moins francs et généreux.... Athènes avait plus d'une fois été l'asile des Rois malheureux ; et telle était cette nation brillante et célèbre que ceux mêmes de ses ennemis qui lui faisaient le plus de reproches enviaient le bonheur des citoyens qui vivaient dans son sein. »

A la lumière des événements récents, chacun peut décider pour soi si quelque chose de cette légèreté ne s'est pas atténué chez nous.

Quant aux Carthaginois (les Anglais), nulle animosité à leur égard, mais au contraire plus d'éloges que n'en accorda maint juge anglais des mêmes événements : « Il faut l'avouer ; jamais ils ne firent une si belle défense. Jamais l'amour de la patrie ne s'enflamma chez eux en traits plus brûlants. Ces braves républicains firent face de toutes parts, et

quelque funestes que soient pour eux les suites de la guerre, cette époque sera l'une des plus glorieuses de leurs annales. Car pourquoi craindrions-nous de leur rendre justice? Oui, l'intrépide défenseur des colonnes d'Hercule, lui-même[1], s'il était présent à nos fêtes, y recevrait le tribut d'éloges et d'applaudissements que les Grecs savent payer à tout ennemi brave et généreux. »

Cette manière de penser n'avait rien d'exceptionnel. Un des publicistes les plus écoutés de l'époque, Lacretelle, examinant, en 1785, dans le *Mercure de France* quel avenir attendait la nation américaine nouveau-née, louait l'influence favorable exercée sur elle par la si admirée constitution anglaise : « le plus étonnant gouvernement de l'Europe ; car l'Angleterre aura eu la gloire d'avoir créé des peuples dignes de secouer son joug, lors même qu'elle essuiera le reproche de les avoir forcés à l'indépendance par l'oubli de ses propres maximes. »

Quant aux officiers partis de France, près de deux ans plus tôt, pour la nouvelle croisade, ils eurent dès le premier moment, la conviction qu'ils assistaient à quelque chose de grand et qui compterait dans l'histoire. Ils rapportèrent chez eux des semences de liberté et surtout d'égalité, ce « virus, » disait Pontgibaud, qui, tout ami qu'il fut de Lafayette,

1. Le général Eliott, plus tard lord Heathfield, défenseur de Gibraltar, bien connu en France, non seulement comme vaillant ennemi, mais comme ancien élève de notre école militaire de La Fère.

résista au courant jusqu'au bout et demeura royaliste. « La jeune noblesse française, » dit Talleyrand dans ses Mémoires, « enrôlée pour la cause de l'indépendance, s'attacha dans la suite aux principes qu'elle était allée défendre. » Le jeune Saint-Simon, le futur Saint-Simonien, résumait ainsi ses impressions de la campagne : « J'entrevis que la révolution d'Amérique signalait le commencement d'une nouvelle ère politique, que cette révolution devait nécessairement déterminer un progrès important dans la civilisation générale et que, sous peu, elle causerait de grands changements dans l'ordre social qui existait alors en Europe.[1] » Beaucoup étaient péné-

1. *Œuvres*, 1865, t. I, p. 12. Mathieu-Dumas avait profité d'un séjour à Boston pour faire visite, avec quelques autres de nos officiers, à plusieurs Américains fameux, Hancock, John Adams, le docteur Cooper. « Le docteur Cooper nous parla un jour, écrit-il, de la première Déclaration d'Indépendance; nous l'écoutions avidement. Tout en applaudissant à notre enthousiasme pour la liberté. — Prenez garde, prenez garde, jeunes gens, nous dit-il, que le triomphe de la cause sur cette terre vierge n'enflamme trop vos espérances; vous porterez le germe de ces généreux sentiments, mais si vous tentez jamais de les féconder sur votre terre natale, après tant de siècles de corruption, vous aurez à surmonter bien plus d'obstacles; il nous en a coûté beaucoup de sang pour conquérir la liberté, mais vous en verserez des torrents avant de l'établir dans votre vieille Europe. — Combien de fois, depuis, pendant nos orages politiques, pendant nos *mauvais jours*, ne me suis-je pas rappelé les adieux prophétiques du docteur Cooper. Mais le prix inestimable que les Américains obtinrent de leur sacrifice fut toujours présent à ma pensée. » *Souvenirs*, t. I, p. 108. L'auteur constate la formation commençante d'un caractère américain à part : « Le caractère national se forme malgré la similitude de langage, de coutumes, de mœurs, de religion, de principes de gouvernement, que les Américains ont avec les Anglais; il est même déjà facile d'assigner entre ces deux nations des différences essentielles. » T. I, p. 113.

trés du sentiment qu'exprime aux dernières lignes de son journal le comte Guillaume de Deux-Ponts, blessé à l'attaque des redoutes : « Avec des troupes aussi bonnes, aussi braves et aussi disciplinées que celles que j'ai eu l'honneur de conduire à l'ennemi, on peut tout entreprendre.... Je leur dois le plus beau jour de ma vie et le souvenir ne s'en effacera certainement jamais de ma mémoire.... La vie de l'homme est mêlée de peines, mais on ne peut s'en plaindre quand on a joui des moments délicieux qui en sont le prix ; un seul instant les fait oublier, et cet instant bien senti en fait même désirer de nouvelles pour jouir encore une fois de leur récompense. »

VIII

Pendant une année encore, dont il passa la première partie en Virginie, où son ami La Luzerne vint le voir en mars 1782, Rochambeau resta en Amérique. La paix était une possibilité, non une certitude. A Londres où, le 20 novembre précédent, on continuait de recevoir les nouvelles les plus encourageantes, mais où celle de la catastrophe apportée par le *Rattlesnake*, arriva le 25, George III et ses ministres résistaient à l'évidence, lord Germain surtout, pour qui la déception avait été forte, et qui disait au Parlement : « Il faut continuer la guerre vigoureusement et empêcher que jamais les Français

puissent dire aux Américains que ce sont eux qui ont assuré leur indépendance et qu'ils ont droit à des faveurs commerciales, sinon même au monopole des échanges. » Ce n'était guère bien nous connaître, comme en témoignait notre traité de commerce de 1778 qui, on l'a vu, n'avait réservé à la France aucun avantage particulier de quelque sorte que ce fût.

Le roi George, tout aussi peu disposé à céder, prescrivit qu'un jeûne public serait observé, le 8 février 1782, pour tout le pays, comme acte de contrition pour les péchés nationaux et appel à la protection divine en vue de la reprise des hostilités. Franklin suppliait ses compatriotes de rester sur leurs gardes : « La nation anglaise, écrivait-il, semble dégoûtée de la guerre... mais le Roi est buté.... Vous allez voir que le Ministère déclarera que la guerre en Amérique est désormais seulement *défensive*. J'espère que nous serons trop avisés pour ajouter la moindre foi à cette déclaration. C'est manière de nous amuser et rien de plus, car, n'en doutez pas, le Roi nous hait cordialement et rien ne le satisfera que notre destruction.[1] »

Ce n'étaient pas là de vaines craintes ; en outre du jeûne public dont Franklin ne semblait pas s'inquiéter beaucoup, d'extraordinaires efforts furent tentés pour séparer les Français de leurs alliés et obtenir d'eux une paix séparée. Le désir était si vif que l'offre fut considérable, celle qui, pensait-on, pou-

1. A Robert Livingston, Passy, 4 mars 1782.

vait le plus nous tenter : la restitution du Canada. C'était, là encore, mal nous connaître; la proposition fut rejetée par une lettre, rapporte Franklin à John Adams, où il était donné pour raison que, « quand le moment viendrait d'un traité entre les deux couronnes, la solidité des engagements que Sa Majesté Très Chrétienne pourrait conclure se trouverait assurée par son exacte observation de ceux qu'elle avait signés avec ses alliés actuels. » Voilà, ajoutait Franklin, « une phrase que j'aime fort.[1] »

Nous voulions pouvoir, la conscience tranquille, frapper à la Monnaie de Paris, comme nous fîmes à l'heure de la paix définitive, une médaille commémorative, n'y inscrivant que deux mots sans plus, et ces mots rappelleraient l'unique objet du traité d'alliance et de la guerre, et que cet objet avait été atteint : « *Libertas Americana.* »

Avec ses admiratrices françaises, Franklin échangeait des lettres comme celles-ci : lettre de Mme de Brillon, Nice, 11 décembre 1781. — « Mon cher papa, je vous boude... oui, monsieur papa, je vous boude. Comment! vous prenez des armées entières en Amérique, vous burgoinisez Cornwallis, vous prenez canons, vaisseaux, munitions, hommes, chevaux, etc., etc., vous prenez tout et de tout, et la gazette seule l'apprend à vos amis qui se grisent en buvant à votre santé, à celle de Washington, de l'indépendance, du roi de France, du marquis de

1. A John Adams, 13 avril 1782, *Writings*, éd. Smythe, t. VIII, p. 439.

Lafayette, de MM. de Rochambeau, Chastellux, etc., et vous ne leur donnez pas signe de vie!... »

De sa vaillante plume qui n'avait peur de rien, pas même de notre redoutable grammaire, Franklin répondait : « Passy, 25 décembre 1781. — Vous me boudés, ma chère amie, que je n'avois pas vous envoyé tout de suite l'histoire de notre grande victoire. Je suis bien sensible de la magnitude de notre avantage et de ses possibles bonnes conséquences, mais je ne triomphe pas. Sçachant que la guerre est pleine de variétés et d'incertitudes, dans la mauvaise fortune, j'espère la bonne, et dans la bonne, je crains la mauvaise. »

L'avenir demeurait incertain. En juin, Washington écrivait encore : « Il est vain d'attendre que notre objet puisse être réalisé par le moyen d'ardents désirs de paix et il est inutile et peu généreux, de la part d'un Etat, de compter sur l'aide d'un autre pour atteindre cette fin.[1] » Les régiments français et américains attendirent donc l'arme au pied, mais ne firent presque rien qu'attendre. Car, si George III voulait encore la guerre, son peuple n'en voulait plus. Rochambeau profita de ce loisir pour visiter à son tour les parties accessibles du pays, offrir des dîners et des bals à ses voisins, étudier les mœurs et les ressources des habitants, « courir les bois avec une vingtaine d'amateurs à sa suite. Nous avons forcé plus de trente renards. Les équipages de chiens

1. A Archibald Cary, 15 juin 1782.

des gentlemen des environs sont parfaits, » rapporte Closen. Les usages différents des Français et des Américains amusent réciproquement les uns et les autres. Au premier de l'an, « la coutume des Français de s'embrasser, même en pleine rue, ce jour-là, fit beaucoup rire les Américains; » mais, observe, avec un peu d'humeur, le jeune aide de camp, « en revanche, leur *shake hands*, tiraillements de mains plus ou moins longs et souvent très forts, valent bien les embrassades européennes. »

Rochambeau s'était établi à Williamsburg, capitale, dans ce temps-là, de l'État, alors immense, de Virginie, ville aux larges rues, de noble aspect, que n'encombre plus aucune foule, mais qui mérite toujours l'attention par sa belle « Bruton Church, » son vieux Collège de Guillaume et Marie (autrefois Université), dessiné, dit-on, par sir Christopher Wren et lieu de naissance de la Société « Phi Bêta Kappa, » la plus célèbre des « fraternités » littéraires américaines, enfin par la statue de l'ancien gouverneur anglais, lord Botetourt, en superbe perruque de marbre et manteau de cour, avec l'inscription sur le piédestal : « Amérique, contemplez votre ami.[1] »

Cet autre ami de l'Amérique, Rochambeau, avait pris ses quartiers dans le collège, dont un des bâtiments servant d'hôpital à nos troupes fut détruit par un incendie, mais le commandant français remboursa aussitôt le dommage. En contact plus direct

1. Marbre blanc, signé et daté « Richard Hayward, London, 1773. »

avec la population, Rochambeau notait foule de traits que reprendra plus tard Tocqueville, la diffusion des idées de tolérance religieuse, l'absence de privilèges, l'égalité mise en pratique : « Le colon, dans son habitation, n'est ni un seigneur de château, ni un fermier, c'est un propriétaire. » Il met trente à quarante ans pour s'élever de la maison de « rondins soutenus par des piquets, » en passant par la maison « en planches bien jointes, » à la « maison de briques : c'est le complément de leur architecture. » La main-d'œuvre est rare, on la paye un dollar par jour. Il y a trois millions d'habitants; ce pays « en pourra comporter un peu plus de trente millions sans se gêner. » Ce n'était pas trop mal calculer; les treize États que connut Rochambeau ont aujourd'hui une population de trente-sept millions. Les hommes recherchent les mobiliers anglais, et les femmes sont « fort curieuses des modes françaises; » partout où le ravage de la guerre ne s'est pas fait sentir, on vit bien « et le petit nègre est continuellement occupé à défaire et remettre le couvert. »

Le fidèle Closen, qui avait été proposé pour un avancement à cause de sa brillante conduite au siège, accompagnait partout le général et explorait aussi pour son compte, ne négligeant rien, pas même les animaux et en formant « une petite collection de vivants et d'empaillés, heureux s'ils peuvent plaire aux personnes à qui je les destine. » Il prend des notes sur les racoons, les opossums et va visiter un marais « rempli d'habitations souter-

raines de castors, » qu'il voit travailler. Il assiste aussi par curiosité à un de ces combats de coqs qui faisaient fureur dans la région, « mais le spectacle est un peu trop cruel pour qu'on puisse le voir avec plaisir. » Il plaint ces « pauvres bêtes. »

Closen fait aussi la connaissance d'un « animal très curieux que les gens du pays appellent le *chat musqué*, mais que je crois être le *puant*, » et une minutieuse description montre qu'il s'agissait bien du sconce. Il étudie aussi, à la même occasion, le « ground hog » ou marmotte américaine. Le charme et le pittoresque de la vie animale dans les forêts des États-Unis sont un trait que les officiers français notaient dans leur journal avec une curiosité amusée. Décrivant son long voyage à pied, de la Chesapeake où il avait fait naufrage, à Valley Forge où il allait devenir, à dix-huit ans, aide de camp de son compatriote d'Auvergne, Lafayette, qui en avait vingt, le jeune Pontgibaud, sans argent ni bagage, couchant à la belle étoile était ravi par la beauté, des oiseaux et la gentillesse d'une multitude de petits écureuils qui « sautaient de branche en branche, d'arbre en arbre, autour de moi. Ils avaient l'air d'accompagner la marche triomphante d'un jeune guerrier qui allait à la gloire.... Il est certain qu'avec leurs sauts, avec leurs jeux, ces innombrables petits danseurs, si lestes, si adroits, m'ont retardé réellement dans ma route.... Voilà comme on est à dix-huit ans, tout au moment présent.[1] »

1. *Mémoires du comte de Moré*, 1898, p. 56.

Rochambeau, son fils et deux aides de camp, dont Closen, partent pour visiter, à Monticello, le fameux Jefferson, ancien et futur ministre en France et futur Président des États-Unis ; ils emmènent quatorze chevaux, couchent comme ils peuvent chez l'habitant parfois gêné, on peut le croire, de recevoir une telle troupe, mais habitué alors à héberger tout venant. L'hospitalité est, au hasard du lieu, brillante ou misérable, avec « un lit garni comme un dais de procession, » pour le général, ou avec « des rats qui viennent nous chatouiller les oreilles. » On atteint la belle demeure du « philosophe, » ornée d'une colonnade et dont « la plate-forme est fort joliment garnie avec toute sorte de scènes tirées de la fable. »

Le seigneur du lieu éblouit les voyageurs par son savoir encyclopédique. Closen le dépeint « fort instruit dans les belles-lettres, dans l'histoire, dans la géographie, etc., etc., connaissant mieux que personne la statistique de l'Amérique en général et les intérêts respectifs de chaque province en particulier, commerce, agriculture, sol, produits, enfin tout ce qu'il y a de plus intéressant à savoir. Il sait jusqu'aux moindres particularités de ces guerres depuis le commencement des troubles. Il parle toutes les belles langues en perfection et sa bibliothèque est très bien choisie, même assez considérable encore, malgré la visite qu'un détachement de Tarleton lui a faite, qui lui a coûté cher et qui a fort effrayé sa famille. »

Quantité d'adresses exprimant la plus fervente

gratitude étaient reçues par Rochambeau, du Congrès, de la législature des divers États, des Universités, du maire et des habitants de Williamsburg, ces derniers remerciant le général pour les services rendus par lui, non seulement « en tant que militaire, » mais, disaient-ils, « par sa conduite comme homme privé et pour le bonheur que nous avons eu d'être honorés, par vous et par l'ensemble des officiers de l'armée française, de rapports de société particulièrement courtois et amicaux pendant toute la durée de votre séjour parmi nous. » L'impression favorable laissée par une armée pénétrée de l'esprit humanitaire alors grandissant fait l'objet d'une mention à part dans plusieurs de ces adresses. « Puisse le ciel, » disaient « le Gouverneur, le Conseil et les Représentants de l'État de Rhode Island et des Plantations de Providence, réunis en assemblée générale, » récompenser « vos efforts pour la cause de l'humanité et l'attention particulière que vous avez donnée aux droits des citoyens. »

Écrivant au moment où l'heure du départ était proche, l'assemblée de Maryland rappelait dans son message les extraordinaires préventions dont souffrait peu auparavant, en Amérique, tout ce qui était français : « Il vous était réservé de maintenir dans des troupes transportées bien loin de leur propre pays la discipline la plus stricte et de *convertir en estime et affection des préjugés anciens et profonds*.... Nous voyons avec regret le départ de troupes qui se sont ainsi conduites, qui se sont tant fait

aimer et qui se sont tant distinguées. Nous offrons nos prières pour que les lauriers gagnés par elles devant Yorktown ne se fanent jamais et que la victoire, quelle que soit la partie du globe où elles porteront leurs armes, demeure attachée à leurs drapeaux. »

Ce total changement dans l'opinion des Américains sur les Français, résultat tout à fait à part de la gratitude inspirée par leurs services militaires, était confirmé à Rochambeau par La Luzerne qui lui écrivait : « Votre sage et brave armée a, non seulement contribué à mettre un terme aux succès des Anglais dans ce pays, elle a encore détruit, en trois ans, des préjugés enracinés depuis des siècles.[1] »

Les « présidents et professeurs de l'Université de Guillaume et Marie » à Williamsburg s'expriment en un style qui ne devait devenir qu'un peu plus tard d'un usage courant chez nous, décidés à employer, disent-ils, non « le langage prostitué des flatteries à la mode, mais les termes qui conviennent à la Vérité et à la sincérité républicaine. » Après des remerciements pour les services rendus et en particulier le paiement des dégâts causés par l'incendie, « un de ces accidents qui peuvent arriver malgré toutes précautions, » ils ajoutent, ce qui est digne d'attention : « Parmi les sérieux avantages que ce pays a déjà tirés et doit continuer à jamais de tirer de ses relations avec la France, nous sommes persuadés que la

1. 8 octobre 1782. Original, comme celui des adresses, dans les papiers de Rochambeau.

diffusion des connaissances utiles ne sera pas des moindres. La présence, dans votre armée, de personnages distingués nous est d'un heureux présage que la science, comme la liberté, acquerront de nouvelles forces, grâce au bienfaisant concours de votre nation. »

Ils concluaient : « Vous avez cueilli les plus nobles lauriers que la victoire puisse accorder, et ce n'est peut-être pas un moindre triomphe pour vous que d'avoir obtenu la sincère affection d'un peuple reconnaissant. »

Afin de contribuer aux échanges intellectuels désirés, dès cette première heure, par l'Université virginienne, le roi de France lui envoya « deux cents volumes des plus beaux et des meilleurs ouvrages français ; » mais, rapporte La Rochefoucauld-Liancourt qui les vit en 1796, ils arrivèrent fort endommagés, parce que le « négociant de Richmond qui était chargé de les faire passer au collège, les oublia assez longtemps dans sa cave, au milieu des barils de sucre et d'huile. » Le feu a depuis complété la destruction, si bien que sur les deux cents, deux seulement se voient encore, conservés dans une vitrine à la bibliothèque du collège. Ils font partie des œuvres de Bailly, alors connu par toute l'Europe comme astronome et savant, mais qui devait, toutefois, compter dans l'histoire pour quelque chose d'autre que son *Traité sur l'Atlantide de Platon* ; car c'était le même Bailly qui allait présider peu après l'Assemblée Nationale et envoyer au

royal acheteur de ses œuvres la fameuse réponse : « La nation assemblée n'a point d'ordres à recevoir, » le même qui, deux jours après la chute de la Bastille, serait acclamé maire de Paris pendant que Lafayette était proclamé commandant en chef de la garde nationale.

Un autre don de livres avait été envoyé, aux mêmes intentions, par le roi de France à l'Université de Pensylvanie, et bien que beaucoup aient disparu, le sort de cette donation a été moins fâcheux. Nombre de ces volumes sont encore en usage à Philadelphie ; ils avaient été choisis parmi les écrits pouvant, supposait-on, être le plus utiles : ouvrages de science, chirurgie, histoire, voyages, et portant les noms respectés de Buffon, Lamarck, Joinville, Bougainville, les Bénédictins (*Art de vérifier les dates*), et le même Bailly.

Rochambeau, qui s'était mis à apprendre l'anglais, se donnait pour sujets d'exercices la traduction des adresses reçues par lui, et plusieurs de ces travaux entièrement de sa main figurent dans ses papiers.

Closen, chargé de porter au Congrès la réponse de Rochambeau, faisait bride abattue plus de cent milles par jour, couchait « quelques heures dans un lit fait pour ne pas laisser dormir trop longtemps par sa bonté et société nombreuse et mordante, » rencontrait à Alexandria Mme Custis, la « jeune, charmante et aimable belle-fille du général Washington, » et désormais ce sont à son sujet des louanges sans fin : « J'en avais déjà entendu faire un éloge pom-

peux, mais j'avoue qu'on ne m'en avait pas trop dit. Cette dame est d'un caractère si gai, si prévenant en sa faveur, joint à une éducation si accomplie, qu'elle est vraiment faite pour plaire à tout le monde. » Il remet ses dépêches au Congrès, d'autres à Washington, repart toujours bride abattue, guidé par un tisserand qui a si peur (car on avait déjà tué deux exprès) qu'il va d'un train d'enfer. Il rentre à Williamsburg, le 11 mai, ayant fait, arrêts obligatoires défalqués, « 980 milles en moins de neuf fois vingt-quatre heures. »

Comme l'été de 1782 approchait, l'armée française, qui avait hiverné en Virginie, remonta vers le Nord en vue d'opérations possibles. Ce fut pour Closen l'occasion de s'arrêter à Mont Vernon, aujourd'hui lieu de pèlerinage que visitent annuellement d'innombrables Américains et quantité de nos compatriotes, et où se voient beaucoup de souvenirs rappelant l'ancienne alliance. « La maison, dit l'aide de camp, est très vaste et parfaitement distribuée, très joliment meublée et tenue à merveille, sans qu'il y paraisse de luxe. Il y a deux pavillons attenant, et beaucoup d'autres bâtiments appartenant à la ferme.... Il y a un jardin immense derrière le pavillon de droite et qui est parfaitement bien entretenu. On y trouve les fruits les plus exquis du pays. » Mme Washington reçoit gracieusement le visiteur ainsi que le colonel de Custine, le même qui devait gagner et perdre des batailles et mourir guillotiné sous la Révolution, et une dizaine d'officiers du régi-

ment de Saintonge qui se trouvait à proximité. « M. de Bellegarde devança M. de Custine et apporta de sa part un service de porcelaine de sa propre manufacture de Niderviller, près Phalsbourg, de toute beauté et du plus nouveau goût, aux armes du général Washington et avec son chiffre surmonté d'une couronne de lauriers[1]. Mme Washington fut enchantée de l'attention de M. de Custine et lui en témoigna sa reconnaissance de la manière la plus gracieuse. »

Tous partirent le même soir, sauf Closen qui avait retrouvé là l'incomparable Mme Custis et « resta encore le lendemain, étant traité avec toute l'affabilité possible de la part de ces dames dont la société était, » dit-il, « on ne peut plus douce et agréable pour moi. » Il prit congé enfin, « séparation assez triste. »

En continuant vers le Nord, avec marches de nuit comme à l'aller, à cause de la chaleur (on se met derechef en route à deux heures du matin), nos officiers notent combien le pays se relève vite. A Wilmington, dit Closen, « on a bâti cinquante maisons de briques, très belles et vastes, depuis notre passage et qui rendent la grande rue charmante. » A Philadelphie, La Luzerne prépare une nouvelle fête plus brillante encore que l'autre : un dauphin est né

1. Un grand bol, appartenant à ce service, est conservé au Musée National (Smithsonian Institution) de Washington. Il porte seulement le monogramme et non les armes de la famille. La couronne est de roses et de feuillages, laurier ou non.

à la France et le ministre a fait construire exprès une salle très belle par L'Enfant, « officier français, au service du corps du génie, » le même qui devait dresser plus tard le plan de la capitale fédérale[1].

Le 14 août, Washington et Rochambeau se trouvaient de nouveau tous deux sur la Rivière du Nord et, de nouveau, les troupes américaines étaient passées en revue par le général français ; elles ne sont plus en haillons, mais bien habillées de neuf et ont fort bonne apparence ; leur tenue, leurs manœuvres sont parfaites ; le commandant en chef, qui « fait battre par ses tambours, rapporte Rochambeau, la marche française pendant toute cette revue, » est enchanté de montrer ses soldats ainsi à leur avantage ; tout le monde le complimente.

Pendant son séjour à Providence, remontant vers le Nord, avec son armée, Rochambeau donna de nombreuses fêtes dont une description, avec celle de la société américaine qu'on y voyait, est fournie par Ségur : « M. de Rochambeau, voulant, jusqu'au dernier moment, prouver par les détails de sa conduite comme par les grands services qu'il avait rendus, combien il désirait conserver l'affection des Américains et emporter leurs regrets, donna dans la ville de Providence de fréquentes assemblées et des bals nombreux où l'on accourait de dix lieues à la ronde.

« Je ne me rappelle point avoir vu réunis dans aucun autre lieu plus de gaîté et moins de confu-

1. Voir plus loin, p. 127.

sion, plus de jolies femmes et de bons ménages, plus de grâce et moins de coquetterie, un mélange plus complet de personnes de toutes classes, entre lesquelles une égale décence ne laissait apercevoir aucune différence choquante. Cette décence, cet ordre, cette liberté sage, cette félicité de la nouvelle république si mûre dès son berceau, étaient le sujet continuel de ma surprise et l'objet de mes entretiens fréquents avec le chevalier de Chastellux.[1] »

IX

A l'automne eut lieu la séparation générale. Rochambeau rentrait en France, et l'armée était envoyée aux îles sur lesquelles on craignait que ne se portât maintenant l'effort des Anglais[2]. Car si la guerre était virtuellement finie sur le continent, il en allait différemment ailleurs, et Suffren, en particulier, poursuivait dans le même temps aux Indes sa fameuse campagne qui, faute de moyens de communication, devait se prolonger bien après la paix.

Tant d'amitiés avaient été formées que bien des

1. *Mémoires, souvenirs et anecdotes*, 1825, t. I, p. 402.

2. A cette occasion, le marquis de Vaudreuil, qui commandait la flotte, lui écrivit de Boston : « Je suis vraiment touché, monsieur, de ne pouvoir pas avoir l'honneur de vous voir ici ; je m'estimais heureux de renouveler la connaissance que j'avais faite avec vous à Brest chez M. d'Orvilliers. Mais je ne puis qu'approuver le parti que vous prenez d'éviter la tristesse des adieux et les témoignages de la sensibilité de tous vos officiers en se voyant séparés de leur chef qu'ils respectent et chérissent sincèrement. » 18 novembre 1782. Papiers de Rochambeau.

cœurs furent émus au départ ; au cours de leurs vies tranquilles ou agitées, ceux qui avaient vécu ces heures ne purent jamais les oublier. Un trait dans l'Autobiographie du peintre américain John Trumbull, au pinceau de qui sont dus des portraits d'après nature de Washington, Rochambeau et foule de leurs officiers, montre combien vifs demeurèrent dans le cœur des Français les sentiments gardés par eux pour le pays et ses habitants. L'artiste raconte qu'il arriva à Mulhouse en 1795, trouva la ville pleine de troupes, et nul logement où que ce fût. On le mena au vieux général commandant la place.

« Le vétéran me regarda droit dans les yeux et me demanda brusquement : Qui êtes-vous, un Anglais ?

« — Non, général, je suis un Américain des États-Unis.

« — Ah ! connaissez-vous le Connecticut ?

« — Oui, monsieur, c'est de là que je suis.

« — Vous connaissez alors le bon gouverneur Trumbull ?

« — Oui, général, c'est mon père.

« — Oh ! mon Dieu, que je suis charmé.... Entrez, entrez ! [1] »

Et tout ce qu'il y a de mieux est mis à la disposition du nouveau venu par le commandant, qui se trouve être un ancien officier de la légion de Lauzun. « Le vieux général, ajoute l'artiste, me tint éveillé presque toute la nuit, m'interrogeant sur toutes gens et toutes choses en Amérique. » Quelques

1. Cette phrase en français dans le texte.

papiers lui ayant été apportés à signer, Trumbull remarque qu'il signe de la main gauche. « Oui, dit-il, l'année dernière, en Belgique, les Autrichiens m'ont mis en morceaux et laissé pour mort, mais je me suis rétabli ; ma main droite était hors d'usage, j'appris à me servir de la gauche, avec laquelle je peux écrire et escrimer passablement.

« — Mais, monsieur, dis-je, pourquoi ne vous êtes-vous pas retiré du service ?

« — Me retirer, s'écria-t-il. Ah ! je suis né dans un camp, j'ai passé toute ma vie au service, et je mourrai dans un camp ou sur le champ de bataille.

« Ceci, conclut Trumbull, donne une exacte idée de ce qu'était l'enthousiasme militaire, en ce temps-là — 1795.[1] »

Le 19 octobre 1782, premier anniversaire de Yorktown, Washington avait offert un dîner aux officiers français, qui ce même jour le quittèrent pour ne plus le revoir. « Le soir, écrit Closen, nous prîmes congé du général Washington et des autres officiers de notre connaissance de l'armée américaine, le départ de nos troupes étant fixé au 22. Il n'y a pas d'honnêtetés et de bontés que le général Washington ne nous ait témoignées, et l'idée de devoir se séparer de l'armée française, vraisemblablement pour toujours, paraissait le peiner réellement, ayant d'ailleurs reçu les preuves les plus convaincantes du respect, de la vénération, de l'estime et même de l'attachement que chaque individu de notre armée lui portait. »

1. *Autobiography*, New-York, 1841.

Après avoir échangé avec le commandant en chef américain « les plus tendres adieux » et reçu de lui et de ses officiers « les assurances d'une confraternité éternelle, » Rochambeau, à qui le Congrès avait donné deux canons de bronze, pris à Yorktown et ornés d'inscriptions qu'avait rédigées Washington[1], s'embarqua pour la France, sur l'*Émeraude*, au commencement de janvier 1783. Un navire de guerre anglais, qui croisait à l'entrée de la Chesapeake, faillit le prendre, et ce fut seulement en jetant pardessus bord ses mâts de rechange et une partie de son artillerie que l'*Émeraude*, allégée et plus rapide, put s'échapper. Le général apprit au débarqué la nouvelle de la paix que, dès le premier moment, Vergennes avait envisagée comme une conséquence certaine, mais non immédiate, de la prise de Yorktown. Il avait écrit au général, le 1er décembre 1781, pour lui offrir « l'hommage de reconnaissance de tous les bons Français, » ajoutant : « Vous avez rendu, monsieur le comte, à nos armes le plus grand éclat, et vous avez posé une pierre d'attente sur laquelle j'espère que nous élèverons un édifice honorable de paix. » L'heure maintenant en était venue, et, pendant que Suffren avait encore à gagner la bataille de Goudelour, les préliminaires avaient été signés à Versailles le 20 janvier 1783.

Le roi, les ministres, le pays entier firent à

1. « ... Une inscription rappelant le motif du cadeau. J'ai de la peine à faire exécuter, comme il convient, le travail de gravure. Dès qu'il sera fini j'aurai un plaisir particulier à mettre ces canons en votre possession. » Washington à Rochambeau, 2 février 1782.

Rochambeau le grand accueil qu'il méritait. Il avait adressé à Louis XVI, pour principale demande, à son audience de retour, la permission de partager les éloges reçus avec le malheureux de Grasse, maintenant prisonnier des Anglais après le combat des Saintes où, luttant à trente contre trente-sept, il avait perdu sept vaisseaux dont la *Ville-de-Paris* (qui eut 400 morts et 500 blessés), tous si endommagés, toutefois, par la plus furieuse résistance que, incendié, échoué ou coulé, pas un ne vit jamais les eaux anglaises[1]. Rochambeau reçut le ruban bleu du Saint-Esprit, le gouvernement de la Picardie et, peu d'années après, le bâton de maréchal de France. La proximité de son gouvernement lui permit deux visites en Angleterre, où son ancien ennemi, l'amiral Hood, le reçut à bras ouverts et où il retrouva son cher La Luzerne devenu ambassadeur à Londres. Les attentions qui lui causèrent le plus de plaisir lui vinrent des officiers de l'armée de Cornwallis. « Ils marquèrent, écrit-il, par les démonstrations les plus publiques, leur reconnaissance pour l'humanité avec laquelle ils avaient été traités par l'armée française après leur reddition. »

Il entretenait avec Washington une affectueuse correspondance, pour partie inédite, le grand Amé-

1. De Grasse mourut en janvier 1788. « Les Cincinnati, dans quelques-uns des États, ont pris le deuil à cette occasion. » Washington à Rochambeau, 28 avril 1788. A sa dernière réunion triennale, la Société des Fils de la Révolution, gardienne des anciennes traditions, a décidé de prendre l'initiative d'un mouvement pour l'érection d'une statue au vainqueur de la Chesapeake.

ricain lui rappelant souvent « son amitié et sa tendresse pour ses compagnons de guerre, » discutant un projet de visite en France, décrivant sa vie remplie maintenant « par des occupations champêtres et la contemplation de ces amitiés que la Révolution [américaine] m'a permis de former avec tant de dignes personnages de votre nation. C'est grâce à leur assistance que je peux vivre en repos maintenant dans ma calme retraite. » Rêvant d'une humanité moins agitée que celle qu'il avait connue, rêvant des rêves dont l'accomplissement n'était pas prochain, il écrivait encore à Rochambeau, de Mont-Vernon, le 7 septembre 1785 : « Bien que ce soit contre la profession des armes, je souhaite voir le monde entier en paix. [1] »

Au moment de quitter l'Amérique à son tour, La Luzerne avait écrit à Vergennes : « Washington aura beau vouloir se cacher et vivre en simple particulier, il sera toujours le premier citoyen des États-Unis. » Il le devint, en effet, de droit comme de fait quand une élection unanime fit de lui le premier Président de la République américaine, l'année même où s'ouvraient en France les États généraux et où commençait notre Révolution.

1. Jefferson semble avoir craint que le souvenir de Rochambeau pût injustement s'effacer en Amérique. Il écrivait à Madison, le 8 février 1786 : « Le comte de Rochambeau a mérité aussi plus qu'il n'a reçu. Pourquoi ne pas placer son buste et ceux de Gates, Greene et Franklin dans votre nouveau Capitole ? » Aucun buste ne fut placé au Capitole, mais l'érection de sa statue, dans Lafayette square, en face de la White House, en 1902, a montré qu'après tant d'années, Rochambeau n'était pas oublié aux États-Unis.

Connaissant les dispositions amicales gardées par Rochambeau pour les Américains, Washington donnait volontiers des lettres d'introduction pour lui à ceux de ses compatriotes qui s'en allaient déjà, en grand nombre, voyager en Europe : tantôt c'était un homme politique qui apportait un mot de lui, tel Gouverneur Morris, si connu par la suite comme ministre américain en France ; tantôt c'était un poète célèbre alors et jamais depuis. Moins sûr de son fait quand il s'agissait du Parnasse que des champs de guerre, Washington avait décrit à Lafayette, pour qui il donnait souvent aussi des lettres, le même voyageur comme « étant tenu, par les gens capables d'en bien juger, pour un génie de première grandeur. » A Rochambeau, il le signalait comme « l'auteur d'un admirable poème où il a dignement célébré la gloire de votre nation en général et la vôtre en particulier.[1] »

Le poète était ce Joel Barlow, de Hartford, qui, devenu plus tard, à son tour, ministre des États-Unis en France, mourut dans un village de Pologne au cours d'un voyage entrepris pour remettre ses lettres de créance au souverain français d'alors, lequel, pour d'importantes raisons, n'avait pu lui assigner audience ailleurs qu'en Russie. On était en 1812.

Le poème auquel Washington faisait allusion était une œuvre épique, intitulée la *Vision de Colomb*, où l'on voyait un ange apparaître au navigateur dans sa légendaire prison, lui annonçant, selon la formule

1. 28 mai 1788.

virgilienne, l'avenir du Nouveau Monde. Washington, Wayne, Greene lui sont ainsi montrés, avec « le brave Rochambeau vêtu d'étincelant acier :

Brave Rochambeau in gleamy steel array'd, »

description qui, si le brave Rochambeau la vit jamais, dut le faire sourire [1].

Les lettres de Rochambeau sont rédigées en cet anglais qu'il avait appris, tard dans la vie, avec un zèle digne d'éloge. Il tient son ancien commandant en chef informé de ce qui se passe en France, en Angleterre, en Europe, fait le plus grand éloge de Pitt, « homme de sens qui a mis en ordre les finances anglaises. » Il raconte une visite que Cornwallis vint lui faire : « J'ai vu Cornwallis, l'été dernier, à Calais.... Je lui donnai à souper en petit comité; il fut très poli, mais, comme vous pouvez croire, je ne pus pas lui proposer un toast à votre santé.[2] »

Il décrit à Washington le départ de Franklin, très vieux, très malade, très admiré, « ayant le courage d'entreprendre un si long voyage pour aller mourir au sein de son pays natal. Il lui sera impossible, à son retour en Amérique, d'aller vous voir, mais je lui ai dit que vous-même lui feriez certainement

1. Dans une lettre du 31 juillet 1789, Rochambeau informe Washington, en son anglais fautif mais méritoire, de l'arrivée de Barlow, « and I made him all the good reception that he deserves by himself and by the honorable commendation that you give to him. » Papiers de Washington. La *Vision of Columbus* avait paru en 1787; la cinquième édition fut donnée par l'auteur à Paris en 1793. A partir de 1807, le poème porta le titre de *The Columbiad.*
2. 7 janvier 1786. Papiers de Washington.

visite et que je vous avais toujours entendu parler de lui dans les meilleurs termes, ayant une grande considération pour son caractère respectable. Il aura une vive joie à vous revoir et je serais bien heureux si je pouvais avoir le même plaisir.[1] »

Un affectueux intérêt l'un pour l'autre et pour leurs familles respectives paraît dans toutes ces lettres ; les allusions sont fréquentes aux souvenirs communs. Rochambeau demande à être rappelé à ses anciens camarades d'Amérique : « Mille amitiés et compliments à M. Jefferson, à M. Knox et à tous mes anciens camarades et amis qui sont près de vous.[2] »

Parfois la comtesse de Rochambeau prend la plume ; une de ses lettres est un appel à Washington en faveur de Closen, omis par erreur dans la liste des Cincinnati. La requête, pleinement justifiée, fut aussitôt accueillie[3].

1. Paris, juin 1785, *Ibid.*
2. « Rochambeau, near Vendôme », 11 avril 1790.
3. Texte de cette lettre :

« Paris, the 18th November, 1790.

« Sir,

« I hope that your Excellency will give me leave to beg a favor of your justice. I think it just to intercede for the Baron de Closen who was an aide-de-camp to Mr. Rochambeau during the American war. He longs with the desire to be a member of the association of the Cincinnati. The officers who were employed in the French army and younger than him in the military service have been decorated with this emblem of liberty, and such a reward given by your Excellency's hand shall increase its value.

« I flatter myself that you will receive the assurances of the respect and veneration I have for your talents and your virtue, well known in the whole world.

« I have, etc.

La comtesse de Rochambeau. »

Deux gouaches avaient été peintes par le fameux miniaturiste Van Blarenberghe, l'une représentant la prise d'assaut des redoutes de Yorktown, l'autre la reddition de la garnison. Elles étaient destinées au roi et sont aujourd'hui familières à tous les visiteurs du Musée de Versailles. Leur exactitude topographique est si remarquable qu'il avait toujours été supposé que le peintre avait dû avoir l'assistance de quelque officier présent au siège. Une des lettres inédites de Rochambeau à Washington confirme cette supposition et donne le nom de l'officier, un nom bien connu, celui de Berthier : « Deux peintures, mon cher général, ont été présentées hier au roi, pour mettre dans son cabinet de travail. Elles sont l'œuvre d'un excellent peintre, l'une représente le siège d'York et l'autre le défilé de l'armée britannique entre les armées française et américaine.

« M. le Maréchal de Ségur m'en a promis des copies que je placerai dans mon propre cabinet de travail, à droite et à gauche de votre portrait. Sans compter que ce sont d'excellentes œuvres d'art, elles sont d'une remarquable fidélité et ont été peintes avec l'aide d'un très bon dessin du jeune Berthier qui était aide quartier-maître audit siège.[1] »

1. Juin 1785. Deux des frères Berthier avaient pris part, on l'a vu, à l'expédition. Celui qui fournit le dessin est le plus jeune, César-Gabriel, non l'aîné, Louis-Alexandre, qui devint prince de Wagram. L'un et l'autre sont signalés dans leurs états de services, conservés dans les papiers de Rochambeau, comme étant d'habiles dessinateurs. La note concernant le cadet est ainsi conçue : « Il s'est fait remarquer, ainsi que son frère, par son talent à dessiner et lever des plans. »

Washington ayant fait allusion, comme il le faisait volontiers, au repos qu'il avait atteint enfin pour le reste de ses jours, croyait-il, « à l'ombre de sa vigne et de son figuier, » Rochambeau le complimentait courtoisement dans sa réponse sur ce repos « philosophique », mais non définitif, dont il jouissait maintenant à l'ombre de « *son laurier.*[1] »

La guerre de la Succession d'Autriche avait trouvé Rochambeau officier dans l'armée française ; la Révolution le trouva encore en activité de service, défendant la frontière comme maréchal et commandant en chef l'armée du Nord. En 1792, il se retira définitivement à Rochambeau, en grand danger de l'échafaud pendant la Terreur. Prisonnier dans « ces horribles tombeaux qu'étaient les prisons révolutionnaires, il en appela au « citoyen président du tribunal, » invoquant pour sa sauvegarde le nom de Washington, « mon collègue et mon ami, pendant la guerre que j'ai faite avec lui pour la liberté de l'Amérique. »

Plus heureux que beaucoup de ses compagnons d'armes dans la guerre américaine, que Lauzun, Custine, d'Estaing, Broglie, Dillon et d'autres, Rochambeau évita l'échafaud. Il vécut assez vieux pour voir s'élever à une renommée inouïe ce jeune officier qui admirait tant le livre de Guibert sur la tactique, mais en avait su perfectionner les préceptes. Le Premier Consul reçut en 1803 le vieux maréchal qu'il tenait

1. Sur cette correspondance, continuée pendant la Révolution voir plus loin, p. 250.

en grande estime et lui donna audience entouré de ses généraux. Quand le soldat de Clostercamp et de Yorktown s'avança, Bonaparte lui dit : « Monsieur le maréchal, voici vos élèves. » Le visiteur répondit : « Ils ont surpassé leur maître. »

Après avoir failli mourir de ses blessures en 1747, Rochambeau vécut jusqu'en 1807. Il s'éteignit dans son château de Rochambeau, âgé de 82 ans, et dort maintenant dans le petit cimetière de Thoré, en Vendômois, sous un sépulcre de marbre blanc et noir, dans le style classique du temps. Une inscription, dictée par sa veuve, retrace, au soir d'une très longue vie, le tableau de ces qualités qui avaient gagné son cœur de jeune fille plus d'un demi-siècle auparavant : « Modèle aussi admirable dans sa famille que dans les armées, juge éclairé, indulgent, toujours occupé de l'intérêt des autres... une vieillesse heureuse et honorable a couronné une vie sans tache. Ceux qui furent ses vassaux sont devenus ses enfants... Sa tombe m'attend. Avant d'y entrer, j'ai voulu y graver la mémoire de tant de mérites et de tant de vertus, en reconnaissance de cinquante années de bonheur. » Sur la plaque à côté se lit : « Ici repose Jeanne-Thérèse Telles d'Acosta, décédée à Rochambeau à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, le 19 mai 1824. »

Au château, où un gracieux accueil attend tout voyageur épris de ces souvenirs, se voient le ravissant portrait, par Latour, de celle qui, sur ses vieux jours, s'était exprimée ainsi, le portrait dans l'uni-

forme blanc d'Auvergne du fils de Rochambeau qui mourut à Leipzig, l'épée de Yorktown, l'aigle des Cincinnati américains à côté de l'étoile du Saint-Esprit, les deux gouaches de Van Blarenberghe, le portrait de Washington donné par le commandant en chef à son ami de France et quantité d'autres précieux objets. Mais les deux canons offerts par le Congrès ont disparu, réquisitionnés et fondus pendant la Révolution.

Devant la simple et noble façade, au long de la terrasse, coule à pleins bords, entre les prés et les bois, ce Loir qui tient une si belle place dans la littérature française, grâce à un parent éloigné des Rochambeau d'autrefois, Pierre de Ronsard.

Visitant, il y a quelques années, le lieu et la tombe, il me sembla que ce serait chose heureuse qu'un jour des arbres provenant de Mont Vernon étendissent leur ombre sur les restes de cet ami de Washington et de la cause américaine. Avec l'assentiment de la famille et du maire de Thoré et grâce à l'obligeance des dames de l'Association de Mont Vernon, cette idée a pu être réalisée et une demi-douzaine d'arbustes provenant d'arbres que Washington avait jadis plantés de sa main purent être disposés autour du monument de Rochambeau : deux ormes, deux érables, deux « redbuds » (arbres de Judée américains), avec du lierre provenant de la tombe de l'ancien commandant en chef. Aux dernières nouvelles, malgré la longueur du voyage, les plants avaient réussi et poussaient.

Leur ombre s'étendra maintenant sur une tombe

de plus, celle du lieutenant Jean de Rochambeau, digne héritier d'un grand nom, tué à l'ennemi sur la crête de Hartmanns-Weilerkopf, le 14 juin 1915, en Alsace reconquise, dans cette plus grande guerre de libération et d'indépendance.

X

On souhaitera peut-être savoir ce que devint Closen. Envoyé aux Iles avec le reste de l'armée, il en éprouva, comme tous ses camarades, une vive déconvenue, plus vive même, à cause de sa fiancée que les beautés américaines ne lui avaient pas fait oublier. Il avait inséré dans son journal une page de silhouettes représentant une douzaine de ces dernières, mais avait pris soin d'écrire dessous : « Honni soit qui mal y pense. » Au moment de s'embarquer, il note : « Je n'ose dire tout ce que j'éprouvai et quel fut le sentiment le plus fort : ou de l'attachement à tout ce que j'aime ou de l'ambition jointe à la délicatesse des principes d'honneur. La raison eut cependant le dessus et la balance se décida bien vite pour le dernier.... Prendre patience, faire mon devoir.... »

Quitter Rochambeau lui était une peine de plus : « Je ne saurais jamais assez répéter et exprimer le chagrin que la séparation de mon digne et respectable général m'a coûté ; j'y perds plus que qui que ce soit dans l'armée.... Attentif comme j'étais à tous ses récits de batailles, de marches, de positions

choisies, de sièges, enfin en tous genres de matières relatives au métier, j'ai toujours tâché de tirer profit de ses conversations si instructives.... Il faut me résigner. »

C'est donc, à nouveau, la vie à bord, sur ces maudits « sabots, » un sabot de grande taille cette fois, le *Brave* de 74 canons, « doublé en cuivre tout nouvellement, » triste séjour néanmoins par mauvais temps et même en tout temps : « On ne se fait pas idée de la grosseur de la mer, du bruit et de la hauteur des vagues ; le tangage et les roulis étaient d'une force à ne pas pouvoir se tenir debout et les vaisseaux paraissaient quelquefois être engloutis dans la mer, et, l'instant d'après, n'y toucher que par un petit bout de la quille. Quel vilain élément ! combien nous autres, troupes de terre, le détestons tous ! Le bruit lugubre des mâts, les crics-cracs du vaisseau, les mouvements terribles par à-coups, qui soulèvent, et auxquels nous ne sommes pas du tout accoutumés, la gêne perpétuelle que se causent quarante-cinq officiers dont quarante n'ont pas d'autre endroit de refuge qu'une même chambre pour tous, les figures tristes de ceux qui sont malades de la mer... la malpropreté, l'ennui, l'idée d'être enfermés dans un sabot, comme dans une prison d'État... tout cela n'est qu'une partie de la fâcheuse existence d'un officier de terre, même à bord d'un vaisseau de guerre.... Prenons courage.[1] »

Peu de distractions. On rencontre un négrier, sous

1. 29 décembre 1782.

pavillon autrichien. spectacle « abominable et cruel », avec « cette chaîne de fer qui traverse d'un bout à l'autre et à laquelle les nègres sont tous attachés deux par deux, » entièrement nus et cruellement battus s'ils font quelque mouvement qui déplaise au capitaine. Celui-ci, qui est Bordelais, salue le pavillon de guerre de son pays « par trois : Vive le Roi! » On lui fait par signaux une réponse peu flatteuse et qui ne peut être transcrite. Nul ne sait où l'on va : « Voguons, » dit avec philosophie Closen.

Escales à Porto-Rico, à Curaçao, cette dernière attristée par le désastre de la *Bourgogne*, à Porto-Cabello (Venezuela) où l'on fait quelque séjour et où Closen recommence avec ardeur à observer les habitants, gens et bêtes, tatous, singes, caïmans, « lézards énormes tout différents des nôtres. » La « compagnie de la Carraque (Caracas) tient le peuple dans un esclavage et dans une gêne incroyable. Les impôts sont énormes. » L'intolérance religieuse est d'un autre temps : « Quoique l'Inquisition n'y soit pas aussi rigoureuse dans ses informations qu'en Europe, n'y ayant qu'un commissaire à Carraque, il y a cependant trop de fanatisme, trop de préjugés absurdes, en un mot trop d'ignorance parmi les habitants qui ne disent pas un mot et ne font pas un pas sans dire un *Ave* et sans faire vingt signes de croix, ou baiser un chapelet qu'ils ont toujours pendu au col avec une garniture assez considérable de reliques et de croix. Nos MM. voulant me jouer une niche dans les maisons particulières où je m'étais fait

introduire pour satisfaire ma curiosité et mon désir d'instruction, dirent à quelques personnes que j'étais protestant. Voilà des signes de croix! s'écriant sans fin : *Malacco christiano*, mauvais chrétien! »

Le 24 mars 1783, émouvante nouvelle : l'*Andromaque* arrive « avec le grand pavillon blanc au mât de misaine, comme signal de paix. La minute d'après, tous les vaisseaux de guerre furent pavoisés. » On eut encore quelques petits incidents comme la capture de plusieurs de nos officiers par « l'*Albemarle* de 28 canons, commandé par le capitaine Nelson, dont ces messieurs disent tout le bien possible, » et qui furent aussitôt remis en liberté, à la nouvelle de la paix, par le futur ennemi de Napoléon.

C'était donc enfin le retour. Il fut retardé par de courts arrêts sur divers points des Antilles françaises, notamment à Cap Français, Saint-Domingue. « Quelques jours avant notre arrivée au Cap, le prince Guillaume, duc de Lancastre, troisième fils du roi d'Angleterre, y était venu passer deux jours pendant que l'escadre anglaise croisait devant la rade. On lui donna de très belles fêtes, » — car il ne restait décidément pas de haine dans les cœurs pour l'ennemi de la veille.

Quelques calmes plats et quelques tempêtes, avec les « criiiiicks craaaaks » habituels des mâtures, retardèrent aussi le voyage, occupé par la mise au net des « journaux et notes sur les deux Amériques, » et égayé par le sauvetage de la perruche d'une dame espagnole admise à bord avec sa famille. La « petite

perruche s'effraye de quelque chose, s'envole et tombe dans la mer. Le nègre de cette dame, se trouvant par bonheur du même côté, s'y jette sans autre réflexion, tel quel, plonge et reparaît de suite; crie : cato! cato! la rejoint, la place sur sa tête crépue, regagne le vaisseau. » Ravie, la dame « permet à ce noir sauveur de lui baiser la main, distinction unique pour un esclave, et lui assura une pension viagère de cent francs. Beaucoup de matelots auraient voulu en avoir pu faire autant à ce prix-là. »

Enfin, c'est la terre; on revoit le paysage du départ, ces « côtes si peuplées d'êtres vivants et de beaux arbres fruitiers et autres objets ravissants. » Tout est ravissant, on est dans la joie; on s'organise pour gagner Paris, Closen en magnifique équipage : « Et moi, dit-il, après avoir acheté une bonne voiture où je pus placer, — devant, derrière, et dessus, — mes domestiques (un blanc et mon superbe et fidèle nègre Peter), trois singes, quatre perroquets, six perruches, je partis en poste avec cet étalage bruyant et difficile à maintenir en ordre et propreté.... Je fus coucher (22 juin) à Saint-Pol-de-Léon, notre dernier quartier avant l'embarquement pour l'Amérique. J'y revis avec une réjouissance cordiale la respectable famille de Kersabiec qui m'avait si bien soigné.... J'y laissai une perruche en souvenir d'amitié et de reconnaissance. »

A Guingamp, il retrouve les Du Dresnay, autre famille amie, et arrive à Paris le 30, avec, dit-il, « tous mes êtres vivants de toutes les couleurs, moi-

même ayant l'air d'un Indien, tant ma figure était hâlée et brûlée du soleil, à l'exception du front que le chapeau avait conservé très blanc. »

La famille de Rochambeau lui fit quitter son auberge pour venir habiter chez elle dans sa maison de la rue du Cherche-Midi; le ministre de la Guerre, maréchal de Ségur, à qui le général (« mon bon et respectable père militaire, » dit Closen) le présenta, lui accorda le plus flatteur accueil, et le journal se termine comme se terminaient jadis les romans, et comme continuent de se terminer les jeunesses heureuses. Quittant Paris avec la promesse, — « bouquet ministériel très éventuel, » — d'une place de colonel en second, Closen gagna Deux-Ponts. « Là je retrouvai, dit-il, ma belle fiancée, ma chère, ma divine Doris, qui avait eu la constance de me conserver son cœur et sa main, pendant les quatre années de mon absence en Amérique et pendant laquelle il s'était présenté plusieurs partis, même beaucoup plus importants pour la fortune que celle que j'apportais en mariage, qui ne consistait que dans le bouquet ministériel susmentionné et dans la réputation d'honnête homme et de bon militaire. »

J'ajouterai seulement que le ministre tint parole et que ce fut comme colonel et chevalier de Saint-Louis que Closen se retrouva aide de camp de son ancien chef Rochambeau, maintenant maréchal de France, et chargé de défendre la frontière du Nord au début de la Révolution[1].

1. Un portrait lithographié énumère les titres et qualités dont

Encres jaunies, voix éteintes. Le souvenir de l'œuvre accomplie demeure toutefois et ne saurait s'effacer, car d'année en année la grandeur en est plus apparente. En moins d'un siècle et demi, New York a passé des 10000 habitants qu'il avait sous Clinton aux cinq millions d'aujourd'hui. Philadelphie, l'ancienne capitale, « ville immense » aux yeux de Closen, a dix fois plus de maisons à présent qu'elle n'avait alors d'habitants. En partie encore grâce à la France, cédant volontairement la Louisiane en 1803, la frontière de ce pays que l'Hudson jadis divisait en son milieu a été poussée jusqu'au Pacifique; les trois millions d'Américains de Washington et Rochambeau sont devenus les cent millions de maintenant; le commerce extérieur des quarante-huit États qui ont succédé aux treize de jadis, dépasse annuellement vingt milliards de francs. Du jour où les drapeaux des deux pays flottèrent sur les ruines de Yorktown, l'équilibre du monde fut changé.

Il n'est guère de cas où, avec l'inévitable mélange d'intérêts humains, aucune lutte ait été, plus nettement que celle-ci, engagée pour une idée. On le vit à la paix, où la France victorieuse s'interdit, comme elle l'avait déclaré d'avance, tout profit matériel, et

il était revêtu plus tard : « I. C. Louis, baron de Closen, maréchal de camp, chambellan et chevalier des ordres français pour le Mérite et de la Légion d'honneur, ainsi que de celui de Cincinnatus, des États-Unis de l'Amérique septentrionale. » Reproduit par C. W. Bowen, qui signala le premier ce journal, *Century Magazine*, février 1907. Closen mourut en 1830, à soixante-quinze ans.

nul en notre pays n'y trouva à reprendre; le peuple illumina.

La cause était juste, et même les adversaires ne tardèrent pas à le reconnaître. Peu à peu, et en dépit des réveils de haines, avec la deuxième guerre de l'Indépendance dans le Nouveau Monde et les campagnes de Napoléon dans l'Ancien, les animosités d'autrefois se sont effacées. Les trois nations qui s'étaient rencontrées en armes à Yorktown, les trois dont les ancêtres avaient connu une Guerre de Cent ans, ont pu commémorer une Paix de Cent ans. « Je souhaite voir le monde entier en paix, » avait écrit Washington à Rochambeau. Depuis plus d'un siècle, les trois nations qui combattirent à Yorktown sont demeurées amies et, dans cette mesure du moins, le vœu du grand Américain a été rempli.

II

LE MAJOR L'ENFANT ET LA CITÉ FÉDÉRALE

I

La colline sur laquelle s'élève le Capitole de la « Cité Fédérale » était encore, il y a un siècle et demi, couverte, comme les terrains qui l'entourent, de taillis et de bois; quelques fermes avaient été construites çà et là, simples maisons de planches pour la plupart, dont la basse toiture se voyait à peine au milieu du feuillage. Peu auparavant les Indiens tenaient conseil, autour de leurs feux, sur ces hauteurs.

Aussi loin aujourd'hui que le regard peut atteindre s'aperçoit le profil pittoresque d'une des plus belles cités du monde; les clochers et tourelles s'élèvent au-dessus de la verdure des arbres bordant les avenues, dans le cadre permanent des bleues collines du Maryland et de la Virginie.

Le vouloir du Congrès, le choix fait par le grand homme dont la ville devait porter le nom, les talents d'un officier français ont causé cette transformation.

Les compétitions et débats avaient été extrêmement vifs; plus d'une cité du Nord et du Midi se jugeait digne du rang de capitale : Boston où les premiers coups de canon avaient été tirés, Philadelphie où l'indépendance avait été proclamée; Yorktown, où elle avait été gagnée — Yorktown, modeste comme ville, mais glorieuse par les événements que son nom rappelait, bourgade écartée maintenant, rarement visitée et où cinquante habitants blancs peuplent seuls l'hypothétique capitale de l'Union nouveau-née. New York, Newport, Wilmington, Trenton, Reading, Lancaster, Annapolis, Williamsburg et d'autres encore s'étaient aussi mises sur les rangs. Les passions étaient excitées à un tel point que le pire était à craindre et que, si incroyable que la chose paraisse maintenant, Jefferson pouvait parler de « la nécessité d'un compromis pour sauver l'Union. »

Un compromis fournit en effet la solution qui consista à ne désigner aucune ville déjà existante, mais à en construire une exprès. Cette possibilité avait été envisagée de bonne heure, car Washington avait écrit, le 12 octobre 1783, au chevalier de Chastellux : « Le Congrès a récemment décidé de choisir un emplacement convenable, près des chutes de la Delaware, pour y établir la résidence permanente du pouvoir suprême des États-Unis. » Mais les villes candidates persistaient à espérer que, cependant, elles seraient à la fin préférées.

Le Congrès prit son parti définitif le 16 juil-

let 1790 et décida que le Président serait chargé du soin de désigner, « sur la rivière du Potomac, » un territoire de dix milles carrés, qui deviendrait le « Territoire fédéral » et le siège permanent du gouvernement des États-Unis.

Washington eut tôt fait de prendre parti; grand cavalier toute sa vie, les collines et vallées de la région lui étaient familières, et il fut bientôt certain que la cité fédérale s'élèverait un jour là où elle s'élève maintenant. Le lieu lui semblait particulièrement bien convenir, pour une raison qui a depuis longtemps perdu sa valeur, mais qu'il mentionne constamment dans ses lettres, savoir sa « centralité. »

Mais quelle sorte de ville serait-ce? Une ville de résidence pour hommes d'État, juges et législateurs, ou une ville de commerce avec les facilités, estimées alors de premier ordre, que lui assurait la rivière? Ou serait-elle une combinaison des deux? Faudrait-il en tracer le plan en vue du présent ou de l'avenir, et de quel avenir?

Avec les dons d'un artiste et même d'un prophète, percevant l'avenir aussi nettement que si c'eût été le présent, un homme prévit, il y a plus d'un siècle, ce que nous voyons aujourd'hui de nos yeux. C'était un officier français qui avait combattu pour la cause de l'indépendance et était resté en Amérique après la guerre, le major Pierre Charles L'Enfant.

Quelques recherches dans les archives françaises et américaines m'ont permis d'identifier sa famille

et d'ajouter sur son compte plusieurs détails à ceux déjà connus.

Il était né à Paris, paroisse Saint-Hippolyte, le 2 août 1754, et était fils de Pierre L'Enfant, « peintre ordinaire du roi en sa manufacture des Gobelins, » et de Marie Charlotte Leullier. Le peintre, né à Anet, en 1704, dans une ferme qu'il légua par la suite à ses enfants, était élève de Parrocel et avait été élu académicien en 1745. Les paysages et les batailles étaient sa spécialité. Quelques-unes de ses peintures sont à Tours, six à Versailles, représentant autant de victoires françaises : prise de Menin, 1744, de Fribourg, même année, de Tournai, 1745, bataille de Fontenoy, 1745, sujet favori qu'il peignit plusieurs fois; bataille de Laufeldt, 1747, où ce jeune officier, qui devait être le compagnon de Washington dans la campagne de Yorktown, reçut, comme nous avons vu, ses premières blessures. Le peintre mourut très vieux, à la manufacture royale, en 1787.

Le jeune L'Enfant grandit dans un milieu artistique et reçut, comme la suite le prouve, une éducation d'architecte et d'ingénieur. Il fut des premiers à s'enthousiasmer pour la cause des États-Unis. En 1777, âgé de vingt-trois ans, doté d'un brevet de lieutenant dans les troupes coloniales françaises, il s'embarqua pour l'Amérique sur un des navires de la mythique maison de commerce imaginée par Beaumarchais, « Hortalez et Cie », maison dont les cargaisons consistaient en soldats et munitions pour les « insurgents » et qui était, tout autant que Figaro

lui-même, une invention du dramaturge. Figaro eut, on le constate de plus en plus, une grande influence en ce monde; celle d'Hortalez et Cie ne fut pas de moindre portée. Le navire avait reçu, en l'honneur du Secrétaire d'État qui devait conclure, l'année suivante, la seule alliance des États-Unis jusqu'à nos jours, le nom de « *Le Comte de Vergennes* » nom, écrivait Beaumarchais, « fait pour porter bonheur à une cargaison qui est superbe. » La superbe cargaison consistait, comme d'ordinaire, en canons et « bonnes munitions, » et aussi en hommes non moins utiles pour le genre spécial de commerce auquel se livraient Hortalez et Cie. « Quelques bons ingénieurs et des officiers de cavalerie vont bientôt arriver, » écrivait à ce moment l'envoyé américain, Silas Deane, au Congrès. Un des ingénieurs était Pierre Charles L'Enfant. Sa venue avait précédé d'un mois la mise à la voile d'un autre navire portant aussi un nom d'heureux augure, *La Victoire*, que montait Lafayette.

L'Enfant servit d'abord comme volontaire et à ses frais. « En février 1778, » lit-on dans une lettre inédite de lui à Washington, « je fus honoré d'une commission de capitaine du génie, et, par décision du Congrès, attaché à l'Inspecteur général.... Ne voyant [après l'hiver de 1778-79] aucune probabilité de campagne dans le Nord, toute mon ambition fut d'être envoyé à l'armée du Sud, où il semblait que le siège de la guerre dût être transféré. » Il fut, en conséquence, envoyé à Charleston, et obtint « la

permission de servir dans l'infanterie légère, sous le lieutenant-colonel Laurens. Je dus à son amitié, » rapporte L'Enfant, « bien des occasions de voir l'ennemi avantageusement.[1] »

Ce ne fut pas toutefois « avantageusement » qu'il combattit à Savannah où les Français et les Américains, commandés par l'amiral d'Estaing et le général Benjamin Lincoln, furent repoussés avec de terribles pertes. Le jeune capitaine menait une des colonnes d'avant-garde et fut, comme d'Estaing lui-même, grièvement blessé. Il parvint cependant à gagner Charleston. « Je dus, écrit-il, garder le lit jusqu'en janvier 1780. Mon misérable état de santé ne me permit pas de travailler aux fortifications de Charleston, et quand l'ennemi débarqua, je me servais encore d'une béquille.[2] » Il prit part cependant à la défense, remplaça un major blessé et fut fait prisonnier à la capitulation. Rochambeau négocia sa libération, obtenant qu'il fût échangé contre le capitaine hessois von Eyden[3].

« Votre zèle et vos actifs services, » écrivait Washington à L'Enfant, « sont tels qu'ils vous honorent grandement et me causent un extrême plaisir, et je ne doute pas qu'ils n'aient, auprès du Congrès, le poids qui convient au cas de promotion dans votre corps.[4] » Il en fut ainsi, en effet, l'an d'après où,

1. Philadelphie, 18 février 1782. Papiers de Washington, à la Bibliothèque du Congrès.
2. Même lettre.
3. Janvier 1782.
4. 1er mars 1782. Papiers de Washington.

par un vote de l'Assemblée, L'Enfant reçut le grade de major du génie, 1783[1].

Ses connaissances dans l'art des fortifications, son enseignement de la discipline, le rôle qui lui était revenu, comme il le rappelle au comte de La Luzerne[2], en établissant le premier système de discipline et d'exercices finalement adopté dans l'armée américaine (tout ce qui fut fait à cet égard ne provient donc pas de Steuben seul[3]) le faisaient tenir pour un homme fort utile. Ses dons d'artiste, son habileté à fixer une ressemblance, le rendaient populaire parmi ses compagnons d'armes. Pendant le lugubre hiver de Valley-Forge il faisait d'eux des portraits au crayon, un en tout cas de Washington à la demande de Lafayette qui aurait voulu avoir aussi un portrait peint. « Je vous avais mal compris, » écrivait le général à son ami, de Fredericksburg, le 25 septembre 1778, « sans quoi j'aurais fait peindre le tableau par Peale, quand il était à Valley-Forge. Quand vous m'avez prié de poser pour M. Lanfang » — ainsi orthographié, ce qui montre comment Washington prononçait ce nom — « je crus que c'était seulement pour avoir un croquis

1. « On the report of a committee consisting of Mr. Bland, Mr. Hamilton and Mr. Peters... resolved... that Captain L'Enfant of the said corps [of engineers] be promoted to the rank of major by brevet. » 2 mai 1783; *Journals of the American Congress*, Washington, 1823.

2. Frère du ministre de France aux États-Unis, 10 décembre 1787. Archives du Ministère des Colonies.

3. Officier allemand, envoyé par nous et à nos frais, sur un des navires de Beaumarchais.

légèrement ombré de mes traits, en vue de l'impression de quelques exemplaires ».

Des spécimens de portraits au crayon par L'Enfant subsistent, notamment dans la famille Glover, à Washington, croquis non sans mérite et qui doivent être ressemblants.

Toutes les fois que, pendant la guerre ou après, des particuliers ou les autorités avaient besoin de n'importe quoi nécessitant des dons artistiques, c'est toujours à L'Enfant qu'on pensait d'abord, qu'il s'agît d'un portrait, d'une salle de festin, d'un palais de marbre, d'un bijou, d'une procession solennelle, d'une « gloire » pour le maître-autel d'une église[1], de l'érection d'une forteresse ou du plan d'une cité. Avec ses dons multiples, une surabondance d'idées, peu de compétiteurs, il était le factotum de la nouvelle nation. Lorsque le ministre de France La Luzerne voulut donner une mémorable fête en l'honneur de la naissance du Dauphin (le premier-né de Louis XVI, qui vécut huit ans), il fit construire à Philadelphie une salle exprès, et L'Enfant fournit les plans. Closen, aide de camp de Rochambeau, écrit à ce sujet dans son journal : « La salle qu'il a fait construire exprès pour la fète qu'il donna à l'occasion de la naissance du dauphin est de toute beauté et très grande. Il est impossible de voir un bâtiment de meilleur goût; la simplicité s'y trouve

1. A Saint Paul's Chapel (New-York), dans le cimetière de laquelle repose Rochefontaine, un des officiers français qui servirent comme volontaires dans l'armée américaine pendant la guerre de l'Indépendance.

réunie à un air de noblesse. Elle a été exécutée sous la direction de M. de L'Enfant, officier français au service du corps du génie américain. » Closen ajoute : « M. Barbé de Marbois, Conseiller d'Ambassade de notre Cour, le même qui, en 1803, fut fait Ministre du Trésor Public, ne veut pas convenir, par un excès de modestie, qu'il a aidé aux dessins de la salle[1]. »

Ce fut une de ces fêtes comme on n'en voit qu'une dans sa vie et dont les grand'mères, au soir de leurs jours, se plaisent à raconter les splendeurs à leurs petits-enfants. La salle de bal avait été élevée par L'Enfant dans un terrain adjacent à la demeure du ministre de France[2]; le plafond était soutenu « par de hautes colonnes peintes et enguirlandées. L'intérieur était orné avec goût, et paré d'une profusion de bannières et de peintures appropriées. » Le reste du terrain avait été changé en jardin, avec parterres, fontaines, sièges pour les conversations. Pendant des semaines la ville s'était intéressée aux préparatifs; les couturières et perruquiers avaient afflué; mais quand le jour vint (15 juillet 1782), malgré le nombre de ces derniers, beaucoup des belles invitées « durent accepter d'être coiffées entre quatre et six heures du matin.[3] »

1. Journal inédit; 30 août 1782, souvenir rappelé à l'occasion d'un dîner donné à cette date, par La Luzerne, « à la légion de Lauzun qui était arrivée le matin » à Philadelphie.

2. La Luzerne habitait la maison de l'écrivain et homme politique, grand ami de la France, John Dickinson, dans Chestnut Street.

3. R. W. Griswold, *The Republican Court*, New York, 1864, p. 19.

Un témoin oculaire, le docteur Rush, l'un des signataires de la Déclaration d'Indépendance et qui se distingua lors de la terrible épidémie de fièvre jaune de 1793, a décrit la fête : « Vers huit heures, dit-il, notre famille, consistant en Mme Rush, notre cousine, Suzanne Hall, notre sœur Sukey et moi-même, avec nos bons voisins, M. et Mme Henry, pénétrâmes dans l'édifice préparé pour cette merveilleuse soirée. Nous fûmes reçus au portail par le Ministre, et conduits par un membre de sa famille (diplomatique) à la salle de danse. Ce que nous vîmes alors surpasse toute description. Les nombreuses lumières éclairant le jardin, la splendeur de la salle où nous arrivions, le nombre des invités déjà réunis et qui surpassait sept cents, l'éclat et la variété de leurs costumes, la musique qu'un orchestre commençait de faire entendre, semblaient l'effet d'un enchantement. Sukey Stockton se déclara transportée en esprit hors d'elle-même. » Là se mêlaient des membres des « plus anciennes et des plus modernes familles, des hommes de loi, docteurs et ministres de l'Évangile, » coudoyant des ignorants « qui ne savaient pas si c'était en grec que plaidait Cicéron, et si Horace était un Romain ou un Écossais. » Mais ce mélange même se résolvait en harmonie; « tous se comportaient les uns vis-à-vis des autres comme s'ils étaient membres d'une même famille, et chacun participant à la joie générale, songeait à ce qui en était l'occasion, la naissance d'un dauphin de France. » Parmi les invités,

des gouverneurs d'États, des membres du Congrès, des ministres, des généraux d'armée et au milieu d'eux, attirant tous les regards, les vainqueurs de Yorktown, Washington et Rochambeau.

« A huit heures et demie, les danses avaient commencé; à neuf heures fut tiré un feu d'artifice; à minuit, le souper fut servi sous trois vastes tentes élevées dans le jardin; vers trois heures du matin, la compagnie se sépara, les lumières furent éteintes, » et le ministre de France s'alla coucher, se disant qu'il avait donné, à l'honneur de son pays, une fête dont on parlerait longtemps, et se le disant avec raison, puisque voici qu'à cent trente-cinq ans de distance, un de ses successeurs en parle encore.

A la paix, ces officiers qui avaient combattu côte à côte avec les Américains rentrèrent chez eux, rapportant sur l'Ancien continent des idées nouvelles et fécondes, relativement surtout à l'égalité et à l'absurdité des distinctions de classes. La liberté avait été apprise de l'Angleterre, l'égalité le fut de l'Amérique.[1]

L'Enfant fut de ceux qui retournèrent en France, mais il n'y resta pas. Il avait été absent cinq ans et voulait revoir son vieux père, le peintre, dont maintenant la fin était proche. Un brevet royal du 13 juin 1783 avait conféré à l'officier une petite pension de 300 livres, « en considération de l'utilité de ses services et des blessures qu'il avait reçues

1. Voir plus loin, p. 238.

pendant la guerre en Amérique.[1] » Il s'embarqua pour la France tard dans l'année et atteignit le Havre le 8 décembre.

La Société des Cincinnati avait été fondée en mai. Pour le dessin des insignes, appel avait été fait, comme d'ordinaire, à l'artiste de l'armée[2]. Washington, premier président de l'association, avait, en outre, demandé à L'Enfant de profiter de son voyage pour commander à quelque habile bijoutier de Paris les aigles que devaient porter ces officiers rendus maintenant à leurs plantations et à leurs affaires, ces « Cincinnati » dont le major lui-même était l'un. Il devait aider aussi à organiser la branche française de la société.

En France, comme en Amérique, des difficultés étaient survenues. L'objet, sans doute, était des plus nobles; il s'agissait, selon les statuts, de « perpétuer, tant le souvenir de ce grand événement [l'indépendance américaine], que les amitiés formées en présence du danger commun et souvent cimentées du sang des intéressés. » Pour ces motifs, les officiers de l'armée américaine, « fermement décidés à main-

1. Brevet 14302, Archives du Ministère de la Guerre.

2. Steuben lui écrit de West Point, 1er juillet 1783, lui envoyant une « résolution de la Société des Cincinnati, du 19 juin, par laquelle je suis requis, disait-il, de vous transmettre leurs remerciements pour le soin et l'ingéniosité pris par vous à préparer les dessins soumis au président ce jour-là. » Original dans les papiers de L'Enfant, appartenant au docteur James Dudley Morgan, de Washington, descendant de la famille Digges, en qui L'Enfant trouva ses derniers amis. Mes remerciements lui sont dus pour m'avoir permis d'utiliser ces précieux documents.

tenir les principes de liberté, d'union et d'honneur national, à s'aimer et s'entr'aider, avaient décidé de former, parmi eux, une Société d'Amis pour durer autant qu'eux ou autant que survivrait un de leurs descendants mâles, par droit de primogéniture ou, à défaut, par l'admission de branches collatérales jugées dignes de devenir membres et soutiens de l'ordre. Les officiers de l'armée américaine, sortant pour la plupart des rangs des simples citoyens d'Amérique, tiennent en particulière vénération le caractère de l'illustre Romain Lucius Quintius Cincinnatus et, résolus de suivre son exemple en redevenant simples citoyens, estiment pouvoir légitimement prendre le nom de Société des Cincinnati.[1] »

La question d'hérédité faillit tout gâter. Dans un pamphlet non signé, le juge Ædanus Burke protesta contre cette « hérédit é patricienne, » indigne de la nouvelle république; Franklin ne fut pas moins hostile et écrivit une lettre aussi malicieuse que sévère sur les mœurs des aigles. Mirabeau, chez nous, fit chorus et publia des *Considérations sur l'ordre de Cincinnatus ou imitation d'un pamphlet anglo-américain*, savoir celui de Burke. L'écrit est rempli, par avance, des idées de notre révolution et de celles dont s'inspirerait, par la suite, le futur tribun : « Oui, c'est cette noblesse de Barbares, prix du sang, ouvrage de l'épée, fruit de la conquête, que les Cincinnati veulent établir dans leur pays... les

1. Asa Bird Gardiner, *The Order of the Cincinnati in France, published by the Rhode Island Society of the Cincinnati*, 1905, p. 1.

honneurs que créent des chefs de sauvages, voilà ce qu'ambitionnent les héros d'un peuple libre et d'un siècle de lumière! » Et il ajoutait ce passage inspiré de Montesquieu : « Dans la monarchie, tout tend à l'élévation; dans la république tout doit tendre à l'égalité. Dans la première, il faut des rangs; dans la seconde, il faut des vertus... il faut que rien ne domine et que tout soit également dominé, que chaque citoyen ne voie au-dessous de lui que le vice, au-dessus de lui que la loi.[1] »

Proposée un moment, par Washington lui-même, l'abolition de l'hérédité fut écartée; aucun des sombres pronostics des opposants ne se réalisa[2]; l'aigle à tête blanche, quelles que puissent être ses mœurs privées et que Franklin les ait ou non calomniées, ne porta malheur à personne, la république survécut et grandit, et ainsi fit également la Société des Cincinnati qui reste la plus honorée de toutes les associations patriotiques américaines.

A l'époque de la fondation, aucun ordre étranger n'avait jamais été admis en France; mais le gouvernement consentit volontiers à reconnaître que, rappelant des souvenirs communs, celui des Cincinnati n'était pas réellement étranger. Dans une lettre à

1. Londres, 1788, pp. 14, 15, 25. Avis daté de Londres, 20 septembre 1784.

2. Pendant, du reste, que d'aucuns voyaient dans la Société un retour au système aristocratique européen : le roi de Suède interdisait aux officiers de son pays ayant servi avec Rochambeau de porter l'insigne de l'ordre, comme ayant une tendance républicaine. Washington à Rochambeau, 20 août 1784.

Rochambeau, le maréchal de Ségur, ministre de la Guerre, s'exprimait ainsi : « S. M. me charge de vous informer qu'Elle permet que vous vous rendiez à cette honorable invitation : Elle veut même que vous assuriez, de sa part, le général Washington qu'Elle verra toujours, avec une extrême satisfaction, tout ce qui pourra tendre à resserrer les liens formés entre la France et les États-Unis ; les succès qui ont été la suite de cette union et la gloire qui en a été le fruit en ont démontré les avantages, et doivent en garantir la durée. » Parlant de la nouvelle société, le ministre ajoutait : « L'association est aussi honorable par l'esprit de son institution que par les vertus et les talents du célèbre général qu'elle a choisi pour Président.[1] »

Installé à Paris, L'Enfant envoyait à Washington les rapports les plus satisfaisants sur la manière dont l'idée avait été accueillie en France, et sur les premières réunions tenues, l'une dans la maison de Rochambeau, rue du Cherche-Midi, où avaient été convoqués les officiers appartenant à l'armée française, l'autre chez Lafayette, rue de Bourbon, pour les officiers français tenant leurs commissions du Congrès. Les deux groupes décidèrent de se réunir et se donnèrent d'Estaing pour président général. « Une seule conversation avec les officiers français, » écrivait L'Enfant à Washington, « vous ferait voir tout de suite combien profondément ils apprécient en

1. 18 décembre 1783. Papiers de Rochambeau.

leurs cœurs ces sentiments fraternels qui leur font prendre le plus vif intérêt au bonheur de l'Amérique.[1] »

Ce qui se trouva être pour L'Enfant, selon les circonstances, une de ses plus brillantes qualités et un de ses pires défauts est que, toujours et partout, il voyait en grand. Il avait été convenu qu'il paierait ses dépenses de voyage et que la Société des Cincinnati pourvoierait seulement à la fabrication des aigles. Ses modestes ressources personnelles, comme Duportaïl en témoigna, avaient été dépensées par lui sans compter pendant la guerre pour le bien de la cause, et il ne lui restait que peu de chose. Il n'en écrivait pas moins à Alexandre Hamilton : « Arrivé en France, tout contribua à me fortifier dans le sentiment qui m'avait fait entreprendre ce voyage, et l'accueil réservé aux Cincinnati m'induisit vite à me montrer dans ce pays d'une manière en rapport avec la dignité de la Société dont j'étais considéré comme le représentant. » Plus que jamais, il dépensa sans compter : « Mon séjour à la cour entraîna des frais bien au delà de ce que j'avais d'abord prévu. » Il commanda les aigles aux meilleurs « artistes qui rivalisaient entre eux, dans leur désir d'avoir l'honneur de travailler pour la Société, » mais souhaitaient cependant être payés[2]. Et une lettre écrite plus tard à Rochambeau le montre se débattant au milieu de

1. Asa Bird Gardiner, *ibid.*, p. 12.
2. Mémoire non daté (mais qui doit être de mai 1787). Papiers d'Alexandre Hamilton, à la Bibliothèque du Congrès.

ses difficultés avec Duval et Francastel[1] qui avaient fourni les aigles à crédit et à qui la somme considérable de 22 303 livres demeurait due.

Ces difficultés financières firent abréger par L'Enfant son séjour en France. Il était de retour à New York le 29 avril 1784, et après quelques discussions et délais, la Société vota une « résolution » selon laquelle, « en considération des services rendus par le major L'Enfant, la réunion générale prendra les dispositions nécessaires pour lui verser la somme de 1548 dollars, représentant la perte subie par lui dans l'achat d'un certain nombre d'aigles et insignes des Cincinnati.[2] »

II

Le pays était libre, la guerre finie, et maintes gens se plaisaient à croire qu'elle l'était pour jamais.

1. Nicolas-Jean Francastel, ayant prêté serment de maître orfèvre en 1776 et demeurant, lors du séjour de L'Enfant à Paris, place Henri-IV. Duval était l'un des trois ou quatre orfèvres parisiens de ce nom, peut-être Claude Jean Lautran Duval, maître lapidaire en 1742, un des syndics de sa communauté lors de la réunion des lapidaires aux orfèvres en 1781. (Renseignements obligeamment fournis par M. H. Nocq.)

2. Texte annexé à une lettre de L'Enfant à Rochambeau, 15 juin 1786 (Papiers de Rochambeau). Le 1er août 1787, toutefois, Francastel n'était pas encore payé, car à cette date, un des amis de L'Enfant qui signe Duplessis et était le chevalier de Mauduit du Plessis, ancien volontaire comme lui dans l'armée américaine, lui écrivait : « J'ai vu ici M. Francastel, le bijoutier qui vous a fait une fourniture considérable de médailles de Cincinnatus et qui m'a dit que vous lui deviez 20 000 livres, je crois, plus ou moins. Je l'ai fort rassuré sur votre probité. » Papiers de L'Enfant.

Établi à New York, où de fréquents appels à son talent d'architecte et d'ingénieur lui assuraient une prospérité momentanée, L'Enfant était convaincu que de tels espoirs étaient vains et que le pays devrait se mettre sans retard en un état de préparation militaire si complet que sa richesse et sa faiblesse ne puissent tenter quelque avide ennemi. Il soumit le problème au Congrès en un mémoire encore inédit, d'intérêt spécial en notre temps où la même question s'est posée à nouveau.

« Me rendant compte, » écrivait L'Enfant dans l'anglais presque correct qu'il parlait maintenant[1], de « l'état des affaires, et profondément pénétré de l'esprit du gouvernement républicain, je suis bien loin de recommander d'imiter les autres nations dans la manière dont elles se protègent contre les attaques ou invasions, entourées qu'elles sont de puissants voisins. Objets de jalousies réciproques, elles sont obligées de garantir non seulement leurs frontières, mais leurs villes de l'intérieur au moyen de fortifications. La situation autrement heureuse des États-Unis rend ces mesures inutiles ou à peu près. »

Le pays doit agir différemment, mais ne rien faire serait folie. « Comment et en vertu de quoi pourrait-on imaginer que l'Amérique n'aura rien à redouter d'une rupture qui surviendrait entre les Puissances

1. Mais avec quantité de fautes d'orthographe; il en faisait de pires en français par la raison sans doute qu'il s'appliquait encore moins.

d'Europe?... Un pays neutre, dira-t-on, obtient l'avantage du commerce universel; ses possessions sont respectées aussi bien que ses couleurs par tous les pays en guerre. C'est ce qu'on peut dire d'une nation forte, mais non de l'Amérique; un pays neutre doit être prêt à la guerre, et son commerce dépend des moyens dont il dispose pour protéger et faire respecter ses couleurs. L'Amérique, neutre sans marine, sans troupes ni ports fortifiés, ne saurait s'attendre à rien qu'à des désastres. » Elle n'a chance de demeurer libre et grandir en sécurité que si on la sait capable de « venger un affront et défendre ses droits, » formule remarquable assurément et digne de mémoire. L'Enfant trace là-dessus un plan de défense pour la république nouveau-née, insistant naturellement beaucoup sur l'importance de ce qui était sa spécialité, le corps du génie[1].

La courte visite de Houdon aux États-Unis, peu après, lorsqu'il y vint modeler la statue de Washington commandée par l'État de Virginie[2], dut causer une vive joie au major à qui le grand sculpteur pouvait apporter des nouvelles de son confrère de

1. Inédit, sans date, mais de la fin de 1784. Papiers du Congrès continental, Lettres, t. LXXVIII, p. 583, Bibliothèque du Congrès. Son ambition eût été d'être chargé de la réalisation de son propre plan, « conformément au flatteur espoir que le brigadier-général Kosciusko me donna, lorsqu'il quitta ce continent, que je serais mis à la tête d'un tel département. » La réception du mémoire de L'Enfant est mentionnée dans les *Journals of the American Congress*, 25 janvier 1785, avec la suite donnée : « Resolved that the said papers be placed on file in the office of the Secretary of Congress. » Mais ce fut tout.

2. Sur cette visite, voir plus loin, p. 223.

l'Académie, le vieux peintre de la manufacture des Gobelins, père de l'officier.

Une lettre inédite de L'Enfant au Secrétaire du Congrès qui tenait alors ses sessions à New York, donne foule de détails sur le séjour de Houdon en Amérique. Le Congrès fédéral avait pensé, à son tour, à commander une statue de Washington, qui aurait été équestre, mais quelle eût été la dépense? Question des plus graves en ce temps-là. Parlant au nom de l'artiste qui ne savait pas l'anglais, L'Enfant écrivit à Charles Thomson que M. Houdon « ne pouvait se risquer à répondre sur le prix d'une statue équestre du général ; » il y a bien des manières d'exécuter une œuvre pareille et il faut que le Congrès dise celle qu'il préfère. Un livre appartenant à M. Houdon arrivera bientôt en ce pays, où se trouvent tous détails « quant à l'exécution de diverses statues érigées en Europe, avec mention des prix. » L'ouvrage est sur un navire attendu sous peu et qui ramène « le bagage du Dr Franklin. »

Le Congrès avait songé aussi à un buste en marbre pour la salle de ses séances. Houdon rapportait en France la tête achevée de sa statue du grand homme ; il l'exposa dans la salle du Congrès afin que chacun pût en dire son avis.

Des bustes de ce genre, écrivait L'Enfant, « se payent habituellement en Europe cinq mille livres françaises; » mais comme de nombreuses répliques lui seront probablement commandées, Houdon abaissera le prix à cent guinées. « Il demande toute-

fois à faire observer qu'un buste grandeur nature peut convenir pour une petite pièce ou une chambre, mais non pour une salle comme celle où se réunit un Congrès; il y faudrait un buste de plus grandes dimensions pour que l'aspect fût satisfaisant. »

Le sculpteur avait été prié aussi de dire le prix de répliques en plâtre de Paris pour les citoyens qui en désireraient. La réponse fut quatre guinées, aussi dans la pensée qu'un bon nombre serait commandé: « moyennant, écrit encore L'Enfant, que des souscriptions soient reçues pour un grand nombre et que les personnes qui auront de ces bustes en leur possession se considèrent comme tenues de n'en pas laisser faire de copies; il insiste humblement sur cette dernière condition. »

Houdon était fort anxieux de savoir ce que les compatriotes du général penseraient de son œuvre; toute critique serait la bienvenue : « M. Houdon espère que le Congrès est satisfait du buste qu'il a eu l'honneur de soumettre à son examen; il prie les personnes qui auraient des objections à faire de les lui communiquer, et il se flatte de l'espoir que le Congrès voudra bien lui faire connaître son opinion par écrit, ce qu'il considérera comme une preuve de satisfaction et conservera comme témoignage de bienveillance. »

Il est sur le point de partir ; le buste ne peut être laissé plus longtemps en place : « M. Houdon, devant s'embarquer demain matin, demande la permission

de retirer cette après-midi le buste du général de la salle du Congrès.[1] »

L'œuvre principale de L'Enfant à New York consista dans la réfection du vieil Hôtel de Ville ou « City Hall » qui lui-même en avait remplacé un plus ancien encore et eut pour successeur celui qui, sur un emplacement différent, porte, à son tour, la qualification de vieux. La question était d'importance, car il s'agissait de mieux loger le Congrès qui avait quitté Philadelphie, inquiété et indigné d'une mutinerie de soldats non payés. Il siégeait maintenant à New York. Une somme considérable pour l'époque avait été avancée par des citoyens patriotes ; mais, avec l'habitude qu'avait L'Enfant de toujours voir « en grand, » elle se trouva trop faible de moitié. La ville espérait que l'érection par ses soins d'un tel édifice lui serait un titre de plus à devenir la capitale fédérale ; aussi ne se plaignit-elle nullement de la dépense, mais au contraire fit présenter à L'Enfant une attestation louant hautement son œuvre : « Aussi longtemps que durera cet édifice il témoignera dignement de l'éminence de vos mérites ainsi que de la munificence des habitants.[3] » L'Enfant fut fait citoyen

1. New York, 3 novembre 1785. Papiers du Congrès continental. Lettres, 1, 78, t. XIV, p. 677.

2. Il avait d'abord mené une vie errante, établi à Princeton, Annapolis, etc. La résolution précédant le départ le justifiait d'avance, « the authority of the U. S. having been grossly insulted by the disorderly and menacing appearance of a body of armed soldiers about the place within which Congress were assembled, » et qui était « Independence Hall. » *Journals of the American Congress*, 21 juin 1783.

3. 13 octobre 1789.

de la ville, par « patente honorifique spéciale, » et dix acres de terre lui furent attribués près de « Provost lane; » il déclina poliment cette dernière offre[1], se contentant de l'honneur.

Érigée au coin de Broad Street et de la fameuse Wall Street ainsi nommée parce que là se trouvait le mur d'enceinte du temps des Hollandais, la construction excita l'admiration universelle par son noble aspect, le bon goût et l'éclat de la décoration et la commodité des arrangements intérieurs. Les seules objections vinrent des anti-fédéralistes qui l'appelèrent la « trappe aux sots » (« fools' trap »), désignation inspirée par la politique plus que par l'architecture[2].

Homme d'idées, L'Enfant avait cherché à donner à l'hôtel de ville reconstruit un caractère américain, sinon dans le style général qui était classique, du moins dans foule de détails. Il avait eu recours aux ressources nationales; dans la salle du Sénat, les cheminées étaient de marbre américain, lequel

1. Taggart, *Records of the Columbia Historical Society*, t. XI, p. 215.

2. Les « Fédéralistes » étaient les partisans de la constitution fédérale et d'un gouvernement central fortement organisé. Les « Anti-fédéralistes » étaient en faveur d'une autonomie plus grande réservée à chaque État de l'Union. Washington était du premier de ces partis; Jefferson du second et il reprochait à l'autre des tendances monarchiques. Ils sont représentés aujourd'hui, le premier par les Républicains, le deuxième par les Démocrates. Quelque confusion vient parfois du fait que les Anti-fédéralistes prirent en 1796, sur la suggestion de Jefferson, le nom de Républicains qu'ils abandonnèrent, en 1826, pour celui de Démocrates. Le parti adverse adopta, en 1854-55, le nom de Républicain.

« pour la beauté des nuances et le poli est égal à tout autre provenant d'Europe.[1] » Les chapiteaux des pilastres étaient « en un style de fantaisie, inventé par l'architecte, le major L'Enfant.... Parmi leur feuillage se voient une étoile et des rayons, et une draperie au-dessous porte un petit médaillon avec les lettres U. S. entrelacées[2]. L'idée est nouvelle et l'effet agréable, et quoiqu'on ne puisse dire que cette ornementation se rattache à aucun des ordres anciens, il faut lui reconnaître un air de magnificence.[3] »

La frise du dehors était divisée de manière à donner place à treize étoiles en autant de métopes. Un aigle, qui eut son moment de célébrité, était le principal ornement du fronton; il tenait treize flèches dans ses serres en l'honneur des treize États primitifs; mais il ne put être prêt pour le 4 mars 1789, lorsque le Congrès se réunit pour la première fois dans l'édifice après le vote de la constitution. Enfin, le 22 avril, la nouvelle put être envoyée au *Mercure de Salem* : « L'aigle du fronton de l'hôtel du Congrès fédéral est en place. L'aspect de ce fronton est véritablement auguste.[4] » L'emblème avait donc été hissé lorsque se produisit le principal événement dont l'hôtel devait être témoin : la première presta-

1. Thomas E. V. Smith, *The City of New York in 1789*, p. 46, où sont cités des périodiques contemporains.
2. « United States, » États-Unis.
3. T. E. V. Smith, *ibid.*
4. C. W. Bowen, *The Centennial Celebration of the Inauguration of George Washington*, 1892, pp. 15, 16.

tion de serment, le 30 du même mois, par le premier Président des États-Unis.

Les curieux vinrent en foule voir ce qui était alors le plus beau monument du pays ; une visite fut pour le major plus flatteuse et plus touchante que toutes les autres ensemble : la femme de son général, maintenant Président, lui fit porter un matin ce billet :

« M. Lear a l'honneur d'informer le major L'Enfant que Madame Washington se propose de visiter l'hôtel fédéral à six heures cette après-midi, samedi, 13 juin 1789.[1] »

L'édifice si coûteux et admiré devait avoir l'étrange fortune de mourir avant son auteur. Redevenu hôtel de ville, lorsque le Congrès quitta New York peu après, réconcilié avec Philadelphie, il fut abattu en 1812, le bâtiment fut vendu aux enchères 425 dollars : et ainsi disparurent, au regret de tous les amateurs d'anciens souvenirs, les belles cheminées en marbre du pays, l'aigle « vraiment auguste, » avec les treize flèches, et les premiers chapiteaux réellement américains qui aient jamais été modelés et qui, bien que de style nouveau, étaient cependant « magnifiques.[2] »

Un seul souvenir de l'édifice a été préservé, c'est la partie médiane de la balustrade sur laquelle Washington dut s'appuyer quand il prêta serment,

1. Papiers de L'Enfant.

2. Son emplacement est aujourd'hui occupé par la succursale du Trésor.

Elle est en fer forgé, d'un beau style et elle est conservée, avec foule d'autres reliques intéressantes du vieux New York, au rez-de-chaussée du musée de la Société historique. Dans la même pièce sont exposées plusieurs vues contemporaines de l'hôtel fédéral, une à l'aquarelle par Robertson; une autre, gravée, montre chaque détail de la façade et représente, comme le dit l'inscription : « *Federal Hall* où siège le Congrès. Imprimé et vendu par A. Doolittle. New Haven, 1790. — N. Doolittle sc. Peter Lacour del. »

Peu avant l'entrée en fonctions du premier Président, L'Enfant avait eu à prêter son concours pour l'organisation d'une procession artistique, historique et surtout politique, dans l'intérêt fédéraliste, imaginée en vue d'influencer l'opinion et d'obtenir le vote de la constitution par l'État de New York. Ce texte maintenant révéré était alors l'objet d'ardentes critiques; d'illustres patriotes comme Patrick Henry y avaient découvert des traces de royalisme, depuis longtemps impossibles à percevoir, et s'élevaient avec violence contre cet instrument de tyrannie. New York hésitait; sa convention s'était réunie à Poughkeepsie en juin 1788 et il semblait qu'un vote contraire fût possible. C'est alors que vint l'idée de la procession.

Elle se déroula le lundi 23 juillet ; ce fut une affaire d'importance, avec salves d'artillerie, fanfares de trompettes, Christophe Colomb à cheval, forestiers, fermiers, jardiniers, Société des Cincinnati « en grand uniforme militaire, » brasseurs

entourant, « monté sur un tonneau de bière, un beau garçon de huit ans, en maillot de soie couleur chair, représentant Bacchus, gobelet d'argent à la main, » bouchers, tanneurs, cordonniers « accompagnant le char des fils de Saint Crispin, » fourreurs précédés d'un « Indien en costume national, chargé de fourrures, bien que ce fût une des plus chaudes journées de juillet.[1] »

Le principal objet d'admiration était le beau navire *Hamilton*, ainsi nommé en l'honneur de l'ardent fédéraliste et grand ami du Président, Alexandre Hamilton. Il avait été offert et était escorté par les charpentiers constructeurs de navires, et consistait en une frégate de trente-deux canons, montée sur roues, avec son équipage au complet, et tirant des salves aux endroits appropriés. Les pâtissiers entouraient un immense « gâteau fédéral. » Les juges et hommes de loi étaient suivis de John Lawrence, John Cozine et Robert Troup exhibant la nouvelle constitution élégamment grossoyée sur vélin; dix étudiants en droit suivaient portant, par ordre de date, les ratifications de dix des États[2]. Les ferblantiers escortaient « l'entrepôt fédéral en fer-blanc, élevé sur dix piliers, avec l'inscription : Quand nous

1. Martha J. Lamb, *History of the City of New York*, 1881, t. II, pp. 321 et suiv.

2. Dix avaient déjà voté la constitution, ce qui rendait son adoption certaine, car le Congrès avait décidé qu'un vote favorable par neuf États suffirait. Mais, pour l'effet moral, la décision de New York avait grande importance. Deux États seulement, comme on sait, maintinrent jusqu'à la fin leur opposition, la Caroline du Nord et le Rhode Island.

aurons trois piliers de plus, notre union surprendra le monde » —

When three more pillars rise,
Our Union will the world surprise —

poésie, comme la maison elle-même, en simili. A la suite venaient les hommes de science, les médecins, les ecclésiastiques, le régent et les étudiants de l'université Columbia, les lettrés et parmi eux Noé Webster, fameux depuis comme lexicographe, et alors comme professeur et journaliste. Tout le monde admire aujourd'hui celui qui fut, en son temps, le Littré américain, mais qui, en ces jours de querelles politiques, ne l'était que par les Fédéralistes : « simple pédagogue, » écrivait dédaigneusement Jefferson, « d'intelligence bornée et de partis pris irréductibles, » en quoi il montrait aussi, lui-même, quelque parti pris[1].

Un grand banquet où, selon le *New York Journal and Weekly Register*, des bœufs furent rôtis entiers pour le régal des invités, fut donné au point où s'arrêtait la procession et que ce journal appelle (en français) « la parade des fêtes champêtres ». Le président et les membres du Congrès prirent place sous un dôme érigé par L'Enfant. Il était « surmonté d'une figure de la Renommée tenant une trompette et proclamant l'ère nouvelle; sur une banderole portée par elle une inscription rappelait les trois

1. A James Madison, 12 août 1801.

grandes époques de la guerre : L'Indépendance — L'Alliance avec la France — La Paix.[1] »

Cet arrangement fut très admiré. « Le Comité, » lit-on dans une note que publia, sur la demande de celui-ci, l'*Imperial Gazetteer,* « montrerait une appréciation insuffisante du zèle et des mérites du major L'Enfant s'il ne disait combien il lui est obligé pour l'élégance du dessin et la parfaite exécution du pavillon et des tables.[2] »

Le succès de la fête fut complet. « La chose étant tout à l'honneur des citoyens... », écrit un autre journal, « il convient de noter qu'il ne se produisit aucun acte de violence, ni même aucune inconvenance, bien que six à sept mille personnes (à ce qu'on croit, spectateurs compris) se fussent réunies et que la compagnie ne se séparât qu'à cinq heures et demie.[3] »

III

L'année même où l'hôtel fédéral de New York avait vu la prise de pouvoirs du premier Président américain, la plus grande chance qu'il eut en toute sa vie de se distinguer s'offrit à L'Enfant. Il la mérita, parce que, non seulement il sut en profiter, mais alla même au-devant d'elle, renonçant à son séjour à New York où, écrivait-il plus tard, « je pouvais avoir

1. Numéro du 24 juillet 1788.
2. 26 juillet 1788.
3. *New York Journal,* 24 juillet.

autant de commandes que j'en souhaitais. » Ce fut la fondation de la cité fédérale.

L'impression était générale parmi les Français que ces « insurgents » qu'ils avaient aidés à devenir une nation libre seraient aussi une grande nation. Quittant l'Angleterre où il s'était réfugié pendant la Révolution, Talleyrand avait décidé de venir aux États-Unis, « désireux, écrivait-il, de connaître *ce grand pays dont l'histoire commence.*[1] » Le général Moreau, également réfugié, parlait avec la même confiance, quelques années plus tard, de l'avenir des États-Unis : « Je m'étais figuré les avantages de vivre sous un gouvernement libre; mais je ne concevais qu'une partie de ce bonheur : ici on en jouit complètement... nulle part vous ne voyez et ne sentez l'autorité. Il est impossible aux hommes qui ont vécu sous ce gouvernement de se laisser asservir; ce seraient de bien grands lâches s'ils ne périssaient jusqu'au dernier pour le défendre. Je te laisse à juger du degré de prospérité où un pays peut aller avec de tels avantages.[2] »

L'occasion était belle pour L'Enfant, qui pensait de même, de satisfaire sa tendance à tout voir « en grand. » Au moment où il lui parut certain que décidément la capitale fédérale ne serait ni Philadelphie, ni New York, ni aucune autre ville déjà existante, mais une à construire exprès, un an avant

1. *Mémoires*, t. I, p. 246.

2. A son frère Joseph, ancien membre du Tribunat, Philadelphie, 17 novembre 1806. Ernest Daudet, *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1908, p. 421.

que le Congrès émît son vote définitif, il écrivit à Washington une lettre remarquable par la claire perception qu'on y trouve de la grandeur de l'occasion et par le ferme propos de travailler, non pour les trois millions d'habitants de son époque, mais pour les cent millions de la nôtre et pour tous les millions à venir.

La lettre est datée de New York, 11 septembre 1789. « Monsieur, y lit-on, l'intention manifestée récemment par le Congrès de jeter les fondations d'une ville destinée à devenir la capitale de ce vaste empire, offre à quiconque sera chargé de l'œuvre une si belle chance d'atteindre à la renommée, que Votre Excellence ne sera pas surprise si mon ambition et le désir que j'ai de me montrer utile citoyen, me poussent à demander part à l'entreprise.

« Aucune nation, peut-être, n'a jamais eu la bonne fortune de choisir de son plein gré le lieu où s'élèverait sa capitale.... Et, bien que les moyens dont dispose présentement ce pays ne puissent lui permettre de pousser fort loin la réalisation du plan à tracer, il doit être à une telle échelle qu'il s'adapte aux agrandissements et embellissements que la richesse accrue de la nation lui permettra de s'assurer à n'importe quelle période, si éloignée soit-elle. Considérant la question sous ce jour-là, je me rends bien compte de l'étendue de l'entreprise.[1] »

1. Original (souvent imprimé en partie) à la Bibliothèque du Congrès, *Miscellaneous-Personal*. Le reste de la lettre traite à nouveau de la nécessité de fortifier les côtes.

Washington savait bien que L'Enfant n'était pas d'un caractère commode, qu'il était fier, hautain, difficile à convaincre ; mais, avec cela, foncièrement honnête, sincère, loyal, plein d'idées et remarquablement doué. Il décida de lui confier la grande œuvre, justifiant ainsi son choix, un peu plus tard : « Du premier moment où j'ai pu apprécier ses talents dans sa spécialité, je l'ai tenu pour un homme, non seulement de savoir, mais capable d'associer infiniment de goût à ses connaissances professionnelles.[1] » Le Président informa L'Enfant qu'il eût à se mettre au travail sur-le-champ, de manière à pouvoir lui montrer, du moins, un plan d'ensemble quand lui-même reviendrait, quelques mois plus tard, d'un voyage dans le Sud. Le 2 mars 1791, Washington annonçait au colonel Dickens, de Georgetown, la prochaine venue du major : « Un éminent ingénieur militaire français part pour Georgetown[2] afin d'examiner et relever l'emplacement de la cité fédérale. » Quelques jours plus tard, l'arrivée du « Major Longfont » était dûment annoncée par le *Georgetown Weekly Register*[3], qui imprimait le nom à la manière dont ses lecteurs le prononçaient.

L'enthousiasme de L'Enfant pour sa tâche et son désir de faire vite et en grand étaient excités au

1. A David Stuart, 20 novembre 1791.
2. Localité la plus proche de l'endroit où devait s'élever la ville et qui en est maintenant comme le prolongement.
3. W. B. Bryan, *History of the National Capital*, 1914, t. I, p. 127.

plus haut point. A peine arrivé, il se rendit sur les lieux, les trouva enveloppés de brouillard et baignés de pluie, mais ne voulut pas attendre. « Je ne vois qu'une chose à faire, » écrivit-il le 11 à Jefferson, « si lundi prochain le temps ne change pas, j'exécuterai un croquis sommaire aussi exact que je pourrai en parcourant l'emplacement à cheval, comme j'ai déjà fait hier sous la pluie, afin d'avoir une impression de l'ensemble.... Autant que j'ai pu en juger au milieu d'une épaisse brume, j'ai passé par des points qui semblaient vraiment beaux et dont on pouvait se demander lequel l'emportait sur les autres.[1] »

Quand il put mieux voir, son admiration fut sans bornes. Dans une lettre inédite à Alexandre Hamilton, il dit : « Maintenant que vous me savez, sans doute, chargé de tracer le plan de la ville, j'éprouve quelque embarras à vous exprimer tout le bien que je pense de l'emplacement choisi. Comme il va de soi que je suis ardemment intéressé au succès de l'entreprise, je crains de vous sembler partial si je vous assure qu'aucune localité en Amérique ne saurait se mieux prêter à une œuvre grandiose que l'espace entre la branche orientale du Potomac et Georgetown.[2] »

A tous les voyageurs de passage, L'Enfant faisait les honneurs du lieu et s'appliquait, et d'ordinaire

1. *Records of the Columbia Historical Society*, t. II, p. 151.
2. 8 avril 1791, Papiers d'Alexandre Hamilton, t. XI, Bibliothèque du Congrès.

réussissait, à leur communiquer son enthousiasme. « Aussitôt arrivé à Georgetown, » écrit dans son journal, le 22 avril 1791, le membre du Congrès W. L. Smith[1], « je montai à cheval avec le major L'Enfant, chargé par le Président des plans et relevés de la Cité fédérale, et nous fûmes voir le terrain.... J'en parcourus la plus grande partie ; le major me signala toutes les éminences, les portions unies, les points de vue, les canaux futurs... quais, ponts, magnifiques promenades publiques et autres projets.... Le terrain me plut beaucoup ; le major en est en extase. — Rien, dit-il, ne peut être plus parfaitement adapté à notre projet, et, l'art aidant, la ville fera un jour l'admiration du monde. — Je proposai d'appeler cette nouvelle capitale d'empire, Washingtonople.... Je rentrai, ravi de ma chevauchée et convaincu qu'aucune localité n'unissait plus d'avantages, de toutes celles que j'ai vues en Amérique. » A la parole évocatrice du major, le membre du Congrès avait vu de ses yeux, au lieu des ruisseaux et des bois, la ville toute construite, celle d'aujourd'hui.

Quelques semaines plus tard, se présentait un bon juge en questions d'esthétique, l'artiste Trumbull, revenant de Yorktown où il était allé faire des croquis pour sa grande peinture de la capitulation des-

1. Originaire de Charleston, plus tard ministre en Portugal (1797-1801), mort en 1812. *Journal of William Loughton Smith, 1790-91. Proceedings of the Massachusetts Historical Society*, octobre 1917, p. 61.

tinée au futur Capitole de la future ville. Il note dans son journal : « De là à Georgetown où je trouvai le major L'Enfant dessinant le plan de la ville de Washington; visité à cheval, avec lui, le terrain où la ville a été construite depuis. Là où s'élève maintenant le Capitole croissait alors un bois épais. » Mai 1791.

Un autre visiteur de marque arriva la même année, le ministre de France, ancien compagnon d'armes de Lafayette et de L'Enfant lui-même, Ternant, qui revenait d'une visite de trois jours à Mont Vernon et qui envoya à son gouvernement un compte rendu de ce qu'il avait vu : « Je n'ai pas voulu quitter Georgetown sans aller voir le terrain destiné à l'établissement de la Ville fédérale; la position m'en a paru être fort intéressante sous tous les rapports. L'ingénieur français qui en a déjà tracé les rues s'occupe maintenant d'en faire graver un plan très détaillé : dès qu'il sera fini j'aurai l'honneur de vous en faire parvenir un exemplaire.... Le Président se montre vivement attaché au succès de cette nouvelle Salente qui doit porter son nom comme vous le verrez par l'imprimé ci-joint : et l'on pense assez généralement que s'il vit assez longtemps, ce qui est fort probable, il parviendra sûrement à assurer la translation et la permanence du Congrès à Washington.[1] »

1. 24 octobre 1791. *Correspondence of the French Ministers*, éd. F. J. Turner, 1904, p. 62. Pendant la guerre de l'Indépendance, le chevalier Jean de Ternant (1740-1816) avait servi comme volontaire

Il faut, se disait L'Enfant, que la cité soit vaste, belle, vite peuplée, « tracée sur cette grande échelle qui convient à une telle occasion,[1] » et qu'elle puisse absorber « Georgetown même dont le nom disparaîtra avant longtemps et dont le district se fondra dans la nouvelle formation.[2] » Il faut la garnir d'habitants sans tarder, parce que l'Union en sera fortifiée. « Je désire ardemment que tout ce dont les Etats de l'Est peuvent disposer comme population vienne par là, et je crois que cela vaudrait bien autant que l'émigration vers l'Ouest. Par là disparaîtrait la ligne de démarcation qui oppose le Sud et l'Est, car lorsque les objets sont vus de loin, ils sont souvent vus de travers... et nous imaginons monstrueux ce qui, de près, nous charmerait.... De là ces préventions naturelles, mais injustifiées, de nation à nation, d'État à État et de même, d'individu à individu, qui souvent se défient les uns des autres faute seulement de se connaître.[3] »

Il faut que la ville soit belle, tout l'avantage possible étant tiré des ondulations du terrain en vue de grandioses ou gracieuses perspectives, et en profitant de ses ressources en eau pour avoir l'agrément de fontaines et cascades : « Cinq grandes fontaines

dans l'armée américaine. Il avait été à Valley Forge et à Charleston, il prit part sous Greene à la campagne dans le Sud et fut promu colonel par vote du Congrès.

1. A Jefferson, 11 mars 1791.

2. A Hamilton, 8 avril 1791. En fait et quoique se continuant l'une l'autre, les deux villes restent distinctes.

3. Même lettre à Hamilton.

sont prévues, aux eaux constamment fluentes ; aussi, une grande cascade » au pied de la colline du Capitole, partie du projet qui demeura malheureusement inexécutée[1]. D'aucuns avaient proposé un simple plan rectangulaire, « un assemblage régulier de maisons construites en carrés, et formant des rues toutes parallèles et uniformes. » Passe, écrivait L'Enfant, « s'il s'agissait d'un terrain plat où nul objet n'offrant d'intérêt particulier il est indifférent de tourner vers aucun la perspective d'une rue. » Mais rien de pareil pour la future cité fédérale : « Ces plans réguliers, si pratiques qu'ils semblent sur le papier... deviennent, à l'user, ennuyeux et insipides et ne sauraient avoir été, à l'origine, que le médiocre produit d'une imagination glacée, dépourvue du sens de la vraie grandeur et la vraie beauté, lesquelles ne se rencontrent que lorsque l'art et la nature assurent la diversité par leur union.[2] » Nous pouvons imaginer ce qu'il éprouverait, s'il voyait de nos jours l'excavateur à l'œuvre tout autour de la ville, comblant les vallées au moyen des collines, et produisant un maximum de platitude.

Mais il faut que la cité soit plus encore : il la faut non seulement belle, saine, commode, mais aussi pleine de sentiments, de souvenirs, d'idées ; tout en elle doit avoir une force évocatrice, un sens, une raison d'être. Rarement cervelle fut plus activement

1. *Observations explanatory of the plan*, inscrites par L'Enfant sur le plan lui-même.

2. Premier rapport au Président, 26 mars 1791.

employée que celle de L'Enfant pendant la première moitié de l'année 1791. Faisant les levés du terrain, traçant la carte du district, dessinant les principaux édifices de la future cité-modèle[1], il adressa trois rapports à Washington, le premier où étaient seulement exposées ses idées d'ensemble, avant la fin de mars, le second en juin, le troisième en août, ces deux-ci accompagnés de plans, dont le dernier est celui d'après lequel la ville fut construite.

Par l'ampleur de la conception, la logique des dispositions, la largeur des rues et avenues, la beauté de perspectives habilement ménagées, la quantité de terrain réservée aux jardins et parcs, le bel emploi des eaux, le plan était une œuvre unique. Le choix de l'emplacement pour ce qui est aujourd'hui le Capitole et la Maison Blanche (« White House »), appelés alors la Maison fédérale et le Palais du Président près duquel les ministères devaient être construits, n'avait été décidé qu'après beaucoup de réflexions et de comparaisons. « A la suite de longues et minutieuses recherches, écrivait L'Enfant, pour déterminer l'emplacement le mieux approprié,

1. Car on comptait aussi sur lui pour ces projets. « C'est un officier français (M. L'Enfant) qui en a levé le plan et distribué le terrain », avait écrit Ternant; « il aura aussi la direction des bâtiments que le Congrès se propose d'y faire élever. » 30 septembre 1791, *Correspondence of the French Ministers*, p. 54. Voir aussi les documents cités par W. B. Bryan, *History of the National Capital*, t. I, p. 165. L'Enfant produisit des dessins pour le Capitole, la demeure du Président, les ponts, le marché, etc. Il se plaignit plus tard que les Commissaires du District se les fussent injustement appropriés. *Records of the Columbia Historical Society*, t. II, p. 140.

craignant, puis-je dire, quelque prévention de ma part en faveur de ma première opinion, je n'ai pu trouver aucun endroit mieux fait pour recevoir l'édifice destiné au Congrès que la partie occidentale des hauteurs dites de Jenkins qui semble un piédestal attendant un monument.... D'autres lieux peut-être pouvaient être rendus agréables à moins de peine; mais nul, quel art qu'on y mette, n'aurait un tel air de grandeur. » Sur ce piédestal s'élève aujourd'hui le Capitole des États-Unis.

Quant au « Palais Présidentiel, » L'Enfant tint compte, en faisant son choix, de l'intention qu'il avait de combiner dans cette construction, « la somptuosité d'un palais, la commodité d'une demeure privée et le charme d'une maison de campagne, » et ce sont, en effet, les trois qualités qu'offre la « White House ». Il se décida pour un emplacement que Washington lui-même avait remarqué, à un point assez éloigné du Congrès; mais il importait peu, pensait L'Enfant, avec le souvenir qui lui restait de l'étiquette du vieux continent, car « aucun message du Président ou à son adresse ne serait transmis sans un certain decorum, et il serait sans doute jugé à propos que le comité chargé de se rendre auprès de lui le fasse en voiture, même si son palais était contigu au Congrès. » Il était donc indifférent, puisqu'il s'agirait de voitures, que le parcours fût un peu plus ou un peu moins long.

Pour des raisons tout autres, le Président Washington voyait même des avantages à cette distance : *ma-*

jor e longinquo amicitia, semble-t-il avoir pensé. « Où et comment, » écrivait-il à l'éloquent patriote et ancien membre du Congrès, Alexandre White, « seront disposées les constructions destinées au Président et autres fonctionnaires publics m'est personnellement aussi indifférent que ce qui se passe dans la lune.... Mais il faut reconnaître que les relations quotidiennes à entretenir avec le Président par les chefs des départements ministériels rendraient fort incommodes des installations distantes. Il n'y aurait guère moins d'inconvénients à ce qu'elles fussent proches du Capitole, car c'était parmi eux une cause de plainte universelle, quand la législature était en en session, qu'ils ne pouvaient rien faire ou presque, tant ils étaient interrompus, aux heures même de travail, par les visites individuelles des membres du Congrès et par des demandes de documents. Beaucoup d'entre eux m'ont déclaré qu'ils avaient été obligés de rentrer chez eux et de consigner leur porte pour pouvoir traiter les affaires courantes.[1] » A cet égard, et toute question de voitures mise de côté, la distance aurait donc ses avantages.

Les lettres et notes de L'Enfant, accompagnant ses plans, montrent que tout dans la ville future répondait à une intention voulue : fontaines et cascades aux eaux coulant sans cesse, pour la salubrité et la beauté ; avenue de nobles édifices allant du Capitole à la Maison présidentielle et accroissant l'air de

1. 25 mars 1798.

dignité des deux : « La grande avenue, écrivait-il, réunissant le Palais et la Maison fédérale, sera tout à fait magnifique et commode, » bordée de beaux monuments, dont l'un, très caractéristique, serait un temple pour les cérémonies nationales semi-religieuses, « telles que des prières publiques, des actions de grâces, des oraisons funèbres, etc., et réservé à nulle secte ou religion en particulier, mais ouvert à toutes. » Il servirait aussi de panthéon pour les morts illustres, « désignés plus tard par la voix d'une nation reconnaissante. »

Une colonne, qui n'a pas encore été construite, devait être « érigée pour célébrer les premiers débuts d'une marine de guerre et commémorer son développement et ses succès. » Les places publiques devaient être assignées à chacun des États formant l'Union. « Le milieu de chaque square pourrait recevoir des statues, colonnes, obélisques ou autres ornements... pour perpétuer la mémoire, non seulement des personnages dont les conseils et les exploits militaires ont puissamment aidé à gagner à ce pays son indépendance, mais de ceux aussi dont la vie utile les a rendus dignes d'être imités. La jeunesse des générations successives serait invitée ainsi à suivre la trace des héros ou des sages que leur pays avait jugé à propos d'honorer. » Par là encore, se disait L'Enfant, l'Union sera fortifiée, et la ville même possédera cette valeur éducatrice à laquelle il attachait tant d'importance.

Au premier rang de ces souvenirs patriotiques

devait figurer, à quelque distance au nord de l'emplacement où s'élève aujourd'hui l'énorme obélisque en moellons de marbre érigé à la mémoire du grand homme, « la statue équestre de George Washington, monument voté en 1783 par le ci-devant Congrès continental. » Et L'Enfant comptait sans doute que l'auteur en serait son illustre compatriote Houdon, au nom de qui nous l'avons vu écrire au Congrès en 1785 sur la dépense probable.

Grand soin avait été pris, bien entendu, de tirer parti des perspectives les plus intéressantes. « Les grandes avenues ont été ainsi tracées qu'elles traversent le terrain de la manière la plus favorable au point de vue de la perspective et de la commodité. » Ces avenues avaient aussi leur signification que nous révèle une plaquette très rare et très peu connue, rédigée par un Français si bien au courant des idées de L'Enfant qu'on serait tenté, n'étaient les différences de ton et de style, de lui attribuer à lui-même cet ingénieux écrit. Il dut, en tout cas, l'inspirer[1].

Comme Washington lui-même, l'auteur anonyme loue le caractère « central » de l'emplacement choisi, et comme L'Enfant, l'influence qu'aura cette ville pour affermir l'Union : « En réfléchissant sur l'importance de l'Union et sur les avantages qu'elle assure à tous les habitants des États-Unis... quel est l'Américain qui ne voie dans la ville fédérale un

1. *Essai sur la ville de Washington par un Citoyen des États-Unis*, New York, de l'imprimerie J. Delafond, Broad street, n° 97, 1795, 19 pages. Un exemplaire à la « Public Library » de New York.

moyen naturel de resserrer ce lien précieux... ce lien, l'égide des lois sages sous la protection desquelles nous jouissons tous d'une vie paisible, d'une liberté d'opinion et d'une égalité morale dans un degré qu'aucun peuple du monde n'a connu jusqu'à présent.... La ville fédérale, placée au centre des États-Unis, est un temple érigé à la liberté, et c'est vers ce temple que seront dirigés les vœux et les regards de tous les vrais amis de la patrie. »

La disposition des rues, d'après le plan de L'Enfant, autour du Capitole et de la demeure du Président sera, pense l'auteur, un enseignement perpétuel. Le Capitole sera « accessible par plus de vingt rues qui viennent y aboutir : chaque rue est l'emblème d'autant de rayons lumineux qui, du Capitole, se dirigent vers tous les points de l'Amérique, pour l'éclairer sur ses vrais intérêts. Chaque rue est aussi l'emblème de la facilité avec laquelle le Capitole sera accessible dans tous les sens et dans tous les temps à tous les individus qui vivront sous la protection de l'Union...[1] Cette situation est bien faite pour élever l'âme du législateur; elle lui rappellera sans cesse que, si c'est du Capitole que doivent émaner les lois qui vivifieront toutes les parties de l'empire, c'est aussi vers ce centre commun que sera dirigée la surveillance active d'une nation d'hommes libres. » Il est aussi montré que la dispo-

1. C'est le cas, en effet, encore aujourd'hui : pas de cartes ni de permis à demander, le Capitole est aussi accessible à tous que la place publique.

sition des rues autour de la demeure du Président a une signification analogue, rappelant au Chef de l'État « que sa vue doit être portée sur les points les plus éloignés de l'empire, et cette allégorie ingénieuse, prise dans un sens inverse, le fera souvenir en même temps que ses actions sont dans une évidence continuelle et inévitable. »

Avant toute chose, L'Enfant insistait pour que, sous nul prétexte, la grandeur de sa conception ne fût, à aucun égard, réduite. Il la voulait proportionnée à celle des États-Unis aux temps à venir. Il faut que le plan « laisse à la postérité une idée grandiose du sentiment patriotique qui l'inspira.[1] » Il prévoyait que quelques-unes de ses idées rencontreraient une forte opposition, mais il suppliait le Président de prendre parti pour elles et surtout d'empêcher un amoindrissement de ses projets : « Je me persuade, lui écrivait-il, que vous reconnaîtrez la nécessité absolue de poursuivre, dans une note de dignité, la réalisation d'une œuvre dont l'ampleur doit concorder avec les destinées d'un grand empire.... Toutes les nations observent son développement et, enviant la bonne fortune qui leur a été refusée, jugeront les résultats.[2] »

Obliger un homme doté de ce tempérament et de cet enthousiasme, qui avait une raison pour chaque détail, à recevoir des conseils et à changer d'idée sur quoi que ce fût n'était rien moins qu'impossible.

1. *Observations explanatory of the Plan*, inscrites sur le plan.
2. Conclusion de son troisième rapport.

En vain Jefferson s'opposa-t-il à « l'obligation de construire les maisons à égale distance de la rue.... Il en résulte une odieuse monotonie ; Philadelphie est unanimement critiquée pour cela. » Dans le même exposé de ses vues, et, sur ce point, avec une sagesse indiscutable, le Secrétaire d'État de Washington et futur Président, à son tour, des États-Unis, prévoyait le « gratte-ciel » (*sky-scraper*) et ses dangers : « A Paris, il est interdit de construire une maison au delà d'une hauteur donnée et l'utilité de cette limitation est reconnue. Elle empêche l'accroissement du prix des terrains, fait que les maisons sont basses et commodes et les rues claires et aérées. Les incendies sont bien plus faciles à éteindre quand les maisons sont basses,[1] » ainsi que l'événement ne l'a que trop prouvé de nos jours, dans les incendies de Chicago, Baltimore et San Francisco.

Quant au Président lui-même, il avait des idées arrêtées et pratiques sur quelques points, tels que la distance à ménager entre les lieux de séjour du Congrès et du Chef de l'État, et, ce qui importait davantage, la nécessité de réserver une vaste superficie à la future capitale[2]. Pour le reste, avec sa bonne

1. *Opinion on Capital*, 20 novembre 1790. *Writings*, éd. Ford, t. V, p. 253.

2. Ce qui cadrait à souhait avec le perpétuel désir de L'Enfant de toujours tout faire en grand. Washington lui écrivait : « Bien que, sans doute, il ne puisse être *immédiatement* utilisé, » il faut assigner à la ville une vaste étendue de terrain. Les terres à employer ainsi, disait-il, « in my opinion, are those between Rock Creek, the Potowmac River, and the Eastern Branch, and as far up the

habitude de s'en remettre aux spécialistes compétents, il semble avoir donné à L'Enfant pleins pouvoirs. Lui soumettant diverses suggestions dont quelques-unes venaient de Jefferson, il le laissait libre d'en tenir compte ou non comme il voudrait, inclinant lui-même pour la négative : « Monsieur, bien que je ne pense pas que vous puissiez tirer aucune aide réelle d'un examen des documents ci-inclus, cependant, comme ils ont été établis, dans des circonstances variées, ils peuvent être rapprochés de vos propres idées sur le plan le plus convenable pour la Cité fédérale.... Le croquis sommaire tracé par M. Jefferson l'a été dans la pensée qu'aucune offre acceptable ne pouvait être attendue des propriétaires du voisinage de Carrollsburgh, étant donné le peu de bon vouloir qu'ils ont montré; son plan se rapporte en conséquence aux terrains avoisinant Georgetown.[1] »

Le plan de L'Enfant obtint l'approbation générale; il n'en fut fait que d'insignifiantes critiques. « L'œuvre du major L'Enfant, qui est grandement admirée, » écrivait Washington, « montrera tout ce qu'il avait d'objets à atteindre et à combiner, non

latter as the turn of the channel above Evens's Point; thence including the flat back of Jenkins's height; thence to the road leading from Georgetown to Bladensburg as far easterly along the same as to include the Branch which runs across it, somewhere near the exterior of the Georgetown Session. Thence in a proper direction to Rock Creek at or above the ford, according to the situation of ground. » Mont Vernon, 4 avril 1791. *Letter-Book* manuscrit de Washington, t. XI, Bibliothèque du Congrès.

1. Même lettre.

pas seulement sur le papier, mais de manière que les solutions s'adaptent aux conditions du sol.[1] » Jefferson, qui avait eu le bon goût de ne pas s'obstiner dans ses vues premières, envoyait peu après des exemplaires du plan à Gouverneur Morris, alors ministre des États-Unis en France, afin qu'il les fît exposer dans plusieurs de nos villes et qu'on connût chez nous un projet dont son pays pouvait être fier : « Je vous ai envoyé, par Londres, une douzaine de plans de la cité de Washington dans le Territoire Fédéral, avec la pensée que vous les ferez exposer publiquement là où ils auront la meilleure chance d'être vus par le genre d'hommes capables de s'y intéresser et d'en juger. Paris, Lyon, Rouen et les villes maritimes du Havre, Nantes, Bordeaux et Marseille pourraient être choisis pour cela.[2] »

Trois aides avaient été donnés à L'Enfant, deux des frères Ellicot (André et Benjamin) et Isaac Roberdeau, d'origine française huguenote, qui fut le bras droit du major[3]. Trois Commissaires du District furent nommés, et il continue d'être administré par trois Commissaires, sous la direction immédiate du

1. Aux Commissaires, 18 décembre 1791.
2. Philadelphie, 12 mars 1793.
3. Né à Philadelphie, en 1763, fils du général et membre du Congrès Roberdeau, né lui-même à Saint-Christophe, d'une famille protestante émigrée de La Rochelle. L'œuvre principale d'Isaac fut le relevé de la frontière entre les États-Unis et le Canada, après le traité de Gand. Lié d'amitié avec Lafayette, il mourut en 1829, lieutenant-colonel et chef du « Bureau topographique » de l'armée américaine, qu'il avait organisé, rapporte-t-il, « d'après le plan adopté en France par Carnot. » *Genealogy of the Roberdeau Family*, par Roberdeau Buchanan, Washington, 1876, p. 113.

Congrès; rien sans une loi, il en faut une pour changer un nom de rue. Ces fonctionnaires étaient Thomas Johnson, et Daniel Carroll, tous deux du Maryland, et David Stuart, de Virginie. Ils notifièrent à L'Enfant, le 9 septembre 1791, qu'un nom avait été choisi pour le district et la cité : « Nous sommes tombés d'accord que le district fédéral serait appelé le Territoire de Colombie, et la cité fédérale, la cité de Washington. La carte devra donc porter pour inscription : Carte de Washington, dans le District de Colombie. » Les Commissaires étaient certainement mieux inspirés que le Représentant Smith qui avait suggéré, comme on a vu, Washingtonople, son excuse étant que la mode était à l'antiquité; les anciens officiers s'étaient donné le nom de Cincinnati ; le palais fédéral devait être le Capitole et un ruisseau proche de la White House (recouvert depuis) s'appelait le Tibre. Washington, on le sait, échappa de bien près au costume grec pour sa statue par Houdon.

En vue de l'expropriation des terrains avec un minimum de fonds à avancer, un ingénieux système, appliqué aussi ailleurs, avait été adopté : « Les termes, » écrivait Washington à Jefferson, « dont je suis convenu, au nom des États-Unis, avec les propriétaires de Georgetown et de Carrollsburgh, portent que tous les terrains de Rock Creek, le long de la rivière, jusqu'à la Branche Orientale [du Potomac]... sont cédés au public, à condition que lorsque les relevés seront finis et le plan de la ville tracé, ce

dont est présentement chargé le major L'Enfant, les propriétaires actuels demeureront en possession d'un lot sur deux. Quant aux parties du sol affectées à des usages publics, ils recevront 25 livres [sterling] par acre, le public ayant le droit de réserver à son usage telles étendues de terre et de bois jugées nécessaires pour l'ornement. Les propriétaires garderont l'usage et le profit de tout le terrain jusqu'au lotissement du sol de la ville, devenue, par cet accord, propriété publique. Rien ne sera payé pour l'espace employé en rues ou allées. » Le Président se déclarait persuadé que tout le monde acquiescerait et montrerait du bon vouloir « même l'obstiné M. Burns.[1] »

Mais il se trouva d'autres obstinés que M. Burns, L'Enfant lui-même au premier rang. Il avait, dès le principe, manifesté une grande appréhension des spéculateurs qui étaient en effet fort à craindre[2]; il fut bientôt en guerre avec eux. « Jusqu'à quel point, » écrivait-il audacieusement à Hamilton, « j'ai contribué à déjouer ces trames, il ne m'appartient pas de le dire, et je ne suis pas du reste fort assuré que j'en serais remercié par les gens au milieu de qui vous vivez.[3] » Les trois Commissaires avaient des idées à eux, mais ils ne purent jamais

1. 31 mars 1791.

2. « The speculations of land in this neighbourhood have been great since the President has fixed on this spot; land in this neighbourhood which before sold for five or seven pounds an acre, has been sold for thirty and forty pounds. » *Journal of W. L. Smith*, 22 avril 1791, *ut supra*.

3. 8 avril 1791, Papiers d'Alexandre Hamilton, t. XI.

mener L'Enfant à tenir aucun compte, ni de leurs personnes ni de leurs idées. Il ne voulait reconnaître qu'un seul chef, Washington, qui, doucement d'abord, fermement ensuite, sévèrement enfin, mais inutilement de la première minute à la dernière, tâcha de lui faire comprendre qu'il était subordonné aux Commissaires. Une vive irritation réciproque, que même l'attentive diplomatie du Président ne put calmer, se manifesta entre eux dès le principe. Par crainte des spéculateurs, L'Enfant voulait retarder la mise en vente des lots, tandis que les Commissaires avaient hâte de commencer. L'officier gardait, en conséquence, son plan par devers lui et refusait de le laisser voir aux acheteurs possibles. Comment voulez-vous alors, s'écriait Washington, qu'ils « se résolvent à acheter, comme on dit, chat en poche »[1]?

Mais le major refusait de se laisser convaincre, et, donnant un exemple précoce d'une invincible horreur pour ce qu'on appellerait aujourd'hui un « trust, » il refusait, sans vouloir en démordre, de montrer son plan à n'importe quel individu ou association. Il avait exposé d'avance, dans un de ses rapports au Président, quelles étaient ses vues et comment il fallait ne rien faire jusqu'à ce que le plan pût être gravé, répandu partout et porté à la connaissance de tous à la fois : « Une vente faite avant que le plan général de la ville ait été rendu

1. Le dicton anglais ne parle pas de chat : « Induced to buy, to borrow an old adage, a pig in a poke. » A David Stuart, 20 novembre 1791.

public et avant que le fait de la vente ait été annoncé par tout le pays, n'attirerait pas assez de compétiteurs et profiterait seulement à quelques spéculateurs.... Des ventes à bas prix consenties au début nuiraient aux suivantes en servant de précédents. » Il s'inquiétait des « machinations de certains intrigants et de la formation de quelque « société pour accaparer les lots et régir toute l'entreprise.[1] »

Un des principaux propriétaires, Daniel Carroll, de Duddington, parent d'un des Commissaires, décida là-dessus, en dépit de toutes objurgations, de poursuivre la construction d'une maison en travers de ce qui devait être l'avenue du New Jersey : la crise alors éclata. Washington essaya de calmer L'Enfant dont l'indignation était sans bornes. « Le renouvellement d'un cas pareil, lui écrivait-il, ne saurait se produire, la maison de M. Carroll ayant été commencée avant que l'emplacement du district fédéral eût été choisi ; aucun précédent ne serait créé par quelque concession dans le cas actuel ; et il est toujours plus sage de gagner le bon vouloir de quelqu'un que d'en provoquer l'inimitié, quand le résultat peut être atteint sans grande difficulté, gêne ou perte. »

Mais, même à la requête d'un chef qu'il vénérait, L'Enfant ne voulut pas se laisser convaincre. Se passant de la permission des Commissaires, il envoya son fidèle Roberdeau raser la maison au niveau du

1. Rapport au Président, 19 août 1791.

sol, ce qui était à moitié fait quand les Commissaires firent appréhender Roberdeau. L'Enfant là-dessus vint en personne avec quelques ouvriers et fit achever la démolition (22 novembre). C'est tout juste s'il ne fut pas lui-même arrêté. Washington qui, comme il l'écrivait à Jefferson, eût été aux regrets de « perdre ses services, ce qui serait grand dommage, » adressa au major de sévères remontrances : « Je dois vous interdire absolument de toucher, à l'avenir, aux propriétés de qui que ce soit sans l'assentiment ou l'ordre préalable des Commissaires. » Il ajoutait avec plus de bienveillance : « N'ayant rien en tête que la beauté et la régularité de votre plan, vous en poursuivez l'exécution comme si tout le monde et toute chose devaient céder à ces considérations. [1] »

Mais ils le doivent, pensait L'Enfant. A ses yeux, la ville était sa ville, sa progéniture, et un père a le droit d'élever son enfant à son gré. Pendant quelque temps les remontrances se renouvelèrent. Jefferson vint à la rescousse, employa la douceur, invita le terrible major à dîner avec lui en tête à tête, afin de discuter tranquillement la cité fédérale, l'heure du repas différant fort de celle d'aujourd'hui : « M. Jefferson présente ses compliments au major L'Enfant, et regrette d'avoir été absent lorsqu'il eut la bonté de se présenter chez lui, car il souhaiterait s'entretenir avec lui de la cité fédérale. Il le prie de lui

1. 2 décembre 1791.

faire la faveur de venir dîner avec lui, en particulier, demain à 3 heures et demie, ce qui donnera le temps et l'occasion de causer. Samedi 7 janvier 1792.[1] » Il n'en résulta rien.

Un autre propriétaire, Notley Young, fut trouvé, en décembre, bâtissant une autre maison qui, « contrairement à l'attente, » écrivit Washington aux Commissaires, « empiétait sur l'une des principales rues. Mais j'espère que le major ne se propose pas de démolir encore celle-là. »

Sur aucun point L'Enfant ne voulut céder, si bien que, le 6 mars 1792, Jefferson, secrétaire d'État, écrivit aux Commissaires : « Comme l'impossibilité a été constatée d'obtenir du major L'Enfant un degré de subordination conforme à la loi et aux convenances, notification lui a été adressée que ses services avaient pris fin. »

Une consolation et un réconfort pour lui fut la signature immédiate, par tous les propriétaires du District, sauf deux, d'une attestation « déplorant son départ, » souhaitant son retour, louant son œuvre, « car nous savons bien que votre temps et toutes vos capacités intellectuelles ont été, depuis des mois, entièrement consacrés à ces arrangements, concernant la ville, qui font tant d'honneur à votre goût et à votre jugement.[2] »

1. Papiers de L'Enfant.

1. 9 mars 1792, *Records of the Columbia Historical Society*, t. II, p. 137.

IV

La partie brillante de la vie de L'Enfant était finie. Sa renommée était grande et, pendant quelque temps, il continua d'être fait appel à lui quand des travaux importants étaient projetés. Mais sa même tendance à toujours tout voir en grand, son caractère intraitable, sa crainte grandissante et qui devint quasi morbide des spéculateurs, causèrent l'échec de ses principales entreprises.

A peine avait-il dû abandonner la Cité fédérale qu'il fut invité à tracer les plans de la première ville manufacturière, construite comme telle aux États-Unis, et qui demeure aujourd'hui une des plus importantes du pays, Paterson, dans le New Jersey. « Le major L'Enfant, me dit-on, » écrivait Washington qui gardait pour lui un sentiment amical, « est en train de faire des merveilles à la nouvelle ville de Paterson.[1] » L'idée et l'impulsion étaient dues à Alexandre Hamilton, sous l'influence de qui avait été fondée la « Société pour l'Établissement de Manufactures utiles. » Le problème consistait à transformer en une ville un emplacement où ne se trouvaient que dix maisons et « pas un ecclésiastique, homme de loi, juge de paix, ou officier de police à trois milles à la ronde,[2] » et à assurer son avenir industriel par

1. Aux Commissaires, 30 novembre 1792.
2 *A History of industrial Paterson*, par L. R. Trumbull, Paterson, 1882, p. 19.

l'utilisation des chutes du Passaïc. Plusieurs lettres du major à Hamilton, conservées à la Bibliothèque du Congrès, renseignent sur les conceptions, des plus vastes naturellement, que L'Enfant avait élaborées et s'efforçait de réaliser avec l'aide de son fidèle Roberdeau et sur ses difficultés grandissantes avec toute sorte de gens et en particulier les spéculateurs, réels, probables ou imaginaires. Après un an de peines, L'Enfant reçut avis, de nouveau, que ses services avaient pris fin.

On le trouve, la même année et la suivante, travaillant comme ingénieur au Fort Mifflin, sur la Delaware, et comme architecte à une demeure à Philadelphie qui devait surpasser en magnificence tout ce qu'on avait jamais vu aux États-Unis. Elle lui avait été commandée par le célèbre Robert Morris, le financier de la Révolution américaine, l'homme le plus riche du pays et qui déjà faisait venir d'Europe un splendide mobilier, chaises et fauteuils de Paris, glaces « dont un seul navire lui apportait pour 5000 guinées.[1] » Voilà, si je l'ai jamais eue, pensa L'Enfant, l'occasion de faire les choses « en grand. » Il les fit malheureusement en plus grand que le financier lui-même n'avait rêvé; des améliorations, des changements d'idées, l'emploi du marbre pour les colonnes et les façades accrurent les délais

1. *Robert Morris, patriot and financier*, par E. P. Oberholtzer, New York, 1903, p. 298, Morris avait acheté pour construire sa maison un carré de terrain limité par les rues Chestnut et Walnut et par les Septième et Huitième rues.

et les dépenses. Ses occupations à Paterson avaient été, au début, une autre cause de plainte : « Cher Monsieur, » lui écrivait Morris, de Philadelphie, sur un ton suppliant, « j'ai cru d'abord que je devrais arrêter les travaux de ma maison faute d'argent; cette difficulté ayant disparu, ils seront arrêtés maintenant faute du major L'Enfant.[1] » Le toit avait été mis enfin et on pouvait juger de l'ensemble, d'une beauté remarquable, comme en témoigne un dessin par Birch l'aîné, conservé à la Bibliothèque de Philadelphie, quand survint la catastrophe de Morris, sa faillite, puis son long emprisonnement pour dettes, mettant fin à l'œuvre et engloutissant le meilleur des économies de L'Enfant lui-même. La maison ne fut jamais achevée ni habitée, et il n'en reste aucun vestige[2].

Dans sa joie d'être chargé du plan de la Cité fédérale, il n'avait jamais dit mot de rémunération, ni rempli les formalités pour garantir ses droits d'auteur. Au moment de son renvoi, Washington avait écrit aux Commissaires : « Le plan de la ville ayant, autant que je peux m'en rendre compte, obtenu l'applaudissement universel, et le major L'Enfant

1. 9 mai 1793. Papiers de L'Enfant.

2. Le major tâcha d'aider le financier plutôt qu'il ne fut aidé par lui. Mal satisfait de la construction pour laquelle il ne paraît pas avoir jamais rien payé à L'Enfant, Morris écrivait, plusieurs années plus tard : « Mais il me prêta treize actions de banque de la manière la plus désintéressée et je suis, par ce motif, fort anxieux qu'il reçoive un même nombre d'actions avec les dividendes, faute desquels il a été soumis à une gêne cruelle. » Écrit vers 1800. W. B. Bryan, *History of the National Capital*, 1914, p. 181.

étant aujourd'hui dans un état d'amer mécontentement, il a été estimé qu'il ne saurait convenir de lui offrir moins de 2500 à 3000 dollars pour ses services. Que penseriez-vous de lui offrir, au lieu de cela, 500 guinées et un lot de terrain à un bon endroit de la ville? »

L'offre fut faite; L'Enfant refusa sans donner de raisons. Des heures de plus en plus sombres l'attendaient; les contretemps et désappointements se multipliaient. Il avait beaucoup compté sur la vente des exemplaires de son plan, mais comme il ne l'avait pas déposé, aucun droit ne lui était dû. Il protesta contre ce dommage et aussi contre la manière dont la gravure avait été faite, avec de grossières « erreurs d'exécution » et la suppression de son nom, « si bien que j'étais privé ainsi du renom qui me revenait comme auteur. » Mais contrairement à la crainte exprimée un moment par Washington, qu'il pût s'allier, par dépit, aux nombreuses gens qui désapprouvaient qu'on eût commencé si tôt une entreprise si vaste et difficile, il demeura fidèle à l'œuvre, et il ne reste « nulle trace d'aucun acte ou parole ternissant l'histoire de sa vie, par le moindre soupçon d'une envie de nuire à la création de son génie. Honneurs et désappointements le laissèrent le même, modeste et pauvre.[1] »

La pauvreté était, en effet, à sa porte; bientôt dans sa demeure. Hanté par la conviction des torts subis,

1. S. C. Busey, *Pictures of the City of Washington in the past*, 1898, p. 108.

quelques-uns trop réels, d'autres plus ou moins imaginaires, il accablait le Congrès de mémoires, rappelant ce qu'il avait fait et sa pénurie présente, « la destruction complète de ce que sa famille possédait en Europe, » par suite de la Révolution française, lui-même réduit, « d'un état d'aisance et de contentement, à l'abandon et la misère, ayant à emprunter son pain ; » mais ne voulant pas douter de « la magnanimité et la justice du Congrès.[1] »

La situation de fortune de sa famille avait été, en effet, réduite au plus bas et le peu de soin qu'il donnait à ses propres finances avait aggravé le mal. Sa négligence ne ressort que trop de quelques lettres de ses parents de France montrant que, tandis qu'il était lui-même dans le besoin, il omettait de toucher la pension que lui avait attribuée le Gouvernement royal et qui, malgré la Révolution, lui avait été maintenue. Il avait aussi hérité d'une petite ferme en Normandie, venant du vieux peintre son père, mais ne s'en était jamais occupé, si bien que le fermier ne cessa, jusqu'à la fin, d'empocher les revenus[2].

Une de ces lettres lui apprend la mort de sa mère qui a « fini avec la piété des anges » et montre ce qui se disait en France de la situation du major

1. Mémoires de 1801, 1802, 1813, dans les papiers de Jefferson, à la Bibliothèque du Congrès.

2. Lettre de son cousin Destouches, Paris, 15 septembre 1805, exagérant grandement, comme le montre la lettre suivante, l'état de pauvreté de sa mère, « logée dans un galetas, âgée, infirme, presque aveugle.... Je vous invite donc, mon cher cousin, à lui faire passer quelques secours s'il est en votre pouvoir. » Papiers de L'Enfant.

parmi ses amis d'Amérique : « Toutes les personnes que j'ai vues et qui m'ont dit vous connaître, m'ont assuré que vous jouissiez de l'estime publique. C'est tout dans un pays dont on vante les mœurs, les vertus, la probité dignes de nos premiers aïeux.[1] »

En deux occasions, après bien des années, le Congrès vota de modestes sommes en faveur de L'Enfant, mais ses créanciers se les approprièrent aussitôt. Il fut nommé, en 1812, professeur à l'École militaire des États-Unis et chargé d'enseigner ce qui avait été sa spécialité, l'art des fortifications; malgré les instances de James Monroe, alors secrétaire d'État, il refusa. On le trouve, en septembre 1814, construisant le fort Washington, qui existe toujours, sur le Potomac, plus bas que la ville, mais comme son caractère tout d'une pièce n'avait pas changé, il fut remercié avant la fin des travaux qu'il voulait, comme d'ordinaire, exécuter trop en grand[2].

Il vécut onze ans de plus, fréquentant les corridors du Capitole, dans l'espoir que ses pétitions seraient prises en gré, parcourant les avenues nouvellement tracées de « sa » ville, observant sa lente

1. De sa cousine, Mme Roland, née Mallet, dont le mari était employé au Bureau des Fonds du Ministère de la Marine, Paris, 5 mai 1806. Le mobilier et l'argenterie de la défunte sont évalués à 1500 livres, plus 300 francs en argent ; elle possédait quelques prés, une inscription de rente sur l'État de 319 livres, etc. Allusion est faite, dans la même lettre, à la sœur de L'Enfant, alors décédée, et à « son mariage projeté avec M. Leclerc. » Papiers de L'Enfant.

2. « Too extravagantly, it is believed. » Notice funéraire de l'*Intelligencer*, 25 juin 1825, dans Bryan, *History of the National Capital*, t. I, p. 182.

croissance, déplorant la plus petite déviation de son plan primitif, car, comme le président Washington l'avait observé dès le principe, « il tenait tellement à ses plans qu'il ne pouvait admettre qu'un changement de n'importe quelle nature ne les gâterait pas, » visitant les amis qu'il comptait parmi les premiers habitants. « W. W. Corcoran qui a quitté naguère cette vie, dans la cité de Washington, chargé d'honneur et d'années...[1] avait un souvenir très net de l'aspect personnel de L'Enfant qui venait fréquemment faire visite à son père. D'après la description qu'il m'en fit, c'était un homme de haute taille, six pieds pour le moins, se tenant droit, bien proportionné, au nez proéminent, de tournure militaire, de manières polies, l'air distingué, le corps habituellement enveloppé d'un long manteau et surmonté d'un chapeau cloche, — homme qui eût attiré les regards dans n'importe quelle réunion.[2] »

Il finit ses jours, hôte permanent de la famille Digges, dans la maison qu'elle avait près de Washington. Sa mort y survint en 1825 et il fut enterré dans la propriété de ses amis au pied d'un arbre. Un inventaire de ses « biens et possessions privés » fait voir qu'ils consistaient en trois montres, trois boussoles, quelques livres, cartes et instruments d'arpenteur, le tout valant 46 dollars.

1. Fils d'un marchand de Georgetown, lui-même riche banquier très bienfaisant et fondateur de la banque Corcoran-Riggs. Washington lui doit son Musée, dit « Corcoran Gallery » ; il mourut en 1888.

2. Hugh T. Taggart, dans les *Records of the Columbia Historical Society*, t. II, p. 216.

La Cité fédérale, avait écrit Washington, en 1798, à Mme Sarah Fairfax alors en Angleterre, sera grande et belle « dans cent ans, si ce pays demeure uni, comme il est sûrement dans ses intentions et son intérêt. » Il fallait, en effet, attendre et, pendant bien des années, les douteurs purent jouir de leurs doutes et les facétieux de leurs facéties. Le duc de La Rochefoucault-Liancourt visita la ville naissante en 1797, « c'est-à-dire, écrit-il, son emplacement, car jusqu'ici ce qu'on voit de moins dans cette capitale des États-Unis, dans cette métropole de l'Amérique septentrionale, ce sont des maisons. » Il y en avait en tout cent cinquante, éparses çà et là ; « chacun a commencé à bâtir dans son quartier, avec l'espoir d'y attirer avec plus de vraisemblance les nouveaux arrivants. Chacun a vanté le côté de la ville où étaient ses propriétés. » La demeure du Président allait recevoir son toit la même année, et la seule aile du Capitole alors commencée devait avoir le sien l'année suivante; ce sont deux beaux édifices; « les pierres sont blanches et très bien travaillées. » L'erreur fondamentale était, toutefois, à ses yeux, la grandeur même et la beauté du plan : « Le plan, écrivait-il, en est bien, habilement et grandement dessiné, mais c'est la grandeur même et la magnificence de ce plan qui rendent cette conception un rêve véritable. » Cette distance entre le Capitole et la demeure du Président, à laquelle Washington avait vu de si sérieux avantages, parut au voyageur des plus fâcheuses. « Il faudrait plus de trois cents maisons

pour en remplir l'intervalle, et ce ne serait qu'une rue sans profondeur. Il en faudrait encore autour du Capitole, autour de la maison du Président, pour la commodité et le besoin de ces deux places. Ainsi en estimant à cinq cents maisons le nombre nécessaire à cette jonction, c'est l'estimer peu, » et pas une n'est encore bâtie. Or, « si cet intervalle n'est pas rempli, la communication en sera impraticable en hiver; car il est difficile de supposer que les États-Unis fassent la dépense des pavés, des trottoirs, des lampes dans une aussi grande étendue inhabitée.[1] » On a cependant vu, depuis, cette merveille.

Pendant longtemps, pendant plus de la moitié de l'existence actuelle de la ville, les railleurs eurent de quoi railler. Peu de cités ont été affligées d'autant de sobriquets que Washington, la « ville du désert, » la « cité des distances magnifiques, » le « village monumental, » la ville, écrivait Jean-Jacques Ampère qui la visita en 1851, des « maisons sans rues et des rues sans maisons; » et il voyait dans cet échec « une preuve frappante de cette vérité qu'on ne crée pas une grande ville à volonté.[2] » Mais cette vérité se trouva être, comme il est arrivé à quelques autres, une contre-vérité. Pendant la guerre civile, l'état désertique durait encore. « Les cadres, » constatait Régis de Trobriand, colonel volontaire dans l'armée du Nord, « restèrent vides, et autour des monuments élevés par le gouvernement pour les admi-

1. *Voyage en Amérique*, t. VI, pp. 122 et suiv.
2. *Promenade en Amérique*, nouv. édit., 1867, t. II, p. 42.

nistrations centrales, se groupèrent seulement les maisons plus confortables que luxueuses des fonctionnaires à terme, les hôtels fréquentés par les solliciteurs et les politiques de passage, et la somme de chétives maisons nécessaires au courant d'affaires de tout genre alimenté par ce monde officiel.[1] »

La croissance fut lente, en vérité, mais constante. « Dans cent ans, » avait dit Washington... Quand les cent ans furent écoulés la prophétie du grand homme et la foi de L'Enfant dans l'avenir se trouvèrent justifiées. Une ville s'était formée, ample et belle, digne capitale d'une riche et puissante nation, « faite pour exciter, » comme avait dit le major, « l'art aidant, l'admiration du monde, » ville à part et qui n'avait été construite à l'imitation d'aucune autre, « non pas une de ces cités, » me disait un jour un des successeurs de Washington, M. Roosevelt, « dont on peut couper un carré et le transplanter dans une autre, sans que personne le remarque. »

Enfin, après bien des années, sonna l'heure de L'Enfant. Ce qu'il avait toujours espéré pour « sa » cité se réalisa; ce qu'il n'avait jamais espéré pour lui-même se réalisa aussi. En janvier 1902, la « Commission des Parcs » qui comprenait, en outre de Daniel H. Burnham et de F. L. Olmsted, des artistes aussi célèbres que l'architecte McKim et le sculpteur Saint-Gaudens, déposèrent, d'accord avec le comité compétent du Sénat, leur rapport sur le

1. *Quatre ans de campagnes à l'armée du Potomac*, 1867, t. I, p. 79. Sur Trobriand, voir plus loin, p. 306.

développement et le perfectionnement de la capitale. Ils concluaient ainsi : « Le plan original de la ville de Washington a subi l'épreuve d'une existence centenaire et rencontre l'approbation universelle. Les modifications qui y ont été introduites sont regrettables et, partout où la chose est possible, il faut les rectifier. » Il fallait, en d'autres termes, revenir exactement, autant que les circonstances le permettaient, et malgré l'élévation de la dépense, à plusieurs des idées de L'Enfant malencontreusement abandonnées[1], une notamment à laquelle il attachait grande importance et longtemps négligée, dont la réalisation devait donner son vrai caractère à la grande avenue entre le Capitole et la White House, de façon qu'elle fût, à la fois, « magnifique et commode. » Les travaux en cours dans ce moment feront d'elle ce qu'avait souhaité L'Enfant.

Quant à L'Enfant lui-même, le Congrès vota une dernière fois un crédit à son intention, et celui-là n'alla pas à ses créanciers : il avait pour objet la translation de ses restes (dont l'emplacement continuait d'être marqué seulement par un arbre) au cimetière national d'Arlington, parmi l'armée grandissante des morts, anciens membres comme lui des régiments de cette République qu'il avait aidé

1. L'ensemble, toutefois, demeure tel qu'il l'avait conçu : « While speaking of the maps of Washington, it may be absolutely stated that the one made by L'Enfant in 1791 is the prototype or mother map of all the maps of the city up to the present time. The stranger within the gate may explore the city in perfect safety with it to guide his way. » *The Beginnings of Washington*, par P. Lee Phillips, Washington, 1917.

à naître. Ses cendres furent amenées sur la colline qui s'appelait de son temps Jenkins' Hill et placées sous le grand dôme du Capitole. En présence du Président des États-Unis, M. Taft, de représentants du Congrès, de la Cour suprême, de la Société des Cincinnati et d'autres Sociétés patriotiques et artistiques, et d'une foule considérable, l'éloge de L'Enfant fut prononcé, le 28 avril 1909, par le Vice Président des États-Unis, par l'Ambassadeur de France et par le Premier Commissaire du district, M. Henry B. Macfarland, dont l'éloquente et chaleureuse harangue servit d'amende honorable pour les difficultés faites jadis au major par ses prédécesseurs. Le Vice-Président, M. Sherman, termina courtoisement son discours ainsi : « Me tournant vers vous, Monsieur l'Ambassadeur, je veux exprimer l'espoir que l'amitié de nos nations l'une pour l'autre, qui a duré plus d'un siècle, ne pourra être que fortifiée par le passage du temps, et que, dans l'avenir, nous soutiendrons, la main dans la main, toute juste cause dont la Providence pourra, dans sa sagesse, nous confier le soin. » Prédiction réalisée, avec un éclat sans pareil, par les événements qui se déroulent tandis que je traduis ces lignes.

Le cercueil, drapé dans les trois couleurs de France et d'Amérique, fut accompagné au cimetière d'Arlington par l'attaché militaire et l'attaché naval français[1] et par une escorte tirée d'un de ces régiments du

1. Le capitaine, aujourd'hui colonel d'artillerie, de Chambrun, descendant de Lafayette, trois fois mis à l'ordre du jour de l'Armée

génie auxquels L'Enfant lui-même avait appartenu.

Deux ans plus tard, le 22 mai 1911, un monument érigé sur la tombe du major fut solennellement inauguré, le « dévoilement » en étant fait par Miss E. C. Morgan, arrière-petite-fille de ce William Digges qui avait reçu L'Enfant chez lui dans les derniers temps de sa vie. Les principaux discours furent prononcés par le Président Taft et par le Secrétaire d'État, Elihu Root. « C'est le propre de peu d'hommes, dit M. Root, de pouvoir attendre cent ans avant d'être honorés. Pendant ce laps de temps, ce qui a changé, c'est nous-mêmes, devenus maintenant seulement capables d'apprécier l'œuvre de L'Enfant.... Son vrai monument est la ville de Washington. »

Le cénotaphe, dû à W. W. Bosworth, qui avait reçu comme L'Enfant son éducation artistique à Paris, est en forme de table, sur laquelle est gravé un fac-similé du plan original tracé par le soldat-artiste. De la pente sur laquelle il a été élevé se découvre, de l'autre côté de la rivière, la Capitale fédérale, incessamment grandissante, appelée Washington, « nom respectable, » avait écrit un autre officier français, le chevalier de Chastellux, visitant, en 1782, une autre ville du même nom dans le Connecticut, « nom respectable, dont la mémoire durera sans doute encore plus longtemps que la ville chargée de le perpétuer. »

pour sa conduite dans la présente guerre, et le lieutenant de vaisseau, maintenant capitaine de frégate, Benoît d'Azy, en service dans la mer Méditerranée.

III

WASHINGTON ET LES FRANÇAIS

I

La familiarité de Washington avec les choses de France commença de bonne heure, mais fut de nature mélangée. Élève du huguenot français, natif de Rouen, James Marye, recteur de l'église St-George à Fredericksburg, en Virginie, qui ne lui apprit pas un mot de notre langue[1], on le voit transcrivant avec soin, de son élégante écriture juvénile, un texte anglais des *Règles de la Civilité et Bonne Tenue en Société et dans la Conversation*, d'origine française

1. Il garda toujours l'impression que son éducation première avait été incomplète. Instamment prié par son compagnon d'armes, David Humphreys, d'écrire un récit des grands événements auxquels il avait été mêlé, il répondit qu'il n'en ferait rien, faute de temps et « faute d'une éducation suffisante, » 25 juillet 1785. Quand Lafayette le suppliait de visiter un jour la France, il répondait : « Rappelez-vous, mon bon ami, que je ne connais pas votre langue et que je suis trop âgé maintenant pour l'apprendre, » 30 septembre 1779. Franklin insistait en vain dans le même sens ; voir la réponse de Washington, 11 octobre 1780.

et populaire jadis dans toute l'Europe. Soit que cet enseignement se fût gravé dans son esprit, ou se trouvât correspondre à ses dispositions naturelles, ou que les deux eussent agi ensemble, il est certain qu'il observa toute sa vie plusieurs parmi les meilleures de ces maximes, celles par exemple, très nombreuses, qui déconseillent les plaisanteries au détriment d'autrui, ou celles, d'une inspiration élevée, recommandant à l'adolescent de ne pas vivre en flatteur, de ne « jamais assaisonner de colère une réprimande, mais bien de douceur et de bonté, » de rechercher « les amusements virils et non coupables, » celle-ci surtout, d'importance suprême, obéie toute sa vie par Washington : « Efforcez-vous de garder vivante en votre cœur cette petite étincelle du feu céleste appelée la conscience.[1] »

Une autre occasion pour Washington de se familiariser avec les choses de France lui fut fournie par ses lectures, mais ne se trouva pas à l'avantage de notre pays. Une note de sa main, de l'année 1748 ou à peu près, alors qu'il avait seize ans, nous informe qu'il avait « lu le *Spectator* jusqu'au n° 143. » Tous

1. M. Moncure Conway a montré que presque toutes ces règles sont tirées des *Maximes de la Gentillesse et de l'Honnêteté en la conversation entre hommes... par un Père de la Compagnie de Jésus*, Paris, 1663. Ce texte était fondé sur les *Bienséances de la Conversation entre les hommes*, rédigées au Collège de la Flèche en 1595, imprimées en latin à Pont-à-Mousson en 1617, traduites au XVIIe siècle, en espagnol, allemand, tchèque et anglais, cette dernière traduction par F. Hawkins, avec additions morales dont plusieurs reparaissent dans le texte de Washington. M. Conway, *G. Washington's Rules of Civility*, New York, 1891 ; texte et sources.

ces numéros avaient été écrits par Steele et Addison, à une époque de guerres françaises, alors que nous combattions « Monsieur Malbrouk ». Pas un portrait des Français, dans ces numéros, qui ne soit une caricature ; ils sont « une nation ridicule, » leurs femmes sont « fantasques, » leurs hommes « vifs et vains, » leurs modes grotesques ; même leurs vins ne trouvent pas grâce devant Steele, qui pouvait plaider il est vrai les droits de l'expérience, et qui déclare que ce « maudit clairet de France » est très inférieur à « une bouteille ou deux de solide et édifiant porto. »

Washington n'allait pas tarder à en apprendre davantage sur le compte des Français et à s'apercevoir qu'ils étaient autre chose que de pétulantes et ridicules marionnettes.

Soldat de tempérament, avec tout ce qu'il fallait pour réussir dans cet état et devenir un chef modèle, d'une « résolution, » comme il écrivit plus tard, « à risquer ce que n'importe qui pourrait oser,[1] » Washington s'éleva rapidement dans les rangs de l'armée, devenant colonel en 1754, à vingt-deux ans. Il fut envoyé trois fois, dans sa jeunesse, pour observer et, s'il le pouvait, arrêter les progrès de ses futurs alliés, les Français, dans les vallées de l'Ohio et de la Monongahela. Son journal et ses lettres le montrent animé à leur endroit des dispositions con-

1. « For my own part I can answer I have a constitution hardy enough to encounter and undergo the most severe trials and, I flatter myself, resolution to face what any man durst. » Au Gouverneur Dinwiddie, 29 mai 1754.

venables à un loyal sujet de George II, aucun de ses jugements n'étant gâté par une indulgence irréfléchie.

La première fois, il avait simplement pour mission de remettre au commandant d'un fort français une lettre du gouverneur de la Virginie qui s'étendait alors jusqu'à l'Ohio, et de le prier de se retirer, parce qu'il avait « envahi le territoire du Roi de la Grande-Bretagne. » « Je me flatte, écrivait le gouverneur au Français, que vous voudrez bien recevoir le major Washington avec les témoignages de politesse et de franchise naturelles à votre nation, et je serai au comble de la satisfaction si vous le renvoyez avec une réponse conforme aux vœux que je fais pour une paix durable avec vous. — A Williamsburg dans la Virginie, le 31 octobre 1753. — Robert Dinwiddie. »

A quoi, le Français, vieil officier et chevalier de Saint-Louis appelé M. de Saint-Pierre[1], qui, peu avant, avait conduit une exploration dans l'extrême Ouest[2], répondit avec la fermeté et la politesse en

1. « J'ai fait partir sur-le-champ, » écrivait au ministre de la Marine le marquis du Quesne, gouverneur du Canada, « le sieur de Saint-Pierre qui arrive de la mer de l'Ouest pour prendre le commandement de la Belle-Rivière [l'Ohio] et de ses dépendances, n'y ayant que cet officier dans la colonie qui soit capable de le remplacer [Marin père, qui venait de mourir], pour se faire craindre et respecter des sauvages. » Margry, *Découvertes et établissements des Français dans l'Ouest et le Sud de l'Amérique septentrionale*, Paris, t. VI, 1888, p. 654.

2. Reprenant l'audacieuse tentative des La Verendrie, le père et ses quatre fils, pour atteindre la grande mer de l'Ouest, et dont un souvenir a été récemment découvert près de Fort-Pierre, dans le South Dakota. En jouant dans le sable et les cailloux, des enfants mirent à jour une tablette de plomb qu'avait mentionnée dans son

usage alors entre adversaires qui étaient d'honnêtes gens : « Je ferai passer votre lettre à M. le Marquis du Quesne [gouverneur du Canada]. Sa réponse sera ma loi.... Pour la réquisition que vous me faites de me retirer, je ne crois pas devoir y obéir. Quelles que soient vos instructions, les miennes sont d'être ici par l'ordre de mon général, et je vous prie, Monsieur, d'être persuadé que je tâcherai de m'y conformer avec toute l'exactitude et la résolution qu'on doit attendre d'un bon officier. »

Il est « de tournure fort militaire, » écrivait Washington dans son rapport.

De son côté, M. de Saint-Pierre ajouta un mot sur le porteur du message de Dinwiddie et qui devait aussi se charger de la réponse; c'est la première appréciation française sur Washington : « Je me suis fait un devoir d'accueillir M. Washington avec toute la distinction due à votre dignité et à son mérite personnel et je me flatte, Monsieur, qu'il me rendra la justice d'en être le garant auprès de vous, ainsi que des témoignages du profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur. Legardeur de Saint-Pierre. — Du Fort sur la Rivière aux Bœufs, le 15 Décembre 1753. [1] »

Ayant reçu des Français d'abondants approvisionnements en cadeau, mais suspectant leurs « arti-

journal le chevalier de la Verendrye en 1743 et qui porte, avec les armes de France, des inscriptions en latin et en français, commémorant le passage de nos compatriotes. Voir *South Dakota Historical Collections*, 1914, pp. 89 et suiv.

1. Margry, *Découvertes*, *ibid.*, p. 731.

fices, » le jeune officier prit le chemin du retour et, malgré toute sorte de difficultés, dues au terrain, à la saison et aux sauvages, ayant failli être chaviré, assassiné et gelé, il s'arrangea pour faire visite à la reine Aliquippa qu'il importait de se concilier. « Je lui fis présent, dit-il, d'un manteau de fourrures et d'une bouteille de rhum qu'elle considéra comme étant, de beaucoup, le plus agréable des deux présents. » Le 16 janvier 1754, il était de retour à Williamsburg, remettait au gouverneur la réponse négative de M. de Saint-Pierre et publiait un récit de son voyage[1].

La seconde expédition, celle-là de caractère militaire, fut marquée, l'année d'après, par le cruel et fameux incident de Jumonville[2], par la reddition au frère du mort, du Fort de Nécessité, où les sujets du roi George et leur jeune colonel, après un combat qui dura de onze heures du matin à huit heures du soir,

1. *The Journal of Major George Washington, sent by the Hon. Robert Dinwiddie, Esq. his Majesty's Lieut.-Governor and Commander in chief of Virginia to the Commandant of French forces in Ohio... with a new map of the country, as far as the Mississipi*, Williamsburg, 1754.

2. M. de Contrecœur avait remplacé alors M. de Saint-Pierre et s'était établi au point où la réunion des rivières Allegheny et Monongahela (appelée peu cérémonieusement par nous la Malengueule et figurant sous ce nom sur nos cartes) forment l'Ohio. Il y avait construit un fort qu'il appela, en l'honneur du gouverneur, Fort Du Quesne. Les Anglais le rebaptisèrent plus tard Fort Pitt ou Pittsburgh, nom de la grande ville industrielle d'aujourd'hui, dont les usines auront tant travaillé pour la cause commune au cours de la présente guerre. Dans l'incident où Jumonville trouva la mort, les deux parties étaient de bonne foi, l'officier français chargé d'une sommation se croyant protégé par là contre toute attaque, et Washington persuadé qu'il venait au contraire l'attaquer.

durent se rendre aux Français. Ceux-ci leur permirent toutefois, les deux pays « ne se regardant pas comme en guerre, » de se retirer, « avec les honneurs militaires, tambour battant et emmenant avec eux un petit canon, » 3 juillet 1754. Le fort et le reste de l'artillerie demeurèrent aux mains des vainqueurs ainsi qu'une partie de ce journal que Washington se plut à tenir, avec des interruptions cependant, jusqu'au 13 décembre 1799, veille de sa mort. La portion trouvée au Fort de Nécessité, et qui va du 31 mars au 27 juin 1754, fut envoyée à Paris, traduite en français, imprimée par le gouvernement royal[1], et les citations qu'on en trouve dans les œuvres de Washington ne sont qu'une retraduction du français, l'original n'ayant pas été conservé.

La troisième occasion fut la terrible campagne de 1755 qui se termina par la défaite des réguliers anglais et la mort de leur chef, le général Braddock dans la même région sur la Monongahela, aux abords du Fort Du Quesne (9 juillet). Contrairement à toute attente[2], alors, écrivit Washington, que l'ennemi consistait seulement en « à peu près trois cents Français et Indiens et que nos troupes montaient à

1. *Mémoire contenant le précis des faits avec leurs pièces justificatives, pour servir de réponse aux observations envoyées par les ministres d'Angleterre dans les cours d'Europe*, Paris, 1756. Les publications de ce genre étaient les « livres jaunes » d'alors, beaucoup mieux comprises que les nôtres, un récit des faits court, sobre, clair, précédant le texte des lettres et pièces publiées.

2. « Pour ce qui est de quelque danger, de la part de l'ennemi, je le tiens pour insignifiant. » Washington à son frère John, 14 mai 1755.

environ treize cents hommes, bien armés, presque tous des réguliers,[1] » les Français furent victorieux et il ne s'en manqua guère qu'ils ne tuassent leur futur commandant en chef. Le bruit courut même qu'il était mort, après avoir mis sur le papier ses « dernières paroles. » Washington dut écrire à son frère John pour l'assurer qu'il n'avait eu encore à rédiger cette composition : « Par la grâce toute-puissante de la Providence, j'ai été protégé au delà de tout ce qu'il était humainement possible d'attendre ; car j'ai eu quatre balles dans mon habit et deux chevaux tués sous moi ; j'échappai néanmoins sans blessure, bien que la mort fauchât mes compagnons de toute part autour de moi. Nous avons été très scandaleusement battus.[2] »

Par une ironie du sort, dans cette expédition contre les Français où le général anglais avait, pour second, George Washington, les moyens de transport avaient été fournis par le Maître des Postes, Benjamin Franklin. Elle servit, dans ces régions lointaines, où les blancs

1. Washington à Dinwiddie, 18 juillet 1755.

2. Même date, Washington visita de nouveau la région en octobre 1770, mais son journal ne contient aucune allusion aux événements antérieurs : « Nous logeâmes, au Fort Pitt, dans ce qu'on appelle la ville, à quelque trois cents yards du fort.... Ces maisons, faites de troncs d'arbres et disposées en rues, sont sur la Monongahela et sont, je crois, au nombre d'une vingtaine, leurs habitants s'occupant notamment de trafic avec les Indiens. Le fort est construit entre les rivières Allegheny et Monongahela, mais pas aussi près de la fourche qu'était le Fort Du Quesne. »

Une carte des itinéraires de Washington, un plan du Fort Du Quesne et un de la bataille de 1755 se trouvent dans *Some important Colonial Military Operations* par F. L. Huidekoper, *Society of Colonial Wars*, Washington, 1914

étaient rares, de prologue à ce drame sanglant où Montcalm devait se couvrir de gloire et le gouvernement de Louis XV de honte, la Guerre de Sept ans.

Les Français à qui Washington avait eu affaire étaient incontestablement différents de ces freluquets avantageux décrits par Addison dans son *Spectator*, mais ils étaient aussi loin que jamais de posséder ses sympathies. C'eût été pour lui manque de loyalisme que de faillir à les détester et à interpréter au pire tout ce qu'ils pouvaient dire ou faire. Disposant d'un vocabulaire plus ample qu'on ne se figure parfois, on le trouve écrivant à Richard Washington, en 1757, que les moyens par lesquels les Français se maintiennent dans la vallée de l'Ohio sont « hellish » (diaboliques; en anglais le mot est un fort juron)[1].

Peu d'années plus tard le ton est bien différent, sinon encore à l'égard des Français, du moins à l'égard du roi et du gouvernement britanniques. En termes solennels où paraît déjà le Washington de l'histoire, il avertit son ami et voisin George Mason,

1. A Richard Washington, marchand, Londres, de Fort Loudoun, 15 avril 1757. La même lettre nous éclaire sur les goûts de Washington quant aux objets matériels. Il commande qu'une « variété de choses » lui soient expédiées de Londres et ajoute : « Quels que soient les objets que vous ayez à m'envoyer, quand une limite absolue ne vous est pas fixée pour les prix, choisissez-les-moi à la mode, soignés et de bonne qualité, chacun selon son espèce. » Les mêmes goûts paraissent dans sa lettre à Robert Cary et Cie, de Londres, à qui il commande un carrosse, « à la nouvelle mode, beau, élégant et léger, » peint de préférence en vert, mais quant à cela « il se laisserait guider par la mode. » 6 juin 1768. Le carrosse fut envoyé en septembre; il était vert, « tout l'encadrement de la carrosserie, doré avec beaux écussons et devise et ornementation de fleurs sur toute la surface des panneaux. »

celui qui devait rédiger la première constitution de la Virginie, de la grande crise menaçante : « La liberté américaine » est en péril ; « il semble absolument nécessaire que quelque chose soit tenté pour écarter le coup et maintenir cette indépendance que nous tenons de nos ancêtres. Mais comment s'y prendre pour atteindre un résultat efficace, voilà la question ?

« Que nul homme ne doive se faire scrupule ou hésiter un moment à recourir aux a-mes (*sic*) pour la défense d'un bien si précieux dont dépend tout le bien ou le mal de la vie, c'est mon opinion arrêtée. Pourtant les a-mes, je demande à l'ajouter, devraient être la dernière ressource, le *dernier ressort.*[1] »

Absolument ferme, absolument modéré, tel devait être Washington jusqu'à la fin du conflit alors menaçant et, d'ailleurs, jusqu'à la fin de ses jours. La vie du grand Washington commençait.

II

Quelques années passent encore, et quand la toile se lève de nouveau sur des scènes de guerre, des changements gros de conséquences se sont produits. Jusqu'au dernier moment, l'ancien officier des campagnes coloniales, âgé maintenant de quarante-deux ans, exprimait encore le vœu que « le soin de régler la querelle eût pu être laissé à la postérité ; mais la

1. En français dans le texte. Mont Vernon, 5 avril 1765.

crise est là, et c'est nous qui avons à maintenir nos droits ou à nous soumettre à toutes les exigences dont nous pourrons être chargés, jusqu'à ce que l'habitude et le long usage fassent de nous des esclaves aussi abjects que ces noirs auxquels nous imposons une domination si arbitraire. » Il avait peine à se dire que les Anglais allaient être réellement l'ennemi ; il tâcha longtemps de croire que la querelle n'était pas avec l'Angleterre et son roi, mais avec le ministère et ses soldats qu'il appelle « les ministériels. » Écrivant, le 31 mai 1775, de Philadelphie où il se trouvait comme membre du second Congrès continental, à G. W. Fairfax, en Angleterre, il lui faisait un récit de la rencontre entre les « provinciaux » de Massachusetts et « les troupes ministérielles, car pour nous ce ne sont pas, et nous ne pouvons nous résoudre à les appeler, les troupes du Roi[1]. »

La guerre demeurait à ses yeux une guerre fratricide : « Quelle tristesse de penser que l'épée d'un frère a percé la poitrine d'un frère, et que les plaines d'Amérique, naguère tranquilles et heureuses, vont être inondées de sang ou peuplées d'esclaves. Cruelle alternative. Mais quel homme vertueux pourrait hésiter dans son choix ? »

Deux semaines plus tard, le signataire de cette lettre était nommé, sur la proposition de John Adams,

1. Il en fut ainsi jusqu'à la proclamation de l'indépendance. Par lettre du 19 mars 1776, Washington notifiait au Congrès la prise par lui de Boston et la retraite de « l'armée ministérielle. » Le drapeau des « insurgents » était alors le drapeau anglais, mais avec treize raies blanches et rouges, emblèmes des treize colonies.

du Massachusetts, commandant en chef d'un nouveau corps de troupes qui entrait à ce moment dans l'histoire sous le nom d'« Armée Continentale.[1] » L'ancien aide de camp de Braddock allait devenir le chef d'une nation non encore formée, pendant un conflit de huit années avec la toute-puissante Angleterre, maîtresse des côtes, maîtresse des mers.

Ce que fut ce conflit et ce que furent ses conséquences, le monde entier le sait : jours sombres et jours brillants, Valley Forge et Saratoga. « Personne, » écrivait Washington, à son propre sujet, « n'eut, je crois, un choix plus abondant de difficultés.[2] »

Les Français avaient cessé alors de lui inspirer dédain ou animosité, et il commençait à leur rendre meilleure justice, mais il s'en fallait que son cœur leur fût gagné. Des volontaires français avaient commencé de bonne heure d'accourir à l'armée américaine. « Ils semblent, » écrivait Washington au Congrès, en octobre 1776, « gens raisonnables et de bonnes manières, et je ne doute pas qu'ils ne fassen de bons officiers dès qu'ils sauront assez de notre langue pour se faire comprendre. » L'un d'eux, avait

1. Nomination acceptée avec une modestie caractéristique de Washington, ainsi que le montre une lettre à sa « chère Patsy, » sa femme, et une au colonel Bassett où il dit : « Je peux répondre seulement de trois choses, une ferme conviction de la justice de notre cause, le soin le plus minutieux à la servir et la plus stricte intégrité. Si ces trois choses ne peuvent suppléer à l'habileté et l'expérience, la cause en souffrira et, plus que probablement, le sentiment aussi qu'on aura de moi, car la réputation dépend surtout du succès. » 9 juin 1775.

2. A son frère John, 18 décembre 1776.

appris le commandant en chef, était un jeune enthousiaste qui avait abandonné femme et enfant pour servir la cause américaine en volontaire et sans paye, comme Washington lui-même. Il avait affrété un navire qui s'appelait *La Victoire* et avait échappé aux croiseurs britanniques ; son nom était Lafayette. Encore un embarras, murmura, et pas même à voix basse, le général qui écrivit à Benjamin Harrison, représentant de la Virginie : « Ce que peuvent être les intentions des membres du Congrès relativement à ce gentleman, et quelle ligne de conduite je dois suivre pour me conformer à leurs désirs et à son attente, je le sais aussi peu que l'enfant qui n'est pas né et je demande à en être éclairci.[1] »

Mettez-moi à l'épreuve, disait Lafayette, je ne souhaite pas jouer le rôle de soldat honoraire. Il vint au camp, et ce fut un cas d'amitié au premier regard, ou du moins au second, et qui mériterait un Plutarque pour la décrire. En août, Washington se demandait que faire du nouveau venu. Le 1[er] novembre, il écrivait au Congrès : « Il est, par-dessus le marché, homme de sens, de manières discrètes, il a fait de grands progrès dans notre langue et, d'après les dispositions qu'il a montrées à la Brandywine, il possède une forte dose de bravoure et d'ardeur militaire. »

C'est alors que Washington eut l'occasion de connaître ce qu'étaient ces gens qui avaient logé tant de balles dans son habit à la défaite de Braddock ; non

1. 19 août 1777.

pas tout d'un coup, mais par degrés, il finit par se rendre compte qu'un trait spécial du caractère de ces anciens ennemis les rendait dignes de son amitié : leur aptitude à l'enthousiasme désintéressé pour une idée qui leur était chère.

Non pas tout d'un coup ; des préventions de jeunesse, l'effet du milieu, des souvenirs de campagne, la croyance à des intérêts opposés avaient laissé en lui une impression trop profonde pour s'effacer aisément. Il résista plus longtemps que le vieux Franklin, et avec une raideur que déjà ne connaissait plus le sage de Philadelphie ; il continuait de noter ses soupçons persistants et sa répugnance à reconnaître que des motifs généreux pouvaient guider la politique de la nation française. « J'ai été dès le début, » écrivait il, en 1777, à son frère John, « du nombre de ceux qui n'ont jamais fait grand fond sur une aide militaire des Français. Je n'ai jamais cru et je continue de ne pas croire qu'ils aient jamais voulu nous fournir autre chose qu'une assistance secrète, c'est-à-dire des envois d'armes, etc., en échange de notre argent et de notre commerce. Cela peut, sans doute, si la Grande-Bretagne est assez énergique et forte pour s'en offusquer, amener la guerre ; mais si elle doit être déclarée, ce sera, j'en suis convaincu, par cette dernière Puissance. » Il devait en arriver tout autrement.

Même après que la France, seule de tous les pays du monde, eût reconnu la nouvelle nation et fût entrée dans le conflit, Washington gardait ses doutes ;

son cœur résistait toujours. « La haine de l'Angleterre, écrivait-il, peut entraîner d'aucuns à une confiance excessive en la France.... Je suis cordialement disposé à nourrir les sentiments les plus favorables sur notre nouvel allié.... Mais c'est une maxime fondée sur l'expérience universelle de l'humanité, qu'il ne faut avoir confiance en une nation que dans la limite de ses intérêts, et aucun homme d'État ou politique prudent ne se risquerait à s'en écarter.[1] »

Après la Déclaration d'Indépendance, des envoyés avaient été dépêchés en Europe avec mission d'obtenir l'alliance, non pas exclusivement de la France, mais de toutes les nations que le sort des « insurgents » américains aurait pu toucher et qui seraient disposées à les aider dans leur lutte pour la liberté. Quelques-uns des envoyés ne furent même pas admis dans la capitale des pays assignés à leurs efforts; d'autres n'en purent voir le souverain, recevant seulement d'imprécises bonnes paroles.

Envoyé en Prusse, Arthur Lee, qui n'avait pu obtenir d'être admis à Madrid, put atteindre cette fois la capitale (4 juin 1777), mais non se faire recevoir du roi. « Il n'est aucun nom, » écrivait Lee dans une lettre suppliante à Frédéric II, « aussi hautement respecté parmi nous que celui de Votre Majesté. Il n'est par suite aucun roi dont la déclaration d'amitié donnerait à notre peuple autant de courage. » Mais le roi demeurait intraitable ; il refusait toute aide en

1. 14 novembre 1778. Cf. plus loin, p. 328.

« artillerie, armes ou argent, » bien que, écrivait Lee au comité des Affaires Étrangères, « je susse de source certaine qu'il avait des sommes considérables dans son Trésor. » Frédéric persistait, donnant pour raison que, s'il consentait, il en résulterait beaucoup « d'embarras » pour lui-même, comme il était en effet probable. Il refusa obstinément de recevoir Lee et lui permit seulement de contempler son armée : machine sans pareille, écrivait l'envoyé américain à Washington, mais rien d'autre qu'une machine.

« L'armée prussienne, disait-il, qui monte à 220.000 hommes, infanterie et cavalerie, est entraînée sans cesse, par le moyen d'exercices et de coups de canne continus, à se mouvoir avec un ordre et une promptitude certainement supérieurs à ceux de toutes autres troupes d'Europe. » Ils s'exercent tous les jours : « Chaque homme défile isolément et est passé en revue par différents officiers qui, au moyen de coups, font prendre à chacun de ses membres la position jugée par eux convenable, si bien que l'homme ne semble être rien qu'une simple machine aux mains d'un ouvrier.[1] »

Le plus loin que Frédéric consentit d'aller fut de

1. A Washington, 15 juin 1777. Même impression recueillie plus tard par Lafayette qui assista aux grandes manœuvres prussiennes de 1785 et en envoya, au retour, une description à Washington : « C'est une machine parfaitement régulière.... Toutes les situations qu'on peut supposer à la guerre, tous les mouvements qu'elles doivent amener, ont été, par une habitude constante, tellement inculqués dans leurs têtes que toutes ces opérations se font presque mécaniquement. » 8 février 1786. *Mémoires, correspondance et manuscrits du général Lafayette*, Bruxelles, 1838, t. I, pp. 203-204.

faire assurer Lee, à son départ de Prusse le mois suivant (juillet 1777), qu'il recevrait toujours avec plaisir la nouvelle de revers anglais.

Malgré sa haine des Anglais, les *goddam*, comme il les appelle d'ordinaire, et qui n'avait d'égale que son mépris pour les Autrichiens[1], Frédéric II se garda jusqu'au bout de sympathie pour les « insurgents » ; qu'ils eussent raison ou tort ne lui était de rien, de telles considérations ne pouvaient entrer, pensait-il, en ligne de compte. Il s'en explique à cœur ouvert avec son frère, le prince Henri, à qui il écrit pendant, précisément, le séjour de Lee à Berlin : « Nous avons ici des députés de l'Amérique qui nous proposent un traité de commerce. Je me propose de tirer en longueur cette négociation, pour me ranger du côté pour lequel la fortune se déclarera. Voilà, mon cher frère, ce que je crois le plus convenable à nos affaires, ni plus ni moins.[2] » Et il en fut ainsi, en effet, « ni plus, ni moins. »

Ces événements aux conséquences perpétuelles qui mettaient en jeu les principes fondamentaux du gouvernement des peuples, et que tout le monde en

1. « Il me semble qu'il y a un levain de férocité au cœur de l'homme, qui reparaît souvent quand on croit l'avoir détruit. Ceux que les sciences et les arts ont décrassés sont comme ces ours que les conducteurs ont appris à danser sur les pattes de derrière; les ignorants sont comme les ours qui ne dansent point. Les Autrichiens (j'en excepte l'empereur) pourraient bien être de cette dernière classe. » Au prince Henri, 9 juillet 1777. *Œuvres*, éd. Preuss, t. XXIII, p. 452

2. 17 juin 1777, t. XXVI, p. 448. A rapprocher des vues françaises exprimées par Vergennes; plus haut, p. 16.

France suivait, le cœur battant, sont pour lui un de ces spectacles dans un fauteuil qui, faute de mieux, peuvent faire passer un moment. Il écrit au même : « Pour nous, mon cher frère... il me semble que nous sommes dans le cas de ces comédiens allemands qui, pendant leurs féries, vont voir jouer les acteurs français pour se mouler sur leur modèle. Nous observons les Washington, les Howe, les Burgoyne et les Carleton, pour apprendre d'eux ce grand art de la guerre dont on ne trouve jamais le bout, pour rire de leurs sottises et approuver ce qu'ils peuvent faire conformément aux règles. Sa Majesté Britannique et son conseil occupent les premières loges; nous sommes au paradis et nos sifflets même ne sont pas comptés. Lord Bute, qui est l'auteur de la pièce, pour rendre la scène touchante, devrait être pendu au dernier acte.... Je ne sais de quoi je m'avise de vous entretenir de ces balivernes. Mais les postes m'ont apporté peu de nouvelles... et le hasard m'a fait tomber sur le sujet des goddams.[1] » Dans une autre lettre au même confident, il formule cet important principe de sa politique : « Il faut être, dans ce monde, caméléon et réfléchir les couleurs des circonstances.[2] »

« Un peuple en révolution, dit Fontanes, n'a plus d'alliés et d'amis... il est isolé au milieu du monde qu'il épouvante; on s'éloigne de lui comme des volcans.[3] » A l'appel américain, la France seule

1. 3 novembre 1777, t. XXVI, p. 457.
2. 9 février 1778, t. XXV, p. 461.
3. *Œuvres*, Paris, 1839, t. I, p. 150.

répondit *Adsum* : pour quels motifs, on l'a vu plus haut [1], l'amour de la liberté, bien plus que la haine de l'Angleterre étant la vraie raison, et les colonies révoltées étant populaires en France, non pas tant parce qu'elles voulaient secouer le joug anglais, que parce qu'elles voulaient secouer un joug.

Jusqu'à l'arrivée de Rochambeau, Washington avait rencontré, au cours de la guerre, des spécimens plus ou moins nombreux de la race française, mais seulement des spécimens isolés. Il avait été instruit de leur rôle en tant que soldats et marins, sous d'Estaing en particulier, sans les voir lui-même à l'œuvre. Comme hommes et comme soldats, il les tenait, à ce moment, pour dignes représentants d'une nation « dès longtemps habituée aux guerres, très stricte en fait d'étiquette militaire et apte à prendre feu quand d'autres s'échaufferaient à peine. [2] » Il remarqua toutefois, après Savannah, où tant des nôtres périrent et où leur chef, d'Estaing, chargeant à découvert et sans préparation d'artillerie suffisante, les tranchées anglaises, faillit trouver la mort, qu'avec toute cette chaleur expansive, ils pouvaient, quand il fallait, se montrer fermes et d'un sens rassis et peser leurs mots : « Tout en regrettant ce malheur, disait Washington au général Lincoln, j'éprouve un très sensible plaisir à la pensée de la vaillance montrée par les officiers et soldats de l'armée française et américaine ; et ce n'est pas pour

1. Page 8.
2. Au général Sullivan, septembre 1778.

moi une médiocre consolation d'apprendre qu'au lieu de ces reproches mutuels qui suivent souvent l'échec d'entreprises dépendant de la coopération de troupes de nationalités différentes, leur confiance et estime réciproques se sont accrues.[1] »

Quant au mérite des Français en tant que marins, Washington ne cachait pas ses appréhensions à ses intimes. Il avait compris, de bonne heure, que l'issue de la guerre et l'indépendance de son pays pouvaient dépendre d'une maîtrise, au moins momentanée, de la mer ; mais il doutait fort que ce but pût être atteint. « Selon toute probabilité, pensait-il, l'avantage restera aux Anglais. Et alors, que deviendra l'Amérique? Ne nous décevons pas nous-mêmes.... C'est un axiome que la nation ayant le plus vaste commerce aura toujours la plus puissante marine.... Il est vrai que la France a créé, pour ainsi dire, une flotte en fort peu de temps, ce qui pourrait fausser notre jugement sur ses capacités navales.... Nous devons tenir ce qui a été fait par la France pour un effort violent et contre nature de son gouvernement et qui, faute de fondations suffisantes, ne saurait produire d'effets proportionnés. » De plus, « quoique l'habileté de son financier actuel (Necker) ait produit des merveilles, » la France n'est pas un pays riche[2].

Quand arriva Rochambeau avec ses cinq mille hommes sur la flotte de Ternay que montaient de

1. 12 décembre 1779.
2. A Joseph Reed, président du Conseil de Pennsylvanie, 28 mai 1780.

nombreux marins et officiers, Washington prit, pour ainsi dire, personnellement contact avec le pays de France et n'eut plus à dépendre de la lecture de livres hostiles, de ses souvenirs des guerres coloniales ou de ses impressions d'individus isolés. Les portraits tracés par le *Spectator* pouvaient, de moins en moins, lui sembler des portraits. Washington se trouva entouré de gens d'esprit mûr, de manières courtoises, remarquables non seulement par leurs talents militaires, mais par leur sens du devoir, leur patience et endurance, leur désir de bien faire. Quant aux troupes, elles observaient, comme on sait, une discipline tellement stricte que les habitants qui ne s'attendaient à rien de pareil, plutôt le contraire, s'en montraient surpris et charmés.

Peu à peu le cœur de Washington nous fut gagné. Nous ne conquîmes dans cette guerre aucun territoire à notre profit, mais nous conquîmes Washington. Pendant quelque temps encore, il ne fut nôtre qu'officiellement ; l'éloge qu'il faisait de ses alliés et de leur pays ne trouvait place que dans les lettres qu'il leur adressait à eux-mêmes ou dans ses rapports au Congrès qui étaient, en fait, des documents publics. Enfin le jour vint où, écrivant seulement pour lui-même, en un journal qui ne devait être vu par personne, il traça ces mots : « Nos généreux alliés. [1] » Ce jour-là, 1er mai 1781, le cœur de Washington était réellement conquis.

1. Ils figurent dans un passage de son journal intime où il note les sombres appréhensions que lui causait la campagne de 1781

A partir de ce moment, on peut prendre à la lettre ce que Washington écrivait au sujet des Français, qu'il s'adressât à eux ou au Congrès, et la lecture nous en est fort agréable aujourd'hui encore; des appréciations comme celle-ci, par exemple, envoyée au Congrès sept jours avant la capitulation de Yorktown : « Je ne saurais manquer de reconnaître les obligations infinies que j'ai à l'égard de Son Excellence le comte de Rochambeau, le marquis de Saint-Simon, commandant les troupes des Antilles, les autres officiers généraux et, en vérité, les officiers de tous ordres de l'armée française, pour l'assistance qu'ils me prêtent. L'expérience qu'ont beaucoup d'entre eux du genre de tâche que nous avons à remplir m'est d'une extrême utilité dans nos opérations présentes.... La plus grande harmonie règne entre les deux armées. Elles semblent ne penser qu'à une chose, soutenir l'honneur des armes alliées.[1] » Lorsque, au cours de l'année suivante, Français et Américains furent au moment de se quitter, leur chef résuma ses impressions ainsi : « On peut, je crois, dire avec vérité que jamais harmonie plus parfaite n'a régné entre deux armées que celle entre

(qui se termina néanmoins par Yorktown) : « In a word, instead of having every thing in readiness to take the field, we have nothing, and instead of having the prospect of a glorious offensive campaign before us, we have a bewildered and gloomy defensive, unless we should receive a powerful aid of ships, land troops and money from our generous allies; and these at present are too contingent to build upon. » Cahiers originaux à la Bibliothèque du Congrès.

1. Devant York, 12 octobre 1781.

Français et Américains depuis leur première jonction, l'année passée. [1] »

Vers le début de 1783, la paix et l'indépendance américaine étaient virtuellement assurées. On trouve Washington célébrant l'anniversaire de l'alliance française qui avait rendu ces événements possibles. « Je me proposais, » écrit-il au général Greene, « de vous adresser une longue lettre sur toute sorte de sujets, mais le major Brunet est survenu tout à coup, alors que je me préparais à la célébration de cette journée et allais passer en revue les troupes, avant le *feu de joie*.[2] » Son ordre du jour à cette occasion était le suivant : « Le commandant en chef, qui désire, au retour de cet heureux anniversaire, faire régner, autant que possible, partout, les sentiments de gratitude et de satisfaction, se fait un plaisir d'accorder une rémission complète de leur peine à tous les prisonniers militaires. [3] »

Le registre des ordres à l'armée dont se servait Washington a été conservé et on y peut voir que le mot d'ordre donné par lui pour cette journée était : « Amérique et France, » et le mot de ralliement : « Unies à jamais. »

1. A Lafayette, 20 octobre 1782.

2. En français, dans le texte, il s'agissait de salves de mousqueterie.

3. 6 février 1783.

III

Non moins caractéristique des sentiments conservés, dans la suite, par Washington, est la correspondance qu'il continua d'entretenir avec nombre de Français quand la guerre fut chose du passé et qu'aucune aide ne fut plus nécessaire. Avec Rochambeau, d'Estaing, Chastellux, La Luzerne, alors ambassadeur à Londres et qu'il avait vu avec regret quitter les États-Unis, et, bien entendu, avec Lafayette, il échangeait des lettres aussi agréables à lire aujourd'hui qu'autrefois : un ami écrit à ses amis, leur confie ce qu'il pense et ses vues d'avenir. L'attitude de la France à la paix est l'occasion de ces nobles paroles adressées à La Luzerne : « Les articles du traité général ne semblent pas aussi favorables à la France, au point de vue des acquisitions territoriales, qu'aux autres pays[1]. Mais l'importance de l'action magnanime et désintéressée exercée, aux yeux du monde, par votre nation pendant cette guerre et à la conclusion de la paix, assurera au Roi et à votre peuple une réputation de plus de valeur pour eux qu'aucun autre avantage.[2] »

Dans sa lettre d'adieu, il lui disait : « Vous pouvez être assuré que vos talents et votre bon vouloir à

1. Ils sanctionnaient simplement quelques échanges territoriaux et des restitutions réciproques de colonies et stipulaient que l'agent anglais à Dunkerque, expulsé au début de la guerre, ne reviendrait pas.

2. 29 mars 1783.

aider ce pays ont été si notoires et vos services si appréciés que le souvenir d'aucun envoyé ne sera conservé aussi longtemps, ni son absence plus sincèrement regrettée. Nous n'oublions pas quel témoin vous fûtes des dangers, souffrances, efforts et succès des États-Unis, des pires moments de crise jusqu'à l'heure du triomphe.[1] » Et à ce témoignage verbal d'amitié admirative, il en ajoutait un matériel. La nouvelle république s'était renseignée sur la pratique des cours lors du départ d'un ambassadeur et avait appris qu'en France, par exemple, il était d'usage de lui offrir, en souvenir de son séjour, une tabatière enrichie de diamants. Obligés à l'économie, Washington et son gouvernement décidèrent qu'aux États-Unis, le souvenir consisterait en une médaille d'or qu'on ferait frapper à la Monnaie de Paris, avec une chaîne, également en or, pour la porter. Le départ de La Luzerne se trouva coïncider avec celui de Van Berkel, ministre de Hollande. Washington note dans son journal : « Le prix de ces médailles devra être d'environ trente guinées, mais il a été décidé que la chaîne pour celle du marquis de La Luzerne, en raison de son attachement et de ses services à ce pays, serait d'environ deux cents guinées, l'autre de cent.[2] »

Dans sa correspondance, Washington tient ses

1. 7 février 1788.

2. 29 juin 1790, Lossing, *The Diary of George Washington*, New York, 1860. Les originaux des quelques cahiers du journal reproduits dans cette publication ont été, sauf un, perdus depuis.

amis français au courant des progrès du pays et de son espérance qu'une grande nation va se former. Il souhaite faire le tour des États-Unis jusqu'à la limite de ce qui était alors l'extrême Ouest. « Je ne pouvais m'empêcher, » écrivait-il à Chastellux, « de contempler dans son ensemble et son ampleur, d'après les cartes et les informations d'autrui, la vaste navigation intérieure de ce pays ; je ne pouvais qu'être frappé de son immense étendue et importance, et de la bonté de la Providence qui nous a dotés de tant de biens d'une main si généreuse. Plaise à Dieu que nous ayons la sagesse d'en tirer parti. Je ne serai heureux que lorsque j'aurai exploré la région occidentale et traversé, du moins en partie, ces lignes qui ont donné de nouvelles limites à un nouvel empire[1]. » Quelques années plus tard il écrivait à La Luzerne : « Les États-Unis marchent du meilleur pas vers le bonheur national, et s'il ne peut être atteint ici à un degré aussi élevé que le permet la nature humaine, il en faudra conclure que le bonheur politique est inaccessible.[2] »

Ce repos auquel Washington aspirait (« Je soupire après la retraite, » disait-il à Cary en juin 1782) lui avait été accordé vers la fin de 1783, alors que, le traité définitif ayant été signé, il avait remis ses pouvoirs, le 23 décembre, aux mains du Congrès, à Annapolis, « disant adieu, » suivant ses paroles, « à

1. Princeton, 12 octobre 1783. Il se mit en route pour ce voyage à l'automne suivant.
2. 10 septembre 1791.

ce corps auguste sous les ordres de qui j'ai si longtemps agi. »

Il lui fut d'abord difficile de jouir, en son cher Mont Vernon, de cette vie tranquille si désirée, et de « me débarrasser, » écrivait-il au général Knox, « de mon habitude de ruminer, aussitôt éveillé le matin, les affaires de la journée commençante, et de me rendre compte, à ma surprise, après avoir roulé maintes choses en mon esprit, que je n'étais plus un homme public et n'avais plus rien à voir avec les affaires de l'État. » Il ne tarda pas cependant à pleinement jouir du milieu tranquille où il se trouvait et de sa douce vie de famille, décrivant sa nouvelle existence à Rochambeau et à Lafayette, non toutefois sans un peu de mélancolie, en homme pour qui l'œuvre de sa vie est chose du passé. A celui pour qui son cœur viril éprouvait le plus de tendresse, il adressait sa belle lettre du 1er février 1784, ne se doutant pas que son repos était temporaire et qu'il allait devenir le premier Président de la nation fondée par lui.

« Enfin, mon cher marquis, je suis à présent un simple citoyen sur les bords du Potomac, et, à l'ombre de ma vigne et de mon figuier, libre du tumulte des camps et des agitations de la vie publique, je me plais à ces tranquilles jouissances que comprennent bien peu le soldat sans cesse à la poursuite de la renommée, l'homme d'État consacrant ses jours anxieux et ses nuits sans sommeil aux projets pour la grandeur de sa nation et peut-être la

ruine des autres, comme si ce globe ne pouvait suffire à tous.... Je ne me suis pas seulement retiré de tous emplois publics, je suis rendu à moi-même, et pourrai suivre les sentiers de la vie privée avec une satisfaction profonde. N'enviant personne, je suis décidé à être satisfait de tout le monde ; et tel étant, mon cher ami, mon ordre de route, je descendrai doucement le cours de cette vie jusqu'à l'heure du repos près de mes pères.[1] »

Avec Lafayette le grand homme s'assouplit, il devient affectueux, poétique comme dans la précédente lettre, parfois même rieur ce qui est si rare chez lui. Il voudrait que Mme de Lafayette vînt en Amérique et visitât Mont Vernon, lui disant : « Les portes de votre demeure ne sauraient s'ouvrir pour vous avec plus d'empressement que ne feraient les miennes.[2] » Elle ne devait jamais venir; mais son mari retourna en Amérique pour quelques mois, la même année, et ce fut la première de ses deux visites triomphales aux États-Unis libérés. C'est alors que, se rembarquant à Annapolis, il se sépara de son chef qu'il ne devait jamais revoir. Ce fut pour tous deux une heure de tristesse, Washington lui envoyant, dès son retour à Mont Vernon, à temps pour l'atteindre avant qu'il mît à la voile, la plus touchante peut-être de ses lettres :

« Au moment de notre séparation, sur la route, au cours du voyage et à toute heure depuis, j'ai res-

1. Mont Vernon, 1er février 1784.
2. Mont Vernon, 4 avril 1784.

senti combien étaient grands l'affection, le respect et l'attachement pour vous que le cours des ans, une étroite union et vos mérites m'ont inspirés. Je me demandais souvent, tandis que nos voitures s'éloignaient si c'était pour la dernière fois que je vous avais vu. Et malgré mon désir de dire non, mes craintes répondaient oui. Je rappelais à mon esprit les jours de ma jeunesse et constatais qu'ils avaient fui depuis longtemps pour ne plus revenir, que je descendais maintenant la colline que j'avais mis cinquante-deux ans à gravir, et que, bien que favorisé d'une bonne constitution, j'appartenais à une famille aux vies courtes et pouvais m'attendre à rejoindre bientôt mes pères dans la tombe. Ces pensées rendaient les ombres plus épaisses et, assombrissant le tableau, diminuaient à mes yeux les chances de vous revoir. Mais je ne me plaindrai pas; j'ai eu ma journée.[1] »

Un portrait de Lafayette, sa femme et ses enfants, reçu l'année suivante, fit grand plaisir à Washington; c'est, écrivit-il à son ami, « un cadeau sans prix ; je lui donnerai la meilleure place dans ma maison.[2] »

Il demeura jusqu'à la fin le conseiller et confident de Lafayette lequel, de son côté, le tenait au courant de ce qui se passait dans son pays et dans sa famille, lui disait ses espérances et contait ses voyages, celui par exemple qu'il fit en Prusse où il retrouva Cornwallis à la cour de Frédéric II, ce « vieux décrépit et

1. 8 décembre 1784.
2. 25 juillet 1785.

sale caporal, tout couvert de tabac d'Espagne, la tête presque couchée sur une épaule et les doigts presque disloqués par la goutte, » mais avec « les plus beaux yeux que j'aie jamais vus. » Il ajoutait : « Le charme séduisant de la grâce » du roi fait « qu'on peut, en le voyant, oublier son caractère despote, égoïste et dur. [1] »

Jugeant, dans sa remarquable réponse, le roi et son frère, le libéral prince Henri qui, disait Lafayette, « aime notre nation avec une préférence vraiment touchante[2], » Washington rappelait d'un trait l'idéal à atteindre dans le gouvernement des hommes : « Avoir été reçu par le roi de Prusse et le prince Henri son frère, qui, comme soldats et politiques, ne le cèdent à personne, avec tant de distinctions et d'égards, fait autant d'honneur à leur discernement qu'à votre mérite.... Affligeons-nous toutefois à la pensée que les grands caractères sont rarement sans taches. Qu'un homme ait pu tyranniser des millions sera toujours une ombre au portrait du premier, tandis qu'il est agréable d'apprendre que le second se distingue par le cas qu'il fait des droits appartenant à la généralité des hommes. [3] »

Pendant que s'écoulaient ces années de repos relatif, seulement relatif car Washington avait à

1. 8 février 1786, *Mémoires, correspondance et manuscrits*, t. I, p. 203.

2. A une de ses cousines non autrement désignée, Rheinsberg, 7 août 1785.

3. Mont Vernon, 10 mai 1786.

recevoir d'innombrables visiteurs, répondre à une incroyable quantité de lettres parce que tout le monde voulait ses conseils, participer à l'élaboration de la Constitution comme délégué de la Virginie en 1787, sa renommée ne cessait de grandir en France d'où lui venaient des témoignages d'admiration de toute sorte, parfois nobles et simples, parfois pompeux et emphatiques, comme la lettre par laquelle le chevalier de Lormerie « ne craignait point de présenter un *Plan de Paix Perpétuelle* à un général qui est encore plus philosophe que guerrier.[1] »

En outre des lettres, des visiteurs français arrivaient parfois, de leur personne, à Mont Vernon. L'un se présenta en conséquence d'une loi, Jean-Antoine Houdon, le fameux sculpteur, dont le voyage fut le résultat d'un acte voté par l'assemblée de Virginie, prescrivant que « le pouvoir exécutif serait requis de prendre des mesures en vue d'une statue du général Washington, du meilleur marbre et meilleur travail. »

Le sculpteur pouvait être de n'importe quelle nationalité pourvu que ce fût le plus habile qui existât. « L'intention de l'Assemblée, » écrivait le gouverneur de l'État à Jefferson, alors à Paris, « est que la statue soit l'œuvre du plus excellent maître.

1. « Excellence, vos vertus civiles et vos talents militaires ont donné à votre patrie la liberté et le bonheur; mais leur influence sur celui du globe entier est encore préférable à mes yeux. C'est à ce grand but que tend tout homme qui se sent digne d'arriver à l'immortalité, » etc. 28 mai 1789. Papiers du Congrès continental, t. LXXVIII, p. 759. Bibliothèque du Congrès.

Je vous laisse donc le soin de le découvrir dans n'importe lequel des États européens. » Ce fut, une fois de plus, la bonne fortune de la France de pouvoir répondre *Adsum*[1].

Le gouverneur Harrison, médiocrement compétent en affaires d'art, s'était figuré que tout ce qu'il fallait à un sculpteur était un portrait peint du modèle; il en commanda donc un à Peale, grâce auquel, pensait-il, l'artiste français pourrait « achever son œuvre de la manière la plus parfaite.[2] » Houdon ne fut pas de cet avis et préféra faire le voyage, demandant seulement que, comme il était le soutien de son père, sa mère et ses sœurs, sa vie fût assurée, ce qui, à cause des risques, donna lieu à des difficultés. Il fut possible cependant de les résoudre, si bien que nous savons, à un sou près, ce que valait la vie du grand artiste : elle valait deux mille dollars. La moindre de ses œuvres se paye aujourd'hui dix fois plus.

Houdon fit la traversée sur le navire qui ramenait Franklin après sa longue mission en France; il était à Mont Vernon le 2 octobre 1785, et y avait été précédé par une lettre où Jefferson l'avait décrit en ces termes au maître du logis : « Je ne vous ai parlé de lui que comme artiste, mais je peux vous assurer

1. 22 juin 1784, *Jean Antoine Houdon*, par C. H. Hart et Ed. Biddle, Philadelphie, 1911, p. 182.

2. *Ibid.*, p. 189. Le portrait, en pied, de Peale, avec « une vue perspective de York et Gloucester, et la reddition de l'armée britannique, » prix, trente guinées, arriva à Paris en avril 1785, et a depuis disparu.

que, comme homme, il est franc, généreux, amoureux de gloire, et digne à tous les points de vue de votre bonne opinion.[1] » Il passa quinze jours à Mont Vernon où un professeur de français, mandé d'Alexandrie, servait d'interprète. Le costume antique dont l'artiste et son modèle avaient été d'abord menacés, fut écarté; Washington fut représenté, non sous l'aspect d'un Grec qu'il n'était pas, mais sous celui d'un général américain qu'il était, les dimensions étant « exactement celles de la vie. » Quiconque veut voir de ses yeux George Washington, vivre dans l'atmosphère du grand homme, bénéficier moralement de sa présence, n'a qu'à se rendre à Richmond. A tous ceux qui savent entendre, la statue saura parler. Aucune œuvre d'art sur toute l'étendue des États-Unis n'égale celle-ci en valeur et intérêt, et nulle copie ne donne une idée suffisante de l'original, les copies étant plus éloignées de la statue que la statue n'était du modèle. Il faut aller à Richmond.

Une vive reconnaissance n'en est pas moins due à l'État de Virginie qui, par une seconde loi, votée de notre temps, décida qu'une réplique en bronze serait offerte à la France. Apportée par une délégation virginienne[2], la statue fut placée à Versailles dans la salle donnant accès à celle où les Chambres réunies en congrès élisent nos présidents. Elle fut solennellement inaugurée, le 18 août 1910, en présence des

1. 10 juillet 1785, *ibid.*, p. 191.

2. Composée de MM. le colonel James Mann et les sénateurs de l'État de Virginie, Floyd King et D. P. Halsey.

descendants de Lafayette et de ceux de tous autres combattants français de la guerre de l'Indépendance[1]. Répondant à la délégation américaine, l'ambassadeur de France aux États-Unis prononça quelques paroles dont il demande la permission de reproduire un passage, parce que des circonstances inattendues en apportèrent, peu après, la confirmation, à la joie de qui avait foi en nous, à la stupeur d'ennemis qui nous croyaient usés :

« Dans ce palais consacré *A toutes les gloires de la France*, Washington est à sa place; son amitié et celle du peuple américain pour nous sont une de nos gloires.... Il y est entouré de ses compagnons d'armes : Lafayette, Rochambeau, d'Estaing, de Grasse et cet admirable Suffren qui, combattant, à l'autre bout du monde, pour l'indépendance américaine, fit autant que pas un pour sa conquête. Mais surtout il demeurera entouré à jamais de la foule française, cette même foule, ce même peuple qui s'enthousiasma jadis pour la cause des États-Unis et qui demeure aujourd'hui encore le même, aussi ardent, aussi capable d'enthousiasme, aussi jeune, aussi fort.

« Un long passé historique ne fait pas une nation vieille : ce qui la vieillit, c'est l'affaissement intérieur, c'est la perte de la foi en elle-même, le renoncement à la lutte, la stérilité de cœur et d'esprit,

1. Les voiles de la statue furent abaissés par le capitaine, aujourd'hui colonel, de Chambrun, et par le comte de Sahune de Lafayette, arrière-petits-fils de l'ami de Washington.

l'imitation remplaçant l'invention, l'accroissement de l'égoïsme chez l'individu, l'affaissement des courages. Il n'est pas téméraire de dire que, de ces maux, ni vous Américains, ni nous Français, ne sommes menacés. Si Washington revenait au monde, il retrouverait, dans ces masses populaires qui se presseront les dimanches autour de sa statue, les mêmes Français qu'il a connus, dont il se plaisait à louer les vertus militaires, et dont il admirait la chaleur de cœur, l'esprit fécond, la passion pour les idées généreuses.

« On associe habituellement l'idée du temps à celle de la mort :

Le Temps, avec la Mort, d'un vol infatigable....

« Mais le temps n'est pas seulement la mort, c'est aussi la naissance. Sur les événements que nous rappelle la statue de Washington, le temps a passé et a fait son œuvre. La jeune République fondée par le héros américain, a dépassé ses propres espérances; elle est restée une, comme il souhaitait, et elle est devenue la grande République de l'Occident. Fait mémorable : au cours des ans, les anciennes animosités se sont effacées; l'ennemi de 1778 est devenu l'ami d'aujourd'hui, l'ami éprouvé de la France et celui des États-Unis.... »

Et c'est aujourd'hui, devant les trois nations de Yorktown, unies du même côté de la tranchée, que recule peu à peu, à l'heure où ces lignes sont écrites, la Barbarie germanique, autrement cruelle et destruc-

tive que celle des Huns d'Attila, celle-ci spontanée, celle-là réfléchie, méthodique, enseignée, soigneusement doublée de perfidie et de parjure. Qu'est-ce qu'un serment? « Un mot. » Qu'est-ce qu'un traité? « Un chiffon de papier. » Telles sont les modernes réponses allemandes.

L'image modelée par Houdon ne fut pas la seule exécutée, d'après nature, par des mains françaises. L'Enfant, on l'a vu, en avait dessiné une à Valley Forge, qui est perdue. Quelques années plus tard, Washington notait dans son journal : « Samedi, 3 octobre 1789, marché l'après-midi, et posé vers 2 heures pour Mme de Bréhan, afin qu'elle achevât une miniature en profil de moi qu'elle avait commencée de mémoire et qui ressemble extrêmement à l'original. »

Très douée, très bizarre et capricieuse, la vieillissante marquise de Bréhan tenait la maison de son frère, le comte de Moustier, ministre de France, et faisait par ses manières, fort étranges surtout en Amérique, le sujet de toutes les conversations. Hautaine comme son frère, ce qui les rendait aussi impopulaires l'un que l'autre, elle prenait volontiers, en artiste-amateur, des attitudes à peindre, et comme la mode, pour les accessoires de portraits, était en France aux négrillons et aux singes, on la trouvait couramment « jouant avec un négrillon ou caressant un singe.[1] » Le New York du lendemain

1. « A little singular, whimsical, hysterical old woman, whose

de la révolution américaine, où siégeait alors le gouvernement, regardait avec surprise.

On peut se rendre compte de ce qu'était ce portrait, de ressemblance garantie par l'original lui-même : il est reproduit en tête du *Voyage dans la haute Pennsylvanie*, de Crèvecœur[1].

Un autre portrait français, d'après nature, est dû au soldat-artiste Fevret de Saint-Mémin, émigré royaliste, ancien officier à l'armée des Princes, qui s'établit aux États-Unis et, de 1796 à 1815, fixa sur le cuivre et sur le papier, avec une remarquable habileté, les traits de quelque mille Américains et Américaines, illustres ou non. Son profil de Washington, en uniforme de général, où se retrouve l'air de décision tranquille habituel au grand homme, fut dessiné à Philadelphie en novembre 1798, et c'est le dernier portrait fait de lui avant sa mort[2].

Une variété de visiteurs français, de plus ou moins d'importance, se présentaient de temps en temps à la demeure officielle de Washington ou à Mont Vernon. Parfois, c'était le ministre de France et sa redoutable sœur, et Washington leur montrait les plus grands égards. Il inscrit dans un de ses cahiers inédits de notes journalières, le 2 novembre 1788, étant

delight is in playing with a negro child and caressing a monkey. » John Armstrong au général Gates, dans Griswold, *The Republican Court*, 1864, p. 93.

1. Paris, an IX, 3 vol.

2. Saint-Mémin était né à Dijon en 1770. Il y mourut, conservateur du musée, en 1852. Une collection de 819 de ses portraits est à la « Corcoran Gallery », Washington.

à Mont Vernon : « Après dîner, avis me fut apporté d'Alexandrie que le ministre de France était arrivé et se proposait de venir dîner ici. En effet, peu avant le coucher du soleil, lui (comte de Moustier), sa sœur, la marquise de Bréhan, le marquis, fils de celle-ci, et M. du Pont[1] arrivèrent. »

Il faisait bon avoir, en ce temps, chambres à offrir et provisions toujours prêtes : on les avait. Les visiteurs restent quatre jours. Le 5, note Washington, « le ministre et sa sœur exprimant le désir d'aller à pied voir la nouvelle grange, nous y fûmes, et de là, par la plantation de French[2], à mon moulin; puis rentrés, ayant fait au moins 7 milles, » soit, à notre manière de compter, plus de 11 kilomètres, ce qui n'était pas mal pour une vieillissante marquise.

Le 6, écrit Washington, « vers 9 heures, le ministre de France, la marquise de Bréhan et leur suite nous quittèrent, retournant à New York. Je les accompagnai jusqu'à Alexandrie et rentrai pour dîner. Le ministre continua sa route sur Georgetown, après avoir reçu une adresse du conseil des citoyens. »

Mais souvent les visiteurs venaient de beaucoup plus loin. Populaires en France, même aux heures

1. Victor-Marie du Pont de Nemours, fils du célèbre économiste, lui-même alors secrétaire de la légation de France, plus tard consul à Charleston et fondateur de la maison américaine Du Pont de Nemours et Cie. Son frère Éleuthère fonda à Wilmington la fameuse poudrerie plus importante aujourd'hui que jamais et qui nous a fourni, au cours de la présente guerre, d'énormes approvisionnements d'explosifs.

2. Nom de lieu; c'est une de ses plantations qu'on le voit visiter chaque jour.

les plus sombres, alors que, pour eux, la partie semblait perdue, les États-Unis l'étaient bien davantage maintenant, et foule de gens souhaitaient voir de leurs yeux ce que pouvait la liberté et si vraiment elle était capable, comme on l'assurait, de transformer un pays en Éden et ses villes en modernes Salentes. L'année de l'alliance, 1778, Sébastien Mercier avait établi, dans son traité *De la Littérature*, le bilan de l'attente française : « C'est peut-être en Amérique que le genre humain va se refondre, qu'il doit adopter une religion neuve et sublime, qu'il va perfectionner les sciences et les arts et représenter les anciens peuples. Asile de la liberté, les âmes de la Grèce, les âmes fortes et généreuses y croîtront ou s'y rendront, et ce grand exemple donné à l'univers prouvera ce que peut l'homme quand il met en commun son courage et ses lumières. » Turgot, comme on a vu plus haut[1], s'était exprimé de même, la même année.

Les résultats de la guerre avaient accru ces espérances ; le succès de la croisade sans précédent pour la liberté avait causé un enthousiasme qui se manifestait en vers et en prose. L'année même du traité consacrant l'indépendance, un poème épique en alexandrins avait paru, divisé en chants, orné de toute la machinerie des classiques. Jupiter et les dieux y jouaient leur rôle :

Ainsi parla des dieux le monarque suprême

1. Page 11.

Des invocations étaient adressées aux vertus abstraites :

Fille aimable des dieux, aimable Tolérance.

Précédant de plusieurs années l'épopée américaine de Joel Barlow, la française, due à la plume de Chavannes de la Grandière, parut, comme un classique, avec d'amples annotations, rédigées toutefois par l'auteur lui-même, et dédiée à John Adams, sous le titre de l'*Amérique délivrée*[1].

Le nouveau Tasse qui prévoyait, très justement et à son honneur, l'immense influence que la révolution américaine aurait en Europe, apostrophait, en termes enthousiastes, Washington et le Congrès :

Illustre Washington, héros dont la mémoire
Des deux mondes vengés embellira l'histoire,
Toi que la main des dieux, en nos siècles pervers,
Envoya consoler, étonner l'univers
Par le rare assemblage et l'union constante
D'un cœur pur et sans fard, d'une âme bienfaisante,
Aux talents de Turenne, aux vertus des Catons
Et qui te vois plus grand que les deux Scipions,
Jouis de ton triomphe, admire ton ouvrage.

Le Congrès est un Aréopage, à la grecque, dont les membres ont pour conseillers Thémis et Minerve :

Auguste Aréopage, où Minerve elle-même
Prononce avec Thémis par l'organe suprême

1. Amsterdam, 1783. L'auteur était très anti-anglais et s'indignait de la « coupable anglomanie » qui persistait en France. La guerre, en effet, qui avait, comme on a vu, un tout autre objet, n'avait pas interrompu ces dispositions.

De tant de Sénateurs, ornements des États,
Une foule d'arrêts où tous les potentats,
Du droit des nations devraient venir apprendre
Ses principes sacrés, et jusqu'où peut s'étendre
Le sceptre qu'en leurs mains les peuples ont commis,

vous avez versé sur nous des « torrents de lumière » et nous avez appris à briser « le joug honteux » des tyrans. Une note, véritablement prophétique, commentait ainsi ce passage : « On le verra plus tôt que l'on ne pense peut-être. Heureux les souverains qui ne sauront qu'être justes, pacifiques et bienfaisants. » Six ans plus tard, la Révolution française commençait.

Se servant de la simple prose, mais atteignant un public autrement étendu, Lacretelle, du même groupe de penseurs que d'Alembert, Condorcet et Turgot, membre plus tard de l'Académie française, écrivait aussi sur un ton d'admiration débordante : « Depuis la découverte de Colomb, il ne s'est rien passé de plus important, dans tout le genre humain, » que l'indépendance américaine. S'adressant aux États-Unis, nouveau-nés, il leur disait l'attente du monde, l'étendue de leurs responsabilités et l'importance qu'aurait pour l'humanité leur succès ou leur échec : « Républiques naissantes de l'Amérique, je vous salue comme l'espérance du genre humain à qui vous ouvrez un asile, à qui vous promettez de grands et heureux exemples. Croissez, affermissez-vous au milieu de ses bénédictions....

« En adoptant la Démocratie, vous vous engagez

à des mœurs fortes et pures... [mais] vous ne renoncez pas à toutes ces commodités de la vie, à cette splendeur de la société qu'amènent les richesses, les sciences, les arts.... Vos mœurs pourront s'approcher de la corruption sans en être altérées; elles sauront s'y prêter et s'en défendre. En laissant aux richesses leur cours ordinaire, pourvoyez à la dispersion des fortunes excessives, corrigez la grande inégalité des jouissances par la plus sévère égalité des droits, et ne laissez pas s'engendrer dans vos États la classe des misérables qui fut toujours le crime et la ruine d'une société....

« Peuples législateurs, sentez bien toute la majesté de la fonction que vous allez remplir, toute l'importance de l'ouvrage que vous allez faire. Puisez un noble orgueil, un saint enthousiasme dans la vaste influence de vos destinées. Vous tenez l'univers dans une grande attente; dans cinquante ans il saura par vous si les peuples modernes peuvent encore conserver des constitutions républicaines, s'il est de bonnes mœurs compatibles avec les grands progrès de la civilisation, si l'Amérique doit rendre meilleur ou pire le sort de l'humanité.[1] »

Cette idée de la responsabilité de la nouvelle république à l'égard de l'humanité future et de l'importance pour toutes les nations de sa réussite ou son échec préoccupait les penseurs français qui étu-

1. Publié dans le *Mercure de France*, en 1785, en tête d'un compte rendu des *Letters from an American Farmer* de Crèvecœur et reproduit en tête de l'édition française des *Lettres*, 1787.

diaient avec ardeur le problème et, tout en exprimant leur confiance et leur admiration, risquaient les conseils que leur connaissance du passé leur semblait rendre utiles. Les *Observations sur le Gouvernement et les Lois des États-Unis d'Amérique*, du modeste, libéral et généreux abbé de Mably, furent le résultat de méditations de ce genre. « Tandis, y lisait-on, que presque toutes les nations de l'Europe ignorent les principes constitutifs de la société et ne regardent les citoyens que comme les bestiaux d'une ferme qu'on gouverne pour l'avantage particulier du propriétaire, on est étonné, on est édifié que vos treize Républiques aient connu, à la fois, la dignité de l'homme et soient allées puiser dans les sources de la plus sage philosophie les principes humains par lesquels elles veulent se gouverner.[1] » Tous écrits dans lesquels passait déjà le souffle de 89.

De tous les visiteurs celui qui représentait le mieux l'état d'esprit de la nation française arriva à Mont Vernon muni de cet infaillible talisman, une lettre de Lafayette[2]. Le porteur, écrivait celui-ci, « compte s'occuper d'une histoire de l'Amérique et

1. Amsterdam, 1784, p. 2, en forme de lettres adressées à John Adams. Les constitutions examinées sont celles des treize États primitifs; la Constitution fédérale, élaborée « pour parfaire l'Union et établir la Justice » (préambule), ne fut, comme on sait, définitivement votée qu'à la veille de notre propre Révolution, 1788.

2. Désireux de faire, à son retour en Amérique, la connaissance de Washington, le propre petit-fils de Franklin s'était muni de même. Lafayette à Washington, avec grand éloge du jeune homme, 14 juillet 1784. *Mémoires, correspondance et manuscrits*, 1837, I, 201.

vous le rendriez bien heureux, par conséquent, si vous lui permettiez de jeter un coup d'œil sur vos papiers, faveur qu'il me paraît mériter, car il aime beaucoup l'Amérique, écrit bien et représentera les choses sous leur véritable jour.[1] »

Le porteur, admirateur et ami sincère de la nouvelle république et qui avait l'avantage de parler couramment anglais, était Brissot que son rôle dans notre Révolution allait rendre fameux et qui était dès lors imbu de ses principes. Tout jeune qu'il fût, il avait déjà écrit en faveur de la réforme des lois criminelles, s'était déclaré pour l'émancipation des Juifs, avait fondé la « Société française des Amis des noirs, » et, avec Crèvecœur et quelques autres amis, une société « Gallo-Américaine, » première de son espèce, dont les membres se réunissaient « pour conférer du bien public et réciproque de la France et des États-Unis. » Une des règles de la société lui assignait comme membres « tous ceux qui pourront ou voudront lui donner des idées universelles sur le bonheur de l'homme et des sociétés, parce que, quoique son objet apparent et particulier soit l'intérêt de la France et des États-Unis, néanmoins elle embrasse dans sa vue principale le bonheur de l'humanité.[2] » En quoi se manifeste encore l'ampleur des plans de fraternisation générale formés parmi nous, avec tant de confiance — six ans avant la Terreur.

1. 25 mai 1788. J. P. Brissot, *Correspondance et papiers*, édit. Perroud, Paris, 1912, p. 192.

2. 1787. Comptes rendus des séances. *Ibid.*, pp. 105 et suiv.

L' « objet particulier » de l'association était, cependant, de mettre les deux nations « à portée de se mieux connaître l'une l'autre, en rapprochant l'individu Français de l'individu Américain. » La société devait publier des livres, dont le premier serait dédié « au Congrès américain, aux amis de l'Amérique dans les deux mondes. » Des journaux, des livres, le texte des lois, les procès-verbaux des séances du Congrès devaient être importés de l' « Amérique libre. » La société accueillerait « les Américains que leurs affaires amèneraient en France et que leurs connaissances mettraient à même de donner des instructions; » et rien de plus naturel puisque la société se préoccupait surtout de « l'utilité des deux nations, » et ne devait, par suite, « être composée que d'hommes capables de s'en occuper sérieusement et constamment. »

Lafayette, « dans notre patrie, le protecteur des États-Unis », et Jefferson, « ami de l'humanité et de la liberté » et « digne représentant d'une confédération républicaine, » avaient été invités à devenir membres. Saint-Jean de Crèvecœur, consul de France à New York, déjà connu par ses *Lettres d'un Cultivateur américain*, dédiées à Lafayette qu'honore « l'estime de tous les gens de bien en Europe, » fut chargé de « répandre, avec le même zèle en Amérique, les détails nécessaires pour donner aux Américains une idée de cette société. » Il était « autorisé à employer à cet effet la voie des gazettes et toute autre qui lui paraîtrait convenable... les frais, s'il

en fait aucuns, lui seront remboursés.[1] » Mais, très actif à d'autres égards, le cultivateur-consul se montra fort négligent quant à celui-là.

Brissot arriva, en juillet 1788, à Boston et trouva que l'Amérique était exactement telle qu'il se l'était figurée : « Asile de l'indépendance, » écrivit-il au débarqué, « je te salue!... Que n'es-tu plus voisin de l'Europe! Tant d'amis de la liberté n'y gémiraient plus en vain. » L'air et la tenue des habitants le charmèrent : « C'était l'air simple, bon, mais plein de dignité d'hommes qui ont la conscience de leur liberté, mais qui ne voient dans tous les hommes que des frères, que des égaux.... Je croyais être dans cette Salente dont le pinceau sensible de Fénelon nous a laissé une image séduisante. »

L'égalité est ce qui le frappe par-dessus tout; la plupart des visiteurs venus de France en étaient frappés de même. Ce fut, comme on a vu plus haut, l'idée plus spécialement américaine que nous importâmes des États-Unis à la veille de la Révolution. C'est, du reste, par son énoncé que commençait la Déclaration d'Indépendance : « Nous tenons pour évidente cette vérité que tous les hommes ont été créés égaux. »

Le luxe, pense le voyageur, est sans doute un danger, mais les Américains le savent et se prémunissent : « Vous le retrouverez [cet esprit public] dans cette anxiété qu'éprouvent tous les Américains

1. *Ibid.*, pp. 114, 116, 126, 127, 136.

vertueux à la vue du luxe qui s'accroît chez eux, dans les moyens qu'ils prennent pour l'arrêter et pour conserver leur simplicité.... Les membres les plus respectables de l'État de Massachusetts ont formé une société pour arrêter le luxe, » effort qui toutefois n'a jamais réussi qu'à Salente.

Après s'être arrêté dans les principales villes et fait visite à Franklin, très malade, mais dont le grand esprit gardait sa vigueur, Brissot atteignit Mont Vernon en novembre et y passa, dit-il, trois jours[1]. A la différence de Houdon, il prit par bonheur des notes sur la demeure et ses habitants : « Le général n'arriva que le soir ; il revenait très fatigué de sa tournée dans une partie de ses domaines où il faisait tracer un chemin. Vous l'avez souvent entendu comparer à Cincinnatus ; la comparaison est exacte. Ce célèbre général n'est plus maintenant qu'un bon fermier, sans cesse occupé du soin de sa ferme, comme il l'appelle, et d'améliorer la culture, de bâtir des granges. Il m'en fit voir une qu'il élevait, » de dimensions énormes et de dispositions admirables. « Le général me dit qu'il l'avait bâtie sur un plan qui lui avait été envoyé par le célèbre cultivateur anglais Arthur Young, mais qu'il l'avait beaucoup perfectionné. »

1. Exagération de voyageur. Les notes journalières de Washington montrent que « M. Warville, » nom qu'il se plaisait, comme on sait, à porter alors, arriva le samedi soir, 15 novembre, et repartit le lendemain : « On my return in the evening, I found Mr Warwille, » 15 novembre. « Monsr Warville... returned to Alexandria in my chariot, » 16 novembre.

La tenue de sa maison peut servir de modèle : « Tout était simple dans la maison du général, sa table est bonne mais sans faste ; la régularité se montre partout dans l'économie domestique. Madame Washington veille sur tout et joint aux qualités d'une excellente fermière cette dignité simple qui doit caractériser une femme dont le mari a joué un grand rôle. Elle y joint encore cette aménité, ces attentions pour les étrangers qui rendent l'hospitalité si douce. Les mêmes vertus se rencontrent dans sa nièce, si intéressante, mais qui, malheureusement, paraît n'avoir qu'une santé bien délicate. »

Quant au général lui-même, « la bonté perce en ses regards. Ils n'ont plus ce brillant que ses officiers lui trouvaient lorsqu'il était à la tête de son armée, mais ils s'animent dans la conversation... Un sens droit marque toutes ses réponses, il annonce une profonde discrétion et une grande défiance de lui-même, mais en même temps un caractère ferme et inébranlable dans le parti qu'il a une fois arrêté. [1] »

Sa modestie est grande : « Il parle de la guerre de l'Amérique comme s'il ne l'avait pas dirigée, et de ses victoires avec une indifférence que les étrangers même n'y porteraient pas.... Les divisions de son pays déchirent son âme ; il sent la nécessité de ral-

1. Et il cite en note le portrait de Germanicus par Tacite, où l'on retrouve beaucoup de traits de Washington : « Tanta illi comitas in socios, mansuetudo in hostes, visuque et auditu venerabilis, cum magnitudinem et gravitatem summæ fortunæ retineret invidiam et adrogantiam effugerat. »

lier tous les amis de la liberté autour d'un point central, de donner de l'énergie au gouvernement. Il est encore prêt à sacrifier le repos qui fait son bonheur.... Il me parla de M. de Lafayette avec attendrissement. Il le regardait comme son enfant. »

Ce ne fut pas seulement sur la politique et l'agriculture que le futur Président renseigna son visiteur, mais aussi sur les mœurs, la diminution de l'ivrognerie et des querelles : « Le général Washington m'a dit qu'il apercevait, à cet égard, une grande réforme dans ses compatriotes ; qu'on s'enivrait moins ; qu'on ne forçait plus ses convives à boire, qu'on n'attachait plus son honneur à les renvoyer enivrés, qu'on ne faisait plus dans les tavernes de ces parties bruyantes si communes autrefois, qu'on était plus simple dans ses habillements. »

A la nouvelle de la convocation des États Généraux, Brissot, qui comprenait que c'était là le premier d'une série d'événements à conséquences incalculables, se hâta de rentrer en France et publia le récit de son voyage. Il expliqua dans sa préface, écrite en 1790, pourquoi il l'avait entrepris et quels enseignements nous pourrions recevoir de nos amis d'outre-mer :

« L'objet de ce voyage n'a pas été d'étudier des antiques ou de rechercher des plantes inconnues, mais d'observer des hommes qui venaient de conquérir leur liberté : or, un peuple libre ne peut plus être étranger à des Français.

« Nous avons aussi conquis notre liberté. Il ne

s'agit pas d'apprendre des Américains la manière de la conquérir, mais il faut apprendre d'eux la manière de la conserver. Ce secret est surtout dans les mœurs.... Qu'est-ce que la liberté? C'est l'état le plus parfait de la société; c'est l'état où l'homme ne dépend que des lois qu'il fait; où, pour les faire bonnes, il doit perfectionner sa raison, où, pour les exécuter, il doit encore employer toute sa raison....[1] Or, les mœurs ne sont que la raison appliquée à tous les actes de la vie.... La raison ou les mœurs sont à l'exécution des lois, chez un peuple libre, ce que les fers, les fouets, les gibets sont chez un peuple esclave.... Vous verrez dans ces voyages les prodigieux effets de la liberté sur les mœurs, sur l'industrie et sur l'amélioration des hommes.... J'ai voulu peindre à mes compatriotes un peuple avec lequel il leur convient, sous tous les rapports, de se lier intimement.[2] »

1. « Sous ce nom de liberté, les Romains se figuraient, avec les Grecs, un état où personne ne fût sujet que de la loi, et où la loi fût plus puissante que les hommes. » (Bossuet.)

2. *Nouveau Voyage dans les États-Unis de l'Amérique septentrionale.* Paris, 3 vol., avril 1791 ; mais l'impression avait commencé, comme le montre une note de la préface, au printemps de 1790. Cet ouvrage servit beaucoup à faire favorablement connaître l'Amérique dans les divers pays d'Europe, car il fut traduit en anglais, allemand et hollandais. Tandis que Brissot rentrait en France (janvier 1789), son beau-frère, François Dupont, partait pour les États-Unis et, à peine arrivé, décrivait à un Suisse de ses amis, Jeanneret, fixé à Berlin, l'impression éprouvée lorsqu'on quitte « un petit continent comme celui de l'Europe, divisé entre une quantité de petits souverains acharnés à se disputer leurs possessions, à faire égorger leurs sujets, occupés à resserrer les fers du peuple et à l'appauvrir, et qu'on met pied à terre sur un continent qui s'étend d'un pôle à l'autre, sous toute espèce de cli-

IV

Pendant les premières phases de la Révolution française, Washington avait suivi avec un mélange de sympathie et d'anxiété les efforts de nos ancêtres, fier de penser que l'exemple américain avait influencé, comme c'était bien le cas, le cours des événements. « La jeune noblesse française, » dit Talleyrand dans ses mémoires, « enrôlée pour la cause de l'indépendance, s'attacha, dans la suite, aux principes qu'elle était allée défendre. » Chateaubriand parlait de même, dans son *Voyage en Amérique,* des « États-Unis renvoyant à la France, à travers l'océan, la révolution et la liberté que la France avait soutenues de ses armes. »

Pontgibaud, qui demeura royaliste, détestait la Révolution et émigra, fait la même remarque, tout en déplorant la chose : « Les officiers du comte de Rochambeau n'eurent rien de mieux à faire je crois [après Yorktown] que de parcourir le pays. Quand on pense aux fausses idées de gouvernement et de philanthropie dont cette jeunesse prit le virus en

mats, qui fournit toute sorte de productions, et où une nation indépendante et des plus puissantes s'occupe, au sein de la paix, à tracer le plus sage des gouvernements. Nous ne sommes point gouvernés ici par un souverain idiot ou despote.... Ici les laboureurs, les artisans, les marchands et fabricants sont encouragés et honorés; ils sont les vrais nobles.... Entre l'homme qui vend son travail et celui qui l'achète, c'est un accord entre égaux. » Il constate dans sa même lettre que, malgré toutes différences, « on est cependant fort attaché aux Français dans ce pays. » Brissot, *Correspondance,* édit. Perroud, pp. 218, 219.

Amérique pour le propager avec enthousiasme en France et avec un si déplorable succès, puisque cette manie imitative a puissamment aidé à la Révolution, quoiqu'elle n'en ait pas été l'unique cause, on conviendra que tous ces jeunes philosophes à talons rouges auraient beaucoup mieux fait, pour eux et pour nous, de rester à la cour.... Chacun se croyait sans doute appelé à jouer le rôle de Washington.... » Pressé de se joindre à Lafayette et à ses « anciens frères d'armes d'outre-mer, » il refusa : « On a dit avec raison qu'en révolution, le plus difficile n'est pas de faire son devoir, c'est de le connaître. J'ai fait le mien parce que je le connaissais, » et rejoignant les Princes, il émigra [1].

Cette influence américaine était bien connue de Washington qui s'exprimait, comme on peut croire, en termes plus rapprochés de ceux de Talleyrand que de ceux de Pontgibaud. « Je suis heureux d'apprendre, » écrivait-il à Jefferson, alors à Paris, « que l'Assemblée des Notables a produit de bons résultats en France.... En vérité, les droits de l'humanité, les privilèges du peuple et les vrais principes de la liberté semblent avoir été plus généralement discutés et mieux compris dans toute l'Europe, depuis la Révolution américaine, que jamais auparavant.[2] »

Washington n'a guère formulé d'observations lui

1. *Mémoires du* [*Chevalier de Pontgibaud*] *comte de Moré*, 1827 (édit. de 1898, pp. 105, 132). Écrivant à cette date, l'ancien compagnon de Lafayette croyait la monarchie rétablie en France pour toujours.

2. 1er janvier 1788.

faisant plus d'honneur comme homme d'État que celles consacrées par lui à cet extraordinaire bouleversement. Dès la première heure il comprit que la rénovation ne serait pas seulement locale, mais entraînerait des conséquences intéressant le monde entier et que c'était, en fait, une ère nouvelle qui commençait : à beaucoup d'égards, un An I. « Un désir d'amélioration politique, » écrivait-il à La Luzerne, « paraît se répandre avec rapidité dans tous les pays d'Europe. Je me réjouirai de voir le sort de la race humaine plus heureux que jamais auparavant. » Mais que les gens au gouvernail prennent garde de « confondre, dans leurs innovations, la précipitation et la diligence profitable.[1] »

Avec non moins de lucidité, longtemps avant l'événement, alors que tout était espérance et joie, il prévit qu'il était impossible de compter sur une évolution tranquille, graduelle, sans effusion de sang, quand tant d'anciens abus, semeurs de haines, devaient être déracinés. Ami de la France, c'est pourtant ce qu'il eût souhaité ; même avant que la Révolution eût réellement commencé sa course, il avait exprimé à Lafayette, d'un mot saisissant, le vœu qu'elle pût être « tacite. » « Si je me permettais, disait-il, de donner un avis, je dirais que, des deux parts, une grande modération est nécessaire.... L'éveil qui se manifeste dans le royaume est de telle sorte qu'avec l'aide d'une prudence extrême, il

1. New York, 29 avril 1790.

pourra produire une révolution graduelle et tacite, au grand avantage des sujets.[1] »

Le mouvement commence, la Bastille tombe, et Lafayette en envoie la clef à son ancien chef : « Je vous fais hommage de la principale clef de cette forteresse du despotisme. C'est un tribut que je vous dois, comme fils à un père adoptif, comme aide de camp à mon général, comme missionnaire de la liberté à son patriarche. » Washington plaça la clef à Mont Vernon où on la voit encore sous verre, dans le corridor d'entrée, et il exprima ses remerciements pour cet « emblème de la victoire remportée par la liberté sur le despotisme.[2] »

Les débuts étaient pleins de promesses. Fortement impressionné par la grandeur des événements qui se préparaient, l'illustre Américain était partagé entre l'admiration et l'anxiété. Il écrivait en termes prophétiques, le 13 octobre 1789, à Gouverneur Morris, alors ministre des États-Unis à Paris : « La révolution survenue en France est d'une nature si prodigieuse que l'esprit a peine à s'en rendre compte. Si elle se termine comme l'indiquent les dernières nouvelles reçues et qui vont jusqu'au 1er août, cette nation sera la plus puissante et la plus heureuse d'Europe. Mais je crains, bien qu'elle ait franchi triomphalement la période du premier paroxysme, que ce ne soit pas le seul

1. 18 juin 1788.

2. 17 mars 1790, 11 août 1790. La clef est, comme le disait Lafayette, la principale clef de la grande porte; celles qu'on voit au Musée Carnavalet donnaient accès aux tours.

qu'elle ait à éprouver avant la consolidation finale. En un mot, la Révolution est de trop considérable grandeur pour être achevée en si peu de temps et avec si peu de sang répandu. La mortification du Roi, les intrigues de la Reine et le mécontentement des Princes et de la noblesse fomenteront des divisions, s'il est possible, dans l'Assemblée nationale. » La « licence populaire » n'est pas moins à redouter. « Se retenir de passer d'un extrême à l'autre n'est guère facile; et même s'il pouvait en être ainsi, des bancs et rochers, invisibles à l'heure présente, pourraient encore perdre le navire.[1] »

Il s'émerveille, en attendant, de la grandeur et de l'importance de ces multiples renouvellements. Dans sa même lettre à La Luzerne, du 29 avril 1790, il dit : « Le tout est, en vérité, si extraordinaire dans ses débuts, si prodigieux dans son développement et peut avoir des conséquences tellement uniques que je me perds à méditer sur ce qui se passe. D'une chose toutefois vous pouvez demeurer pleinement assuré, c'est que personne ne souhaite plus que moi un heureux succès, ni ne forme de vœux plus sincères pour la prospérité de la nation

1. A cette remarquable prédiction de la Terreur et de la ruine des espoirs du début, Jared Sparks, dans son édition, la première qui fut publiée des œuvres de Washington, en ajouta une autre sur le gouvernement de Napoléon décrit d'avance comme « un despotisme plus prononcé que celui même qu'il aurait remplacé. » Mais ce n'est qu'un des « embellissements » que Sparks, qui prophétisait à coup sûr puisqu'il écrivait après les événements, ne se fit nul scrupule d'introduire dans les œuvres du grand homme, au renom duquel la vérité suffit.

française. » Écrivant à Mrs. Graham, il qualifiait la nouvelle constitution française d'événement à « mettre au nombre des plus prodigieux de l'histoire de l'humanité. » Le 20 octobre 1792, il écrivait encore à Gouverneur Morris : « Nous ne pouvons que répéter le souhait que beaucoup de bonheur puisse résulter pour la nation française et pour l'humanité en général des maux cruels, inséparables d'une si importante révolution. »

Pendant le cours de cette crise sans exemple, les amis français de Washington le tenaient informé des événements, de leurs espoirs et de leurs craintes, et ainsi faisaient encore quelques voyageurs de passage, comme ce jeune Français de vingt-trois ans, tout juste l'âge de Bonaparte, déjà drapé, devant le miroir, des voiles d'une mélancolie qu'il allait mettre à la mode, un peu choqué de voir à Philadelphie, en juillet 1791, le moderne Cincinnatus « passer dans une voiture qu'emportaient avec rapidité quatre chevaux fringants conduits à grandes guides, » alors qu'il se l'était représenté « piquant ses bœufs de l'aiguillon et tenant le manche de sa charrue. » A l'approcher, Chateaubriand retrouva cependant en lui « la simplicité du vieux Romain. » Au dîner où l'invita Washington, à la maison « dans le genre anglais » qu'il avait louée au financier Robert Morris[1], « la conversation roula presque entiè-

1. Dans High Street, maison de briques avec quatre fenêtres de façade; rien de commun avec la maison de marbre décrite pp. 181-182 et que ni Morris ni Washington n'habitèrent jamais.

rement sur la Révolution française. » Malheureusement, des propres paroles de son hôte, qu'il vit deux fois, le voyageur ne rapporte que trois mots : « Well, well, young man! » Mais, commentant cette rencontre, il écrivait plus tard, de la même plume magique qui avait donné aux lettres françaises *Atala*: « Washington est descendu dans la tombe avant qu'un peu de bruit se fût attaché à mes pas; j'ai passé devant lui comme l'être le plus inconnu; il était dans tout son éclat et moi dans toute mon obscurité. Mon nom n'est peut-être pas demeuré un jour entier dans sa mémoire. Heureux pourtant que ses regards soient tombés sur moi, je m'en suis senti échauffé le reste de ma vie; il y a une vertu dans les regards d'un grand homme.[1] »

Les lettres de Lafayette ont été publiées; celles de Rochambeau, écrites en un anglais tardivement appris et qui lui était propre, sont inédites et beaucoup offrent un grand intérêt. Le général français avait prévu de bonne heure la nécessité dans son pays de changements radicaux, en raison des abus, des privilèges excessifs du petit nombre, des fardeaux imposés à la masse, de la mauvaise administration qui s'était aggravée, surtout depuis que Necker avait été remplacé « par un diable de fou appelé Calonne.[2] » Peut-être les États Généraux fourniraient-ils le remède en dotant la France d'une

1. Chateaubriand, *Voyage en Amérique*, 1re édit., 1827.
2. Paris, 12 mai 1787. Papiers de Washington, Bibliothèque du Congrès.

constitution : « Je compte beaucoup sur ces États Généraux pour rétablir nos finances et affermir une bonne constitution.[1] » Mais il gardait des doutes sur ce que « la gent aristocratique » pourrait faire.

Membre lui-même de l'Assemblée Nationale, Rochambeau considère qu'il n'y a pas, en réalité, trois états, la noblesse, le clergé et le tiers, mais deux : « les privilégiés et les non privilégiés. » Le vote étant, d'après la loi et la coutume, par état, les deux états privilégiés votent de même et l'emportent toujours. Rochambeau informe Washington que, quant à lui, il « vota en faveur de droits égaux pour le tiers état. Votre élève Lafayette a, comme vous pouvez croire, voté de même; mais nous avons ici un grand nombre d'aristocrates fortement intéressés à la continuation des abus.[2] »

Il pense, comme Washington, que pour atteindre des résultats durables, il faut éviter les changements précipités, mais l'esprit de la nation est très surexcité et c'est de plus, par nature, un esprit excitable : « Vous souvenez-vous, mon cher général, du premier repas que nous fîmes ensemble dans le Rhode Island? Je vous fis remarquer, dès la soupe, la différence de caractère de nos deux nations, les Français se brûlant la gorge et les Américains attendant en patience qu'elle refroidît. Vous avez pu voir, mon cher général, au cours de l'année écoulée, que nous n'avons pas changé de caractère.

1. Calais, 3 avril 1789.
2. Paris, 31 juillet 1789.

Nous allons bien vite : Dieu veuille que nous atteignions notre but.[1] »

A ses moments de pire anxiété, Rochambeau se plaît toutefois à se rappeler un mot du « feu roi de Prusse, » Frédéric II, qui, considérant ce qu'était la France, par quels malheurs et dangers elle avait passé, quelles sources cachées de force demeuraient en elle, dit un jour au ministre français à Berlin : « J'ai grandi à une époque d'infortunes françaises, entouré dans mon enfance de réfugiés protestants qui, vers la fin du règne de Louis XIV et le commencement de la régence du duc d'Orléans, me disaient que la France était à l'agonie et ne pouvait durer trois ans. J'ai pu reconnaître, au cours de mon règne, que la France est de tel tempérament qu'il n'est si mauvais ministres ni si mauvais généraux qui puissent la tuer. Sa constitution naturelle la fait sortir forte et vigoureuse de toutes ses crises. Il ne lui faut d'autre remède que du temps et une diète sévère. »

C'est ce qu'avait pensé et dit, longtemps avant, à l'époque, non moins tragique, des guerres de religion, un parent éloigné des Rochambeau, Vendômois comme eux, Pierre de Ronsard :

Tant plus on foule aux pieds la fleur
Du saffran, plus est fleurissante ;
Ainsi de France la grandeur
Plus on la foule et plus augmente[2].

1. « Rochambeau près Vendôme », 11 avril 1790.

2. Pour l'entrée à Paris de la reine Élisabeth, 29 mars 1571. Achille de Rochambeau, *La Famille de Ronsard*, p. 186.

Prédictions qui n'auront jamais été mieux réalisées que de nos jours. Les événements suivirent leur cours, mais pendant que tout changeait en France, le sentiment pour Washington et les États-Unis demeurait le même. Les deux pays se sentaient plus proches l'un de l'autre et le manifestaient de mainte manière. A la mort de Franklin, l'Assemblée Nationale, sur la proposition de Mirabeau, prit le deuil pour trois jours; notre première Constitution, celle de 1791, fut officiellement notifiée au Gouvernement américain. La lettre du roi, écrivit le représentant de la France à son gouvernement, « fut aussitôt présentée au Président [Washington], qui la reçut avec les marques de la plus vive satisfaction; et conformément à vos ordres, il lui a été remis, en même temps, ainsi qu'à M. Jefferson, un exemplaire de la Constitution, avec une copie de la lettre du roi à l'Assemblée Nationale.[1] »

Tom Paine, quoique Américain, ou plutôt parce que Américain, fut envoyé à la Convention par plusieurs départements et prit séance, mais comme il ne savait pas le français, ses discours étaient traduits et lus pour lui; il eut grande part à la rédaction de notre deuxième Constitution, la républicaine de 1793. Comme emblème de liberté un drapeau américain était déployé en permanence dans la salle des séances de la Convention. Un décret unique avait été rendu par cette assemblée, l'an II de la Répu-

1. Ternant à Lessart, Philadelphie, 13 mars 1792. *Correspondence of the French Ministers*, édit, Turner, Washington, 1904.

blique, décidant, « après avoir entendu la pétition des citoyens américains, » que « les épouses des citoyens des États-Unis de l'Amérique, quel que soit le lieu de leur naissance personnelle, sont exceptées de la loi relative à l'arrestation des étrangers. » Ordre à « tous les Corps administratifs et tribunaux de faire consigner dans leurs registres, lire, publier et afficher, et exécuter dans leurs départements et ressorts respectifs, » le présent décret, revêtu du « sceau de la République. A Paris, le cinquième jour du second mois de l'an second de la République française, une et indivisible. »

Le 14 juillet était alors célébré en Amérique de même manière qu'en France, comme étant une étape dans le progrès de l'humanité. Notre ministre, Jean de Ternant, écrivait à Dumouriez qui, du reste, n'était déjà plus ministre des Affaires étrangères et s'apprêtait à battre les Prussiens dans l'Argonne : « J'ai beaucoup de satisfaction à vous apprendre que, malgré la nouvelle, reçue la veille, du mauvais succès de nos premières opérations militaires, les Américains ont donné, à l'occasion de cet anniversaire, des preuves touchantes de leur attachement à la France et des témoignages de l'intérêt qu'ils prennent au succès de nos armes. Vous verrez par le bulletin et la gazette qui accompagneront cette dépêche que les mêmes sentiments se sont manifestés dans presque toutes les villes marquantes de l'Union et que le 14 de juillet y a été célébré avec autant d'ardeur que le 4 du même mois,

jour anniversaire de l'indépendance américaine.[1] »

Pour la personne du Président les marques de la sympathie et de la vénération françaises se multipliaient. La même année, an I de la République, la Convention nationale lui avait conféré le titre de citoyen français, comme étant « l'un des bienfaiteurs de l'humanité. » D'Estaing lui envoyait un buste de Necker, en biscuit de Sèvres, que Washington plaçait dans sa bibliothèque; une inscription où, à la mode du temps, étaient omis tous ces titres dont le donateur était pourtant si fier, faisait connaître que le cadeau était offert par : « Estaing, citoyen de l'État de Géorgie, par acte du 22 février 1785, et citoyen français.[2] » Les officiers de nos armées avaient ouvert entre eux une souscription pour offrir à Mme Washington un service de table, dont quelques pièces subsistent, chaque pièce portant, au milieu, une étoile d'or avec son monogramme; une série de médaillons avec le nom des États, alors au nombre de quinze, formaient la bordure; le tout entouré d'un serpent se mordant la queue, emblème de perpétuité.

Les dramaturges français ne purent attendre que le grand homme appartînt au passé pour faire de lui le héros d'une tragédie en vers alexandrins, comme il était déjà celui de l'épopée de La Grandière : « *Vashington ou la Liberté du Nouveau*

1. Philadelphie, 28 juillet 1792.

2. En anglais, sur une plaque de cuivre fixée au piédestal. Le buste est aujourd'hui au musée de la *Pennsylvania Historical Society*, à Philadelphie.

Monde, tragédie en quatre actes, par M. de Sauvigny; représentée pour la première fois, le 13 juillet 1791, sur le Théâtre de la Nation, » nom que portait alors la Comédie-Française. Un de mes prédécesseurs, « l'Ambassadeur de France, » personnage anonyme, terminait la pièce par un éloge de Washington, de Franklin,

Qui dirigea la foudre et chassa les tyrans,

du Congrès et de tout le peuple américain :

Magistrats dont l'audace étonna l'univers,
Calmes dans la tempête et grands dans les revers,
Vous sûtes, par l'effet d'une sage harmonie,
Enfanter des vertus, un peuple, une patrie....
Ennemis des tyrans, sans connaître la haine,
Nous révérons en vous l'âme républicaine.

Et dans une sorte de post-scriptum, commentant les événements relatés dans sa pièce, l'auteur ajoutait avec vérité : « La grande Révolution de l'Amérique a été le premier résultat d'une plus grande encore opérée dans l'empire de l'opinion. » En cette récapitulation encore, nulle trace d'animosité contre les Anglais, mais un avis à la population parisienne de se mieux comporter que celle de Philadelphie à l'égard des représentants du peuple : « Le Congrès, troublé dans ses opérations, a quitté Philadelphie : puissent les habitants de Paris, justes envers l'Assemblée Nationale, mériter qu'elle se fixe à jamais parmi eux![1] »

1. *Supra*, p. 148.

Aux journées éclatantes succédaient les jours sombres. Les abus longtemps perpétués, le danger du dehors, de cruelles souffrances, les passions déchaînées ne favorisaient guère ce sang-froid et cette modération que Washington avait recommandés dès le principe. Ternant avait été remplacé comme ministre de France par ce fameux « citoyen Genet » qui, malgré qu'il eût reçu quelque teinture diplomatique comme chargé d'affaires en Russie, et fût un homme d'éducation, auteur d'écrits sur les Suédois et les Finnois, eut, dès le débarqué, la tête si complètement tournée qu'il est impossible, malgré la gravité des circonstances, de lire sans un sourire ses radieuses dépêches, égayées de réclame personnelle et boursouflées de rhétorique révolutionnaire : « Mon voyage [de Charleston à Philadelphie] a été une succession de fêtes civiques non interrompues, et mon entrée à Philadelphie, un triomphe pour la liberté. Les vrais Américains sont au comble de la joie.[1] »

Ces vrais Américains étaient les Anti-fédéralistes[2] ayant pour organe la *National Gazette*, violemment hostile à Washington. Ils ne négligèrent rien pour griser Genet; les « fêtes civiques » se multiplièrent, les adresses patriotiques et flatteuses affluèrent à sa demeure; dans l'une d'elles on lisait : « Nous saluons, la joie au cœur, votre arrivée en cette

1. Philadelphie, 18 mai 1793. *Correspondence of the French Ministers*, édit. Turner, Washington, 1904, p. 214.

2. *Supra*, p. 149, note.

terre de liberté, au bonheur de laquelle a participé votre vaillante et généreuse nation. Nous ressentons la plus vive sympathie pour nos frères républicains, durement éprouvés et qui combattent la cruelle armée des tyrans, défendant leurs droits naturels et ceux de l'humanité, et nous déplorons qu'une nation de qui nous sommes descendus soit au premier rang des conspirateurs contre la liberté. Nous voyons avec peine et horreur la confédération de tous les despotes européens contre l'indépendance, » mais à la fin le principe de la « souveraineté populaire » triomphera. Ainsi s'exprimait la « Société républicaine *allemande* » de Philadelphie[1].

Un banquet d'arrivée avait été offert au nouveau ministre. Au dessert fut chantée la *Marseillaise* « avec deux strophes supplémentaires, composées par le citoyen Genet et se rapportant à la marine française; » ces strophes furent bissées. Puis, « à la demande de l'assistance, le citoyen chanta lui-même, avec beaucoup d'énergie et de goût, un chant patriotique et républicain. » La table était ornée d'un arbre de la Liberté, surmonté du bonnet rouge que Genet mit sur sa tête, le passant ensuite à chacun des convives qui, en le plaçant sur la leur, formulaient ce qu'on appelait « un sentiment. »

Un toast supplémentaire fut proposé « à la liberté et au succès des patriotes hollandais, » et un patriote de cette nation lut un poème où l'on voyait, en tout

1. Texte dans la *National Gazette*, 22 mai 1793.

cas, la prosodie secouer ses entraves, et qui était ainsi conçu :

Généreux frères de la République,
Amis des Bataves patriotiques,
La Patrie nous est toujours chère;
Écrasez nos traîtres par le feu et le fer;
Donnez-nous un Washington par terre;
Nous te rendrons un de Ruiter sur la mer[1].

Le 14 juillet fut l'occasion de manifestations enthousiastes, accompagnées de décharges d'artillerie : « 85 coups de canon, en l'honneur des 85 départements français, » et dans la série des toasts, l'un mérite d'être rappelé aujourd'hui parce que, proposé par le président américain de la réunion, il s'est trouvé prophétique : « A la règle de proportion : comme la France agit à l'égard de l'Amérique, puisse l'Amérique agir à l'égard de la France.[2] »

Dans sa correspondance, la tête de plus en plus tournée, Genet s'extasie, avec toute l'impertinence de ses vingt-huit ans[3], sur les merveilles qu'il accomplit; nul ne l'égala jamais; avant son arrivée, c'était la nuit, maintenant c'est le jour : « Citoyen Ministre...

1. *National Gazette*, 25 mai 1793.
2. *Id.*, 17 juillet 1793.
3. Né à Versailles en 1765, il était frère de Mme Campan et fils d'un publiciste et lettré qui avait été secrétaire-interprète de Monsieur, futur Louis XVIII. Son éducation avait été infiniment soignée (langues anciennes et modernes, parmi lesquelles le suédois, sciences, musique, etc.), comme le montre la correspondance quotidienne que son père lui adressait de Versailles (inédite; collection du vicomte Dejean).

l'Amérique entière s'est levée pour reconnaître en moi le Ministre de la République française.... Je vis ici au milieu des fêtes perpétuelles ; je reçois des adresses de toutes les parties du Continent ; je vois avec plaisir que ma manière de traiter plaît à nos frères des États-Unis et je suis fondé à croire, Citoyen Ministre, que ma mission sera heureuse sous tous les rapports. Je joins ici des gazettes américaines dans lesquelles j'ai marqué les articles qui me concernent. »

Encouragé par les Anti-fédéralistes, heureux de se servir de lui à leurs propres fins, Genet montre peu de respect pour « le vieux Washington qui diffère beaucoup de celui dont l'histoire a gravé le nom, » et qui « ne me pardonne point mes succès et l'empressement avec lequel toute la ville s'est précipitée chez moi au moment où une poignée de marchands anglais allaient le remercier de sa proclamation.[1] » Ce « vieillard » n'est rien qu'un « Fayettiste; » il « affecte de décorer son salon des médaillons de Capet et de sa famille » et « entrave la marche [de Genet] de mille manières ». Mais le diplomate saura triompher de son mauvais vouloir : « En attendant, j'approvisionne les Antilles, j'excite les Canadiens à s'affranchir du joug de l'Angleterre ; j'arme les Kentukois, et je prépare par mer une expédition qui secondera leur descente dans la Nouvelle-Orléans.[2] »

Il est de fait qu'il avait armé dans les eaux amé-

1. La proclamation de neutralité des États-Unis pendant la guerre de la première coalition.

2. 31 mai, 19 juin 1793. *Correspondence*, *Ibid.*, pp. 216, 217.

ricaines toute une flotte de corsaires, à qui il s'était donné la satisfaction de conférer des noms tels que le *Sans-Culotte*, l'*Anti-George*, le *Vainqueur-de-la Bastille*, la *Petite-Démocrate* ; ne s'oubliant jamais, il en avait même baptisé un le *Patriote-Genet*. Voilà, pensait-il, de la vraie diplomatie, sans formalisme, de la moderne, de la meilleure.

Son lustre et ses triomphes, l'audition de harangues en son honneur, la lecture d'articles à son éloge, le bonheur de voir « le peuple accourir devant lui, le serrer dans ses bras, lui adresser les discours les plus touchants, l'inviter à des repas fraternels, » ses exploits guerriers sur terre et sur mer, furent de courte durée. Contrairement à ce qui est couramment répété, l'indignation trop justifiée du « Fayettiste » Washington n'eut rien à voir avec sa catastrophe. Au reçu de la première lettre du citoyen-diplomate et par retour du courrier, le ministre des Affaires étrangères de la République française prit les devants et lui écrivit :

« Je vois que vous avez été reçu par ce peuple franc et hospitalier avec toutes les démonstrations d'attachement dont vos prédécesseurs ont été comblés.... Vous avez cru, d'après cela, qu'il dépendait de vous de diriger les opérations politiques de ce peuple et de l'engager à faire avec nous cause commune. D'après les déclarations flatteuses du gouvernement de Charleston, vous avez pris sur vous de faire armer des corsaires, d'ordonner des recrutements dans la ville de Charleston, de faire condam-

ner des prises avant même d'être reconnu par le Gouvernement américain et avant d'avoir reçu son agrément pour une mesure de cette importance, que dis-je, avec la certitude de sa désapprobation. » Vous invoquez « les ordres positifs du Conseil exécutif de France; » mais « vos instructions sont directement contraires à cette étrange interprétation. Il vous est prescrit de traiter avec le *Gouvernement* et non avec une *portion du peuple*, d'être près du Congrès l'organe de la République française et non le chef d'un parti américain. » Les relations du diplomate avec Washington sont l'inverse de ce que la France désire : « Vous dites que *Washington ne vous pardonne point vos succès et qu'il entrave votre marche de mille manières*. Il vous est prescrit de traiter avec le Gouvernement américain ; il n'y a que là que vous puissiez avoir de véritable succès, tous les autres sont illusoires et contraires aux intérêts de vos commettants. Ébloui par une fausse popularité, vous avez éloigné de vous le seul homme qui doit être pour vous l'organe du peuple américain, et si votre marche se trouve entravée, vous devez vous en prendre à vous-même.[1] »

Pendant que cette lettre accomplissait son lent voyage à travers l'océan, d'autres rédigées par Genet sur le même ton d'enchantement étaient en route pour Paris. Il continuait de célébrer ses triomphes et d'injurier sans merci les Fédéralistes, ces partisans avérés de la « monocracie. »

1. 30 juillet 1793. *Correspondence of the French Ministers*, p. 230.

Dans cette terrible période, on n'était pas, à Paris, pour les demi-mesures. Au lieu de prolonger une correspondance inutile, le Comité de Salut public rendit un décret d'après lequel une commission se rendrait à Philadelphie avec les pouvoirs nécessaires pour « désavouer formellement, au nom de la République, la conduite criminelle de Genet, » désarmer le *Sans-Culotte* et les autres corsaires, révoquer tous les consuls ayant eu part à ces armements, et faire arrêter Genet lui-même et le renvoyer en France. Les signatures au bas du décret en rendaient la signification claire et inquiétante : « Barère, Hérault, Robespierre, Billaud-Varennes, Collot d'Herbois, Saint-Just. [1] »

Mieux que personne, Genet comprit. Mais ce même gouvernement « fédéraliste » qu'il avait vilipendé le protégea. « Nous souhaitions son renvoi, non son châtiment, » dit le Secrétaire d'État Randolph qui refusa de l'arrêter. Genet se hâta de renoncer à un pays aussi difficile à plaire, pensait-il, que celui de sa naissance, se fit Américain et comme, avec tous ses défauts, il n'était pas sans mérites ni agréments, il obtint bon accueil dans nombre de familles, celle surtout du « général Clinton, gouverneur, écrivait-il, de l'État de New-York, chef du parti des Anti-fédéralistes. » Il épousa sa fille, se livra à l'agriculture et mourut, citoyen tranquille et respecté, à Schodack, dans l'État de New York, en 1834. Son nom a reparu,

1. 11 octobre 1793. *Ibid.*, p. 287.

au moment où ces lignes sont écrites, de la manière la plus honorable, dans ces gazettes dont les articles élogieux lui plaisaient si fort : un de ses jeunes descendants, Edmond Genet, prit du service comme volontaire dans l'ancienne patrie, se distingua, fut blessé, mis à l'ordre du jour et finalement mourut pour elle à vingt ans, le 16 avril 1917[1].

Les États-Unis et surtout Philadelphie étaient devenus, pendant cette période, le lieu de refuge de Français de toute sorte, dont l'heure était passée ou n'était pas encore venue, et dont la présence était pour Washington une cause de fréquents embarras, ne sachant pas toujours au juste qui il devrait recevoir ou éconduire. Un jour se présentaient « les trois frères Égalité, » comme on les appelait (le futur Louis-Philippe et ses deux frères), et il les recevait ; une autre fois, c'était « le diable boiteux, » ancien évêque d'Autun, Talleyrand, et la porte restait close. Nul n'a mieux décrit ce milieu bigarré que Pontgibaud, comte de Moré, qui le vit de près dans son troisième séjour en Amérique. « Hélas, mon Dieu ! écrit-il, je ne rencontrai dans les rues de Philadelphie que des grands devenus petits, des ambitieux trompés, des niais punis, et des hommes d'hier qui n'étaient plus rien aujourd'hui ; que des parvenus étonnés de ce que la roue de la fortune ne fût pas restée stationnaire pour eux, quand leur étoile était montée jusqu'à son zénith.

1. Ses lettres ont été publiées : *War Letters of Edmond Genet*, New York, 1918.

« Mon ami Duportail me nomma, pour mon instruction particulière, les réfugiés français marquants que Philadelphie renfermait, comme l'arche de Noé. Le vaisseau de la monarchie française ayant sauté par suite de leurs faux systèmes et de leurs folies, l'explosion avait jeté un bon nombre d'entre eux jusqu'aux États-Unis. Aucun d'eux n'était corrigé, désabusé, n'était revenu à des idées plus saines; ainsi, constituants, conventionnels, thermidoriens, fructidoriseurs, tous ne voyaient dans leur défaite politique qu'une opération à laquelle il n'avait manqué que presque rien pour réussir. Ils jetaient toujours les yeux sur la France comme sur une terre d'expériences qu'ils regagneraient tôt ou tard, pour y recommencer ce que chacun d'eux appelait le *grand œuvre*: car il existait autant de plans et systèmes politiques qu'il y avait parmi eux de fugitifs notables. Aux États-Unis on pouvait se croire aux Champs-Elysées décrits au sixième livre de l'*Énéide*, où chaque défunt se nourrissait dans l'autre monde de l'idée qu'il avait caressée de son vivant.[1] »

Pour la masse de « ces défunts », dont plusieurs devaient revivre par la suite avec un éclat inattendu, Washington gardait le prestige de la première heure.

1. *Mémoires du comte de Moré*, pp. 147, 159, 165. Ce séjour, dont l'auteur ne donne pas la date, paraît avoir duré de 1793 à 1799. Sur l'« Azilum, » fondé en Pennsylvanie par les royalistes du groupe, en 1794, sous l'impulsion d'Omer Talon et de Louis de Noailles, et auquel appartint entre autres le Dupetit-Thouars qui mourut glorieusement à Aboukir, voir *The story of some French Refugees and their Azilum*, par Louise W. Murray, 1917.

Moreau de Saint-Méry, ancien membre de la Constituante, futur administrateur général des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, mais qui, pour le moment, tenait à Philadelphie une humble boutique de libraire-papetier[1] où les « défunts » venaient débiter leurs dialogues des morts, assiste, le 16 novembre 1794, à la rentrée du Congrès, et entend le chef de l'État lire en personne son message, suivant une pratique remise en usage par le Président actuel des États-Unis. Nous lui devons une précieuse description de Washington orateur, terminée par une prophétie que le temps a réalisée : « J'allai voir l'entrée de Washington au Congrès et entendre son discours d'ouverture. Comme cela était simple et naturel en tout : mais c'était Washington! mais c'était la réunion des représentants d'une nation qui avait conquis sa liberté ! Quelles vastes et grandes idées dans un cadre aussi uni. Comme ces formes républicaines parlaient à l'esprit et élevaient les cœurs. Quelles destinées elles prédisaient à cette partie du monde![2] »

V

Les dernières années de l'ancien commandant en chef des armées américaines et françaises furent

1. « On posa sur mon magasin ma belle enseigne : *Moreau de Saint-Méry and Co. Printer and Stationer, No. 84, First Street. — Moreau de Saint-Méry et Cie. Libraire, imprimeur et papetier, N° 84, 1re Rue.* » *Voyage aux États-Unis de l'Amérique, 1793-98*, édit. Mims, New Haven, 1913, p. 192.

2. *Ibid.*, p. 192.

attristées par des difficultés et querelles de maintes sortes avec les partis politiques américains et avec la nation française. Le traité « d'amitié, commerce et navigation, » premier traité depuis la paix, négocié par le « Chief Justice » Jay avec l'ancienne ennemie, l'Angleterre, alors en guerre avec la France (19 novembre 1794), avait provoqué des tempêtes. « A l'heure actuelle, écrivait Washington, on hurle contre le traité comme on ferait contre un chien enragé ; c'est à qui l'abattra.... La corde le plus volontiers touchée, parce que c'est le meilleur moyen d'atteindre l'oreille populaire, est la violation, comme il est prétendu, de nos engagements à l'égard de la France.[1] » Les Anti-fédéralistes s'indignaient ; les Français n'étaient guère satisfaits ; les « captures et confiscations » effectuées par eux sur mer et leurs demandes, toujours écartées, de pouvoir vendre leurs prises dans les ports des États-Unis, augmentaient le mécontentement. La presse américaine d'opposition était d'une virulence incroyable et le grand homme avouait avec tristesse qu'il n'aurait jamais imaginé que « chaque acte de son administration serait déchiqueté, interprété à contre bon-sens de la manière la plus perfide, un seul côté de chaque question étant mis en avant, et cela en termes si exagérés et inconvenants qu'on pourrait à peine les appliquer à un Néron, un failli, un coupe-bourse.[2] »

L'heure vint enfin de sa retraite définitive à Mont

1. Washington à Alexandre Hamilton, 29 juillet 1795.
2. A Jefferson, 6 juin 1796.

Vernon. Il y revint, grand vieillard attristé, souhaitant n'être plus autre chose qu'un cultivateur américain et ne pas « s'écarter de vingt milles » au delà de sa demeure. « Produire et vendre un peu de farine tous les ans, relever des bâtiments qui tombent en ruines, en construire un pour la conservation de mes papiers d'intérêt public, remplira le peu d'années que je peux avoir encore à passer sur cette terre[1]. »

Il ne lui en restait que deux et demi. Son désir eût été de se vouer, jusqu'à la fin, à ces occupations aussi régulières qu'un tic tac d'horloge dont le détail avait rempli de tout temps son journal intime lorsqu'il était sous son toit familial. Ses notes quotidiennes (inédites) sont d'un amoureux de la terre, pour qui tout ce qui la concerne est intéressant. Elles débutent uniformément, chaque jour, par une minutieuse indication du temps qu'il fait, état du ciel, vent, température, avec les changements survenus au cours de la journée et à quelle heure, puis le récit de sa visite à cheval aux différents points, toujours les mêmes, où il a des cultures; même s'il ne s'y passe rien, il note qu'il ne s'y passe rien.

Le relevé de la journée se termine par la mention des visiteurs restés à dîner, souper ou coucher, mais avec le nom seulement; et combien de notes sur la température n'échangerions-nous pas contre quelques développements donnés à des insertions comme celles-ci : « Dans l'après-midi, M. Madison arriva de

1. A Olivier Wolcott, 15 mai 1797.

Richmond.... Je restai à la maison toute la journée avec M. Madison.[1] »

Ses lettres donnent heureusement d'autres détails, et dans une, à McHenry, se trouve la meilleure description que nous ayons de la vie de tous les jours à Mont Vernon. Se demandant ce qu'il pourrait dire d'intéressant à un ministre de la Guerre, il écrit : « Je pourrais lui dire que je commence avec le soleil le cours de ma journée ; que si mes mercenaires ne sont pas, à ce moment, là où ils doivent, je leur fais tenir des messages exprimant mon regret de leur indisposition. Ayant mis ces rouages en marche, j'examine plus avant l'état des choses, et plus l'inspection est poussée, plus je m'aperçois de la gravité des blessures subies par mes bâtiments pendant une absence et un manque de soins de huit années. Quand tout cela est fini, le déjeuner (peu après sept heures, vers le moment où, je suppose, vous prenez congé de Mme McHenry) est prêt. Le repas fini, je monte à cheval et fais le tour de mes fermes, ce qui m'occupe jusqu'au moment où il faut s'habiller pour le dîner où je manque rarement de rencontrer des visages

1. 4 et 5 juillet 1788. James Madison, Virginien comme Washington, devint, en 1808, le 4e Président des États-Unis.

La veille de sa mort, vendredi 13 décembre 1799, ayant fait, le jour d'avant, son habituelle tournée à cheval, Washington inscrivit dans son journal ses dernières lignes; elles sont consacrées à la terre : « Morning snowing and ab^t 3 inches deep — wind at N° E^t and me. (*i. e.* thermometre) at 30, cont^y snowing till 1 o'clock and about 4 it became perfectly clear — wind on same plan but not hard — me. 28 at night. » Original à la Bibliothèque du Congrès.

d'inconnus venus, disent-ils, me voir par respect[1]. Ne croyez-vous pas que le mot curiosité conviendrait tout aussi bien ? Et quelle différence entre une telle société et celle de quelques bons amis égayant ma table ! Le repas dure ce qu'il est d'usage ; alors une promenade à pied et le thé m'occupent jusqu'à l'heure où s'allument les chandelles. Avant ce moment, s'il n'y a pas de monde pour m'en empêcher, je prends la résolution, aussitôt que les vacillants flambeaux remplaceront le grand luminaire, de me retirer à ma table à écrire et de répondre aux lettres que j'ai reçues. Mais quand les lumières sont apportées, je me sens fatigué et mal disposé à ce travail, auquel je me dis que la journée suivante conviendra tout aussi bien. Elle arrive, et avec elle, les mêmes motifs de renvoi, les mêmes résultats, et ainsi de suite....

« Vous serez peut-être frappé de ce que, dans cette répartition de mon temps, aucune partie ne semble réservée pour la lecture. Tel est le cas, en effet, car je n'ai pas ouvert un livre depuis mon retour ; et je ne pourrai sans doute le faire tant que je n'aurai pas congédié mes ouvriers, ni jusqu'à ce que les nuits s'allongent, et il pourra se faire alors que je jette les yeux sur le *Doomesday Book*.[2] »

1. Ses notes journalières le montrent recevant sans cesse à sa table, en tout temps, quantité de visiteurs dont il lui arrive parfois de ne pas savoir le nom : « Dr. Logan of Philadelphia and lady and a Mons[r]   of Lyons in France come here to dinner and went away afterwards. » 14 novembre 1788. Carnets inédits.

2. Mont Vernon, 29 mai 1797.

Mais dans cette calme retraite, décrite avec un charme et une vérité rappelant presque la correspondance de William Cowper, et dont il devait jouir si peu de temps, les soucis, comme avant, ne tardèrent pas à le visiter. Il sembla un moment que l'ancien commandant en chef des armées franco-américaines aurait à conduire les Américains contre les Français. En dépit de préparatifs qu'il avait lui-même dirigés, il se refusait à croire que la guerre pût réellement survenir : « Mon esprit n'a jamais été alarmé de craintes que la guerre puisse éclater avec la France.[1] » Mais, dans les jugements portés par lui sur les Français du Directoire, Washington se rapprochait par degrés de ceux qu'il avait formés jadis, alors qu'il ne les connaissait que par Steele et Addison et avait « lu le *Spectator*, jusqu'au n° 143. »

Il mourut sans savoir que les nuages allaient bientôt se dissiper ; que le prochain grand événement qui compterait dans les annales des États-Unis et assurerait leur grandeur aurait pour cause ces mêmes Français : la cession par eux, inattendue et spontanée, non pas de la Nouvelle-Orléans, seule souhaitée, mais des immenses territoires appelés alors la Louisiane ; et que, tandis que ses sentiments à l'égard des Français avaient subi des changements, ceux des Français à son égard étaient demeurés les mêmes.

Quand la nouvelle arriva en France, que le samedi 14 décembre 1799, Washington était mort[2], la Répu-

1. A T. Pickering, 29 août 1797.

2. « Nulli flebilior quam mihi, » écrivit Lafayette à Crèvecœur,

blique prit le deuil. Pendant dix jours les officiers des armées françaises portèrent le crêpe, les drapeaux furent abaissés à mi-mât et le chef de l'État, le jeune Bonaparte, adressa, le 18 pluviôse, an VIII, un ordre du jour aux armées où il disait : « Washington est mort. Ce grand homme s'est battu contre la tyrannie. Sa mémoire sera toujours chère au peuple français comme à tous les hommes libres des deux mondes et spécialement aux soldats français qui, comme lui et les soldats américains, se battaient pour l'égalité et la liberté. »

Une cérémonie grandiose et sans exemple fut organisée au Temple de Mars, comme on appelait alors les Invalides. Des détachements de la garnison de Paris occupaient les bas-côtés; tout ce qui comptait dans la République était présent, Bonaparte en tête, et Fontanes, le plus célèbre orateur de l'époque, prononça l'oraison funèbre du chef disparu : L'œuvre de Washington, disait-il, « à peine achevée, s'attire déjà cette vénération qu'on n'accorde volontiers qu'aux seuls ouvrages du temps. La Révolution américaine dont nous sommes les contemporains, semble, en effet, affermie pour jamais. Washington la commença par l'énergie et l'acheva par la modération. » En lui rendant un hommage public, la France

au reçu de la nouvelle. Peu avant, à l'occasion de la mort du dernier de ses frères, Washington avait écrit au colonel Burgess Ball : « When I shall be called upon to follow them is known only to the giver of life. When the summons come, I shall try to obey it with a good grace. » Mont Vernon, 22 septembre 1799. Il fit comme il avait dit.

« acquitte en ce moment la dette des deux mondes. » Elle le fait dans l'édifice le mieux approprié : « Ces voûtes augustes ont été dignement choisies pour l'apothéose d'un héros.... Dans cette enceinte guerrière, la valeur de Washington mérite les regards de Condé ; sa modération appelle ceux de Turenne ; sa philosophie le rapproche encore plus de Catinat.[1] »

Dans l'une des premières phrases de son discours, Fontanes, continuant les traditions de la guerre de l'Indépendance, avait courtoisement associé l'Angleterre (avec qui nous étions de nouveau en guerre) à l'hommage rendu par nous au grand homme : « Le peuple qui, naguère, appelait Washington rebelle, juge lui-même l'affranchissement de l'Amérique comme un de ces événements consacrés par le suffrage des siècles et de l'histoire. Tel est le privilège de grands caractères.[2] »

Au centre de la nef se voyait le buste de Washington, entouré de lauriers, drapé dans les couleurs des deux Républiques. Bien des années plus tôt, dans la maison de l'Indépendance à Philadelphie, les drapeaux pris à Yorktown avaient été mis aux pieds du

1. La péroraison ajoutait un rapprochement de plus, et c'est celui que l'histoire justifia le moins : « Tes conseils seront entendus, ô Washington !... Celui qui, jeune encore, te surpassa dans les batailles, fermera, comme toi, de ses mains triomphantes, les blessures de la patrie ; » une ère de paix va commencer, et ce sera la fin de « toutes les oppressions. »

2. « Éloge funèbre de Washington, prononcé dans le Temple de Mars (Hôtel des Invalides), le 20 pluviôse, an VIII (8 février 1800), dans *Œuvres de M. de Fontanes, recueillies pour la première fois*, Paris, 1839, 2 vol., t. II, pp. 147 et suiv.

président du Congrès et du ministre de France, Gérard de Rayneval. En parallèle avec cette cérémonie, le général Lannes s'avança et plaça, devant l'image de l'ancien commandant en chef, quatre-vingt-seize drapeaux conquis sur l'ennemi par les troupes de la République.

Le projet fut alors formé, mais les grands événements qui allaient suivre en empêchèrent la réalisation, d'ériger à Paris, dès ce moment, une statue à Washington. Talleyrand rédigea le texte du décret et rappela, dans son exposé des motifs, la similitude de sentiments entre la France et « ce peuple qui un jour sera un grand peuple, qui aujourd'hui est le peuple le plus sage et le plus heureux de la terre » et « pleure la mort de l'homme qui, par son courage et son génie, contribua le plus à l'affranchir du joug pour l'élever au rang des nations indépendantes et souveraines. » La mort de Washington « fait passer dans le domaine de l'histoire une des plus nobles vies qui aient honoré l'espèce humaine.... Cette renommée, aujourd'hui impérissable, la fortune en a consacré les titres, et la postérité d'un peuple qui doit s'élever un jour aux plus hautes destinées constate ces titres et les agrandit sans cesse par ses progrès. » Le peuple français, « qui, le premier, se fit de la vie et des succès de cet homme illustre un présage de sa propre destinée et sut y lire les espérances auxquelles il devait prétendre et les devoirs qu'il avait à remplir, peut à bon droit le compter au nombre de ses concitoyens ».

Chateaubriand, Lamartine, Guizot, Cornelis de Witt, Laboulaye, Joseph Fabre, nombre d'autres penseurs et écrivains français rivalisèrent, au cours du siècle, d'éloges et d'admiration. Chateaubriand traça, dans son *Voyage en Amérique*, son fameux parallèle entre Bonaparte et Washington : « Chacun est récompensé selon ses œuvres. Washington élève une nation à l'indépendance : magistrat retiré, il s'endort paisiblement sous son toit paternel, au milieu des regrets de ses compatriotes et de la vénération de tous les peuples.

« Bonaparte ravit à une nation son indépendance : empereur déchu, il est précipité dans l'exil, où la frayeur de la terre ne le voit pas encore assez emprisonné sous la garde de l'océan....

« La république de Washington subsiste; l'empire de Bonaparte est détruit : il s'est écroulé entre le premier et le second voyage d'un Français qui a trouvé une nation reconnaissante là où il avait combattu pour quelques colons opprimés....[1] » Le nom de Washington se répandra avec la liberté d'âge en âge; il marquera le commencement d'une ère nouvelle pour le genre humain.... Sa renommée s'élève comme un de ces sanctuaires où coule une source intarissable pour le peuple.... Quel serait aujourd'hui le rang occupé par Bonaparte dans l'univers s'il eût joint la magnanimité à ce qu'il avait d'héroïque, si, Washington et Bonaparte à la fois,

1. Voyages de Lafayette, dont le dernier, 1824-25, était alors tout récent.

il eût nommé la liberté héritière de sa gloire? »

Lamartine, recevant une délégation italienne en 1848, demandait à ses visiteurs de haïr la mémoire de Machiavel et de bénir celle de Washington : « Voilà le nom qu'il vous faut aujourd'hui proclamer; c'est le nom de la liberté moderne. Ce n'est plus le nom d'un conquérant qu'il faut au monde, c'est le nom de l'homme le plus désintéressé, le plus dévoué au peuple. Voilà l'homme qu'il faut à la liberté. Un Washington européen, voilà le besoin du siècle.[1] » Guizot publiait son étude bien connue sur le premier Président des États-Unis et, pour commémorer l'événement, la colonie américaine de Paris faisait peindre par Healy, en 1841, le portrait de l'auteur, et l'offrait à la ville de Washington, où il est conservé au Musée National.

Imprimant, au début du second Empire, le cours qu'il avait professé au Collège de France sous la seconde République, l'illustre libéral, Laboulaye,qui fit tant pour rendre populaires en France l'Amérique et les Américains, disait dans sa préface : « Washington a établi une République sage et bien ordonnée, et il a laissé à l'avenir, non pas l'exemple fatal du crime triomphant, mais l'exemple bienfaisant du patriotisme et de la vertu. En moins de cinquante ans, grâce à la sève puissante de la liberté, on a vu s'élever un empire qui repose, non pas sur la conquête, mais sur la paix et l'industrie; un empire

1. Remsen Whitehouse. Discours sur Lamartine, 5 octobre 1911.

qui, avant la fin du siècle, sera le plus grand État du monde civilisé et qui, s'il reste fidèle à la pensée de ses fondateurs, si l'ambition n'arrête point le cours de sa fortune, offrira au monde le spectacle inouï d'une République de cent millions d'hommes plus riche, plus heureuse, plus brillante que les monarchies du vieux continent. Voilà l'œuvre de Washington.[1] » Ces Français avaient été bons prophètes : cinquante ans étaient, selon Lacretelle, la période qui permettrait de constater le succès ou l'échec de l'entreprise; quant aux cent millions d'habitants, ce chiffre fut atteint dans les premières années du vingtième siècle.

Plus près de notre temps, l'historien de Jeanne d'Arc, Joseph Fabre, disait de Washington : « Ce sage fut une merveille d'enthousiasme raisonné, d'intrépidité réfléchie, de ténacité méthodique, d'audace circonspecte, en face de l'oppression du dehors et de l'anarchie du dedans, vaincues l'une et l'autre par son calme génie.[2] »

VI

De nouveau une république a été établie en France, laquelle n'étant pas dépourvue, nous l'es-

1. *Histoire des États-Unis*, 3 vol., préface datée de 1855; le cours avait été professé en 1849. Washington est le héros du récit, qui s'arrête en 1789.

2. *Washington, libérateur de l'Amérique*, 1882, préface; souvent réimprimé, dédié « à la mémoire de Lazare Hoche, le soldat citoyen qui aurait été notre Washington s'il eût vécu. »

pérons, de ces qualités de « sang-froid et de modération » que Washington nous souhaitait, a toutes chances d'être perpétuelle. Elle a déjà duré près d'un demi-siècle : phénomène sans exemple dans l'histoire de l'Europe, aucune autre de cette importance n'ayant autant duré dans le vieux monde depuis la chute de la République romaine, il y a vingt siècles.

Si le grand homme revenait en ce monde, nous nous flattons qu'il ne nous jugerait pas indignes des sympathies qu'il manifestait à nos ancêtres du temps qu'il vivait auprès d'eux. La plupart des idées directrices suivies par lui au cours de sa vie sont celles que nous nous efforçons de mettre en pratique. Nous avons nos défauts, certes; nous les connaissons, et ils sont connus d'autrui; il n'est pas dans nos habitudes de les cacher, il s'en faut : qu'il soit donc permis de considérer ici autre chose qu'un sujet rendu par nos soins si banal.

Cette égalité des chances pour tous qui causait l'admiration des Français visitant autrefois l'Amérique, qui était un des avantages pour lesquels Washington avait combattu et continue d'être un des attraits offerts à l'émigrant par les États-Unis, est aussi une des caractéristiques de la République française, où nul privilège d'aucune sorte ne demeure, le droit de vote appartient à tous, les impôts sont les mêmes pour tous et personne n'est exempté du devoir militaire. Aucun principe n'avait plus d'importance aux yeux de Washington que celui

d'une « liberté égale » qui avait été de tout temps notre idéal, mais que nous eûmes tant de peine à faire passer de l'idéal dans la réalité : « Il en est aussi peu en la puissance de toute faculté terrienne d'engarder la liberté française de parler, comme d'enfouir le soleil en terre ou l'enfermer dedans un trou, » écrivait déjà L'Estoile à la fin du XVIe siècle. Mais on se contentait alors de parler, parfois de chanter ou, même de chansonner. « Quel triomphe pour nos ennemis si leurs prédictions se réalisaient, » disait encore Washington en un moment de doute anxieux, alors qu'il redoutait le succès en son pays de ces monocrates dont Genet se préoccupait ; « quel triomphe pour les avocats du despotisme de constater que nous sommes incapables de nous gouverner et que les systèmes fondés sur le principe d'une égale liberté sont fallacieux et irréalisables.[1] » Comme les États-Unis, la France a fourni, depuis, la preuve du contraire.

En France, comme en Amérique, la seule source de pouvoir est la volonté du peuple. Dans notre recherche de la solution du grand problème posé devant le monde, celui des relations du capital et du travail, nous nous efforçons de pratiquer l'admirable maxime de l'un de nos hommes d'État : « Le capital doit travailler ; le travail doit posséder. » Et bien que nous soyons encore fort éloignés du but, nous avons fait cependant assez de progrès pour que,

1. 1er août 1786.

aujourd'hui, sur deux électeurs français, un possède sa maison[1].

Le développement de l'instruction était une des grandes préoccupations de Washington, comme il l'est de ses descendants. « Vous estimerez comme moi, » disait-il en un discours aux deux Chambres en 1790, « que rien ne mérite mieux vos encouragements que le développement de la science et des lettres. Le savoir est, par tout pays, la plus sûre base du bonheur. »

L'instruction est devenue, sous la République, obligatoire pour tous en France et est donnée gratuitement à tous. Pas un village, pas un hameau perdu au creux des vallées, accroché au flanc des montagnes, qui n'ait son école. Les dépenses de l'État sous le second Empire s'élevaient, pour l'instruction primaire, à douze millions de francs[2]; le seul salaire des instituteurs est aujourd'hui quinze fois plus élevé[3]. Nous tâchons de pratiquer l'ancienne règle médiévale : trois choses doivent être données pour rien à tous, l'air, l'eau, le savoir. Et c'est pourquoi, à la Sorbonne, au Collège de France, dans les Universités, quiconque veut suivre les cours les plus renommés n'a rien à faire qu'à pousser la

1. « On calcule qu'il y a un plus grand nombre de petites propriétés en France qu'en Allemagne, Angleterre et Autriche réunies. » *Report of the* [*U. S.*] *Commissioner of Education*, 1913, p. 714.

2. Rambaud, *Civilisation contemporaine en France*, 1888, p. 589.

3. 185 millions et demi ; budget de 1912.

porte. L'homme de la rue peut venir s'il lui plaît, simplement pour avoir chaud l'hiver, ou éviter une averse l'été. Qu'il s'abrite ; peut-être aussi écoutera-t-il.

Très sagement, étant à bien des égards très moderne, Washington attachait grande importance aux inventions. Dans un message lu par lui au Congrès, le 9 janvier 1790, il disait : « Je ne peux me dispenser de vous signaler combien il serait utile d'accorder des encouragements pratiques, tant à l'introduction chez nous d'inventions nouvelles et utiles faites à l'étranger, qu'aux efforts tentés dans notre pays par les hommes habiles ou doués de génie pour en produire. Il importe aussi de faciliter les relations entre les parties éloignées de notre contrée en nous occupant du service de la poste et des routes postales. »

Les distances s'étant, comme la superficie du pays, immensément accrues en Amérique (de même au reste que les moyens de les parcourir), ces derniers conseils n'ont pas perdu leur opportunité[1]. Ayant, il est vrai, un problème beaucoup moins difficile à résoudre, nous nous flattons qu'avec notre réseau de routes postales et un système de distribu-

1. Même dans certaines parties très habitées de l'Est, et non seulement aux champs, mais dans des localités importantes, la distribution postale, « rural delivery, » n'existe pas. Les lettres sont conservées au bureau de poste ; à vous de deviner qu'il y en a qui vous attendent, et de passer de temps en temps, pour voir. On passe et le bureau de poste devient ainsi un lieu de réunion où les habitants causent entre eux.

tion journalière atteignant toutes les parties du territoire, nous obtiendrions le jugement favorable du grand homme. Quant aux inventions, nous espérons que même les compatriotes de Franklin, Fulton, Whitney, Horace Wells, W. T. G. Morton, Morse, Bell, Édison, les frères Wright et bien d'autres, témoigneraient que notre participation à la série des trouvailles précieuses n'est pas médiocre, avec le métier de Jacquard, les lois d'Ampère sur l'électricité, les chaudières tubulaires de Séguin, l'hélice de Sauvage, la photographie de Niepce et Daguerre, le transport à grande distance de la force motrice des chutes d'eau pratiqué par Marcel Desprez, le premier dirigeable de Renard et Krebs, le cinématographe de Lumière, le radium de Curie, avec l'automobile qui transforme autant les manières de vivre modernes (décentralisant les pays par trop centralisés) qu'avaient fait les chemins de fer au siècle dernier, et par-dessus tout, parce que le bienfait s'étend à tous, avec les découvertes de Chevreul, Flourens, Claude Bernard, Laveran, Berthelot et spécialement Pasteur.

Sur la question de la préservation des ressources naturelles à laquelle, et non trop tôt, tant d'attention a été donnée, ces derniers temps, aux États-Unis, Washington avait des idées très arrêtées ; nous en avons aussi et de fort radicales, condensées dans ce principe appliqué, en particulier, aux mines que « ce qui n'appartient à personne appartient à tout le monde, » et tout le monde signifie la nation.

Washington fit connaître, dans un énergique appel au président du Congrès, sa manière de voir sur la solution du problème : « Croyez-vous, Monsieur, qu'il ne conviendrait pas de réserver pour des ventes à part tous les minéraux, mines, sources salées, dans les concessions générales de terrain appartenant à l'État? Par ce moyen, le public même, et non un petit nombre d'individus informés, recueillerait le bénéfice de ces ventes, sans atteinte portée à aucune règle de justice qui me soit connue.[1] »

Un des actes les plus mémorables de la République française a consisté dans la création d'un vaste empire colonial, donnant accès à des pays non développés et sans chances de l'être, parfois barbares et sanguinaires comme le Dahomey, où se pratiquaient encore les sacrifices humains. Washington a posé la règle à suivre dans les relations avec les races primitives. « La base de nos relations avec les indigènes indiens, » écrivait-il à Lafayette, « a été et sera la justice, aussi longtemps en tout cas que j'aurai quoi que ce soit à voir avec l'administration de ce gouvernement. Nos négociations et transactions, quoique leur objet soit souvent de peu

1. A Richard Lee, 14 décembre 1784. Sur les efforts français dans cet ordre d'idées, le Consul général américain, Skinner, écrit : « Si des correspondants pouvaient pénétrer, comme l'auteur l'a fait, dans les villages de montagnes, presque inaccessibles, de ce pays, et y découvrir l'enthousiaste forestier français à l'œuvre, appliquant les méthodes scientifiques à un travail qui ne pourra produire tous ses fruits avant deux ou trois cents ans, ils se retireraient pleins d'admiration et de surprise et rapporteraient la leçon aux États-Unis. » *Daily Consular Reports*, 2 decembre 1907.

d'importance, doivent être dominées par les principes immuables de l'égalité.[1] » S'adressant à l'archevêque catholique de Baltimore, il lui disait encore : « Le moyen le plus efficace de nous gagner l'attachement durable de nos sauvages voisins est de les convaincre que nous sommes justes. »

Il n'est rien dont nous soyons nous-mêmes plus convaincus que de la sagesse de ces principes. Le succès que nous avons atteint en édifiant notre empire colonial, et son étendue même, sont la meilleure preuve que nous nous y sommes conformés. Employant d'autres moyens, alors que tant d'autres tâches réclamaient notre soin, nous aurions échoué. Le nombre des habitants de ce globe vivant aujourd'hui sous le drapeau français est d'environ cent millions. De l'avis de témoins non prévenus, il apparaît qu'en cela aussi nous avons pris des initiatives conformes aux vues de l'ancien commandant en chef qui avait écrit à Lafayette, le 15 août 1786 : « Permettez-moi de vous demander comment il est possible, en un âge si éclairé et si libéral, que les grandes Puissances maritimes de l'Europe consentent encore à payer un tribut annuel aux petits États pirates de la Barbarie? Plût au ciel que nous eussions une marine capable de réformer ces ennemis de l'humanité ou de les réduire à néant. » La « réforme, » commencée par Decatur en 1815, fut achevée par Bourmont en 1830.

Sur les résultats de nos entreprises coloniales, les

1. 11 août 1790; voir aussi sa lettre à Pickering, 20 janvier 1791.

jugements américains nous font honneur : « Le tableau des succès français dans l'exploration, la civilisation, l'administration et l'exploitation de l'Afrique est, selon Alexandre Powell, une des pages merveilleuses de l'histoire. Le résultat est d'autant plus remarquable que la France a plus compté sur les ressources de la science que sur celles du militarisme.... Voyez ce qu'est la Sénégambie administrée par les Français.... Comparez le Dahomey modernisé d'aujourd'hui, doté de chemins de fer, d'écoles et d'hôpitaux avec le pays baigné de sang d'il y a cinquante ans; rappelez-vous que, depuis le temps du dernier Dey, l'Algérie a doublé de population : et vous aurez un aperçu de ce que les Français ont accompli au point de vue colonial.[1] » Relativement à nos Arabes, Edgar A. Forbes, autre Américain, écrit : « La race conquise peut bénir son étoile de ce que sa destinée soit en des mains portant rarement le gantelet de fer.[2] »

Quelques témoignages allemands, aussi allemands qu'il est possible, sont encore plus flatteurs ; ceux en particulier des membres de la mission scientifique d'Adolf Friedrich, duc de Mecklembourg, qui visita nos possessions africaines en 1910-11. Ils n'ont que moqueries pour notre « humanité, » notre ridicule bienveillance à l'égard des indigènes, l'absurde suppression par nous des châtiments corporels, « si désirables parmi les noirs, » notre manque

1. *The last Frontier*, New York, p. 25.
2. *The Land of the white Helmet*, New York, 1910, p. 94.

de foi dans l'incomparable vertu de la force. « *Force et droit sont la même chose,* » écrit un des savants de l'expédition, le Dr Schubotz, un de ces docteurs que nous connaissons mieux aujourd'hui ; « telle doit être la devise de quiconque veut devenir colon ; j'en ai fait cent fois l'amère expérience, car aucune persuasion amicale n'induira jamais un indigène de Sara à porter pour vous une boîte de conserves. Il ne le fera que s'il sait qu'au cas de refus sa hutte sera brûlée par les soldats. Malheureusement nous n'avions pas assez de soldats.[1] »

C'est exactement le même principe qu'un autre prince allemand, qui jugeait avoir « assez de soldats, » appliqua, le 4 août 1914, aux Belges, traités, comme le reste du monde, en indigènes de Sara.

Sur un point spécial, Washington avait les idées les plus arrêtées : ce meneur d'hommes, ce soldat, ce gagneur de batailles, avait horreur de la guerre. Il souhaitait, bien entendu, que son pays ne fût, pas plus que nous ne souhaitons le nôtre, dépourvu d'une école militaire, ni d'une solide armée permanente, car, disait-il en un discours au Congrès en 1796 : « Si pacifique que puisse être la politique générale d'une nation, il ne faut pas qu'elle puisse être jamais prise au dépourvu, sans instruction militaire suffisante.... La guerre peut souvent ne pas dépendre de ses propres décisions. » Pour notre part, nous ne le savons que trop.

1. *From the Congo to the Niger and the Nile*, Londres, 1913, t. II, chap. XIV

Il n'est pas, toutefois, de question revenant plus souvent sous sa plume, dans ses lettres à ses amis de France, que le soin avec lequel les guerres devraient être évitées, et il n'est pas d'espérance plus volontiers caressée par lui que celle qu'un jour les différends humains pourraient être réglés autrement que par l'effusion du sang. A Rochambeau, de qui il avait appris que les récentes menaces de guerre en Europe s'étaient dissipées (pour revenir, il est vrai, peu après, plus inquiétantes encore), il exprimait, en 1786, sa joie à cette nouvelle où il voyait la preuve que les peuples devenaient « plus éclairés et plus humains. » Il avait écrit peu avant, de Mont Vernon, le 25 juillet 1786, à son ami David Humphreys : « Mon plus cher désir est de voir ce fléau de l'humanité, la guerre, bannie du globe, et les fils et filles de ce monde occupés à de plus agréables et innocents amusements que la fabrication et le maniement des engins à détruire les hommes. Au lieu de se quereller pour des questions de territoires, que les pauvres, les besogneux, les opprimés de partout et ceux qui veulent de la terre se transportent dans nos plaines fertiles de l'Ouest, la nouvelle *Terre Promise*, et y résident en paix, pratiquant le grand commandement qui est le premier de tous. » Il rêvait d'une humanité « unie par des liens fraternels comme une grande famille.[1] »

Sur cette question, d'importance suprême pour le

1. A Lafayette, 15 août 1786. A ce sujet et sur les vues de Franklin, voir *infra*, p. 362.

monde entier, et malgré tout ce qu'il reste à faire, nous pouvons, j'espère, considérer que notre République mériterait l'approbation du chef disparu. Nous avons, en effet, rivalisé avec les États-Unis (et honneur soit rendu aux royaumes et empires qui ont aussi joué le rôle de pays de bonne volonté) dans notre recherche de moyens meilleurs que les guerres pour le règlement des querelles humaines. Le succès ne pouvait être atteint sur-le-champ, mais c'est quelque chose que d'avoir honnêtement essayé. Le grand homme aurait jugé les échecs avec indulgence, car il savait bien qu'en pareilles affaires les dispositions d'autrui entrent nécessairement en ligne de compte. « Il est vain de nous figurer, avait-il écrit, que notre objet puisse être atteint par d'ardents désirs de paix.[1] »

Et à l'heure présente, alors qu'il semble à l'auteur de ces lignes entendre, à travers l'océan, la rumeur des canons de France, que serait l'impression de notre ancien chef, s'il voyait ce qui se passe et comment résistent les descendants de ces soldats commandés jadis par lui? Peut-être penserait-il, comme il fit quand Lafayette lui raconta sa visite aux champs de guerre de Frédéric II : « La vue des divers champs de bataille que vous avez traversés ne put manquer, entre autres sensations, de vous inspirer cette pensée : ici sont tombés des milliers d'hommes braves pour satisfaire les ambitions de

1. 15 juin 1782.

leur souverain, ou lui faciliter l'oppression et l'injustice. Mélancolique réflexion! A quelles fins justifiables la Providence peut-elle le permettre? »

Peut-être, qui sait? Observant la résolution silencieuse, l'abnégation et l'unanimité avec lesquelles le peuple entier, jeunes et vieux, civils et soldats, clercs et laïques, du jour où la guerre lui fut déclarée par l'ennemi germanique, s'appliqua à soutenir, dans l'immense conflit, la cause de l'indépendance et du libéralisme, le chef pourrait être tenté d'écrire une fois de plus, sur les feuillets de son journal intime, les trois mots qu'il y avait inscrits le 1er mai 1781. Qui sait? Une chose est certaine, c'est que nulle approbation ne nous flatterait plus que celle du fondateur de l'autre République, du commandant des jours d'autrefois.

IV

ABRAHAM LINCOLN

En deux occasions tragiques, à un siècle de distance, le sort des États-Unis trembla dans la balance : deviendraient-ils une nation libre ? demeureraient-ils une seule nation ? Un chef était nécessaire, fort différent dans chaque cas. Cette bonne fortune fut accordée au peuple américain d'avoir un Washington lorsqu'il eut besoin d'un Washington, et un Lincoln lorsqu'il lui fallut un Lincoln. Aucun des deux n'aurait bien rempli la tâche de l'autre.

Près d'un siècle de prospérité grandissante s'était écoulé lorsque vint l'heure de la seconde épreuve. Bien que ce nous semble peu en comparaison de ce qui suivit, le développement avait été considérable, les colonies éparses de jadis étaient devenues une des grandes Puissances du monde dont les domaines s'étendaient de l'un à l'autre océan ; l'immense continent avait été exploré; de grandes cités nouvelles parsemaient les solitudes d'autrefois. Lorsque, en 1803, la France, à qui les États-Unis demandaient la Nouvelle-Orléans, avait, de son propre mouvement, cédé

toute la Louisiane où se constituèrent plus d'États que n'en comptait l'Union primitive, maints sénateurs s'étaient opposés à la ratification du traité, pensant que cette cession serait un fléau, non un bienfait. « Quant à la Louisiane, » s'était écrié le sénateur White, de la Delaware, « ce monde nouveau, immense, sans limites, si jamais il devait être incorporé dans notre Union... j'estime que ce serait la plus grande calamité qui pût nous atteindre ; il en résulterait des maux innombrables, un surtout si grave que j'ose à peine y penser. »

Ce mal, répandant la terreur, au point que le sénateur ne voulait même pas y penser, consistait dans la possibilité, affreuse à ses yeux, qu'il se rencontrât des gens assez téméraires pour aller s'établir au delà du Mississipi. Des efforts seraient naturellement faits, se disait-il, pour couper court à des tentatives imposant au gouvernement de si effroyables responsabilités ; mais ces efforts échoueraient sans doute, et alors !... « Ce ne sera guère plus facile de réussir qu'à empêcher les poissons de nager dans la mer.... A tout homme au courant de la manière dont s'est fait le peuplement de l'Ouest américain, ces tentatives d'arrêt sembleront chimériques. » Des gens passeront le fleuve ; « cette population même s'en ira là-bas, qui aurait occupé sans cela une partie de notre territoire actuel. » Les résultats seront pleins d'horreur : « Nos citoyens se trouveront installés à l'immense distance de deux ou trois mille milles de la capitale de l'Union, là où ils ne pourront presque

jamais être atteints par les rayons émanant du gouvernement central; leurs sentiments s'écarteront de nous; ils se mettront peu à peu à nous considérer comme des étrangers; ils se créeront des liens commerciaux à part, et nos intérêts aux uns et aux autres deviendront distincts. »

Le traité avait été ratifié néanmoins, et ç'avait été la prédiction, non du sénateur White, de la Delaware, mais du sénateur Jackson, de la Géorgie, qui s'était réalisée. Ce dernier avait déclaré dans sa réplique que, si « tous deux pouvaient revenir au moment voulu, c'est-à-dire dans cent ans, » ils trouveraient que la région ne serait pas comme il avait été prétendu une « terre de sauvagerie hurlante, » mais « un centre de science et de civilisation.[1] » En fait,

1. *Debates and Proceedings in the Congress of the United States*, vol. XIII, col. 33, 2 et 3 novembre 1803. Le sénateur White avait aussi allégué que la somme à verser, quinze millions de dollars, était trop élevée, tandis que le plénipotentiaire français Barbé-Marbois faisait observer que les terres encore libres « auraient dans moins d'un siècle une valeur de plusieurs milliards, » et, meilleur prophète que le sénateur, disait encore : « La cession intéresse de vastes contrées que leur civilisation et leur puissance rendront émules de l'Europe avant qu'un autre siècle ait commencé. » Une partie de l'argent devait être retenue par les Américains en règlement de leurs réclamations contre nous : « Ceux qui connaissaient bien, écrivait Marbois, l'importance d'une intelligence parfaite entre les deux pays, mettaient un plus haut prix aux vingt millions de francs ainsi employés qu'aux soixante qui furent versés dans le Trésor de France. » La décision de faire aux États-Unis cette offre qui les mettrait « au nombre des Puissances du premier rang, » avait été prise, en un conseil à trois, tenu aux Tuileries, par Bonaparte, Marbois et Berthier, le jour de Pâques 1803. Berthier était demeuré jusqu'à la fin opposé à la cession : « Point de marine sans colonies, disait-il, point de colonies sans une marine puissante. » Que parle-t-on d'une capture possible de la Louisiane

si les deux sénateurs avaient pu revenir à la date indiquée, ils auraient assisté à l'Exposition universelle de Saint-Louis, célébrant précisément l'acquisition de la Louisiane.

Le progrès avait été constant ; les inventions modernes avaient rapproché l'une de l'autre les parties les plus distantes du territoire. Le télégraphe avait permis aux « rayons émanant du gouvernement central » d'atteindre toutes les régions du pays. Cette œuvre extraordinaire, le premier chemin de fer transcontinental, allait être bientôt entreprise (1863), pour être achevée six ans plus tard.

Et voici que tout semblait remis en question ; la nation était jeune, riche, puissante, prospère ; elle avait d'amples ressources et domaines, point d'ennemis, et elle semblait menacée du sort de ces vastes empires dont parle Tacite qui s'écroulent sous leur propre poids.

En dedans de ses frontières, d'inquiétants symptômes s'étaient développés de rupture et destruction ; les animosités s'étaient aigries parmi des gens également braves, audacieux, sûrs de leurs droits. L'édifice élevé par Washington chancelait, une catastrophe était prochaine, celle même qu'il avait appréhendée dès la première heure. L'esclavage, pensait-il, devrait être graduellement, mais complètement

par les Anglais? « S'ils s'emparent de la Louisiane, comme on voudrait nous le faire craindre, le Hanovre serait aussitôt dans nos mains un gage certain de restitution. » Barbé-Marbois, *Histoire de la Louisiane*, Paris, 1829, préface et pp. 295, 315, 330.

aboli. « L'acquisition par vous, » avait-il écrit à Lafayette, « de terres à Cayenne pour en affranchir les esclaves est une noble et généreuse preuve d'humanité. Plût à Dieu que de semblables dispositions se répandissent dans le peuple de ce pays; mais je désespère de le voir.[1] » Et, s'adressant à John Francis Mercer, il lui disait : « Je me propose (à moins de circonstance particulière pouvant m'y contraindre) de ne plus acquérir un seul esclave par achat, car rien ne me tient tant au cœur que de voir adopter dans ce pays un plan supprimant l'esclavage par une procédure lente, sûre, imperceptible.[2] » Pour plus d'un motif, la solidité de l'Union nouveau-née le préoccupait : « Nous ne sommes, » avait-il écrit au Dr. Gordon, « autrement connus parmi les nations que sous le nom d'États-Unis... que le lien de l'union se brise et nous pouvons nous attendre au pire. Le mieux qui puisse alors nous arriver serait, selon mon humble opinion, que nous nous affaissions dans l'obscurité, tandis que seules nos querelles intestines rappelleraient notre existence et que l'histoire en enregistrerait les funestes résultats.[3] »

1. 10 mai 1786.
2. 9 septembre 1786.
3. 8 juillet 1783. Mêmes craintes de rupture au sein du Congrès qui discute, le 7 octobre 1785, une motion « that a committee be appointed to prepare a report for expressing the highest disapprobation of Congress, of the disposition which appears in several districts of the U.S. to be separated from the States which have exercised constitutional jurisdiction over such districts respectively and be erected into independent Governments. » Ce sont des « unconstitutional attempts to destroy the fundamental principles of the Union. » *Journals of the American Congress*, 1823, IV, 596.

L'heure redoutée avait maintenant sonné, et ces querelles intestines qu'enregistrerait l'histoire étaient au moment d'éclater.

C'est alors que, dans une ville d'importance moyenne, avec cent mille habitants, Chicago, qui en a aujourd'hui plus de deux millions, la convention républicaine se réunit pour choisir un candidat à la présidence, et, le vendredi 18 mai 1860, élut un homme que mon prédécesseur d'alors qualifiait, dans son rapport au gouvernement, de « personnage assez inconnu, » M. Abraham Lincoln. Tel était le cas en effet ; son propre parti avait hésité à le choisir ; ce ne fut qu'au troisième tour de scrutin, après deux autres où il n'avait pas eu la majorité, que la convention décida de remettre le sort du parti, de l'abolitionnisme et de l'Union aux mains de ce « personnage assez inconnu, » Abraham Lincoln.

Les recherches de l'histoire ont éclairé, depuis, les parties les plus obscures de sa biographie ; le moindre incident en est connu, telles de ses paroles auxquelles ni lui ni ses auditeurs n'avaient attaché d'importance sont aujourd'hui des proverbes familiers. Des biographies sans nombre, en beaucoup de volumes ou en minces plaquettes, nous ont renseignés sur les actes de Lincoln, son aspect, ses traits caractéristiques, ses vertus et le rôle qu'il joua dans l'histoire du monde, non pas seulement le monde de son temps, mais celui d'ensuite. Car ce n'est pas uniquement le souvenir de sa personnalité et

les conséquences de ses actes qui survivent parmi nous : nombre de ses dires, nets, féconds, mémorables, continuent d'agir. Son esprit demeure vivant.

Bien peu, au moment de son élection, se doutaient d'un tel avenir. « Il nous souvient encore" écrivait bien plus tard Prévost-Paradol, "de l'inquiétude avec laquelle nous attendions les premières paroles de ce Président, alors inconnu, sur lequel tombait cette terrible tâche, et qui devait faire dater de son avènement la ruine ou la régénération de sa patrie. Nous savions seulement qu'il sortait des rangs les plus humbles, que le travail manuel avait rempli son enfance et sa jeunesse, qu'il avait été berger, charpentier, fermier, poseur de rails[1], qu'il s'était instruit lui-même, puis élevé, par degrés, dans sa commune, dans son comté, dans son Etat, jusqu'à devenir le candidat d'un grand parti et l'élu de la majorité de ses concitoyens. Quel était pourtant ce favori de la démocratie? Son élévation ne pouvait-elle pas être due à ses imperfections mêmes? Ne pouvait-on pas craindre que cette élévation ne fût une de ces erreurs dans le choix des hommes auxquelles les sociétés démocratiques sont si exposées et qui leur sont si fatales? Mais aussitôt que, arrivé à Washington..., M. Lincoln eut parlé, tous nos doutes, toutes nos craintes se dissipèrent et il nous sembla que le sort lui-même s'était prononcé pour la bonne cause, puisque, en

1. Plus exactement fendeur de pieux (rail-splitter), pour en faire des barrières.

un tel besoin, il lui avait fait don d'un honnête homme.[1] »

L'anxiété n'était que trop naturelle chez ceux qui savaient combien peu le nouveau chef d'État avait l'expérience des grandes affaires et quelle était l'incroyable difficulté des problèmes qu'il aurait à résoudre : à résoudre, le cœur saignant rien qu'à la pensée des moyens, car il aurait à combattre « non des ennemis, mais des amis. Il ne faut pas que nous soyons ennemis ! »

Aucun roman d'aventure n'offre plus de péripéties de roman que l'histoire vraie de la jeunesse de Lincoln et des migrations de sa famille, de Virginie en Kentucky, de Kentucky en Indiana, d'Indiana dans l'État nouvellement formé d'Illinois, ayant d'abord à défricher un coin de la forêt, puis à se construire une hutte de rondins (« log-cabin »), dont la première n'avait que trois côtés et la seconde fut longtemps sans portes, plancher ou fenêtres, avec des lits de feuilles, une seule chambre servant à tous usages pour les neuf habitants : Lincoln, petit-fils d'un pauvre homme que tuèrent les Indiens, fils d'un père qui ne réussit jamais à rien, et dont les connaissances littéraires, pareilles à celles du père de Shakespeare, consistèrent à pouvoir « signer gauchement son nom, » savoir que lui inculqua sa seconde femme, toute la famille menant une vie en comparaison de laquelle celle de Robinson Crusoe

1. *Journal des Débats*, 29 avril 1865.

était une existence de luxe et de confort. La nourriture était celle de Robinson, faite du blé que l'on semait et du gibier qu'on pouvait tuer dans les bois. Que, dans ces coins reculés du pays, sans routes, sans voisins, sans livres, le futur Président ait pu apprendre et s'éduquer lui-même, ne fut guère moins qu'un prodige, le premier de sa vie et qui rendit les autres possibles. Son apprentissage intellectuel, dans des écoles distantes, aussi primitives que les habitants mêmes et que leurs demeures, où il se rendait à ses moments perdus, dura, tout compris, moins d'un an. Il y apprit, comme il le notait plus tard, à « lire, écrire, calculer jusqu'à la règle de trois et ce fut tout.... Jusqu'à sa vingt-troisième année, il mania presque sans cesse cet instrument si utile » — une hache, non une plume. L'événement prouva, une fois de plus, que l'instruction dépend moins de l'enseignement du maître que du vouloir de l'élève. Ce vouloir ne l'abandonna jamais ; il note encore qu'il ajouta à ses connaissances « les six livres d'Euclide, après qu'il était devenu membre du Congrès. »[1]

Mais ni livre, ni école, ni entretien avec des gens d'éducation n'auraient pu lui apprendre ce que lui enseigna cette rude vie. Face à face, chaque jour et à chaque heure du jour, avec des problèmes qu'il fallait résoudre, problèmes de se nourrir, se vêtir, s'abriter, éviter des maladies qu'aucun médecin ne

1. *Short Autobiography, written at the request of a friend; Complete Works*, édit. Nicolay et Hay, t. 1, 1905, pp. 26, 27.

serait là pour soigner, « les fièvres qui décourageaient fort les gens de l'endroit, »[1] développer le corps et l'esprit, sans assistance intellectuelle, ignorant la plupart du temps ce qui se passait dans le vaste monde, il prit l'habitude de voir, décider et agir par lui-même. Accoutumé dès l'enfance à vivre au milieu de l'inconnu, à rencontrer l'inattendu, dans une région où « bien des ours, écrivait-il plus tard, et d'autres animaux sauvages se trouvaient encore dans les bois, » son âme apprit à ne s'étonner de rien et, sans se laisser retarder par la surprise, chercher sur-le-champ comment sortir de difficulté. On ne saurait exagérer l'importance de l'enseignement que Lincoln reçut de la forêt, du marais, de la rivière.

Après de longues années de cette vie, et d'autres plus courtes à New Salem, aujourd'hui disparue, puis à Springfield, à Vandalia, ancienne capitale de l'Illinois, où il rencontra quelques descendants de ses prédécesseurs dans la forêt, les « coureurs de bois » français[2], après des années d'apprentissage politique, qui ne lui avaient valu qu'une notoriété

1. *Short Autobiography*, pp. 28, 29.

2. Quelques établissements français existaient encore dans la région et avaient conservé leur caractère : « Les établissements français vers Kaskaskia gardaient beaucoup de leur caractère national, et les pionniers du Sud qui visitaient ces gens ou se fixaient parmi eux s'émerveillaient de leur gaîté, leur labeur tranquille, leurs tendresses familiales qu'ils ne se souciaient aucunement de dissimuler comme faisaient leurs voisins plus timides et réservés. C'était un spectacle quotidien, qui ne perdit jamais sa bizarrerie aux yeux des gens venus du Tennessee et du Kentucky, que de voir le Français rentrant du travail reçu par sa femme et ses enfants

restreinte, presque sans transition il se trouva porté au poste de plus grand honneur et plus grand danger. Et que pourrait bien dire alors le « personnage assez inconnu, » le défricheur de forêts d'hier? Que dirait-il et que dit-il? Juste ce qu'il fallait.

Il était habitué à ne pas s'étonner, mais à réfléchir, décider, agir. Le temps donné à la réflexion fut souvent mal compris par d'aucuns qui blâmaient amèrement ses prétendues hésitations; maints généraux de Napoléon parlaient de même des incertitudes de leur chef, comme s'il avait péché par manque de vouloir. En présence de circonstances si extraordinaires qu'elles étaient pour chacun sans précédent, Lincoln fut, de tous les membres du gouvernement, celui qui éprouva le moins de surprise. Son rude et perspicace instinct rendit meilleur service à la cause que tout le savoir de ses seconds, mieux instruits et plus raffinés. C'est l'instinct de Lincoln qui coupa court aux calculs compliqués et aux plans dangereux de Seward. Lincoln ne pouvait pas calculer si habilement, mais il devinait mieux.

En écrivant les lignes citées plus haut, Prévost-Paradol faisait allusion au discours, maintenant fameux, prononcé par Lincoln lors de sa première prise de pouvoir. Mais avant même d'atteindre Washington, le nouveau Président avait, pour ainsi dire,

avec des embrassades de bienvenue, sur le pas de sa porte et à la vue de tout le hameau. La bienveillance naturelle avec laquelle les Français fraternisaient avec les Indiens était une autre cause de surprise. » Nicolas et Hay, *Abraham Lincoln*, 1904, t. I, p. 58.

donné sa mesure. Traversant Philadelphie, pour gagner la capitale, il avait été reçu dans la Maison de l'Indépendance, et dit à l'assistance combien souvent il avait pensé aux vertus et périls des gens qui se réunissaient dans cette enceinte au temps où l'existence de la nation était en jeu et où ils avaient signé la célèbre Déclaration. L'objet de cet acte, dit Lincoln, est d'avancer l'heure « où les épaules des hommes seront soulagées de leur fardeau et où des chances égales s'offriront à tous. » Il ajouta : « Notre pays, mes amis, peut-il être sauvé sans s'écarter d'un tel programme? S'il le peut, s'il m'est donné d'y contribuer, je me considérerai comme l'un des hommes les plus heureux du monde.... S'il ne peut être sauvé en maintenant ces principes, j'aimerais mieux être assassiné sur la place que de les abandonner.[1] »

La France était alors un Empire que gouvernait Napoléon III. Pendant les quatre années de la grande lutte, une partie de la nation française fut pour le Nord, une partie pour le Sud, et il lui en a été souvent fait reproche, mais il n'y a pas là matière à blâme : il en était de même en Amérique.

Sans exception toutefois, les membres, de plus en plus nombreux, du parti libéral français, qui préparaient leur essai définitif pour l'établissement d'une république, étaient pour l'abolition de l'esclavage et pour le maintien de l'Union. L'exemple américain

1. 24 février 1861.

était celui qui, plus que tout autre, donnait confiance à nos progressistes. Les Américains avaient prouvé par le fait qu'un gouvernement républicain était possible dans un grand pays moderne. S'il s'écroulait, de même s'écroulerait l'espoir de ceux des nôtres qui comptaient qu'un jour nous en aurions un aussi, comme il arriva. Ils suivaient dans l'angoisse les événements d'Amérique.

Beaucoup avaient connu Lafayette qui mourut seulement en 1834, apôtre infatigable de la liberté et de la cause américaine. Sa tradition avait été continuée par les penseurs les plus éclairés et généreux que la France eût produits au cours du siècle : Tocqueville, Laboulaye, Gasparin, Pelletan, Augustin Cochin et bien d'autres. Amis éprouvés des États-Unis et défenseurs convaincus des principes libéraux, ils avaient, pour ainsi dire, reçu la torche des mains de Lafayette mourant et l'avaient remise à la nouvelle génération. Tocqueville, qui ne devait pas voir la grande crise, avait publié avec un succès extraordinaire, en 1835, son livre sur la *Démocratie en Amérique*, où il montrait que la liberté individuelle, l'égalité pour tous et la décentralisation étaient les buts vers lesquels l'humanité s'avançait d'un mouvement constant, et qu'un tel système, avec tous ses défauts, valait mieux qu'un régime autocratique avec toutes ses garanties. Bien que vivant sous une monarchie, il ne pouvait se retenir de railler la bonté de ces gouvernements tout-puissants qui, dans leur paternel désir d'éviter à leurs sujets la moindre

difficulté, auraient voulu leur épargner même le « trouble de penser. »

Ceux de son école défendirent éloquemment la cause de l'Union dans leurs livres, brochures et articles, lorsque vint la crise, et influencèrent profondément l'opinion publique dans les pays d'Europe. La puissante et libérale *Revue des Deux Mondes* poursuivait, par la plume d'Eugène Forcade, une ardente campagne en faveur de l'Union, s'affligeant des dangers courus par une démocratie fondée sur la raison. « Ne semble-t-il pas, écrivait Forcade, que le coup qui déchire l'Union frappe la France dans une de ses œuvres vivantes ? Nous ne parlerons pas de la place que la République occupait dans l'équilibre maritime... notre regret est plus désintéressé. Le gouvernement américain a été, parmi les gouvernements du monde moderne, celui qui a eu, au plus haut degré, ce caractère d'être une création de la raison humaine. Sous cette constitution essentiellement rationnelle, l'égalité la plus entière devait se concilier et avait jusqu'à présent coexisté avec la plus complète liberté. » Et l'auteur, tout en comptant sur le succès final, et que « du mal sortirait le bien, » s'attristait à la pensée de « l'avortement possible d'une société construite par la raison humaine.[1] »

Agénor de Gasparin publiait en mars 1862 son *Amérique devant l'Europe*, plein d'enthousiasme pour les États-Unis, se refusant à douter du résultat

1 14 août. 14 octobre 1861.

final : « Non, disait-il dans sa conclusion, le seizième Président de l'Union ne sera pas le dernier; non, la quatre-vingt-cinquième année de ce peuple ne sera pas la dernière; son drapeau sortira de la bataille percé de balles et noirci de poudre, mais plus glorieux que jamais, et n'ayant, je l'espère, laissé tomber dans la mêlée aucune de ses trente-quatre étoiles. »

Lincoln écrivait là-dessus à Gasparin : « Vous êtes très admiré en Amérique pour votre talent d'écrivain et très aimé pour votre générosité à notre égard et votre dévouement aux principes libéraux.... Je suis fort heureux de penser que ma ligne de conduite cadre avec vos vues sur la politique convenable aux circonstances. Tout ce que je peux dire est que je me suis conformé à mes plus profondes convictions, sans égoïsme ni haine, et que, avec l'aide de Dieu, je continuerai de même.[1] »

Le sentiment de nos penseurs était partagé par la masse des travailleurs français. Alors que, faute de coton, cent trente mille ouvriers chômaient et manquaient de pain en Normandie, Forcade signalait que si le gouvernement impérial, songeant à une médiation, pouvait manifester « une certaine partialité pour le Sud, dans la pensée, très louable en elle-même, de procurer le plus tôt possible les éléments du travail à nos ouvriers, l'attitude de ceux-ci était bien différente. Si la question leur était soumise, si

1. Washington, 4 août 1862.

on leur demandait : Que préférez-vous? le triomphe du Sud et le retour du coton avec le maintien de l'esclavage des noirs, ou bien l'émancipation des esclaves avec la continuation du chômage et des misères? — nous sommes certains qu'ils répondraient : Plutôt mille fois pour nous la misère que d'acheter le bien-être au prix du maintien de la servitude de quatre millions d'âmes! »

Il n'en demeure pas moins qu'il y avait, en outre, parmi nous, des gens qui, se rappelant les épreuves de notre époque révolutionnaire, les plus terribles qu'une nation ait subies, inclinaient à croire que c'était véritablement « un trouble » que de penser, et que les penseurs pourraient bien appartenir à la race dangereuse des trouble-fêtes. Ceux-là aussi suivaient avec soin les événements d'Amérique ; le tranquille développement du pays sous des institutions démocratiques ne leur avait causé nul plaisir, car c'était la condamnation de leurs théories. Ils ne cessaient de répéter : ce pays-là est sans voisins et à l'abri des tempêtes ; il n'est pas de régime qui ne réussirait dans des circonstances si faciles. Qu'une tempête survienne et le système ne pourra tenir. Or, la tempête s'était élevée et un homme « presque inconnu » avait été mis au gouvernail.

Alors se déroula ce conflit célèbre entre des adversaires également convaincus et vaillants, avec ses alternatives, ses hécatombes et la venue de jours si sombres qu'il semblait par moments impossible qu'une nation grande, puissante et unie survécût, tant

les haines étaient profondes et les pertes immenses.

Un des généraux servant la cause de l'Union était français et commanda, d'abord, comme colonel, le 55e New York, autrement dit les « Gardes Lafayette, » où le sang français prédominait, et qui portait les pantalons rouges, le képi rouge et les capotes bleues de l'armée française[1]. C'était avant la guerre, un de ces régiments, dont les fonctions, en raison de la paix prolongée, étaient depuis longtemps des moins belliqueuses et consistaient surtout à figurer dans les parades et les banquets : si bien qu'avec ces tendances à l'ironie qui n'abandonne guère la race sous aucun climat, ces Gardes Lafayette s'étaient surnommés eux-mêmes les « Gardes La Fourchette.[2] » La guerre vint, sur le pays entier un nouvel esprit avait soufflé, et les Gardes La Fourchette, redevenus Lafayette, justifièrent leur vrai nom.

1. Au cours de la guerre, ces uniformes aux vives couleurs, une fois usés, ne furent pas renouvelés. Ce fut la première grande guerre où le bleu sombre du Nord et le gris du Sud devançant le kaki, on se battit sans chamarrures. « La grande variété d'uniformes, » dit Trobriand (*Quatre ans de campagnes*, t. I, p. 86), « plaît aux yeux... mais en temps de guerre, à quoi cela sert-il ?... Aux États-Unis nous avons fait une rude guerre sans shakos, sans casques, sans bonnets à poils, sans cuirasses, sans pelisses, sans chamarrures, — et il me semble que nous ne nous en sommes pas plus mal tirés pour cela. »

2. « L'esprit gaulois, toujours moqueur, avait saisi le côté plaisant de cet inutile étalage d'épaulettes et de tambours, et les officiers du 55e New York qui, à l'heure du danger, prodiguèrent pour leur nouvelle patrie le sang français sous la direction d'un chef habile et vaillant, M. de Trobriand, s'étaient donné à eux-mêmes, dans l'un des repas de corps qui terminent toujours ces cérémonies, le titre joyeux de Gardes La Fourchette. » Comte de Paris, *Histoire de la Guerre civile en Amérique*, t. I, p. 311.

Le général de Trobriand a laissé un récit captivant de la campagne[1] et du rôle qu'y joua son premier régiment, décrivant d'abord l'instruction hâtive reçue avant la mise en route, par les soins de sergents français dont « les uns avaient fait la guerre en Algérie, les autres en Crimée ou en Italie, et le service de campagne leur était familier ; » puis l'arrivée de ses soldats à Washington, petite ville encore peu habitée; une revue où tous les regards se portaient sur le jeune général McClellan et aucun sur Lincoln (« à celui-là le passant oubliait d'ôter son chapeau »); la marche le long de Rock Creek, qui n'était pas encore un parc, les hommes « cadençant le pas en chantant la *Marseillaise* ou le *Chant des Girondins*, hymnes inconnus aux échos de ces parages qui les répétaient pour la première fois ; » enfin le passage du « Chain Bridge » pour aller camper de l'autre côté de Potomac.

Un grand jour pour le régiment fut celui où, établi à Tennallytown, dans l'hiver de 1862, il reçut Lincoln lui-même, qui venait lui remettre deux dra-

1. *Quatre ans de campagnes à l'armée du Potomac*, par Régis de Trobriand, ex Major Général au service volontaire des États-Unis d'Amérique, Paris, 1867, 2 vol. Comme on le sait, deux princes français prirent part à la guerre comme officiers d'état-major à l'armée du Potomac, le comte de Paris et le duc de Chartres. Un officier américain, présent à la scène, me raconta que, soit à pied, soit à cheval, le comte de Paris se voûtait; au cours d'un engagement très vif, il reçut mission de porter un ordre à travers un champ découvert fort exposé au feu de l'ennemi. Il reçut le pli, se redressa sur sa selle, traversa le champ se tenant fort droit, remplit sa mission, retraversa le champ, toujours très droit et, rentré dans les lignes, se voûta de nouveau.

peaux, un français et un américain. Le jour choisi était le 8 janvier, anniversaire de la bataille de la Nouvelle-Orléans, gagnée par Andrew Jackson, plus tard Président des États-Unis et qui avait parmi ses troupes des créoles français lesquels s'étaient battus eux aussi au chant de la *Marseillaise*.

Mme Lincoln avait accompagné le Président. Un repas fut offert aux visiteurs ; les soldats-cuisiniers du régiment s'étaient surpassés. « Le Président fit grand honneur à la collation. Jamais, disait-il, il n'avait si bien mangé depuis son entrée à la Maison Blanche. Il tenait à goûter de tout et la gaieté de son humeur disait assez combien il appréciait cette diversion d'un moment aux graves soucis qui l'accablaient à cette époque.[1] »

Il y eut des toasts, bien entendu. Le colonel de Trobriand but à « la santé et prospérité du Président de la République. Puisse-t-il voir l'Union rétablie promptement sous son administration ; pas si promptement toutefois que le 55e n'ait le temps d'y contribuer d'abord sur quelque champ de bataille. » Le Président répondit en souriant : « Puisque l'Union ne doit pas être rétablie avant que le 55e ait eu sa bataille, je bois à la bataille du 55e, et je souhaite qu'elle ait lieu le plus vite possible. »

Le 55e eut sa bataille, et beaucoup d'autres par surcroît; le beau drapeau américain du 8 janvier fut mis en morceaux par la mitraille ; à Fredericks-

1 *Quatre ans de campagnes*, t. I, p. 131.

burg il n'en restait plus que « la hampe et un morceau de frange, » et là finit sa glorieuse carrière. Ce fut aussi la fin du 55e; réduit à 210 hommes, il fut fondu avec le 53e [1].

Le sûr instinct de Lincoln, son bon sens, son désintéressement personnel, cette chaleur de cœur qu'éprouvèrent amis et ennemis, son haut idéal le guidèrent au cours de ces années d'angoisse et de sang, pendant lesquelles grandissait sans cesse le nombre des champs semés de tombes, et l'on continuait à ne pouvoir prédire, tant les chances de la guerre étaient incertaines, si le résultat serait une seule et forte nation ou bien deux moins puissantes, hostiles l'une à l'autre. Ils furent son guide aux pires et aux meilleurs moments, et celui du triomphe le trouva tel qu'il avait toujours été jusque-là : homme de sens et de devoir, humble et héroïque serviteur de son pays, mais avec de plus profondes rides au visage et plus de mélancolie au cœur. « Il ne faut pas que nous soyons ennemis. »

Plusieurs voyageurs français qui le virent à cette époque ont tracé de lui des portraits aussi vivants et aussi précieux pour l'histoire que ceux, dessinés par leurs ancêtres, de l'autre grand Président, Washington.

1. Le drapeau français avait été envoyé à New York où, dit Trobriand, « il apparaît encore de temps à autre pour orner les sorties d'un nouveau 55e qui nous a remplacés dans la milice. » J'ai pu le voir, à l'une de ses plus récentes « sorties, » porté au City Hall par un soldat en uniforme de l'armée du Potomac pour honorer un ministre français et le vainqueur de la Marne (mission Viviani-Joffre, 9 mai 1917).

Un de ces visiteurs, qui assista à la seconde « inauguration » de Lincoln, le décrivit ainsi : « Je n'oublierai jamais l'impression profonde que je ressentis quand je vis arriver sur l'estrade ce grand homme étrange auquel le peuple américain avait eu le bonheur de confier ses destinées.

« L'allure était lourde, nonchalante, irrégulière ; le corps long, maigre ; plus de six pieds, des épaules voûtées, de grands bras de batelier, de grandes mains de charpentier, des mains extraordinaires, mais qui n'avaient pourtant rien de disproportionné si on les compare à ses pieds.... Le col de sa chemise rabattu laissait voir les muscles saillants d'un cou jaune, au-dessus duquel sortait d'une grosse masse de poils noirs, hérissés et épais comme un bouquet de sapins, une figure d'un attrait irrésistible.... »

« De cette grossière écorce émergeaient un front et des yeux appartenant à une nature supérieure. Ce corps servait de gaine à une âme merveilleuse de grandeur et de beauté morale. Sur le front tout sillonné de rides, on lisait les soucis et les pensées de l'homme d'État, et dans de grands yeux noirs, profonds, pénétrants, où dominaient la douceur et la bonté noyées dans une certaine tristesse, on devinait une inépuisable charité, si l'on entend ce mot dans sa plus haute expression, je veux dire l'amour parfait de l'humanité.[1] »

1. *Abraham Lincoln*, par Alphonse Jouault, introduction. L'ouvrage fut commencé à Washington, lors de l'assassinat de Lincoln,

Un autre voyageur que beaucoup d'entre nous se rappellent, aimable, souriant, optimiste, la courtoisie même et si dénué de prétentions que la généralité ne suspectait guère l'ampleur de ses connaissances, l'Alsacien Auguste Laugel, a inséré dans son livre *Les États-Unis pendant la guerre* une variété de portraits de Lincoln, en pied, de face, de profil, tous vivants. Il le montre au fatal théâtre de Ford, à une représentation du *Roi Lear*, disant à son invité : « Il m'importe peu que Shakespeare soit bien ou mal joué ; chez lui la pensée suffit ; » ou encore suivant seul les rues, le soir, pour aller aux nouvelles :

« On eût dit parfois, à voir M. Lincoln, qu'il portait dans son cœur le deuil de tous ceux qui étaient morts dans les terribles années de sa présidence.... Je me rappelle, comme si c'était hier, avoir un soir rencontré le Président à la nuit tombante. Il sortait de la Maison Blanche et, suivant son habitude, il allait chercher des nouvelles au département de la Guerre. Personne ne l'accompagnait, bien que souvent on l'eût prié de ne pas s'aventurer seul ; il dédai-

auquel l'auteur fut présent, mais imprimé seulement en 1875. Le texte du discours pour la seconde prise de pouvoir avait été lu en France avec admiration. Mgr Dupanloup écrivait à ce sujet à Augustin Cochin : « J'ai lu ce document avec la plus religieuse émotion... M. Lincoln exprime avec la plus solennelle et touchante gravité les sentiments qui, j'en suis sûr, envahissent les âmes d'élite, au Nord comme au Sud.... Je vous remercie de m'avoir fait lire cette belle page de l'histoire des grands hommes, et je vous prie d'exprimer à M. Bigelow toute ma sympathie. S'il en portait le témoignage jusqu'à Lincoln, il me ferait certainement honneur. » Orléans, 2 avril 1865 ; en appendice à la *Victoire du Nord* de Montalembert, Paris, 1865.

gnait le danger et détestait toute contrainte. Enveloppé dans un *plaid* pour se protéger contre le froid, il marchait lentement, perdu dans sa rêverie, pareil à un grand fantôme. Je fus frappé de l'expression pensive et souffrante de son visage. Les agitations, les inquiétudes, les émotions avaient lentement plié et brisé enfin cette nature forte et rustique, usé les nerfs d'acier de ce géant. »

Ou bien c'est Lincoln, le jour où il recevait à portes ouvertes quiconque se présentait à la White House. « Venez voir, me dit un jour mon ami Charles Summer, saint Louis sous le chêne de Vincennes. Il m'apprit alors que le Président, quelque pressantes que fussent ses occupations, ouvrait son cabinet à tous ceux qui désiraient lui adresser une demande ou une réclamation. » Le Français et son ami se joignent aux autres visiteurs. « Sur tous les murs étaient tendues d'immenses cartes géographiques représentant les diverses parties du théâtre de la guerre.... Par deux vastes fenêtres, j'apercevais les lignes blanches du Potomac, les collines sinueuses du Maryland et l'obélisque interrompu de Washington se dressant sur le ciel bleu, » cet immense obélisque en moellons de marbre, large à sa base comme une maison et qui, selon la saison, l'état du ciel et l'heure du jour, prend tour à tour, comme le remarquait John Hay, toutes les couleurs du prisme.

Entre autres solliciteurs se présenta ce jour-là une pauvre femme qui expliqua que « son mari était un

soldat de l'armée régulière, qu'il avait servi fort longtemps et demandait l'autorisation de quitter son régiment pour venir en aide à sa famille. Elle s'embarrassait à chaque instant. « Laissez-moi vous aider, » lui dit M. Lincoln avec bonté, et il commença à lui adresser des questions avec la méthode et la clarté d'un avocat. Sur le rectangle lumineux de la fenêtre, traversée par un flot de soleil, son profil se détachait en noir; sa main droite que souvent il passait dans ses cheveux les avait hérissés en touffes désordonnées. Pendant qu'il parlait, tous les muscles de la face, mis en mouvement, imprimaient des contours anguleux et bizarres à sa tête un peu méphistophélique ; mais sa voix avait une douceur presque paternelle. Après avoir interrogé la pauvre femme : « Je ne puis, lui dit-il, vous accorder moi-même ce que vous me demandez. J'ai le droit de licencier toutes les armées de l'Union, ajouta-t-il avec un rire étrange, mais je ne peux pas donner son congé à un soldat. » L'entretien se prolonge. « Nous avons tous, dit-il encore, notre charge à porter. » Il se pencha ensuite vers elle, et pendant quelque temps, on n'entendit que le murmure de deux voix. Je vis M. Lincoln écrire quelques mots sur un papier ; il le donna à la solliciteuse et la congédia avec toutes les formes de la plus scrupuleuse politesse. »

Ou enfin, c'est Lincoln à l'heure de la victoire définitive : « Au milieu des transports et des cris d'une joie presque délirante, M. Lincoln ne fit entendre que des paroles de douceur. Jamais triomphateur ne

fut plus modeste, on pourrait presque dire plus humble. Il était allé à Richmond... mais au milieu des fumées de la ville incendiée, aux étincellements des baïonnettes, dans le bruit et le désordre de la guerre, il ne songeait, lui, qu'à la paix. Il n'alla point au Capitole signer des listes de proscription; nulle bouffée de haine ou d'orgueil n'enfla cette âme naturellement humaine et que tant d'émotions avaient encore attendrie depuis quelques années. » Il savait, selon le mot d'un autre Français, « que le sang des supplices n'est point le baptême d'une heureuse paix.[1] »

L'Union fut sauvée, et quand l'œuvre fut accomplie, Lincoln suivit sa destinée et mourut, comme il l'avait depuis longtemps prévu, pour la cause qu'il avait servie.

Quand la nouvelle de sa fin tragique parvint en France, l'émotion fut considérable; les distinctions de partis s'effacèrent pour un moment et le pays fut unanime dans l'expression de son horreur. L'Empereur et l'Impératrice télégraphièrent leurs condoléances à Mme Lincoln; le Sénat et la Chambre votèrent des adresses de sympathie; le ministre d'État Rouher, interrompu à chaque mot par les applaudissements, s'était exprimé ainsi en proposant le vote : « M. Abraham Lincoln avait déployé, dans la lutte douloureuse qui déchira son pays, cette fermeté calme, cette énergie indomptable qui appartiennent aux âmes fortes et sont la condition nécessaire de

1. Forcade, dans la *Revue des Deux Mondes*, 31 mai 1865.

l'accomplissement des grands devoirs. Au lendemain de la victoire, il s'était montré généreux, modéré, conciliant. » Il ajoutait ces remarquables paroles : « Le premier châtiment que Dieu inflige au crime est de le rendre impuissant à retarder la marche du bien.... L'œuvre d'apaisement commencée par un grand citoyen sera achevée par la volonté nationale.[1] »

S'adressant à la Chambre, son président, M. Schneider, avait dit : « Cet exécrable attentat a révolté tout ce qu'il y a de noble dans le cœur de la France. Nulle part l'émotion n'a été ni plus profonde, ni plus universelle que dans notre pays.... Après avoir montré son inébranlable fermeté dans la lutte, il semblait, par la sagesse de son langage et de ses vues, devoir amener bientôt, entre les enfants de la patrie américaine, une féconde et durable réconciliation.... La France désire avec ardeur le rétablissement de la paix dans le sein de cette grande nation, son alliée et son amie. »

Mais plus remarquable que tout le reste fut le sentiment de la France non officielle, celui de la masse populaire. Cherchant à le décrire, le représentant des États-Unis en France, M. Bigelow, disparu tout récemment d'entre nous, écrivait à son gouvernement : « La presse de la capitale met hors de doute l'unanimité du sentiment public », et, envoyant, à titre de spécimens, une quantité de témoignages de sympathie reçus par lui, il ajoutait : « Ils suffiront

1. *Moniteur universel*, 2 mai 1865.

à montrer non seulement combien la nation fut profondément choquée de l'horrible crime qui a mis fin à la carrière du Président Lincoln sur cette terre, mais à quel point il avait conquis le respect et l'affection du peuple français. »

Une fois de plus, la mort d'un grand Américain avait ému la nation entière. De trente et une cités françaises vinrent des adresses de condoléances[1]. Les étudiants tinrent des réunions, mal vues de la police impériale peu charmée de constater combien étaient étroitement unies l'admiration pour Lincoln et les aspirations vers une république pareille à celle dont il avait été le chef. Le jeune président d'un de ces meetings exprimait ainsi à M. Bigelow ce que « la jeunesse des écoles » éprouvait : « Nous pleurons, dans le Président Lincoln, un concitoyen, car nul pays n'est plus maintenant inaccessible et nous tenons pour nôtre toute contrée où il ne se trouve ni maîtres ni esclaves, où tout homme est libre ou se bat pour le devenir. Nous sommes les concitoyens de John Brown, d'Abraham Lincoln et de M. Seward. Nous, les jeunes, à qui l'avenir appartient, devons avoir le courage de fonder une vraie démocratie et nous aurons à regarder au delà de l'océan pour apprendre comment un peuple qui s'est rendu libre peut conserver sa liberté.... Le Président de la grande République est mort, mais la République elle-même vivra à jamais. »

1. Il en fut reçu un nombre très considérable d'Angleterre. Il en vint de deux villes de Prusse ; le même nombre de Hawaï.

Les députations se succédaient à la Légation des États-Unis, « si démonstratives » que la police intervint plus d'une fois, comme pour rappeler aux manifestants qu'ils ne vivaient pas encore sur une terre de liberté. « J'ai passé presque toute l'après-midi, écrivait Bigelow au Secrétaire d'État Seward, à recevoir les députations d'étudiants et autres venues pour apporter le témoignage de leur chagrin et de leur sympathie. Malheureusement leurs sentiments se manifestèrent parfois de telle manière que la police s'en mêla, ne leur permettant de circuler qu'en nombre très limité.... J'ai le regret d'apprendre que quelques-uns ont été envoyés en prison pour avoir manqué de mesure dans l'expression de leurs pensées. Je peux compter, de ma fenêtre, en ce moment, seize agents de police, en patrouille dans le voisinage, qui, de temps en temps, arrêtent les personnes qui viennent me voir et parfois, me dit-on, les renvoient. »

Comme pour la mort de Washington, la France fit ce qu'on ne vit nulle part ailleurs. Une souscription fut ouverte pour offrir à la veuve du Président assassiné une médaille d'or commémorative, et ceci encore ne plut guère à la police. L'idée avait été lancée par un journal de province, *le Phare de la Loire*; le succès fut immédiat. Tous les grands noms du parti libéral figuraient dans le comité, Victor Hugo notamment, et, avec lui, Étienne Arago, Louis Blanc, Littré, Michelet, Pelletan, Edgar Quinet et bien d'autres. Afin que les classes les plus pauvres

pussent s'associer à ce témoignage et pour rendre évident son caractère national, les souscriptions individuelles étaient limitées à deux sous.

Les classes les plus pauvres s'empressèrent en effet, la somme nécessaire fut réunie en un instant; la médaille fut frappée, et Eugène Pelletan la remit à M. Bigelow, s'exprimant ainsi : « Dites à Mme Lincoln que, dans cette petite boîte, est le cœur de la France. » L'inscription rappelait, en termes magnifiques, ce qu'avaient été le caractère et l'œuvre de Lincoln : « Dédié par la Démocratie française à Lincoln, Président deux fois élu des États-Unis. Lincoln, honnête homme, abolit l'esclavage, rétablit l'Union, sauva la République, sans voiler la statue de la Liberté.[1] »

La presse française avait été unanime. De la royaliste *Gazette de France* au libéral *Journal des Débats* vinrent des expressions d'admiration et de douleur, dues aux plus grands écrivains du moment, membres, beaucoup d'entre eux, ou futurs membres de l'Académie française, Prévost-Paradol, John Lemoine, Émile de Girardin, Henri Martin, le publiciste et futur membre de l'Assemblée nationale de 1871, Peyrat; avec eux, d'ardents catholiques comme Montalembert.

« Qui de nous, disait la *Gazette de France*, songerait à le plaindre? Homme public, il entre par cette

1. La médaille est aujourd'hui la propriété de M. Robert T. Lincoln, fils du Président, ancien officier dans l'armée du Nord et ministre des États-Unis à Londres. A cause de difficultés avec les autorités impériales, la frappe avait été exécutée en Suisse.

mort, qui vient le frapper en plein travail de pacification après la victoire, dans le corps d'élite de l'armée historique que M. Guizot appelait un jour le bataillon de Plutarque. Chrétien, il vient de monter devant le trône du dernier juge, escorté par quatre millions d'âmes d'esclaves, créées comme les nôtres à l'image de Dieu, et qu'un mot de lui a rendues à la liberté.[1] »

Dans sa *Victoire du Nord aux États-Unis*, Montalembert exprimait, avec son éloquence et sa chaleur de cœur coutumières, la même peine pour cette fin tragique, la même admiration pour les résultats obtenus : « Voici, une fois du moins, le mal vaincu par le bien, la force qui triomphe au service du droit et qui nous procure cette jouissance singulière et souveraine d'assister dès ce monde au succès d'une bonne cause, servie par de bons moyens et gagnée par d'honnêtes gens.... Il faut remercier Dieu, parce que, dans cette longue et terrible lutte entre la servitude et la liberté, c'est la liberté qui est restée victorieuse... parce que, selon les récits les mieux avérés, la victoire est restée pure, parce que la bonne cause n'a été ni ternie par aucun excès, ni souillée par aucun forfait.... Ce peuple monte aujourd'hui au premier rang parmi les grands peuples du monde.... On nous disait : Ne nous parlez pas de votre Amérique, avec son esclavage! Eh bien, notre Amérique, la voilà désormais sans esclaves. Parlons-en donc. »

1. 30 avril 1865, article très développé, par L. de Gaillard.

Mais, pour heureux qu'il fût du résultat, Montalembert n'en rendait pas moins pleine justice au Sud et à ses chefs : « Les deux partis, les deux camps ont montré le même courage, la même indomptable ténacité, la même merveilleuse énergie... le même esprit de sacrifice. Toutes nos sympathies sont pour le Nord, mais elles n'ôtent rien à l'admiration que nous inspire le Sud.... Comment ne pas admirer les Sudistes, tout en regrettant que de si hautes et de si rares qualités n'aient point été consacrées à une cause irréprochable! Quels hommes, et aussi et surtout, quelles femmes! Filles, épouses, mères, ces Américaines du Sud ont fait revivre, en plein XIXe siècle, le patriotisme, le dévouement, l'abnégation des Romaines du plus beau temps de la République. Les Clélie, les Cornélie, les Portia ont trouvé leurs rivales dans mainte bourgade, mainte plantation de la Louisiane ou de la Virginie.[1] »

Beaucoup, parmi nos libéraux, saisirent à nouveau cette occasion de louer le système américain de gouvernement qui venait de faire ses preuves définitives et de l'opposer aux systèmes d'Europe : « La démocratie, dans sa conception et dans son application les plus radicales, n'est donc pas incompatible avec la grande étendue du territoire, avec la force et la durée d'un grand gouvernement. La démonstration est faite de l'autre côté de l'Atlantique, et c'est le service que les États-Unis ont rendu à la liberté.

1. *La Victoire du Nord*, pp. 7, 11, 20, 23.

« Ils en ont rendu un aussi important à la dignité humaine. En montrant que le citoyen est devenu chez eux grand et fort précisément parce qu'il a été peu gouverné, ils ont prouvé que la grandeur réelle des États tient à la grandeur personnelle des individus. Dans nos vieilles sociétés, les pouvoirs ont mis l'homme en tutelle, ou plutôt l'homme s'est mis lui-même en tutelle dans les mains du gouvernement, et lui a demandé, pour toutes les choses de la vie, des solutions qu'aucun gouvernement, qu'il soit monarchique ou républicain, ne peut donner.

« Les États-Unis, au contraire, ont accordé aux pouvoirs publics juste ce qu'il convient de leur accorder, rien de plus, rien de moins.[1] »

Dans les *Débats*, l'un des grands écrivains du moment, Prévost-Paradol, déjà cité, et qui devait terminer tragiquement sa carrière comme ministre de France aux États-Unis, disait : « L'instinct politique qui intéressait les Français éclairés au maintien de la puissance américaine, de plus en plus nécessaire à l'équilibre du monde, le désir de voir un grand État démocratique surmonter cette terrible épreuve et continuer de donner l'exemple de la liberté la plus complète unie à l'égalité la plus absolue, le besoin enfin de transporter quelque part une sympathie, une admiration, une espérance auxquelles le vieux monde offrait trop peu d'aliments, assuraient à la cause du Nord de nombreux amis....

1. *Avenir national*, 3 mai 1865.

« M. Lincoln était un honnête homme, en donnant à ce mot toute sa portée, ou plutôt le sens sublime que ce mot peut avoir lorsque l'honnêteté est aux prises avec les plus fortes épreuves qui puissent agiter les États et avec des événements qui influent sur le sort du monde.... M. Lincoln n'a jamais eu en vue, depuis le jour de son élection jusqu'à celui de sa mort, qu'une seule chose, l'accomplissement de son devoir, et son imagination ne l'a jamais conduit au delà.... Il est tombé au pied même de l'autel et l'a couvert de son sang, mais son œuvre était accomplie, et l'image de la République sauvée a pu consoler son dernier regard. De plus, il n'a pas vécu seulement pour son pays, puisqu'il laisse à tout ce que la justice et la liberté ont encore d'amis dans le monde un grand souvenir et un pur exemple.[1] »

Les récits de la vie de Lincoln se multiplièrent chez nous, pour répondre à la demande. Le premier en date, par Achille Arnaud, fut imprimé aussitôt après sa mort et se terminait ainsi : « Il est un caractère plus auguste que celui de l'homme d'État et du réformateur qui brille dans Abraham Lincoln, c'est celui de l'homme de devoir.... On ne saurait s'y tromper, ce que l'Europe honore en Lincoln, qu'elle en ait conscience ou qu'elle ne se l'avoue pas à elle-même, c'est le Devoir. Elle affirme ainsi qu'il n'est pas deux morales, l'une pour les maîtres, l'autre pour les esclaves; l'une pour les hommes

1. 29 avril 1865.

publics, l'autre pour les citoyens obscurs; qu'il n'est qu'une seule manière d'être grand, c'est de ne jamais mentir à soi-même, ni aux autres, et d'être juste.[1] »

Régis de Trobriand, dont la foi en Lincoln ne fut jamais ébranlée et qui avait cru en lui, même aux heures les plus sombres, se rendit bien compte de l'importance du grand conflit pour l'ensemble des peuples et constata avec raison que bien que concernant plus directement les États-Unis, la lutte avait été « pour les grands principes de progrès et de liberté qui sont la tendance naturelle des sociétés modernes et l'aspiration légitime des nations civilisées. Une telle cause vaut tous les sacrifices. En la soutenant à tout prix, les États-Unis ont fait plus qu'accomplir une œuvre de puissance et de patriotisme, car leur triomphe c'est une victoire pour l'humanité. »

Des conférences furent faites en France sur Lincoln et l'Amérique, une sous la présidence de Laboulaye, par Auguste Cochin, montrant que Lincoln fut, « non seulement un type supérieur de la race américaine, mais un des types les plus élevés et les plus respectables de la race humaine.... Je sens dans ma poitrine ce sentiment de respect attendri qui envahit l'âme lorsque, passant à côté d'un de ces hommes choisis pour être un des dominateurs du monde, on peut dire en toute sécurité de conscience : J'ai vu

1. *Abraham Lincoln, sa naissance, sa vie, sa mort*, par Achille Arnaud, rédacteur à *l'Opinion nationale*, Paris, 1865.

un grand homme, mais j'ai vu avant tout un *brave homme.*[1] »

Comme une sorte de pendant à la cérémonie funèbre organisée aux Invalides quand mourut Washington, l'Académie française choisit pour sujet de son prix de poésie: *La mort du Président Lincoln.* Proposé au cours de l'année qui suivit l'événement, ce sujet excita un immense intérêt; près de cent poètes (dont quelques-uns, à la vérité, n'étaient que des aspirants-poètes) participèrent au concours qui fut jugé en 1867. Plusieurs des œuvres étaient de grande valeur littéraire; le prix fut décerné à un ancien secrétaire d'ambassade, Édouard Grenier, déjà apprécié comme artiste littéraire et que plus d'un d'entre nous a connu, homme d'âge, aux idées élevées, modèle de bonne grâce, aimé de quiconque l'avait rencontré, ce qui, parmi les gens doués, est le privilège des modestes et des bienveillants. Son poème se terminait par une éloquente apostrophe à Lincoln, plus actuelle que jamais :

Tous ces fléaux célestes,
Ces ravageurs d'États, dont les pieds triomphants,
Sur les pères broyés écrasent les enfants,
Grâce à toi, désormais, pâliront dans l'histoire :
L'humanité te doit l'esclavage aboli...
L'Amérique sa force et la paix revenue,
L'Europe un idéal de grandeur inconnue,

1. *Bibliothèque libérale : Abraham Lincoln*, par Auguste Cochin, « conférence prononcée le 14 mars 1869, à la réunion publique du Théâtre impérial. » Cf. H. Cochin, *Un grand ami français des États-Unis*, dans *le Correspondant*, 25 août 1917.

Et l'avenir mettra ton image et ton nom,
Plus haut que les Césars, auprès de Washington.

Lorsque, dans une hutte de bois, du Kentucky, naquit cet enfant à qui fut donné, en souvenir de son grand-père tué par les Indiens, le nom d'Abraham Lincoln, Napoléon dominait l'Europe, Jefferson était Président des États-Unis et les combats de la seconde guerre de l'Indépendance n'avaient pas encore été livrés. Ce temps semble bien loin de nous. Mais la mémoire du grand homme à qui ces lignes sont consacrées est aussi présente aux esprits que s'il venait seulement de disparaître; plus de gens même, dans la réalité, le connaissent aujourd'hui que de son vivant. « C'est, a dit Plutarque, le privilège de tous les hommes de bien, que la gloire de leurs vertus grandit après leur mort, et que l'envie éprouvée par les malveillants à leur endroit ne survit jamais aux envieux. » Tel fut le sort de Lincoln.

V

LA MÉDAILLE DE FRANKLIN

Philadelphie, 20 avril 1906

A l'occasion du second centenaire de la naissance de Franklin, des fêtes commémoratives, qui durèrent plusieurs jours, furent données à Philadelphie en avril 1906[1], sous les auspices de la Société Philosophique Américaine, fondée par lui-même plus d'un siècle et demi auparavant.

Nombre d'Américains de renom prirent part à ces fêtes : le Secrétaire d'État Elihu Root, le sénateur Lodge, l'illustre Shakespearien Horace H. Furness, l'ancien ambassadeur Joseph Choate, le président de l'Université Harvard, Charles W. Eliot, le penseur, neurologue et romancier, Weir Mitchell, et beaucoup d'autres. Plusieurs nations étrangères étaient représentées, l'Angleterre entre autres, par un de ses fils qui a réussi dans la difficile tâche

1. La date vraie de la naissance du philosophe, à Boston, était toutefois le 17 janvier 1706. Il mourut à Philadelphie le 17 avril 1790 et y repose dans le plus simple des tombeaux, vaste dalle de pierre sombre, presque au ras du sol, avec, pour toute inscription, son nom et celui de sa femme.

d'ajouter au lustre du nom qu'il porte, Sir George Darwin.

Conformément au vote du Congrès, une médaille commémorative fut, à cette occasion, offerte à la France. Les paroles d'acceptation ne sont reproduites ici que pour avoir un prétexte à réimprimer le mémorable et noble discours de présentation du Secrétaire d'État, Elihu Root, et afin aussi de mieux conserver le souvenir d'un de ces actes, périodiquement renouvelés, par lesquels les États-Unis se sont plu à nous rappeler, au cours des ans, qu'ils sont une nation qui se souvient et que ses souvenirs guident ses actes.

Se tournant, non vers l'immense auditoire où la grâce américaine était représentée aussi brillamment que l'élite intellectuelle du pays, mais vers l'Ambassadeur de France, afin de montrer que ses paroles étaient adressées à notre patrie, M. Elihu Root s'exprima ainsi qu'il suit.

Discours du Secrétaire d'État, présentant la médaille.

Excellence, Le 27 avril 1904, le Congrès des États-Unis décida par une loi que le Secrétaire d'État ferait frapper une médaille commémorant le deux centième anniversaire de la naissance de Franklin et dont un exemplaire unique en serait présenté, selon les directions du Président des États-Unis, à la République française.

Suivant les instructions du Président, je mets aujourd'hui cette loi à exécution en vous offrant la médaille, en votre qualité de représentant de la République française. Elle est le produit de la collaboration fraternelle de deux artistes que les Américains sont fiers de compter au nombre de leurs concitoyens, Louis et Auguste Saint-Gaudens. Leur nom indique qu'ils peuvent avoir reçu en héritage quelque chose de ce sens artistique raffiné qui a donné à la France un rang hors pair dans l'art exquis du médailliste.

Sur l'une des faces, vous trouverez l'image de Franklin, empreinte de sagesse, de bénignité, de vivante ardeur. De l'autre côté sont figurées la Littérature, la Science, la Philosophie, en compagnie desquelles l'Histoire grave ses annales. La médaille est d'or américain, comme était Franklin lui-même.

En soi, elle ne constituerait qu'un mince dividende pour les placements faits jadis par l'ardent Beaumarchais, au nom de la mythique maison de commerce Hortalez et C[ie]. Elle ne serait qu'un maigre intérêt pour les prêts incessants accordés, par la constante amitié de Vergennes, aux appels douloureux de Franklin. Même en tant que cadeau, elle ne compte pour rien quand on se souvient de ce que Lafayette, Rochambeau, de Grasse et leurs vaillants compagnons furent pour nous et firent pour nous, alors que nous voyons, dans la perspective de l'histoire, grandir sans cesse en importance, à me-

sure que nous le connaissons mieux, le rôle de la France dans la conquête de l'indépendance américaine, comparé à ce que nous pouvions faire pour nous-mêmes.

Mais recevez-la pour votre pays, en signe que, au milieu des conditions changeantes et du passage des années, avec l'immigration immense et bienvenue de nouveaux citoyens arrivant de toutes les parties de la terre, les Américains n'ont pas oublié leurs ancêtres, ni les amis de leurs ancêtres.

Qu'elle vous rappelle que nous avons en Amérique un sentiment pour la France; et un sentiment qui persiste chez un peuple est un fait considérable et fécond avec lequel il faut que l'on compte.

Nous nous sentons un peu plus près de vous autres, gens de France, à cause de ce que vous avez été pour Franklin. Devant la splendeur et le charme de l'histoire de votre pays — quand le monde entier rend hommage à votre littérature, votre art, votre exactitude scientifique, votre philosophie, — nous sourions avec plaisir, car nous pensons, si même nous ne disons : « Oui, ce sont là de vieux amis à nous; ils aimaient fort notre Ben Franklin, qui le leur rendait. »

Comprenant mieux peut-être ce qu'il en est, grâce au souvenir de ce que la France fit pour nous, lorsque ce vieux philosophe se présenta dans votre pays, en étranger, portant le fardeau de nos malheurs et de notre pauvreté d'autrefois, nous sentons que l'immense valeur de la France au point

de vue de la civilisation doit conduire tout ami de l'humanité, quel que soit son pays, à désirer passionnément la paix, la prospérité, la durée et le développement indéfinis de votre vie nationale.

Pour nous, en tout cas, il n'en saurait être différemment; car ce que vous avez été pour Franklin, nous entendons l'être et nous le sommes : à jamais de vrais et loyaux amis.

Réponse de l'Ambassadeur de France.

Au nom de la République française, j'accepte, ému de reconnaissance, le don offert à mon pays, ce vivant portrait de Franklin exécuté conformément à une loi du Congrès et signé du nom deux fois célèbre de Saint-Gaudens.

Tout, dans un don pareil, est fait pour toucher un cœur français. Il offre l'image d'un homme, admiré et vénéré de tout temps en France, le savant, le philosophe, l'inventeur, le meneur d'hommes qui, le premier, fit connaître à mon pays ce qu'étaient les vrais Américains. « Quand vous étiez en France, » lui écrivait Chastellux, « il n'était nul besoin de louer les Américains; il suffisait de dire : voyez, voici leur représentant. »

Le don est offert dans cette ville de Philadelphie où s'élève un édifice que son nom même rend cher à tout cœur américain ou français, la Maison de l'Indépendance, et à une réunion organisée par cette

Société que créa Franklin « pour le développement des connaissances utiles, » qui est demeurée fidèle à son principe, digne de son fondateur, et qui compte des membres également connus des deux côtés de l'océan.

Je le reçois des mains d'un des meilleurs serviteurs de l'État que ce pays ait jamais produits, non moins admiré aujourd'hui à la tête de sa diplomatie qu'il ne l'était naguère à la tête de son armée, un de ces hommes si rares qui sont à leur place quelle que soit la place. Vous l'avez entendu et vous serez sûrement d'avis, comme moi, que j'aurai deux cadeaux précieux à transmettre à mon gouvernement : la médaille et le discours du Secrétaire d'État.

L'œuvre d'art présentée à la France par l'Amérique sera envoyée à Paris, pour être conservée dans ce musée unique, notre Musée des Médailles, où l'histoire de notre pays est, pour ainsi dire, écrite en or et en bronze du xve siècle jusqu'à nos jours, sans qu'il y manque aucun grand événement ou chef d'État. Un peu du passé de l'Amérique y figure aussi, cette période glorieuse où l'histoire française et l'américaine étaient la même et où s'éleva cette nation qui n'a pas cessé depuis de grandir.

Là, attendant votre envoi, sont conservées les médailles, contemporaines de l'événement, frappées en France, en l'honneur de Washington, pour perpétuer le souvenir de la délivrance de Boston, en 1776, une médaille de John Paul Jones, en l'honneur de sa campagne navale de 1779, deux autres

représentant, l'une William Washington[1], l'autre le général Howard et commémorant la bataille de Cowpens en 1781, une célébrant la paix de 1783 et la liberté des treize États, une de Lafayette, une de Suffren qui mena sur les mers lointaines une si belle campagne navale pour la même cause que George Washington; une enfin de Franklin lui-même, datée de 1784 et portant la fameuse inscription composée en l'honneur du grand homme par un autre grand homme, Turgot :

Eripuit cælo fulmen, sceptrumque tyrannis[2].

J'ai la conviction qu'une des plus prochaines médailles frappées par notre Monnaie, pour compléter la série, le sera pour célébrer la résurrection de cette grande cité qui, à l'heure présente, agonise sur les rives du Pacifique. Le désastre de San Francisco a rempli de douleur les cœurs français et d'admiration aussi pour la fermeté montrée par la population dans cette terrible épreuve : si bien que ce qui sera ainsi commémoré ne sera pas seulement le deuil de la nation américaine, mais une énergie et un héroïsme qui ne lui font jamais défaut.

1. Parent de George Washington. Plusieurs fois blessé, il prit, comme colonel, une part importante à la guerre de l'Indépendance.

2. Une note officielle informa, au mois de décembre suivant, le Secrétaire d'État des dispositions prises pour la conservation, dans le milieu qui convenait, de la médaille du double centenaire, placée en une vitrine Louis XVI, dans la grand'salle du Musée, et entourée de seize médailles d'intérêt franco-américain. *House of Representatives, 59th Congress, 2d Session, Document 416.*

Votre cadeau va donc être ajouté aux séries de notre Musée; il y sera à sa place. Aux nombreux visiteurs qui le verront il rappellera que les liens heureusement formés jadis ne sont ni rompus ni distendus, et ils contempleront, avec une vénération égale à celle de leurs ancêtres, les traits de ce sage que Mirabeau appelait avec raison l'un des héros de l'humanité.

La cérémonie en l'honneur de Franklin avait été célébrée au moment de la catastrophe de San Francisco, alors que, toutes les communications étant interrompues, l'anxiété était intense.

J'avais parlé sans instructions, mais le Gouvernement de la République voulut bien prendre à la lettre les paroles de son représentant. La médaille fut commandée et fut pour l'artiste Bottée, grand prix de Rome, une œuvre de prédilection. Elle montre d'un côté la ville, sortant, comme d'un tombeau, de ses ruines, entourée d'emblèmes de la jeunesse et de la prospérité revenues, une source qui coule, une souche qui reverdit. De l'autre côté se voit la République française offrant, du rivage opposé de l'océan, une branche de laurier à l'Amérique.

Un exemplaire unique en or fut frappé et la présentation faite dans San Francisco rebâti en 1909. La médaille fut acceptée au nom de la ville par son maire, l'homme d'État et poète Édouard Robeson

Taylor, le traducteur des sonnets de Heredia, qui, dans une de ses meilleures œuvres, a enseigné « comment on peut atteindre Carcassonne » (*Carcassonne attained*) et qui depuis, dans le temps de nos épreuves, s'est rendu plus cher que jamais à nous tous, Français, par ses poèmes de foi et de vaillance : *To Arms*.

Rencontrant naguère l'ancien Secrétaire d'État Elihu Root, à une grande réunion où il fut beaucoup question de l'entrée en guerre des États-Unis, il me dit : « Vous souvenez-vous de ce que j'affirmais, il y a une douzaine d'années, du *sentiment pour la France persistant chez notre peuple ?...* »

VI

HORACE HOWARD FURNESS[1]

L'occasion qui nous réunit est solennelle.

Un homme a disparu d'entre nous dont l'œuvre fut un modèle, dont la vie fut aussi un modèle, dont la bénigne influence, exercée depuis des années du fond d'une tranquille retraite, se fit sentir bien au delà des bornes de son pays ; dont les pensées, toujours exprimées dans les termes les plus modérés, demeureront vivantes longtemps après que le tonnerre de maints auteurs à fracas sera devenu silence, comme survivent aux tremblements de terre les fleurs d'incessant renouveau.

Membre de la Société Philosophique Américaine, fondée dans leur cité commune par Franklin, « pour le développement des connaissances utiles, » Furness justifia la devise de la Société et vécut en philosophe. Je l'appelle Furness tout court, sans titre de docteur ni autre, nullement parce qu'il n'est plus, mais pour me conformer à son désir. « Je n'aime pas les

1. Discours prononcé au nom de la Société philosophique américaine, à la commémoration de Philadelphie, 17 janvier 1913.

titres dans la république des lettres, » m'écrivait-il dans les premiers temps de nos relations, « si vous voulez bien omettre les miens, je ferai de même pour vous : une touche de Shakespeare apparente tous habitants de ce globe. »

Ceux que l'esprit philosophique a pénétrés et qui demeurent attachés à son idéal comptent parmi les types les plus nobles de l'humanité, et quel que soit leur rang dans la vie et la période où ils vécurent, se ressemblent. Quand Furness mourut, d'innombrables éloges, biographies et portraits furent publiés, beaucoup dus à des maîtres. On peut se demander s'il en est un seul de ressemblance plus parfaite que celui-ci :

« Rappelez-vous sa constance dans l'accomplissement des préceptes de la raison, l'égalité de son humeur dans toutes les conjonctures, sa piété, la sérénité de son visage, sa douceur extrême, son mépris pour la vaine gloire, son application à pénétrer le sens des choses ; songez qu'il ne laissa jamais rien passer sans l'avoir bien examiné, bien compris. Il supportait les reproches injustes sans récriminer jamais; il ne faisait rien avec précipitation... il n'était ni médisant... ni soupçonneux, ni sophiste. Il se contentait de peu : rien de modeste comme son habitation, son lit, ses vêtements, sa nourriture, le service de sa maison. Il aimait le travail... mangeait sobrement et cette sobriété le rendait capable de s'occuper jusqu'au soir de la même affaire. Rappelez-vous combien son amitié était constante, égale,

avec quelle bonté il acceptait une contradiction franche de ses propres sentiments, avec quelle joie il recevait un avis meilleur que le sien; songez enfin que sa piété n'avait rien de superstitieux. Alors votre dernière heure vous trouvera comme lui avec la conscience du bien que vous aurez fait. »

Dans ces hautes régions où vivent les vrais philosophes, l'égalité règne; ils se ressemblent par leurs vertus. Ce portrait qui donne une idée si juste de la vie menée par Furness à Wallingford, près Philadelphie, a été tracé, il y a dix-huit siècles, par le plus noble des Latins, l'empereur Marc-Aurèle[1], décrivant son prédécesseur, le premier des Antonins; celui qui, prié, la dernière nuit de sa vie, de donner le mot d'ordre, répondit: « *Æquanimitas.* »

Après des études à Harvard et Philadelphie, un voyage en Europe et dans le Levant, ayant pris à la guerre civile la part que son infirmité lui permettait (une surdité à peu près complète), heureux mari et père, Horace Howard Furness décida de consacrer sa vie au « développement des connaissances utiles. » Il se retira, en un sens, du monde et commença dans la retraite l'œuvre de sa vie, possédant le savoir exact de l'érudit moderne et le silencieux enthousiasme, l'infatigable énergie des penseurs du moyen âge, compilateur des Sommes de jadis; ne regrettant rien, content de son sort, d'accord avec l'un des maîtres esprits de l'ancienne littérature anglaise : « Si l'on

1. *Pensées de Marc-Aurèle*, Pierron VI, XXX.

veut, » avait dit, il y a longtemps, « l'homme vêtu de brun, » « rencontrer le paradis sur terre et trouver la paix du cœur, c'est au cloître ou à l'école; je le constate de bien des façons : au cloître nul ne vient quereller ou batailler, tout est là mansuétude et livres à lire et à comprendre.[1] »

Pour notre ami disparu, son cloître à lui, avec la paix du cœur, le calme béni, et livres à lire et interpréter, fut sa maison de Wallingford où il vécut entouré de cette famille étonnamment douée, une épouse à qui nous devons la *Concordance* des poèmes de Shakespeare, une sœur qui lui traduisait les critiques allemands, une fille et le parent d'une sœur[2], familier aussi de la maison, qui ont tous laissé leur trace dans la littérature de leur pays. Là, pendant des années, il pratiqua son labeur, sans penser à lui ni à la renommée, courbé sur sa tâche, mais dans sa retraite même, avec sa tendresse de cœur et ses amples sympathies, prêtant l'oreille à « la sourde et triste mélopée des êtres humains.[3] »

Ce que fut cette tâche, le monde entier le sait aujourd'hui. Admirateur passionné de Shakespeare,

1. If heaven be on this erthe· and ese to any soule,
It is in cloistre or in scole· be many skilles I finde;
For in cloistre cometh no man · to chide me to fihte,
But all is buxomnesse there and bokes· to rede and to lerne.

Piers Plowman, Skeat, B. X., 300.

2. Le romancier bien connu Owen Wister, dont la courte *Pentecost of Calamity* est un des mémorables écrits inspirés par la présente guerre.

3. The still sad music of humanity.
(Wordsworth).

il voulait rendre accessible à tous l'ensemble des commentaires, critiques, informations, explications concernant le poète, qui auraient paru n'importe quand, n'importe où. Chaque volume devait être une encyclopédie complète pour chaque pièce. Le premier fut publié en 1871[1]; le seizième est le dernier auquel il aura mis la main.

Dans les introductions précédant les volumes, ses méthodes et intentions sont expliquées, et peu d'auteurs nous ont jamais mieux permis, sans y penser, de regarder en leur âme, que Furness écrivant ces pages, tout impersonnelles, croyait-il. Ce qui frappe d'abord le lecteur est l'esprit philosophique dont est pénétrée l'œuvre entière. Digne membre de notre Société, il voulait être « utile. » Les vies sont et seront de plus en plus encombrées; il faut donc faciliter de plus en plus l'acquisition du savoir. Le désir « d'abréger le labeur et économiser le temps d'autrui » a été, disait-il dans son volume de début, ce qui le poussa à écrire. Nulle peine n'était pour lui trop grande lorsqu'il s'agissait de diminuer celle des autres, et tous les critiques savent quelle confiance méritent ses textes et ses dires. « Jamais peut-être, » a écrit Sir Sidney Lee dans sa *Vie de Shakespeare*, « autant de travail, autant de recherches n'ont été consacrés à l'étude des œuvres du poète qu'il n'a été fait par M. H. H. Furness, de Philadelphie, pour la préparation de la nouvelle édition Variorum. »

1. *A new Variorum edition of Shakespeare, edited by Horace Howard Furness*, vol. I, *Romeo and Juliet*, Philadelphie, 1871, 8 .

Il s'agissait d'une œuvre d'amour, et l'amoureux s'oublie naturellement lui-même pour l'aimée. Furness s'efforçait de ne pas laisser voir l'ardeur de ses sentiments : mais elle apparaît çà et là, d'ordinaire à propos de minces détails, alors qu'il se tenait moins sur ses gardes. Shakespeare appelle l'ambassadeur de César Thidias et non Thyreus, comme font les plus récents critiques sous prétexte que c'était le vrai nom. Ils ont tort : « Shakespeare était, dans sa nomenclature, comme en toute chose, exquis.... Pour certaines raisons (a-t-il jamais rien fait sans raison?) il choisit le nom de Thidias.... »

Dans l'intimité de sa correspondance privée, Furness était plus libre, n'étant plus retenu par la crainte qu'il semblât imposer ses vues à une généralité des lecteurs. A propos de Cléopâtre, sur laquelle j'avais risqué des opinions quelque peu différentes des siennes, il m'écrivait — il semble que ce soit hier : « Il va de soi que la Cléopâtre de Shakespeare n'est pas historique. Mais qui se soucie de l'histoire? Soyez bien certain que si vous aviez vécu avec elle, comme je viens de faire, pendant deux ans, vous l'adoreriez comme moi. »

La vérité est que, comme il dit, il vivait réellement avec les personnages des pièces et écoutait dans le ravissement ces voix venues de si loin, plus claires à ses oreilles infirmes qu'aux nôtres destinées aux usages vulgaires. Il avait plus de droit que personne d'arrêter une opinion, mais toujours craignait jusqu'à l'apparence de vouloir contraindre

autrui à l'accepter. Au sujet de son édition, il avait écrit : « Je ne me flatte pas que ce soit là une édition *de jouissance.* Je la considère plutôt comme un mal nécessaire.[1] » Dans un autre cas, ayant été critiqué pour une de ses assertions sa réponse fut : « Je tiens à dire que mon critique a entièrement raison et moi entièrement tort. » Son œuvre était une œuvre d'amour, mais c'était aussi une œuvre de raison, comme il convient à un philosophe. Ses préférences étaient pour les méthodes conservatrices, qui ont, il est vrai, l'inconvénient d'attirer sur le travailleur une attention plus atténuée : grand défaut aux yeux de la plupart, grand avantage aux yeux de Furness.

Son clair bon sens, renforcé d'une non moins plaisante bonne humeur, ne lui fit jamais défaut. Lorsqu'il commença son œuvre une importante question dut être d'abord tranchée : admettrait-il dans ses volumes seulement la critique des textes, la philologie, ou bien encore l'esthétique, ce qui n'est que poésie, simple littérature? Pour beaucoup la tentation eût été grande de ne réserver aucune place aux choses de beauté; car c'est la mode parmi les plus prétentieux, sinon les plus savants des savants, de révoquer en doute le sérieux, le labeur, l'utilité de tout travailleur capable de trouver, dans les pièces de Shakespeare, plaisir à autre chose qu'aux fautes d'impression et aux leçons douteuses. École moins

1. Introduction à *Hamlet*

récente qu'on ne croit d'ordinaire, car, dans son *Temple du Goût,* Voltaire avait déjà représenté ces fiers critiques qui se glorifient de ne jamais rien faire que constater, et répondent à qui leur demande s'ils ne visiteront pas le Temple :

Nous, Messieurs, point du tout.
Ce n'est pas là, grâce à Dieu, notre étude;
Le goût n'est rien; nous avons l'habitude
De rédiger au long, de point en point,
Ce qu'on pensa, mais nous ne pensons point.

Le fait est que Furness avait reconnu, dès le premier moment, que les deux éléments ne doivent pas plus être séparés que l'âme du corps. Sans l'exactitude comme base, la critique littéraire n'est qu'un vain mirage; séparée du sens de la beauté, l'exactitude toute seule est sans vie. Assurément, disait Furness, une bonne partie de la critique esthétique « est plate, banale, inutile... Mais allons-nous ignorer pour cela l'existence d'une perspicacité supérieure à la nôtre?... Nous priverons-nous d'écouter, respectueux et empressés, quand Gœthe ou Coleridge parlent de Shakespeare? »

D'après cette règle, il fit ses choix, élaguant ce qu'il jugeait bon à retrancher : *rejectiones et exclusiones debitas,* eût dit Bacon. Une de ses exclusions est révélatrice de son caractère. Sa douceur (nullement celle d'un faible, mais bien celle d'un fort) se révoltait à l'âpreté d'autrui, et quand il rencontrait cette note malplaisante, passablement fréquente

dans la critique moderne, il l'omettait sans hésiter. Nulle place pour rien de pareil dans l'œuvre honnête et savante d'un honnête homme et d'un savant. Il est certain que si Shakespeare est l'auteur dont les écrits sont le plus lus — après la Bible, — c'est aussi celui à propos de qui ont été livrées les batailles les plus furieuses et les moins chrétiennes — après la Bible. Le savant de Philadelphie voulait que tous les critiques admis chez lui se tinssent en paix, et il adopta la règle suivante : « D'abord, toute critique défavorable d'autres critiques est exclue autant que possible.... Confondre Gœthe, Schlegel ou Tieck est un point, élucider Shakespeare en est un autre. [1] » Il alla même plus loin, et comme il ne pouvait citer des livres entiers et devait trier : « Je me suis efforcé en toute honnêteté, dit-il, de choisir dans chaque écrivain les passages qui lui font le plus d'honneur. » Quel critique, donc, peut-on imaginer si aveugle au service rendu, si épris de sa propre malignité, qui n'éprouverait pour Furness le sentiment de la reine Catherine pour Griffith : « Après

1. Il décida aussi d'éviter ces comparaisons blessantes pour autrui dont les Allemands ont eu dès longtemps l'amour et dont il donne cet échantillon tiré des écrits du Prof. Lemcke, de Marbourg : « Let us for once lay aside our proverbial modesty (la modestie proverbiale des Allemands !), and openly declare that it is not the affinity of race, nor the indications in his poetry of a German spirit, which have brought us so close to Shakespeare, but it is that God-given power, vouchsafed to us Germans before all other nations, by the grace of which we are enabled to recognize true genius, of whatsoever nation, better than other nations, ofttimes better than its own, and better to enjoy and to appropriate its gifts. » *Better* est le refrain. (*Romeo* de Furness, préface, p. XIII.)

ma mort, je ne veux d'autre héraut, d'autre récitateur des actions de ma vie, gardant de corruption mon honneur, qu'un chroniqueur aussi honnête que — *Furness.*[1] »

Sa bienveillante appréciation des critiques français (qui, avec tous leurs défauts du début, furent, après tout, les premiers à exprimer, en dehors de l'Angleterre, un jugement sur Shakespeare, le plus ancien étant de 1680 environ) ne peut que toucher un cœur français. « J'ai éprouvé un plaisir spécial, » dit-il dans l'introduction de son premier volume, « à mettre sous les yeux du lecteur anglais des citations françaises. On ne sait guère, dans mon pays en tout cas, en dehors des rangs des Shakespeariens, combien grande est l'influence présentement[2] exercée par Shakespeare sur les lettres françaises et combien nombreux et ardents sont ses admirateurs de cette nationalité. » Il accorda même un peu plus tard un mot d'éloge au bon Ducis et à son *Hamlet*, un *Hamlet* bien à Ducis.

Je ne pourrai, du reste, jamais oublier comment et de quel ton, applaudi à chaque phrase, le grand critique parla de la France, en sa propre ville de Philadelphie, le 20 avril 1906, quand, conformément au vouloir de la nation, exprimé par le Congrès, une

1. After my death I wish no other herald,
No other speaker of my living actions,
To keep mine honour from corruption,
But such an honest chronicler as Griffith.

(Shakespeare, *Henry VIII*, IV, 2.)

2. 1871.

médaille fut offerte à la France pour perpétuer le souvenir de l'accueil fait par elle à Franklin aux jours où la survie des États-Unis récemment formés était encore incertaine.

Aux premières années de la maturité, on aperçoit, loin en avant, sur la route, ces grands penseurs, savants, maîtres-esprits, hauts, puissants, visibles de loin, prêts à aider le passant, comme un chêne offre son ombre. Ils semblent si forts, si différents du commun, que l'idée ne vient jamais que nous autres de l'espèce plus fragile verrons le jour où ils ne seront plus. Qui a jamais assisté à la mort d'un chêne? Qui pensa jamais qu'il accompagnerait un jour les cendres de Robert Browning à Westminster, ou porterait dans son cœur le deuil de Taine ou de Gaston Paris? Le sentiment que j'avais pour eux, je l'éprouvais aussi pour Furness. Se pourrait-il que ce solide chêne tombât?

Lui-même, toutefois, avait des pressentiments et il semblait, en ces dernières années, que les êtres chers qui l'avaient précédé lui faisaient signe. « Vous rappelez-vous, » m'écrivait-il en 1909, « ma sœur, madame Wister, à qui j'eus le plaisir de vous présenter à la célébration Franklin? Je vis maintenant dans l'ombre pesante et noire de sa perte. Elle me laissa, en novembre dernier, isolé dans ma solitude, aspirant douloureusement à ré-entendre « le son d'une voix qui s'est tue. » Et à une époque plus récente : « J'ai été tellement meurtri par les coups du sort que je doute que vous receviez ja-

mais plus de moi un ne-m'oubliez-pas imprimé. »

Et nous maintenant, à notre tour, membres de la Société Philosophique Américaine, membres des Sociétés Shakespeariennes du monde, citoyens innombrables de la république des lettres, nous souffrons de ne plus entendre « le son d'une voix qui s'est tue. » Sur le cachet dont il scellait ses lettres, Furness avait fait graver une devise résumant la philosophie ferme et résignée de l'empereur Marc-Aurèle : « This, too, will pass away » (Ceci aussi passera).

Pour lui aussi sonna l'heure mélancolique et auguste. Mais pour autant que dans ce monde changeant quelque chose, malgré tout, demeure, aussi longtemps que l'humanité sera capable d'apprécier le travail honnête honnêtement fait, le nom de Furness ne passera point, mais demeurera comme enchâssé dans la reconnaissante mémoire de ceux que son œuvre et son exemple continueront d'aider.

VII

DE LA GUERRE A LA PAIX[1]

La paix est-elle un progrès? La disparition de la guerre est-elle un signe d'amélioration ou de décadence? A une époque récente encore, les gens de savoir, l'œil à leurs microscopes, nous enseignaient que, parmi les diverses sortes d'êtres vivants soumis à leurs études, la guerre était la règle; que lorsque le combat cessait, la vie se retirait, et que, puisqu'il venait au monde plus de créatures que le monde n'en peut nourrir, la destruction des plus faibles était à la fois une nécessité et une condition de progrès. Conflit, guerre, violence, signifiaient développement; paix signifiait décadence. Et une audacieuse généralisation assimilait le sort et les conditions d'existence de l'homme doué de raison à ceux de la vermine sans pensée. Puisque tel était l'arrêt

1. Discours prononcé devant la Société Américaine pour le Règlement juridique des Conflits internationaux, 17 décembre 1910. — Traduction sans changement; quelques notes et références ont seulement été ajoutées.

du destin, pourquoi résister à l'inévitable et à quoi bon les discussions sur la paix?

Mais la pierre d'achoppement placée par la Science sur la route des jours meilleurs a été enlevée par la Science même. Les généralisations attribuées au grand Darwin par des élèves moins grands ont été contrôlées; d'autres expériences, telles qu'il en eût fait lui-même s'il avait vécu, furent tentées, et leurs résultats ajoutés à la somme de nos connaissances. Résultats importants et mémorables : car il se trouva que l'explication du transformisme, du progrès, de la survivance n'était point fournie par la guerre incessante assurant la prédominance du plus fort, mais par la tranquille et pacifique adaptation au milieu, au climat et aux circonstances. Et nous autres Français, sommes excusables de tirer vanité de ce que, pour avoir révélé ces vérités longtemps avant que Darwin eût rien écrit, justice soit rendue maintenant un peu partout, et notamment en Amérique, à Jean-Baptiste de Lamarck, auteur de la longtemps négligée et maintenant fameuse *Philosophie Zoologique*, 1809.

Quant à l'indue multiplication des êtres, des statistiques inconnues à Darwin ont montré, depuis, que, quoi qu'il en puisse être des poissons ou des insectes (et c'est leur affaire de résoudre leurs problèmes selon leurs propres lois), il n'est pour l'homme aucune nécessité de se détruire lui-même afin d'éviter ce danger : l'abaissement du taux de la reproduction, si remarquable dans l'ensemble du

monde, est tout ce qu'il faut, et même, dans certains cas, plus qu'il ne faut.

La guerre n'est donc pas pour nous une nécessité fatale, et c'est toujours une partie de la route qui aura été rendue libre : longue route suivie, dans la souffrance, par l'humanité au cours des siècles. Le principal danger, au temps passé et, en partie encore, du nôtre, ne vient pas d'une destinée inévitable, mais des dispositions individuelles des hommes et de ceux qui les mènent. Or nous savons quelles furent ces dispositions au long des âges. Les chroniqueurs d'autrefois mentionnent, comme allant de soi, que « le roi s'en fut à la guerre en la saison, » comme il serait allé à la pêche. Foule de gens voyaient non seulement de la beauté dans la guerre (comme il y en a dans une juste guerre, et de l'ordre le plus élevé), mais ils n'y voulaient voir que beauté. Individus et nations tiraient vanité de leurs rigueurs et il leur arrivait de trouver dans les angoisses d'un ennemi un plaisir sans mélange.

Telles étaient les tendances de l'époque. Il ne vint à l'esprit d'aucun des maîtres-artistes représentant le Jour du Jugement aux portails de nos cathédrales ou aux murs de Padoue, d'Orvieto ou de la Sixtine, de placer parmi leurs anges farouches, poussant devant eux les coupables à l'abîme, un seul versant une larme : une larme qui eût rendu l'artiste plus fameux que son génie même ; une larme, non parce que les tortures pouvaient être supposées injustes et les hommes innocents, mais parce que c'étaient des

tortures et que les hommes avaient été coupables. — *Dies iræ*.

Ces artistes étaient de leur temps et exprimaient les pensées de leur temps. L'enseignement des saints et des penseurs demeura longtemps inefficace. La guerre, cette « maladie humaine, » comme Montaigne l'appelle, était tenue pour un mal aussi inguérissable que la rage — avant que Pasteur vînt. Peu à peu cependant des protestations commencèrent à se faire entendre à mesure que les hommes comprirent mieux ce qu'ils étaient et se prirent à suspecter que le temps pourrait venir où tous seraient égaux devant la loi. Rien, comme l'a fait observer Tocqueville, ne mène aussi droit à la pitié que l'égalité[1].

Tous ceux qui, au cours des siècles, ont conduit les hommes à la conquête de leurs droits, sont les ancêtres moraux des promoteurs actuels d'une saine

1. Il insiste beaucoup, revenant volontiers sur cette « disposition à la pitié que l'égalité inspire. » Suivant lui, « les passions guerrières deviendront plus rares et moins vives, à mesure que les conditions seront plus égales, » et l'on voit, en effet, à l'heure actuelle, que « les passions guerrières » se sont perpétuées, en tant que passions, parmi les nations seules chez qui l'égalité n'existe pas. Tocqueville dit encore : « Lorsque le principe de l'égalité ne se développe pas seulement chez une nation, mais en même temps chez plusieurs peuples voisins... ils conçoivent pour la paix un même amour... et finissent par considérer la guerre comme une calamité presque aussi grande pour le vainqueur que pour le vaincu. » Le but n'est pas encore atteint et, en attendant, « quel que soit le goût que ces nations aient pour la paix, il faut bien qu'elles se tiennent prêtes à repousser la guerre, ou, en d'autres termes, qu'elles aient une armée. » *Démocratie en Amérique*, 14e édit., 1865, t. III, pp. 444, 445, 473, 474.

paix internationale : penseurs tels que notre Jean Bodin, qui tout en soutenant, comme il était inévitable à son époque, les principes de l'autocratie, basait cependant son étude du gouvernement des nations sur l'intérêt des gouvernés, et, en opposition à Machiavel qui avait appelé son livre *Le Prince*, appela le sien *La République*. On a pu rapporter à Bodin, qui proteste contre le prétendu droit du plus fort, quelques-uns des principes incorporés bien plus tard dans les déclarations américaine et française des « Droits de l'homme.[1] »

1. *Les Six Livres de la République de Jean Bodin, Angevin*, Paris, 1576, innombrables éditions, tant le succès fut grand. L'œuvre est écrite en opposition expresse à celle de Machiavel : « un Macciavel qui a eu la vogue entre les courratiers des tyrans. » Les rois peuvent être une nécessité ; toutefois la chose de l'État n'est pas la leur, mais est le bien commun de tous les citoyens, *res publica*. Personne, à bord du navire, n'a le droit de jouer le rôle de simple spectateur, surtout en tempête ; tous doivent s'ingénier à apporter telle aide qu'ils peuvent : « Depuis que l'orage impétueux a tourmenté le vaisseau de nostre République avec telle violence que le Patron mesme et les pilotes sont comme las et recreus [épuisés] d'un travail continuel, il faut bien que les passagers y prestent la main, qui aux voiles, qui aux cordages, qui à l'ancre et ceux à qui la force manquera, qu'ils donnent quelque bon advertissement, ou qu'ils présentent leurs vœux ou prières à Celuy qui peut commander aux vents et appaiser les tempestes, puisque tous ensemble courent un mesme danger. » (Préface-dédicace à Pibrac.) Pour Bodin, la paix est l'idéal ; il ne faut « chercher la guerre en sorte quelconque, sinon en repoussant la violence en extrême nécessité.... La frontière d'une république bien ordonnée... est la justice et non pas la pointe de la lance. » Tel est l'idéal, mais comme il n'a pas encore été atteint, le maintien d'une force militaire permanente est une nécessité, et ce n'est pas trop que d'y consacrer un tiers de son revenu, « surtout si la République est enviée et environnée de nations belliqueuses, comme sont les peuples situés aux régions tempérées et fertiles, » telles, entre autres, la France. Livre V, chap. v.

A Bodin et à ses pairs est dû le nom de précurseurs; à cet illustre Grotius dont le renom toujours vivant a contribué à faire choisir son pays comme lieu des conférences internationales de notre époque et qui, séjournant alors en France, près de Senlis, dédia au roi Louis XIII son fameux ouvrage sur la guerre et la paix,[1] si mémorable par sa condamnation des guerres frivoles et des cruautés sans motif.

Bientôt les noms de ceux qui s'honorèrent en défendant la même cause devinrent légion : Pascal, Saint-Pierre, les Encyclopédistes, Kant, Bentham, Tocqueville et une foule d'autres.

Parmi les *Pensées* de Pascal figure celle-ci qui résume beaucoup de ce qui fut fait depuis, ou le sera : « Quand il est question de juger si on doit faire la guerre et tuer tant d'hommes, condamner tant d'Espagnols à la mort, c'est un homme seul qui en juge et encore intéressé; ce devrait être un tiers indifférent. »

Un peu plus tard cet étrange abbé de Saint-Pierre compilait une série d'ouvrages que tout le monde considérait comme un fatras de vaines rêveries de son temps et que personne ne lit plus du nôtre; mais s'il revenait aujourd'hui, il n'en serait nullement chagriné et dirait, selon l'un de ses critiques modernes, Paul Albert, « Voilà qui est bien; vous avez mis en pratique à peu près toutes mes idées; il ne reste plus guère que ma Paix Perpétuelle[2], mais

1. *De Jure Belli ac Pacis*, Paris, 1625.

2. *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe*, 1713-17,

son tour viendra comme aux autres; vous n'avez donc plus besoin d'étudier mes livres. »

Si son tour n'est pas encore venu, des mesures pratiques de grande importance ont été prises pour en rapprocher l'heure : en particulier cet acte, si inattendu il y a peu d'années, accueilli d'abord avec une anxiété soupçonneuse et maintenant si bien accepté que, comme pour toutes les grandes inventions, l'on se demande comment se passaient les choses auparavant : la convocation de la première conférence de La Haye par l'empereur de Russie, Nicolas II.

Le « maintien de la paix générale, » lit-on dans la circulaire russe du 12 août 1898, « et une réduction possible des armements excessifs qui pèsent sur toutes les nations, se présentent, dans la situation actuelle du monde entier, comme l'idéal auquel devraient tendre tous les efforts de tous les gouver-

3 vol. L'abbé rêvait d'une ligue de tous les gouvernements en faveur de la paix; quiconque d'entre eux eût violé sa promesse aurait été attaqué par tous les autres. Les litiges entre États eussent été réglés par arbitrage. Un prédécesseur français de l'abbé avait été Emeric Crucé dont le *Nouveau Cynée, ou Discours d'Estat représentant les occasions et moyens d'establir une paix générale et la liberté du commerce par tout le monde*, fut publié à Paris en 1623; édition moderne, avec traduction anglaise, par T. W. Balch, Philadelphie, 1909. Crucé voulait l'établissement à Venise d'une Cour suprême d'arbitrage dans laquelle chaque souverain aurait eu un représentant : « Que si quelqu'un contrevenait à l'arrest d'une si notable compagnie, il encourrait la disgrâce de tous les autres princes, qui auraient beau moyen de le faire venir à la raison, » (Balch, p. 103), — projet dont nous continuons de chercher la réalisation.

A rapprocher des œuvres de ces théoriciens, le *De Jure Belli*, 1588-98, d'Alberico Gentili.

nements.... Les charges financières, suivant une marche ascendante, atteignent la prospérité publique dans sa source ; les forces intellectuelles et physiques des peuples, le travail et le capital sont en majeure partie détournés de leur application naturelle et consumés improductivement.... Mettre un terme à ces armements incessants et rechercher les moyens de prévenir les calamités qui menacent le monde entier, tel est le devoir suprême qui s'impose aujourd'hui à tous les États. »

Lorsqu'un individu, puis un autre, puis un autre s'était présenté disant : Je peux faire descendre la foudre des nuages ; je peux m'élever dans l'air ; je peux transmettre à la seconde vos paroles et vos pensées à telle distance que vous souhaiteriez ; je peux guérir la rage en inoculant la rage ; je peux vous faire entendre la voix de votre ami à des centaines de lieues de distance ; je peux faire naviguer un bateau sous la mer, le scepticisme avait été à peine plus grand que lorsque cette circulaire vint surprendre le monde.

Je me trouvais peu après à Saint-Pétersbourg et eus l'honneur d'être reçu par l'empereur. La conversation vint sur le « Grand Dessein, » pour lui donner le nom du projet sensiblement différent et qui impliquait coercition, attribué, deux siècles plus tôt, à notre Henri IV. Je fus frappé par la conviction tranquille du promoteur de l'entreprise dans sa réussite finale, et par sa disposition à n'y pas renoncer si le plan rencontrait d'abord des difficultés et délais. Sa pen-

sée se résumait ainsi : « Il faut attendre plus longtemps lorsqu'on sème un chêne que lorsqu'on sème une fleur. »

Plus longtemps, certes, mais non pas tellement, après tout. La première conférence eut lieu et il est permis de dire que les délégations de nos deux Républiques, présidées par des hommes d'État et penseurs comme Léon Bourgeois et Andrew D. White, ne faillirent pas à remplir le rôle que leur idéal et leurs traditions assignaient à nos démocraties. Malgré tout scepticisme, le succès de cette première conférence dépassa l'attente. Huit ans après, sur l'heureuse initiative du Président Roosevelt, une deuxième fut convoquée et maintenant ce mécanisme soi-disant inutile, venu du pays des rêves, a été si cordialement accepté par la masse des hommes tout autour du globe que la date d'une troisième fut choisie. Tels gouvernements doutaient que la première pût servir à rien ; maintenant ils en demandent d'autres.

La parole avait été prononcée, en vérité, au bon moment. Grâce aux enseignements des philosophes et de l'expérience, aux résultats des révolutions, à ce sens plus vif de l'égalité parmi les peuples, les inclinant, comme Tocqueville l'avait dit, à la pitié, la semence était tombée en terre préparée. Nous nous rendons à peine compte, le regardant de si près, combien ce mouvement a déjà pris de force. Les idées pratiques émises il y a moins de douze ans ont fait un tel chemin que plus de traités d'arbitrage ont été signés, de la première conférence de La Haye

jusqu'à l'heure présente, qu'entre le Déluge et cette conférence. Je dirais, s'il m'était permis de mentionner une impression personnelle, que je ne suis pas peu fier d'avoir conclu le premier traité de ce genre, dûment ratifié par les deux pays, qu'aient jamais signé les États-Unis avec aucune Puissance européenne, heureux de continuer ainsi une tradition ininterrompue : car en fait de traités avec la République américaine, qu'ils soient de commerce, d'alliance ou d'amitié, la France a toujours donné l'exemple aux autres nations[1].

Plus vite, en effet, que n'avait prévu le semeur lui-même, le chêne avait grandi et les nations pouvaient s'arrêter sous son ombre. Quantité d'appels importants ont été adressés à la Cour de La Haye, les États-Unis donnant l'exemple. Ces expériences, auxquelles la plupart des grandes Puissances ont déjà recouru, ont eu des avantages de plus d'une sorte : elles ont montré que des conflits dangereux *pouvaient* être honorablement réglés ainsi ; elles ont aussi révélé, dans le mécanisme, des imperfections indispensables à corriger.

Les déclarations publiques des Présidents Roosevelt et Taft et des Secrétaires d'État Root et Knox ont

1. Premier (et unique) traité d'alliance, 1778; premier traité d'amitié et de commerce, 1778; première convention consulaire, 1788; premier traité pour l'agrandissement du territoire américain, 1803; premier traité d'arbitrage, 1908 (j'en ai signé le renouvellement en 1913 et 1918). Le seul spécimen manquant à la série, et pour bonnes raisons, est un traité de paix à l'issue d'une guerre.

montré l'importance qu'aurait l'établissement d'une cour permanente, aux juges toujours présents, rémunérés par les nations associées, composée d'hommes d'un caractère si élevé qu'aucune influence de croyance ou de nationalité ne pourrait affecter leur jugement, vrais citoyens du monde, magistrats dignes de juger le monde.

A ces vues, dont la seconde conférence a assuré la réalisation future, la France a cordialement adhéré, ayant, en fait, dès la première de ces réunions, pris l'initiative des études préliminaires en vue de la continuité et de la permanence.

Il pourrait sembler qu'en raison de l'attitude de gouvernements de plus en plus éclairés, l'œuvre d'une société privée comme celle-ci fût de peu d'importance relative. Le contraire est la vérité. Elle dispose d'une grande force pour le bien, puisqu'elle peut agir directement sur ce levier qui fait mouvoir le monde : l'opinion publique. Si puissant est ce levier que, même autrefois, alors que les peuples n'étaient pas leurs propres maîtres, la force de l'opinion ne pouvait être ignorée ; d'aussi impérieux meneurs d'hommes qu'un Richelieu ou un Napoléon le savaient mieux que personne. *Opinio veritate major*, avait même cyniquement observé Bacon. Mais si l'opinion peut parfois mettre en déroute la vérité, elle peut bien mieux encore la défendre. Avec la diffusion de l'instruction, un accès plus facile auprès des esprits humains par le moyen des livres, journaux, réunions publiques et libre discussion,

elle a beaucoup perdu de son pouvoir de nuire, et purifié et fortifié son pouvoir de servir.

Vous le savez et agissez en conséquence. Bien que ce soit à titre privé, vous vous conformez, en fait, aux instructions tracées de main de maître pour les délégués américains à la seconde conférence de La Haye. Dans ces instructions, le Secrétaire d'État Elihu Root leur disait de ne jamais oublier que « l'objet de la conférence était l'entente, non la contrainte, » et que les accords devaient être souscrits « de bon cœur et non à regret. »

C'était indiquer à souhait la route à suivre, une route nullement aisée encore, ni débarrassée de ses pierres et de ses fondrières. Les dangers demeurent nombreux. L'un consiste à trop demander et trop vite, et à donner aux nations la crainte que si elles se prêtent à la moindre concession, elles en arriveront, par degrés, à un point où, pacifiquement désarmées, leur survie en tant que nations dépendra du bon vouloir, de la bonne foi et des perfections morales de leurs voisins. Une autre consiste à dépeindre la guerre comme une telle monstruosité, en elle-même, quelle qu'en soit la cause, que cette opinion publique dont presque tout dépend se révoltera à la fois contre le prêcheur et sa doctrine.

N'oublions pas que même en l'île d' « Utopie, » au pays de Nulle Part, où se pratiquaient toutes les vertus civiques et la guerre était considérée comme une abomination bestiale, *rem plane belluinam*, toutes les guerres n'avaient pas été abolies. Sir

Thomas More permet aux Utopiens la guerre pour deux causes et ils se tiennent par suite toujours bien exercés. Ces causes sont : d'abord « la défense de leur propre pays, » ensuite « l'expulsion du territoire de leurs amis des ennemis qui l'ont envahi.[1] » Nous avons combattu pour de semblables causes et n'en éprouvons nul regret.

De telles guerres sont inévitables aujourd'hui encore et le nier n'est que vouloir risquer une révulsion de sentiment parmi les nations les mieux disposées. Ce que nous pouvons espérer et devons tâcher d'atteindre est que, avec le développement de l'humanité, une meilleure connaissance d'autrui, la compréhension du fait qu'une différence n'est pas nécessairement un vice, ni une critique une menace, grâce aux lumières que répand une Société comme celle-ci, le temps viendra où cette même opinion publique rendra impossibles les deux genres même de *casus belli* où More estime que la guerre est non seulement nécessaire, mais noble et vertueuse.

Il n'est pas moins dangereux de charger la guerre de tous les péchés d'Israël, encourant ainsi encore le

1. « Eoque, licet assidue militari sese disciplina exerceant neque id viri modo, sed feminæ quoque statis diebus, ne ad bellum sint, cum exigat usus, inhabiles, non temere capessunt tamen, nisi quo aut suos fines tueantur aut amicorum terris infusos hostes propulsent aut populum quempiam tyrannide pressum miserati (quod humanitatis gratia faciunt) suis viribus, tyranni jugo et servitute liberent. » *Utopia. De re militari.* C'était prévoir, et approuver d'avance, pour ce qui est de nous, notre campagne d'Amérique, notre prise d'Anvers pour les Belges, nos expéditions de Morée et de Syrie, notre guerre d'Italie, et finalement notre rôle dans la guerre actuelle.

risque d'une condamnation non pas seulement pour le prêcheur mais pour sa doctrine même. Quand le pacifiste vient nous dire, comme il s'est produit, que, en raison des guerres du début du dix-neuvième siècle, il ne resta rien en France que gens inférieurs pour perpétuer la race, nous nous demandons comment elle put avoir un Victor Hugo, un Alexandre Dumas, un Louis Pasteur, fils, tous les trois, de soldats de Napoléon. Nous nous demandons comment, en dépit de cette prétendue survivance, chez nous, des moins dignes, grâce aux guerres, notre pays produisit tout aussitôt tant de savants, philosophes, poètes, artistes, soldats, explorateurs, comment l'esprit aventureux des anciens « coureurs de bois » reparut chez nous avec de si remarquables résultats en Asie, Afrique et ailleurs ; comment notre terre put donner au monde les inventeurs du dirigeable, l'automobile, le sous-marin, la photographie, le radium ; comment l'amour du sport s'est éveillé à nouveau dans la race, aussi vivace qu'il ait jamais été au temps lointain où le football et le cricket trouvaient en France leur rude berceau.

L'exagération ne saurait servir, mais nuirait au contraire. La Vérité, si nous la suivons, nous mènera vers des temps meilleurs. Elle y a déjà servi. Les guerres d'autrefois duraient cent ans, puis elles durèrent trente ans, puis sept ans ; aujourd'hui, aussi désastreuses que jamais, il est vrai, elles durent un an[1].

1. La plupart beaucoup moins, En cela toutefois, comme à tous autres égards, la guerre actuelle, déclarée par l'Allemagne à la

Vous êtes sur le point de célébrer vos cent ans de paix avec l'Angleterre, nous aussi.

Ce mouvement portant l'humanité vers une paix plus réelle, plus durable, peut-être un jour définitive, avait été prophétisé, bien avant notre temps, non par un rêveur comme l'abbé de Saint-Pierre, mais par un connaisseur en fait d'hommes et qui avait une rare pratique de la paix et de la guerre. Songeant en particulier à l'influence du commerce sur les nations, il avait écrit :

« Bien que je ne me flatte pas d'être fort expert en questions commerciales, ni très habile à dévoiler ce que cache l'avenir, cependant, comme membre d'un empire naissant, comme philanthrope d'inclination, et, si je peux employer cette expression, citoyen de la grande république de l'humanité, je ne peux me retenir de porter parfois mon attention sur ce sujet. Je veux dire que je ne peux m'empêcher de songer avec satisfaction à l'influence probable que le commerce peut avoir, dans la suite, sur les mœurs humaines et la société en général. Je me prends alors à songer à une humanité unie, comme une grande famille, par des liens fraternels. Je chéris l'idée, peut-être trop optimiste, que, le monde étant évidemment moins barbare qu'autrefois, son progrès sera continu ; que les nations sont en voie d'humaniser leur politique, que les sujets d'ambition et les

Russie, le 1er août 1914 (cinq jours avant qu'elle pût persuader à l'Autriche d'en faire autant), à la France le 3, à la Belgique le 4, ce qui équivalait à la déclarer à l'Angleterre, est une exception.

causes d'hostilité diminuent de jour en jour, enfin que la période n'est pas très éloignée où les avantages d'un commerce libre d'entraves succéderont, un peu partout, aux dévastations et horreurs de la guerre. »

Ainsi écrivait à Lafayette, le 15 août 1786, ce « citoyen de la grande république de l'humanité » qu'était George Washington[1].

Que des résultats pratiques aient été atteints n'est pas douteux, que d'autres meilleurs encore puissent l'être, si nous agissons avec sagesse, ne l'est pas non plus. L'humanité aspire à des jours moins troublés et se meut vers ce but qu'il ne lui est pas impossible d'atteindre. Telle est la vérité et nous pouvons avoir confiance que, selon le mot souvent cité de Wyclif mourant, « la Vérité conquerra. »

1. A rapprocher des vues de Washington, celles de Franklin sur les bonnes relations entre grands pays. Il écrivait de Passy, le 16 octobre 1783, à son ami David Hartley, qui avait été l'un des plénipotentiaires anglais pour la paix : « Que diriez-vous, si je la formulais, d'une proposition de pacte de famille entre l'Angleterre, la France et l'Amérique? L'Amérique serait aussi heureuse que les Sabines si, par son moyen, son père et son mari pouvaient être unis en une paix définitive. Quelle perpétuelle folie que ces perpétuelles guerres! Vous ne voulez pas vous conquérir et gouverner l'un l'autre. Pourquoi, alors, tâcheriez-vous sans cesse de vous nuire et détruire? Que de choses excellentes auraient pu être accomplies, accroissant la prospérité intérieure de chacun des deux pays; que de ponts, routes, canaux et autres travaux et institutions publics tendant à la félicité générale auraient pu être créés et établis avec l'argent et les hommes si follement gaspillés pendant les sept derniers siècles au cours de ces absurdes guerres où nous ne cherchions qu'à nous nuire! » *Works*, édit. Smythe, IX, 107.

Post Scriptum. — Peu d'années plus tard, les nuages commencèrent de s'assembler, menaçants. L'Allemagne, qui avait, empêché, à la première Conférence de La Haye, qu'aucune suite fût donnée au projet russe de limitation des armements, brusquement, en pleine paix alors que les autres nations inclinaient à se croire plutôt trop armées que pas assez, vota une loi accroissant à un degré prodigieux ses forces militaires.

Relativement à cet acte, à ce que devraient faire, après un tel coup, les démocraties éprises de paix et à l'avenir réservé aux idées de règlement amiable et d'arbitrage, l'ancien président de la délégation française à La Haye, M. Léon Bourgeois, écrivit en mai 1913, guère plus d'un an avant le présent conflit, une lettre mémorable[1] où il disait :

« Un premier fait nous frappe douloureusement et pourrait jeter d'abord le désarroi dans les esprits. Les projets de loi soumis en ce moment au Reichstag vont accroître dans une proportion formidable les armements de l'Allemagne et nécessiter, de la part de la France, un effort extraordinaire et des sacrifices auxquels nous devons nous décider énergiquement et sans retard....

« Nul plus que moi ne déplore cette folie des armements où se laisse entraîner l'Europe, et je n'oublie pas que j'ai été, en 1899, à la première Conférence

1. *Temps*, 12 mai 1913.

de La Haye, le rédacteur et le défenseur du vœu tendant à la limitation des charges militaires qui pèsent sur le monde. Mais je n'oublie pas non plus ce que je disais au Sénat, en 1907, à l'issue de la deuxième Conférence : « Pour nous, partisans résolus de l'arbitrage et de la paix, *le désarmement est une conséquence et non pas une préparation*. Pour que le désarmement soit possible, il faut d'abord que chacun sente que son droit est assuré. C'est la sécurité du droit qui, d'abord, doit être organisée. Derrière ce rempart seulement, les nations pourront désarmer....

« Soyons pacifiques et soyons forts. Et sachons attendre. C'est de l'excès même des charges qui s'appesantissent sur l'Europe que naîtra, plus tôt qu'on ne semble le croire, l'irrésistible mouvement d'opinion qui rendra nécessaire une politique de sagesse, de respect mutuel et de véritable sécurité. »

Le facteur dominant sera l'opinion publique. Les événements actuels auront servi, on peut l'espérer, à éduquer l'opinion publique dans l'ensemble du monde.

TABLE DES MATIÈRES

II. — Le major L'Enfant et la Cité fédérale.

III. — Washington et les Français.

IV. — Abraham Lincoln.

V. — La médaille de Franklin.

VI. — Horace Howard Furness.

VII. — De la Guerre à la Paix.

81512. — Imprimerie générale Lahure, 9, rue de Fleurus

IV. LA GUERRE DE 1870

La candidature Hohenzollern. — La dépêche d'Ems. — A Sedan. — A Versailles. — Bombardement de Paris. — Protestation des députés d'Alsace-Lorraine, etc.

V. L'EMPIRE ALLEMAND

La renaissance de l'Empire allemand. — L'adhésion de la Bavière. — Prince de Bismarck. — L'alerte de 1875. — La Triplice. — L'affaire Schnæbelé, etc.

VI. DERNIÈRES LUTTES

Les partis au Reichstag. — La Kulturkampf. — La Social démocratie. — L'empereur Guillaume II. — La démission. — L'œuvre de Bismarck, etc.

VII. BIBLIOGRAPHIE



CONCLUSION

La guerre actuelle a dressé en face l'une de l'autre deux puissances : d'un côté, l'Allemagne de Bismarck et de Guillaume II, tout imbue du virus du chancelier, des doctrines, des folies de son empereur, de ses officiers, de ses professeurs, puissance de proie et de mort, qui rêve d'un impérialisme mondial ; de l'autre côté, la France, qui, avec ses nobles alliés, combat pour l'Alsace-Lorraine française, pour les Alsaces-Lorraines de Roumanie, de Serbie, de Pologne, d'Italie, d'Arménie, pour la libération de la Belgique, qui combat, en un mot, pour le droit et pour la liberté. Le droit et la liberté, ce sont des facteurs inconnus des compatriotes de Bismarck, depuis que l'Allemagne a été prussianisée ; pour la France des croisades et de la Révolution, ces mots sacrés ont une vertu magique. Il y a en eux une force que rien ne peut abattre, une force supérieure à toutes les injustices et à toutes les tyrannies ; tous les Bismarck et tous les Guillaume II du monde, colosses aux pieds d'argile, ne prévaudront pas contre le droit et la liberté. Comme Montalembert le disait à propos de la Pologne, cette Alsace-Lorraine de l'Europe orientale qui reste debout et confiante

à travers les plus tragiques catastrophes de l'histoire, le droit vit dans nos cœurs, il y vit « comme une flamme inextinguible, et c'est à cette flamme que Dieu allumera un jour l'incendie de sa justice et de sa vengeance. »



" MÉMOIRES ET RÉCITS DE GUERRE "

La Collection des *Mémoires et Récits de Guerre* a pour but de présenter au public, sous une forme vivante et fidèle, tous les aspects de la Grande Guerre. Elle fait appel à tous ceux qui, ayant pris part aux événements les plus intéressants, seront capables de les raconter dans un bon langage, donnant l'impression de la vie. A côté des ouvrages historiques proprement dits, elle révèle la physionomie même si diverse en chacun de ses moments et sur les différents fronts de l'héroïque épopée actuelle.

EN VENTE DANS LA COLLECTION :

GASTON RIOU
Journal d'un Simple Soldat *(1914-1915)*

MAURICE GENEVOIX
Sous Verdun *(Août - Octobre 1914)*

JEAN LÉRY
La Bataille dans la Forêt (*Argonne 1915*)

VICTOR BOUDON
Avec Charles Péguy. De la Lorraine à la Marne (*1914)*

LOUIS-L. THOMPSON
La Retraite de Serbie *(Octobre-Décembre 1915)*

JEAN RENAUD
La Tranchée Rouge. — Feuilles de Route (*1914-1916)*

JOHN MORSE
Un Anglais dans l'Armée Russe *(Août 1914-Mai 1915)*

MARCEL NADAUD
En plein Vol. — Souvenirs de Guerre Aérienne

JACQUES DIETERLEN
Le Bois Le Prêtre *(Octobre 1914 - Avril 1915)*

PIERRE-MAURICE MASSON
Lettres de Guerre *(Août 1914 - Avril 1916)*

PIERRE DE KADORÉ
Mon Groupe d'Autos - Canons (*1914-1916*)

CAPITAINE CANUDO
Combats d'Orient. — Dardanelles, Salonique (*1915-1916*)

COMMANDANT BRÉANT
De l'Alsace à la Somme (*Août 1914-Janvier 1917*)

H. RUFFIN et A. TUDESQ
Notre Camarade Tommy *(Janvier-Juin 1917)*

MARCEL ÉTÉVÉ
Lettres d'un Combattant *(Août 1914 - Juillet 1916)*

ÉMILE HENRIOT
Carnet d'un Dragon, dans les Tranchées (*1915-19.6)*

LOUIS HOURTICQ
Récits et Réflexions d'un Combattant (*1915-1917)*

COMMANDANT J.-E. HENCHES
A l'École de la Guerre. Lettres d'un Artilleur (*1914-1916*)

Chaque volume in-16, broché. **3 fr. 50** (Majoration 30 0/0)

4829-18 — Corbeil. Imp. Crété.

81452. — Imprimerie LAHURE, 9, rue de Fleurus, à Paris. — 6-1920.